

Allemagne
et question slave

L'autre Bakounine

Deuxième partie : 1848-1861

Allemagne et question slave

René Marie Berthier

L'HÉRITAGE DU CONGRÈS DE VIENNE	15
1. – 1848 OU LE 1789 MANQUÉ DE LA BOURGEOISIE ALLEMANDE	19
LE CADRE CONCEPTUEL	23
« NI FÉODALE, NI TOUT À FAIT MODERNE... »	26
NAPOLÉON ET BISMARCK	29
LA FIN DU LIBÉRALISME	34
2. – LES RÉVOLUTIONS DE 1848-1849.....	40
FÉVRIER 1848, LA RÉVOLUTION À PARIS	40
GUERRE À LA RUSSIE ET QUESTION POLONAISE	45
<i>Une « guerre démocratique »</i>	45
<i>L'indépendance polonaise</i>	49
BAKOUNINE ET PROUDHON EN 1848.....	53
LA LETTRE À LA RÉFORME, 13 MARS 1848, PARIS	55
EN ALLEMAGNE	58
LES SLAVES DU SUD	60
1848 EN EUROPE CENTRALE	66
3. – 1848 DANS L'ACTION.....	75
LE CONGRÈS SLAVE	80
L'APPEL AUX TCHÈQUES.....	84
LE PROJET POLITIQUE DE BAKOUNINE	87
ENGELS, PREMIÈRE PÉRIODE.....	90
L'AFFAIRE GEORGE SAND ET LA CAMPAGNE DE CALOMNIES.....	96
APRÈS PRAGUE	101
L'« APPEL AUX SLAVES »	106
L'ALLIANCE GERMANO-SLAVE	121
LA SECONDE RÉVOLUTION	126
L'INSURRECTION DE DRESDE.....	133
LA NOTION DE « PROGRÈS HISTORIQUE ».....	138
LES ARTICLES DU <i>DRESDNER ZEITUNG</i>	144
A PROPOS DE « MA DÉFENSE »	152
SAUVÉ PAR L'AMOUR	169
CONCLUSION	170

DOCUMENTS	174
MARS 1848. – LETTRE À <i>LA RÉFORME</i>	174
JUN 1848. – PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA NOUVELLE POLITIQUE SLAVE.....	176
9 JUILLET 1848. – LETTRE À <i>DIE ALLGEMEINE ODER-ZEITUNG</i> , BRESLAU, POLOGNE.....	180
26 JUILLET 1848. – LETTRE À <i>DIE ALLGEMEINE ODER-ZEITUNG</i> , BERLIN	181
9 JUILLET 1848. – LETTRE À GEORGE SAND	181
10 DÉCEMBRE 1848. – LETTRE À GEORGE SAND.....	183
OCTOBRE-NOVEMBRE 1848. – APPEL AUX PEUPLES SLAVES PAR UN PATRIOTE RUSSE.....	188
NOVEMBRE 1848. – APPEL AUX SLAVES PAR UN PATRIOTE RUSSE ...	200
FÉVRIER-MARS 1849. – LA GUERRE RUSSO-ALLEMANDE	216
FÉVRIER-MARS 1849. – APPEL AUX TCHÈQUES	219
26 JANVIER 1850. – SIGNALEMENT DE BAKUNIN.....	225
MA DÉFENSE.....	225

LES DIVERGENCES entre Bakounine et Marx sur les questions d'organisation et de stratégie au sein de l'Association internationale des travailleurs ont quelque peu occulté une autre opposition, non moins sérieuse, sur la question germano-slave, et qui est de beaucoup antérieure à leurs divergences sur la stratégie du mouvement ouvrier. On peut dire que la question germano-slave est, pour les deux hommes, la mère des divergences, qui déterminera toutes les autres.

Nous partons de l'hypothèse que le « débat » entre Bakounine et Marx dans l'Internationale est incompréhensible sans la clé que constitue l'analyse qu'ils font respectivement du rôle de la Russie et de l'Allemagne dans la politique européenne de leur temps. Cette question parcourt toute leur carrière politique ; c'est pourquoi nous serons amenés à faire de fréquents allers-retours entre les positions qu'ils ont développées dans leur jeunesse, en 1848-1849 dans le feu de l'action, et celles de leur période de maturité. Ces allers-retours sont indispensables ; en effet, entre les périodes 1842-1849 et 1861-1874 se situe pour Bakounine une coupure qui ne fut malheureusement pas épistémologique : huit années de détention extrêmement dure et quatre années de relégation en Sibérie. Or il n'est pas indifférent de voir quel regard le second Bakounine portait sur l'activité du premier.

Nous avons donc choisi de déborder du cadre chronologique de cette étude qui, en principe, traite de la période 1847-1861. En effet, l'expérience que fait Bakounine, en tant qu'acteur de la révolution de 1848¹, les projets politiques qu'il élabore à ce moment-là déterminent grandement les prises de position qu'il développera lorsque son activité sera entièrement consacrée au mouvement ouvrier.

Cette partie de notre travail ne traite donc pas exclusivement du Bakounine d'« avant ».

Ce choix méthodologique se justifie à notre sens pour plusieurs raisons :

¹ Il participe activement à la révolution de 1848 à Paris, puis à l'insurrection de Prague et à celle de Dresde.

♦ Si l'activité politique de Bakounine est assez nettement séparée entre sa période « pré-anarchiste » (1842-1868) et sa période « anarchiste », qui occupe les huit dernières années de sa vie, la question slave ne subit pas cette coupure et parcourt l'ensemble de l'activité du révolutionnaire russe, ce qui n'est pas le cas pour ce qui concerne ses préoccupations concernant le mouvement ouvrier.

♦ Dans la mesure où les divergences entre Bakounine et Marx se manifesteront toute leur vie, et qu'elles concernent en très grande partie la question germano-slave, il nous a semblé artificiel de limiter l'examen de cette question à la seule période qui se situe autour de 1848-1849.

♦ Ces divergences, apparues en 1848-1849, contribueront à envenimer leur rapports dans l'Internationale, à partir de 1868, par suite des accusations obsessionnelles de « panslavisme » portées par Marx et Engels contre Bakounine, alors même que ce dernier sera surtout préoccupé par le mouvement ouvrier.

Bakounine, qui s'agitait beaucoup pour défendre l'idée de l'indépendance des peuples slaves, gênait. Aussi, pour casser son influence grandissante, Marx et Engels s'efforcèrent-ils de l'accuser de panslavisme. Le panslavisme était la doctrine qui préconisait l'assujettissement de tous les peuples slaves à l'influence de la Russie, considérée comme une sorte de mère-patrie pour les slaves. Ce n'était évidemment pas du tout le point de vue de Bakounine, qui combattait féroce­ment l'influence réactionnaire de la Russie. Il écrira en 1874 :

« Au diable donc tous les Slaves et tout leur avenir militaire, si après plusieurs siècles d'esclavage, de martyre, de bâillon, ils devaient apporter à l'humanité de nouvelles chaînes ¹ ! »

Selon lui, le panslavisme était la pire des choses qui pouvait arriver aux slaves d'Europe centrale. Il défendait l'idée de l'indépendance de chaque nation slave et leur constitution en un Etat démocratique et fédéral *en dehors toute influence de la Russie*. Ce n'était pas du tout la même chose ².

Voici comment Engels définit le panslavisme dans la *Nouvelle Gazette rhénane* :

¹ *Etatisme et anarchie*, 1873, Œuvres, Champ libre, IV, 234.

² Il convient de rappeler que Bakounine n'est à cette époque-là pas encore anarchiste.

« Le panslavisme, c'est l'alliance de toutes les petites nations et poussières de nations slaves d'Autriche, et en second lieu de Turquie, pour combattre les Allemands d'Autriche, les Magyars et éventuellement les Turcs. Les Turcs ne se livrent qu'à des incursions occasionnelles et comme ils sont également en pleine décadence, ils peuvent rester tout à fait hors de question. Le panslavisme, dans sa tendance fondamentale, est dirigé contre les éléments révolutionnaires d'Autriche et de ce fait, il est de prime abord réactionnaire ¹. »

« Le but direct du panslavisme, c'est la restauration sous domination russe d'un empire slave allant des Monts métalliques et des Carpathes à la Mer Noire, la Mer Egée et l'Adriatique, un empire qui, en dehors des langues allemande, italienne, magyare, valaque, turque, grecque et albanaise, engloberait encore une douzaine de langues et de dialectes slaves environ. Le tout cimenté, non par les éléments qui ont cimenté et développé jusqu'à présent l'Autriche, mais par l'abstraite vertu du slavisme et la soi-disant langue slave qui toutefois est commune à la majorité des habitants.

« L'unité panslave est donc, ou bien une pure utopie, ou bien... *le knout russe* ². »

« La classe montante, l'élément moteur du mouvement, la bourgeoisie, était partout allemande ou magyare.

« Et avec la bourgeoisie, la puissance industrielle, le capital, était entre les mains des Allemands et des Magyars ; la culture allemande se développa ; la vie intellectuelle des Slaves, elle aussi, fut subordonnée aux Allemands et ce, jusqu'en Croatie ³. »

« Tous les autres peuples et populations de plus ou moins grande importance, ont avant tout comme mission de sombrer dans la tourmente révolutionnaire universelle. C'est pourquoi ils sont contre-révolutionnaires ⁴. »

Engels ne fait pas seulement le *constat* de l'expansion de l'influence germanique dans les territoires slaves, il estime que c'est une bonne chose : c'est là, dit-il, « un service que les Slaves du sud en Autriche ne paient pas trop cher en troquant leur nationalité contre la nationalité allemande ou magyare »... « La culture allemande se développa ; la vie intellectuelle des Slaves, elle aussi, fut subordonnée aux Allemands et ce, jusqu'en Croatie. »

¹ « La Lutte des Magyars », *Nouvelle Gazette rhénane*, 13 janvier 1849.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

« Il n'y a aucun pays en Europe qui ne possède quelque part les restes d'un ou plusieurs peuples, survivances d'une ancienne population refoulée, et soumise par la nation devenue plus tard l'élément moteur de l'évolution historique. Ces survivances d'une nation impitoyablement piétinée par la marche de l'histoire, comme le dit Hegel, ces *déchets de peuples* deviennent chaque fois les soutiens fanatiques de la contre-révolution, et ils le restent jusqu'à leur extermination et leur dénationalisation définitive ; leur existence même n'est-elle pas déjà une protestation contre une grande révolution historique ¹ ? »

Engels mentionne alors les Gallois, les Bretons et les Basques. Ainsi, « la prochaine guerre mondiale ne se contentera pas de balayer de la surface de la terre des classes et des dynasties réactionnaires, mais aussi des peuples réactionnaires tout entiers. Et cela aussi, c'est un progrès. » On voit qu'Engels invente deux concepts extrêmement inquiétants qui constituent autant de dérives racistes : les « peuples réactionnaires » ; les « déchets de peuples ».

C'est la bourgeoisie qui « créa véritablement l'histoire mondiale, dans la mesure où elle fit dépendre du monde entier chaque nation civilisée, et chaque individu dans cette nation pour la satisfaction de ses besoins, et où elle anéantit le caractère exclusif des diverses nations, qui était naturel jusqu'alors ². » Transitoirement, « la bourgeoisie de chaque nation conserve encore des intérêts nationaux particuliers », mais la grande industrie crée « une classe dont les intérêts sont les mêmes dans toutes les nations et pour laquelle la nationalité est déjà abolie ».

Le *Manifeste communiste* avait repris ce thème de l'économie mondialisée qui efface les différences nationales : « A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. » Ce processus ne vaut pas seulement pour les forces productives, il s'applique également au domaine intellectuel : « Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. Les œuvres intellectuelles d'une nation deviennent la propriété commune de toutes. L'étroitesse et l'exclusivisme nationaux deviennent de jour en jour plus impossibles et de la multiplicité des littératures nationales et locales naît une littérature universelle. » Dans cette vision utopique, le monde s'unifie et les nations qui le composent s'assimilent, vers le « haut », dirions-nous, c'est-à-dire par l'intégration dans les nations capitalistes hégémoniques.

¹ *Ibid.*

² *L'Idéologie allemande* (1845).

La vision du *Manifeste communiste* ne sera confirmée par les faits que 150 ans après sa publication. Marx et Engels étaient donc très en avance sur leur temps, et on peut rendre hommage à leur clairvoyance. Mais cette clairvoyance, précisément, invalide le *Manifeste* comme programme politique. Est-ce le rôle d'un programme politique de faire des prédictions avec 150 ans d'avance ? C'est une vision utopique. Leur clairvoyance à très long terme ne leur a pas permis de comprendre ce qui se passait sous leurs yeux. Ainsi, dans une Europe où les nations ne sont pas encore constituées en entités politiques homogènes, où les revendications nationales se font jour partout, ils agissent comme si les démarcations nationales étaient en voie de disparition.

Deux faits peuvent expliquer l'attitude de Marx et Engels :

1. Ils sont persuadés de l'imminence d'une révolution européenne – non pas une révolution prolétarienne, mais une révolution bourgeoise qui brisera les Etats absolutistes et qui permettra l'avènement de la bourgeoisie libérale et l'instauration du suffrage universel grâce auquel le prolétariat, majoritaire, pourra réaliser sa domination politique ;

2. Le capitalisme anglais fournit le modèle sur lequel va se constituer le capitalisme mondial.

Marx reprend à son compte cette vision d'un monde où le libéralisme et le libre échange ont vaincu les forces féodales. Le modèle anglais de libre-échange, qui triomphe à ce moment-là, est perçu par Marx comme un modèle qui va s'imposer partout, alors qu'il n'est qu'un accident historique. Les libéraux anglais affirment que la suppression des tarifs protecteurs, la division internationale du travail, jointe au développement des moyens de communication aura pour conséquence la prospérité générale et la paix des peuples – discours étonnamment semblable à celui tenu par les néo-libéraux d'aujourd'hui ¹.

Or au moment où paraît le *Manifeste*, tous les pays européens qui commencent à s'insérer dans le marché mondial ont en même temps établi des barrières douanières. La principale carence du *Manifeste*, qui le rend inopérant comme programme pour son époque, est une fausse perception des formes politiques sous lesquelles le capitalisme devait se développer. Engels rectifiera le tir, tardivement, dans une lettre à Kautsky du 7-15 février 1882 :

¹ Ce qui n'empêche pas les Etats-Unis, grands propagandistes du libre-échange, d'être un des pays où les barrières douanières et les subventions à l'économie sont les plus grandes.

« L'une des tâches véritables de la révolution de 1848 – et contrairement aux illusives, les tâches *véritables* d'une révolution furent toutes résolues à la suite de cette révolution –, c'était de restaurer les nationalités opprimées et déchirées de l'Europe centrale, pour autant bien sûr qu'elles étaient douées de vitalité et, à ce moment précis, mûres pour l'indépendance. Cette tâche fut résolue par les exécuteurs testamentaires de la révolution, selon les circonstances du moment, pour l'Italie, la Hongrie, l'Allemagne, par les Bonaparte, Cavour et autres Bismarck ¹. »

En attendant, les socialistes de l'époque, à la notable exception de Proudhon, voyaient dans l'expansion du capitalisme dans sa forme libre-échangiste la disparition progressive du nationalisme : c'est le contraire qui se produisit.

Il n'y eut jamais de débat entre Bakounine d'une part, Marx et Engels de l'autre. On ne peut qu'examiner les positions que les uns et les autres défendirent et les confronter.

Si ce que Bakounine dit de Marx et Engels doit être examiné de manière critique parce qu'il ne disposait pas de toutes les informations nécessaires à une évaluation objective de leurs points de vue, ce que Marx et Engels disent de Bakounine est presque entièrement sujet à caution ². En effet, il n'y a *jamais*, chez ces deux auteurs, de réfutation argumentée des positions du révolutionnaire russe. Selon Georges Haupt, le refus de Marx « d'engager le débat doctrinal [*avec Bakounine*] est avant tout d'ordre tactique. Tout l'effort de Marx tend en effet à minimiser Bakounine, à dénier toute consistance théorique à son rival. Il refuse de reconnaître le système de pensée de Bakounine, non parce qu'il dénie sa consistance, comme il l'affirme péremptoirement, mais parce que Marx cherche ainsi à le

¹ Dans cette même lettre, Engels ajoute à propos de la Pologne qu'elle se trouve au milieu du continent, et « le maintien de sa division est précisément le lien qui ressoude à chaque fois entre elles les puissances de la Sainte-Alliance. » C'était très exactement le thème de Bakounine en 1848.

² Par exemple, Bakounine attribue souvent à Marx des positions de Lassalle ; cette confusion est due au fait que Marx n'a que très tardivement pris publiquement ses distances avec lui, et Bakounine ne pouvait évidemment pas connaître les critiques que le premier faisait du second dans sa correspondance. Cependant lorsque, dans sa période anarchiste, Bakounine évoque le *Manifeste communiste*, il sait de quoi il parle puisqu'il l'a traduit en russe.

discréditer et à le réduire aux dimensions de chef de secte et de conspirateur de type ancien ¹ ».

Cette attitude est d'autant plus regrettable qu'il existe de nombreux points de jonction dans les pensées respectives de Bakounine et de Marx, points de jonction qui auraient pu se concrétiser par une alliance, une complémentarité dans leurs projets lors des événements de 1848-1849 en Europe centrale – étant entendu que ni l'un ni l'autre n'était en mesure de peser réellement sur les événements ; néanmoins, il y aurait eu un précédent qui aurait pu peser réellement sur le destin du mouvement ouvrier européen.

Il faut distinguer deux moments dans ce « non-débat ».

- Pendant les deux années 1848-1849, Bakounine ne s'occupe pas le moins du monde de ce que font Marx et Engels. La seule mention du nom de Marx à cette époque figure dans une lettre à George Sand consécutive à une campagne de calomnies dont le révolutionnaire russe est la victime et dont l'entourage de Marx, sinon Marx lui-même, sont les initiateurs.
- Après une courte période vers les années 1863-1865 pendant laquelle Marx et Bakounine semblent s'entendre pour poser des « contre-mines » à l'influence de Mazzini en Italie, le conflit reprend après le congrès de Bâle de l'Internationale, en septembre 1869.

L'observation de l'occurrence du nombre de textes de Bakounine où il est question de Marx est significative : de 1843 à 1868, il y a un ou deux textes par an, quand il y en a ; en 1869 on passe à dix, pour atteindre un pic entre 1870 et 1872 (respectivement 13, 25 et 27 textes), puis les occurrences s'effondrent de nouveau ensuite. Le « débat » Bakounine-Marx se situe donc entre 1869 et 1872, mais surtout pendant les années 1870-1871, années de la guerre franco-prussienne, de la Commune et de la conférence de Londres de l'AIT qui décida de l'exclusion de Bakounine, c'est-à-dire la période où le conflit entre les deux hommes est au paroxysme.

La première manifestation ouverte de l'opposition entre Marx-Engels et Bakounine apparaît chez Engels dans le violent pamphlet anti-bakouninien, « Le panslavisme démocratique », écrit en 1849 dans la *Nouvelle Gazette rhénane* ² en réponse à l'« Appel aux Slaves » de Bakounine. C'est une réponse à Bakounine qui ne saurait tenir lieu de réfutation. Les fondateurs du socialisme « scientifique » ne répondront au révolutionnaire russe que par la

¹ Georges Haupt, *Bakounine combats et débats*, Institut d'études slaves, 1979.

² *Nouvelle Gazette rhénane*, 14 février 1849.

dérision et la déformation de ses idées et entameront une campagne de calomnies contre le Russe qui continuera pendant sa détention, après son évvasion de Sibérie et qui s'amplifiera pendant la période où il militait dans l'Internationale.

Les options stratégiques de Bakounine en 1848 et celles de ses deux adversaires vont se heurter violemment et déterminer l'ensemble de leurs relations ultérieures. A cette époque-là, Bakounine n'est pas encore « anarchiste » ; il ne le deviendra que vingt ans plus tard. Il ne s'agit donc pas du débat « anarchisme contre marxisme » auquel on a souvent limité la question. Il s'agit alors de définir les rôles respectifs joués dans la politique internationale de l'époque par la Russie et l'Allemagne. Ce débat se répercutera plus tard au sein de l'AIT.

Avant même d'engager un combat sur les options stratégiques du mouvement ouvrier, ce qui a opposé Bakounine et Marx, c'est la question de l'émancipation nationale des Slaves et, d'une façon plus générale, la notion de « progrès » historique.

De puissants courants historiques ont entravé la marche vers la démocratie en Europe, et Marx et Bakounine divergent sur la nature de ces forces. En 1848 Marx est convaincu que la Russie est le principal moteur de la réaction et qu'elle se trouve derrière toutes les initiatives visant à briser les tentatives des peuples à instaurer la démocratie. Dans l'ensemble, Bakounine est d'accord : dans une lettre à George Sand datée du 10 décembre 1848, il écrit : « depuis 1815 la Russie exerça une influence fatale sur l'Allemagne, c'est elle qui y pratique le despotisme. » Mais alors que le point de vue de Bakounine évoluera, celui de Marx ne changera pas. Avec le renforcement de l'Allemagne comme puissance industrielle et politique, surtout après la guerre franco-prussienne, le révolutionnaire russe dira que la Russie est certes une grande puissance réactionnaire, mais qu'elle est sur le déclin et que c'est l'Allemagne qui est devenue le principal moteur de la réaction. La vision de Bakounine est moins rigide et plus « dialectique » que celle de Marx. En effet, le révolutionnaire russe, mieux que Marx, voit les choses dans leur perspective : l'Allemagne, jusqu'alors affaiblie par sa division en de multiples États, évolue progressivement vers l'unité et vers une expansion considérable de sa puissance, tandis que la Russie, qui est une puissance incontestable en 1848, et même en 1870, entame un déclin qui la rend incapable de soutenir un conflit sur ses frontières de l'ouest et la contraint à s'étendre en Asie du sud-est, aux dépens de populations moins « civilisées », c'est-à-dire dont le développement des forces productives est moins important. Mais en 1848, Bakounine et Marx n'en sont pas encore là.

Ce désaccord sur le rôle historique respectif de l'Allemagne et de la Russie conduira les deux hommes à des conclusions divergentes qui, peut-être plus encore que leurs désaccords au sein de la Première internationale, les opposeront radicalement. La question germano-slave déterminera leurs options stratégiques, à tel point qu'il est *impossible* de comprendre réellement l'opposition entre Bakounine et Marx sur la politique du mouvement ouvrier européen si on ne dispose pas de cette clé.

Or c'est au moment de la révolution de 1848 que le point de vue des deux hommes commence à se former, et à diverger.

* * * * *

L'héritage du congrès de Vienne

En septembre 1818, trois ans après le congrès de Vienne, trois monarques se rencontrent à Aix-la-Chapelle, en territoire prussien. Ils y discutent de l'avenir de l'Europe pour les quelques décennies à venir. Il s'agit du roi Frédéric-Guillaume III de Prusse, de l'empereur François d'Autriche et d'Alexandre III, le tsar de toutes les Russies. L'empereur François est évidemment accompagné de son conseiller Metternich. Assistent également à la rencontre lord Castlereagh et le duc de Wellington qui représentent la Grande-Bretagne, et le duc de Richelieu qui occupe un strapontin pour la France. Tout le monde s'amusa bien, ce fut un « charmant congrès » aux dires de Metternich, dont les idées allaient dominer l'époque.

La restauration monarchique entreprise visait à créer un ordre nouveau fait de « sagesse, de raison, de justice et de correction » et à restaurer les institutions anéanties par la Révolution française et le Premier empire. La charnière de cette politique était l'Autriche, un Etat plurinational gouverné grâce à la police, à l'armée et aux espions ; un Etat qui n'offrait guère de perspective à l'innovation tant intellectuelle que matérielle, où il n'y avait pas de procès publics, où les journaux et les livres étaient censurés, les écoles et les universités surveillées.

En 1873, Bakounine cite les propres paroles que l'empereur prononça au cours d'une audience accordée aux professeurs du lycée de Laibach :

« La mode est aujourd'hui aux idées nouvelles (...), et je ne puis, et ne pourrai jamais m'en féliciter. Tenez-vous en aux idées anciennes : elles ont fait le bonheur de nos aïeux, pourquoi ne feraient-elles pas le nôtre ? Je n'ai pas besoin de sujets savants mais de sujets obéissants. Les former, voilà votre devoir. Qui est à mon service doit enseigner ce que j'ordonne ; que celui qui ne le peut ou ne le veut s'en aille, sinon je le chasserai ¹... »

Bakounine ajoute que l'empereur tint parole. Jusqu'en 1848 régna en Autriche un arbitraire sans limites ; un système de gouvernement fut instauré qui « se donna pour tâche essentielle d'endormir et d'abêtir les sujets de sa majesté ». Toute vie politique avait cessé. La vie littéraire était tombée au niveau d'ouvrages d'amateurs. Les sciences naturelles, dit Bakounine, avaient pris cinquante ans de retard sur le niveau atteint dans le reste de l'Europe. L'agriculture, le commerce, étaient « dans une situation comparable à celle de la Chine ».

« S'appuyant sur ce royaume, Metternich s'efforça trente années durant, de plonger toute l'Europe dans une situation semblable. Il devint la clé de voûte, l'âme, le guide de la réaction européenne et son premier souci fut évidemment d'anéantir toutes les tendances libérales qui se faisaient jour en Allemagne ². »

Le projet européen de Metternich réussit. Le congrès d'Aix-la-Chapelle s'était déroulé à sa plus grande satisfaction. L'ordre établi en 1815 à Vienne était confirmé et ne sera remis en cause qu'en 1848.

Les premiers combats de Bakounine se livreront au nom d'une révolution démocratique à caractère social, dans laquelle la revendication de l'émancipation nationale des Slaves tient une place prépondérante. Il n'est pas, en 1840, et de loin, l'anarchiste que l'on connaît. En cette première moitié du siècle, la lutte pour des réformes libérales en Allemagne ³ passe pour un excès abominable. Bakounine, comme Marx, feront à leurs débuts partie de l'aile la plus à gauche de ce mouvement de réformes.

¹ *Etatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, IV, 291.

² *Ibid.*

³ En 1815, le congrès de Vienne avait fait de l'Allemagne, dans le cadre de la Sainte-Alliance, une Confédération germanique de trente-neuf Etats souverains, sous la direction d'une Diète fédérale constituée par les représentants de ces Etats, dont les deux principaux étaient évidemment la Prusse et l'Autriche.

En Allemagne, la Prusse commence à perfectionner son appareil administratif, financier et militaire tout en empêchant l'essor d'une bourgeoisie nationale autonome.

Les années 1845-1846 sont marquées par des récoltes catastrophiques provoquant une pénurie de denrées alimentaires, associées à une surproduction industrielle. La crise économique de 1846-1847 va provoquer dans la plupart des pays d'Europe des soulèvements populaires exprimant des aspirations libérales, démocratiques et nationales et qui, en France, prendront un caractère ouvertement social.

Après la révolution parisienne en février, les Italiens chassent les Autrichiens de Milan et de Venise. Mazzini proclame la république à Rome. La plupart des souverains italiens accordent des Constitutions (Constitution de Ferdinand II le 10 février 1848 ; celle de Pie IX le 14 mars.)

Le congrès de Vienne avait fait de l'Autriche le centre de gravité de l'Europe conservatrice. L'Empire autrichien, qui fut la principale cible de Bakounine, était resté figé dans un carcan hérité de l'Ancien régime : les minorités nationales – Tchèques en Bohême, Polonais en Galicie, Serbes dans la région du Danube, Roumains en Transylvanie, Italiens de Trieste et du Trentin – remettent en cause la domination qu'ils subissent. Des manifestations qui se transforment en émeutes à Vienne suivies de heurts avec la troupe poussent Metternich, le metteur en scène de l'Europe absolutiste, à démissionner. Il quitte le pouvoir à 75 ans et s'enfuit dans une voiture de blanchisseuse...

Aussitôt, en Allemagne, des mouvements révolutionnaires partis du Sud conduisent à l'abdication du roi Louis I^{er} de Bavière ; les libertés politiques sont instaurées en Saxe, dans le Wurtemberg, en Hesse-Nassau. Le mouvement s'étend au Nord à Francfort, Hambourg, Brême et en Prusse. Un Parlement est convoqué à Francfort qui doit discuter de l'avenir de l'Allemagne mais très vite, la vague s'effondre et la réaction triomphe. Les Piémontais sont écrasés par les Autrichiens, l'intervention française renverse la République romaine, l'armée rétablit l'ordre en Autriche et le Parlement de Francfort est dispersé par la troupe.

Les révolutions de 1848 entendaient renverser l'ordre établi au congrès de Vienne par les vainqueurs de Napoléon. Une véritable « Internationale » de la répression avait été mise en place permettant la coordination des différents services de police. La religion servait de ciment à cet ordre politique, légitimant la domination des maisons royales sur des territoires que le Bon Dieu leur avait confiés.

Les années 1848 et 1849 vont fournir l'occasion à Bakounine et à Marx l'opportunité de tester sur le terrain leurs idées politiques. Mais entre les deux hommes il y a un déséquilibre :

- Marx a déjà élaboré une pensée de la révolution, une théorie sociale, certes encore en gestation, mais dont les grandes lignes sont tracées. Son activité, et celle d'Engels, va consister à tenter de mettre cette théorie en application ; les deux hommes vont déterminer la politique à suivre à partir de cette théorie, fondée sur une analyse historique qualifiée de « matérialiste », mais qui n'est rien d'autre qu'une transposition, au bénéfice du prolétariat, du schéma saint-simonien des périodes historiques élaboré au bénéfice des « industriels »¹.

L'idée de succession nécessaire des périodes historiques était relativement banale au début du XIX^e siècle. On la retrouve chez Hegel, chez les historiens français de la Restauration, chez Saint-Simon qui inspira ces derniers – mais Saint-Simon lui-même s'inspira de Condorcet... L'attribution des facteurs socio-économiques comme « moteur » de ce processus de succession n'est pas non plus une « invention » de Marx, puisqu'on la trouve encore chez Saint-Simon, pour qui la classe historique est celle des « producteurs », terme générique incluant les entrepreneurs capitalistes et les ouvriers :

« Il est clair que la lutte doit finir par exister entre la masse entière des parasites d'un côté, et la masse des producteurs de l'autre, pour décider si ceux-ci continueront à être la proie des premiers, ou s'ils obtiendront la direction suprême d'une société qui ne se compose plus aujourd'hui que d'eux seuls, essentiellement². »

« Le parti des producteurs ne va pas tarder à se montrer », dit encore Saint-Simon, qui ne fait rien d'autre que décrire la lutte des classes dans sa perspective bourgeoise.

Le schéma marxien établit que les phases de succession des périodes historiques sont inévitables, que le mode de production féodal ne saurait être

¹ Première période : de la chute de l'empire romain aux X^e-XI^e siècles (double pouvoir théologico-militaire) ; deuxième période : XII^e-XVIII^e siècles (naissance des Communes et apparition des sciences positives) ; troisième période entamée par la Révolution de 1789, prépondérance de la classe des industriels sur les classes déclinantes de l'Ancien régime. Cf. le remarquable ouvrage de Pierre Ansart, *Marx et l'anarchisme*, qui traite des influences de Saint-Simon sur Marx et sur Proudhon.

² Saint-Simon, *Du système industriel*.

abattu que par la bourgeoisie qui met en place le mode de production capitaliste. Ce n'est qu'ensuite que le prolétariat peut intervenir comme sujet historique. Il est par conséquent de son intérêt de soutenir la révolution bourgeoise, afin d'accélérer le processus historique.

- Au même moment, Bakounine n'a pas de théorie élaborée. Il n'a sans doute pas encore lu le *Manifeste communiste*, paru quelques mois plus tôt, et ne se place alors pas du tout dans la même perspective. Plus tard, cependant, c'est lui qui en fera la première traduction russe...

Son projet en 1848 est l'émancipation nationale des Slaves opprimés. Mais ce serait une grave erreur que de penser qu'il se contente de foncer tête baissée sans réfléchir. En effet, si Marx aborde la révolution armée d'une pensée théorique, Bakounine lui, l'aborde avec une pensée stratégique extrêmement élaborée et réaliste, compte tenu des forces en présence. C'est ce que nous tenterons de montrer. Bakounine en effet proposait l'alliance des démocrates allemands et des nationalistes slaves contre le pouvoir féodal et pour la démocratie. Le Russe et l'Allemand auraient pu collaborer : la carence ne vient pas de Bakounine mais de Marx et des démocrates allemands qui refusaient toute légitimité aux revendications nationales des Slaves opprimés par l'Autriche, la Prusse et la Russie. Marx et Engels feront tout pour discréditer Bakounine, ternir sa réputation.

1. – 1848 ou le 1789 manqué de la bourgeoisie allemande

L'Allemagne est en permanence dans les pensées du Russe Michel Bakounine. La philosophie allemande a modelé son esprit. Son choix de s'engager dans l'action politique a été déterminé par une réaction contre la philosophie allemande. Toute sa vie, il se heurtera à la politique allemande, celle du pouvoir en place, mais aussi celle de Karl Marx, que le révolutionnaire russe analyse comme un prolongement et une variation de la politique allemande.

Mais Bakounine est aussi un Russe, et son activité politique sera d'abord liée à la question slave. C'est par un discours prononcé à l'occasion du 17^e anniversaire de la révolution polonaise, le 29 novembre 1847, qu'il donne en quelque sorte le signal de départ de sa vie politique. Ce discours lui vaut d'être expulsé de France et l'oblige à se réfugier en Belgique. Dès lors, Bakounine ne s'arrêtera plus.

Le point de vue de Bakounine sur la question slave est, pour le moins, mal compris. Il veut la destruction de l'empire russe pour émanciper le peuple russe, et celle de l'empire d'Autriche qui opprime des nationalités slaves. Pourtant, Marx et Engels accuseront de façon lancinante Bakounine d'être un panslave, c'est-à-dire un partisan de l'hégémonie de la Russie sur l'ensemble des peuples slaves. Or, les écrits de Bakounine ne permettent aucun doute sur le fait qu'il n'est *pas* un panslave et ses écrits ne peuvent pas avoir été ignorés de Marx et d'Engels. Il est donc surprenant de constater que ces derniers ne dévieront jamais dans leurs accusations, à tel point que cela deviendra une véritable obsession. La question de savoir si Marx – et Engels – étaient ou non de bonne foi n'est pas indifférente car c'est sur la base du prétendu panslavisme de Bakounine qu'ils monteront le dossier grâce auquel ils l'exclurent de l'Association internationale des travailleurs en 1872. Les deux questions sont donc intimement liées.

Bakounine était ulcéré par l'injustice de ces accusations, qui ont été très efficacement relayées et amplifiées par l'entourage de Marx. Toute sa vie, Bakounine a tenté d'expliquer aux intellectuels slaves d'Europe centrale, que le sujet ne passionnait pas, et aux social-démocrates Allemands, que la question laissait indifférents, que le peuple russe opprimé était la première victime de l'empire des tsars.

Ceux que Bakounine désignait, dans sa période « anarchiste », sous le nom de « communistes allemands » semblaient ne voir dans la Russie que la politique de l'Etat russe, jamais le peuple. Ce n'est qu'après la publication

d'*Etatisme et anarchie*, deux ans avant la mort du révolutionnaire russe, que Marx, féroce russophobe et qui a lu et annoté l'ouvrage, se rend compte qu'il y a aussi un *peuple* russe. L'examen des écrits de Marx et d'Engels montre que c'est postérieurement à la publication d'*Etatisme et anarchie* qu'ils intègrent la *société* russe dans leur réflexion.

Bakounine veut passionnément la libération de la Pologne occupée par la Russie, la Prusse, l'Autriche, mais il dit aux nationalistes polonais : vous n'avez aucun droit à récupérer les territoires non polonais que vous occupiez avant le dépeçage de votre pays. Les populations de ces territoires devront être consultées pour décider de leur destin : vivre avec vous ou sans vous. Pour cette raison, les nationalistes polonais ne cessèrent jamais d'être très réticents à l'égard de cet homme qui soutenait leur cause mais pas leurs projets d'expansion territoriale.

Les historiens font rarement le constat que Marx et Engels d'une part, Bakounine de l'autre analysent fréquemment les situations de la même manière mais divergent sur les conclusions. Tous trois s'accordent sur le fait que les petites nationalités slaves d'Europe centrale ne constituent pas des entités politiquement viables. Mais c'est *après*, que les désaccords apparaissent. Marx et Engels veulent liquider ces petites nationalités pour les ramener dans le giron de l'Allemagne, pour les germaniser. Bakounine veut l'indépendance des Slaves du Sud, mais il dit : désormais, les petits Etats ne sont plus viables, et il vous faut trouver un mode d'existence commune sous forme de fédération.

En somme, Bakounine prend les nationalistes slaves de tous bords à contre-poil. On comprend qu'il n'ait pas soulevé leur enthousiasme. Naturellement méfiants envers les Russes, quels qu'ils soient, les nationalistes polonais – souvent des aristocrates – ont toujours été très réservés vis-à-vis de Bakounine, à qui ils ne pardonnaient pas les restrictions qu'il mettait à leur volonté d'indépendance, qui était en même temps une volonté d'expansion territoriale. D'autant que Bakounine ne séparait pas la question de l'émancipation nationale de celle de l'émancipation sociale. Son « Appel aux Slaves », écrit pendant la révolution de 1848, est sans doute le premier document dans lequel l'émancipation nationale est *subordonnée* à l'émancipation sociale.

L'étude de l'analyse bakouninienne de la révolution allemande de 1848 présente une difficulté : l'optique à partir de laquelle il se plaçait a quelque peu évolué entre le moment où il participait aux événements et celui où, trente ans plus tard, il réfléchit sur eux. Acteur de la révolution, il a pour but déclaré la libération des Slaves. Il reconnaîtra plus tard que ses convictions socialistes étaient alors vagues. On pourrait ajouter qu'elles étaient même

vaguement jacobines. Lorsque trente ans plus tard il revient sur les événements, c'est le socialiste révolutionnaire qui s'exprime. Pendant ce temps, la pensée de Marx n'est certes pas restée figée mais, du *Manifeste* au *Capital*, l'auteur est resté communiste. Il n'en est pas de même pour Bakounine qui a subi dans le même temps plusieurs étapes avant d'aboutir à sa pensée de



maturité. Il convient en conséquence de garder ce fait à l'esprit lorsqu'on examine les prises de positions du révolutionnaire russe pendant les événements et les réflexions qu'il livre dans sa période de maturité.

Le cadre conceptuel

A lire Bakounine et Marx, on est frappé par l'admiration qu'ils portent l'un et l'autre à l'énergie révolutionnaire de la bourgeoisie française de 1789, à la vigueur de la pensée des philosophes qui, depuis les Lumières, ont préparé le grand bouleversement sur le plan des idées. Surtout, bourgeois et philosophes apparaissent comme des hommes qui affirment des objectifs clairs et expriment leurs idées avec transparence.

Il est évident que le modèle que les deux hommes ont à l'esprit – et qui diffère sur bien des points – s'est formé en référence à la politique contemporaine, en particulier à celle de l'Allemagne, et aux exigences de la révolution sociale.

L'impuissance de la bourgeoisie allemande, dénoncée par Bakounine, trouve son écho dans de nombreux textes de Marx : cette impuissance est l'expression de la division politique de l'Allemagne, du retard pris par le capitalisme allemand et de ce décalage dramatique qui place la bourgeoisie dans une situation d'antagonisme avec le prolétariat, alors même qu'elle en est encore à poser les revendications libérales de 1789. Ce sont là des points qu'on trouve identiques chez les deux rivaux. Les divergences apparaissent dans les conclusions pratiques qu'ils tirent, sur le terrain, et que nous tenterons de mettre en relief.

L'un et l'autre constatent que la révolution n'a pris un caractère social qu'en France ; ailleurs en Europe le problème se pose en termes d'indépendance nationale ou d'unité nationale.

Le cas de l'Allemagne est particulier. Au contraire de son homologue française, la bourgeoisie allemande est incapable de penser en termes nationaux. Timorée, hésitante dans la pratique, elle affiche dans les endroits où elle parle – les cabarets, notamment – des objectifs extravagants, qui irritent Bakounine au plus haut point. Elle tombe dans l'abstraction la plus extrême tout en étant incapable de donner un sens universel à ses objectifs. Au contraire de la bourgeoisie française de 1789, elle n'a pas conscience de ses véritables intérêts et se crée des intérêts fictifs. Apeurée, elle ne se lie pas à la paysannerie dont la masse a constitué un formidable levier en France. Aveugle, elle est incapable de concevoir une alliance politique avec les nationalités slaves dominées par la Prusse et l'Autriche : elle les somme, au contraire, de reconnaître la sujétion dans laquelle elles se trouvent. En refusant de reconnaître la légitimité des revendications des Slaves d'Europe centrale, le Parlement de Francfort s'est condamné à l'échec.

Bakounine montre d'ailleurs que Marx fait preuve du même aveuglement que les démocrates allemands. Alors que les armées de l'An II avaient été mues par des idées d'émancipation universelle et traversaient le Rhin en

libératrices (pour peu de temps, il est vrai), les bourgeois allemands n'attendaient de la monarchie rien d'autre que la constitution d'une grande Allemagne unifiée incluant les territoires slaves.

Le modèle théorique que Bakounine et Marx se sont formés doit énormément aux historiens de la Restauration, que l'un et l'autre connaissent bien. Guizot, en particulier, l'« illustre homme d'Etat doctrinaire », comme l'appelle Bakounine, expose que l'élément clé de l'interprétation de la Révolution française se trouve dans la victoire de la bourgeoisie sur la noblesse. Ce thème sera constamment développé par les deux hommes, chez qui on trouve également l'idée – reprise encore aux historiens de la Restauration – que la Révolution française ne s'achève qu'en 1830.

Mais, pour les historiens bourgeois, la Révolution française représente la fin de l'histoire : puisque la bourgeoisie a triomphé, il n'y a plus de classe dominée ; pour Bakounine et Marx c'est, au contraire, une révolution qui n'a pas encore été achevée.

Si la Révolution française n'est qu'une étape, alors la transition de l'absolutisme à la société bourgeoise – qu'on peut étudier, puisqu'elle se situe dans le passé – pourra servir de modèle au passage de la société bourgeoise à la société socialiste, sans classes, celle-là pour de vrai. C'est là exactement ce que fait Marx. Bakounine comme Marx partent du présupposé que la Révolution française était nécessaire parce que la bourgeoisie, politiquement dominée, était devenue socialement dominante. Il y avait là une contradiction qui ne pouvait perdurer. Ils ne font pas de démonstration de cette hypothèse, à moins de considérer comme telles les indications sommaires que donne Marx, dans *L'Idéologie allemande*, sur l'histoire de la bourgeoisie à partir du Moyen Age, ou le tableau rapide qu'en brosse Bakounine dans la conférence aux ouvriers de Saint-Imier. Ce dernier, cependant, revient fréquemment sur le long travail de préparation idéologique qui, à son avis, a rendu la révolution effective dans les esprits avant que de la rendre possible dans les faits. Loin d'être une affirmation idéaliste, il s'agit là, au contraire, du constat du long travail souterrain d'une idée qui, lorsqu'elle s'empare des masses, devient une force matérielle. Toute la littérature du XVII^e siècle et celle du XVIII^e ont produit les « filières souterraines » qui, en développant l'idée du matérialisme, du rationalisme et de la libre pensée, ont abouti à l'embrasement de la Révolution. Ces filières semblent tellement évidentes à Bakounine que Robespierre est présenté comme l'héritier de Rousseau et Mirabeau comme celui de Voltaire ¹.

¹ *Etatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, IV, p. 288.

La révolution allemande de 1848 constitue littéralement un test qui permet de vérifier le cadre conceptuel élaboré par Marx. Ce cadre conceptuel s'articule autour de trois documents : l'*Idéologie allemande*, la *Critique moralisante* et le *Manifeste communiste*.

Marx oppose la révolution politique, dont 1789 constitue l'archétype, à la révolution sociale. Cette argumentation s'adresse essentiellement aux démocrates allemands. Révolution politique et révolution sociale sont deux processus distincts, ayant un contenu et une forme opposés, mais, en même temps, elles sont liées en ce qu'elles se présentent dans un ordre de succession historique nécessaire : la première est la condition de la seconde parce qu'elle permet la mise en œuvre des fondements de l'organisation du prolétariat en classe, c'est-à-dire les institutions représentatives, le Parlement. C'est pourquoi on trouve, dans les textes de 1847-1848, des allusions à la révolution prolétarienne allemande comme conséquence immédiate de la révolution politique qui aurait aboli les vestiges de l'absolutisme : « ...en Allemagne, dit le *Manifeste*, la révolution bourgeoise sera le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne. » Ainsi s'explique que, dans les premiers mois de la révolution, Marx et Engels tentent de mobiliser l'ensemble des forces anti-absolutistes autour de la question de la démocratie politique, en subordonnant l'action du prolétariat à cette revendication : plus vite cette dernière sera satisfaite, plus rapidement serait accomplie la transformation de la révolution bourgeoise en révolution sociale. C'est donc guidé par les conceptions évolutionnistes du *Manifeste* et de *La Critique moralisante* que Marx détermine ses orientations, elles-mêmes calquées sur le modèle obligé de la Révolution française.

En 1848, Bakounine ne pose pas le problème dans ces termes puisque sa préoccupation est centrée autour la question des Slaves d'Europe centrale dont l'émancipation sera le prélude à celle du peuple russe.

Pour Marx, tant que subsistent des vestiges des rapports de classes hérités de l'absolutisme, la bourgeoisie constitue une force progressive. En conséquence, les travailleurs n'ont aucune raison de préférer les vexations brutales du gouvernement absolu à la domination directe de la bourgeoisie¹ – façon de poser le problème qui exclut toute autre hypothèse, par exemple que les vexations brutales sont aussi le fait de la bourgeoisie, et que les tra-

¹ « Cependant, les travailleurs allemands savent fort bien que la *monarchie absolue* n'hésite pas ou ne peut hésiter un instant à les accueillir à coups de canon et à coups de fouet, elle qui est au *service de la bourgeoisie*. Pourquoi préféreraient-ils, dès lors, les vexations brutales du gouvernement absolu, avec sa suite mi-féodale, à la *domination directe des bourgeois* ? » (Marx, *La Critique moralisante*.)

vailleurs n'ont précisément pas de raison de préférer les unes plutôt que les autres.

Le schéma que Marx a en tête va influencer toute son action pendant le début de la révolution : lorsqu'il modifiera son optique au bout de quelques mois, c'est-à-dire lorsqu'il se rendra à l'évidence que la bourgeoisie allemande ne *veut* pas faire son 89, il sera trop tard.

Si, en attendant, Marx pense que les travailleurs ont plus intérêt à la domination bourgeoise, c'est d'abord parce que la bourgeoisie, pense-t-il, est obligée de « faire des concessions politiques plus larges que celles de la monarchie absolue »¹. La deuxième raison est que la domination bourgeoise crée les conditions futures de la victoire de la classe ouvrière. « La suppression des rapports de propriété bourgeois ne peut être obtenue si l'on maintient les rapports féodaux », ce qui revient à dire que le prolétariat qui apparaîtrait dans une société où dominent les rapports féodaux aurait pour tâche prioritaire d'aider à la constitution des rapports bourgeois pour avoir ensuite la possibilité de les supprimer, car « le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les ordres féodaux et la monarchie absolue ne peut qu'accélérer leur propre mouvement révolutionnaire »².

L'ironie de l'histoire veut que ce soit Bismarck qui, en concédant « par en haut » le suffrage universel, en 1866, ait liquidé le mouvement libéral en Allemagne en désamorçant son action. En se fondant sur cet exemple, Bakounine montrera que la coexistence des rapports politiques féodaux et des rapports économiques du capitalisme est parfaitement possible.

« Ni féodale, ni tout à fait moderne... »

La situation allemande présente, en 1848, un certain nombre d'analogies avec celle de la France de 1789, par la persistance de rapports de pouvoir absolutistes et de rapports de classes hérités de la féodalité. Marx comme Bakounine, cependant, avaient parfaitement vu que, à Paris, en 1848, c'est l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat qui est le moteur des événements, tandis qu'en Allemagne la bourgeoisie est confrontée au double problème de l'éventualité de la prise du pouvoir et de l'antagonisme avec son propre prolétariat. Ce qui faisait la force de la bourgeoisie française de 1789, dira plus tard Bakounine, c'est qu'elle avait une avance chronologique sur le prolétariat en matière de conscience de classe. Elle avait acquis une cohésion, une conscience collective de ses objectifs, la conscience de l'antagonisme qui l'opposait au prolétariat, qui faisaient défaut à ce dernier.

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

Grâce à cette avance, elle pouvait présenter ses propres revendications comme des revendications universelles. En 1848, cette avance a sinon disparu, du moins s'est-elle considérablement réduite. Le prolétariat devient conscient de lui-même, commence à s'organiser en Allemagne avec une ampleur que Bakounine a bien perçue, mais que Marx et Engels tenteront de minimiser parce que l'apparition prématurée de la classe ouvrière sur la scène aurait bousculé le schéma préétabli des fondateurs du socialisme dit « scientifique ».

La bourgeoisie allemande a pris un tel retard historique qu'elle s'est mise en mouvement contre les rapports féodaux au moment où partout ailleurs ces rapports féodaux ont été battus en brèche : l'antagonisme principal est désormais celui qui oppose la bourgeoisie et le prolétariat. La bourgeoisie allemande a en somme manqué sa chance. Peut-on, dans ces conditions, dire encore avec Marx que les travailleurs savent que « leur propre lutte contre la bourgeoisie ne pourra débiter que le jour où la bourgeoisie aura triomphé »¹ ?

L'intérêt de l'analyse bakouninienne sera de montrer l'« inconsistance révolutionnaire de la bourgeoisie allemande », selon ses propres termes², en tant qu'elle n'est même pas capable de lutter contre les rapports féodaux. D'ailleurs, la bourgeoisie n'a plus aucune raison de considérer les régimes politiques dominants alors en Allemagne comme l'ennemi principal ; elle a, au contraire, toutes les raisons de privilégier l'alliance avec le pouvoir. C'est, d'ailleurs, ce qu'elle fera, et que Marx n'avait pas envisagé. D'autant que la destruction des rapports féodaux se faisait de toute façon, en Prusse tout-au moins, à l'initiative de l'Etat lui-même. L'anarchiste Bakounine montre très explicitement que l'instauration de l'union douanière et les innombrables mesures économiques prises centralement par l'Etat prussien en faveur du développement industriel et commercial ont plus fait pour détruire les rapports féodaux que toutes les velléités révolutionnaires des libéraux allemands. Le premier canon des usines Krupp, rappelons-le, est sorti l'année de la publication du *Manifeste*. L'un et l'autre allait contribuer à assurer, vingt-trois ans plus tard, l'hégémonie du prolétariat allemand en Europe³.

¹ *Ibid.*

² *L'Empire knouto-germanique*. Fragment N.

³ La formule peut paraître un peu forcée, mais rappelons que Marx s'était réjoui que la défaite française, en 1870, allait transférer le centre de gravité du mouvement ouvrier européen de France en Allemagne.

Bakounine commentera en 1870 les problèmes posés par l'application à l'Allemagne du modèle de la révolution politique à la française, de même que la question des phases successives d'évolution des régimes politiques. En deux pages condensées, il réfute la thèse que Marx a développée en 1848 et montre, d'abord, qu'un système féodal peut se « dissoudre » en quelque sorte de lui-même sous la poussée du développement capitaliste et, ensuite, que la bourgeoisie n'a pas absolument besoin du pouvoir politique.

« Ont également tort, dit-il dans *L'Empire knouto-germanique*, ceux qui parlent de l'Allemagne comme d'un pays féodal et ceux qui en parlent comme d'un Etat moderne : elle n'est ni féodale ni tout à fait moderne. » Elle n'est plus féodale parce que la noblesse a perdu depuis longtemps toute puissance séparée de l'Etat. Mais, ajoute-t-il, si un Etat moderne signifie un Etat gouverné par les bourgeois, l'Allemagne n'est pas moderne. « Sous le rapport du gouvernement, elle en est encore au XVIII^e et au XVII^e siècle. Elle n'est moderne qu'au point de vue économique ; sous ce rapport en Allemagne comme partout, ce qui domine, c'est le capital bourgeois. » Quant à la noblesse, elle « ne représente plus de système économique distinct de celui de la bourgeoisie ». Les quelques survivances féodales qui subsistent « ne peuvent manquer de disparaître bientôt devant la toute-puissance envahissante du capital bourgeois ». Contre cela, Bismarck, Moltke et l'empereur ne peuvent rien : « La politique qu'ils feront sera nécessairement favorable au développement des intérêts bourgeois et de l'économie moderne. Seulement, cette politique sera faite non par les bourgeois, mais presque exclusivement par les nobles ¹. »

Bakounine présente là un régime qui a fait sa transition du féodalisme au capitalisme sans passer par le modèle de la France, mais par la dissolution des anciennes formes politiques devant la poussée irrésistible du développement capitaliste. Il montre également que le contrôle de l'appareil d'Etat par la bourgeoisie est au fond accessoire, ce qui contredit le schéma marxiste. En effet, en Allemagne, c'est Bismarck qui se charge du travail. C'est ce qu'explique Bakounine dans une conférence aux Internationaux de Sonvilliers :

« L'Allemagne depuis 1830 nous a présenté et continue de nous présenter le tableau étrange d'un pays où les intérêts de la bourgeoisie prédominent, mais où la puissance politique n'appartient pas à la bourgeoisie, mais à la monarchie absolue sous un masque de

¹ Cf. Œuvres, Champ libre, *L'Empire knouto-germanique*, VIII, 154-155.

constitutionnalisme, militairement et bureaucratiquement organisée et servie exclusivement par les nobles. »

Or, à la même époque, Engels fait le même constat : dans la préface de 1870 de *La Guerre des paysans en Allemagne*, il écrit que depuis 1848 en Allemagne le capitalisme s'est développé de façon fantastique. « Comment est-il donc possible que cette bourgeoisie n'ait pas aussi conquis le pouvoir politique et qu'elle se conduise d'une façon aussi lâche vis-à-vis du gouvernement ? » Étonné que les faits puissent ne pas concorder avec la théorie, Engels conclut que la bourgeoisie, au cours de son développement, arrive à un moment à partir duquel « tout accroissement ultérieur de ses moyens de domination, à savoir en premier lieu ses capitaux, ne fait que contribuer à la rendre de plus en plus inapte à l'exercice du pouvoir politique ». On conçoit qu'épisodiquement, « par exception », comme dit Engels, la bourgeoisie puisse abdiquer momentanément son pouvoir. Mais, curieusement, ce phénomène n'est pas une exception, il est une constante : en effet, en Angleterre, nous dit-il, la bourgeoisie n'a pu faire entrer son représentant au gouvernement, Bright, que de justesse ; en France, la bourgeoisie comme telle « n'a tenu le pouvoir dans ses mains que deux années sous la République »...

Constat étonnant : l'exclusion de la bourgeoisie de l'exercice de son propre pouvoir n'est pas un phénomène circonstanciel, puisque quatre-vingts ans se sont passés depuis la Grande révolution. La thèse mécaniste de la corrélation systématique entre le niveau de développement des forces productives et les formes politiques de domination semble donc démentie par les faits, ainsi que la validité du modèle marxiste de passage du féodalisme au capitalisme. L'Allemagne constitue l'exemple d'un ancien régime faisant échec à une révolution démocratique, tout en développant considérablement le capitalisme industriel, ce qui dément le fondement même de la théorie de Marx selon laquelle des formes politiques obsolètes doivent éclater pour permettre le développement des forces productives. Si les faits sont têtus et imposent aux hommes des contraintes dont il leur est difficile de se dégager, les hommes sont aussi capables de tirer des enseignements des faits pour contourner les obstacles. L'histoire ne se réduit pas à des schémas répétitifs.

Napoléon et Bismarck

La révolution allemande voulue par Marx n'a pas eu lieu : ni la révolution bourgeoise, ni la révolution prolétarienne qui devait en être la conséquence immédiate. Si on peut considérer comme erronées les positions qu'il a défendues en 1848, il y a peu de chances que des prises de position

différentes eussent changé grand chose. C'est d'ailleurs sans doute pour cette raison que l'attitude de Marx est passée relativement inaperçue : car, enfin, voilà un homme qui entend fonder le pouvoir du prolétariat mais qui dissout le parti ouvrier dès le début d'une révolution, et qui craint une trop forte agitation ouvrière parce qu'elle risquerait de perturber l'alliance de fait qu'il préconise avec la bourgeoisie démocrate, dont il attend qu'elle fasse d'abord *sa* révolution.

Marx n'avait simplement pas compris une chose que d'autres contemporains – tels que Bismarck – avaient parfaitement assimilée : on ne fait pas deux fois la même révolution. L'exemple français de la fin du XVIII^e siècle n'avait lui-même pas eu de modèle, en ce sens que les acteurs de 1789 n'avaient pas d'idée préconçue sur la façon dont les choses devaient se dérouler. En revanche, la révolution de 1789 avait beaucoup appris aux monarques allemands, dont le souci principal fut de conserver une force militaire indépendante afin d'éviter de reproduire l'erreur fatale commise par Louis XVI, le 14 juillet 1789, en ne faisant pas donner la troupe. Le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche font toutes les concessions à la Diète, à l'assemblée de Francfort, à la Constitution, mais ils gardent l'armée en retrait, conservant une force militaire intacte : Frédéric-Guillaume attendit un an que les divisions apparaissent dans le camp révolutionnaire pour rétablir l'ordre.

Mais l'exemple français n'a pas servi qu'aux classes dominantes, il a aussi servi aux classes moyennes. Les révolutionnaires de 1789, qui étaient formés de la bourgeoisie et d'une partie de l'aristocratie, avaient fait appel à la foule parisienne sans en deviner toutes les conséquences possibles. Les classes moyennes allemandes avaient appris la leçon et montraient beaucoup plus de circonspection. Ainsi, on comprend d'autant moins l'obstination de Marx à vouloir reproduire le modèle français, alors qu'il détenait tous les éléments pour en mesurer les limites.

Reproduire le modèle français en Allemagne ne semble pas concevable à Bakounine. La Révolution française peut bien être une référence, un sujet de réflexion ou d'inspiration, mais pas un modèle opérationnel. Acteur des événements, autrement plus que ne le fut Marx, il sait que pour vaincre, la Révolution allemande doit s'appuyer sur les paysans, ce que les démocrates allemands ne font pas.

Jamais l'Allemagne n'avait lu autant de livres français, écrivit plus tard le révolutionnaire russe. L'esprit factieux des Français avait réussi à pénétrer le pays. Ces dispositions d'esprit, dit-il en 1873, « n'étaient nullement gênées par l'hégélianisme, qui se plaisait au contraire à exprimer en français,

bien entendu avec une lourdeur distinguée et un accent allemand, ses déductions abstraitement révolutionnaires »¹. Les écrits révolutionnaires pénétraient partout : *L'Histoire des Girondins*, de Lamartine, les ouvrages de Louis Blanc, de Michelet, étaient traduits. « Et les Allemands se mirent à rêver des héros de la Grande Révolution et à se répartir les rôles pour les temps futurs : d'aucuns s'imaginaient soit un Danton ou un aimable Camille Desmoulins ; d'autres, soit un Robespierre, un Saint-Just, ou enfin un Marat. Personne ou presque ne se contentait d'être soi-même, parce que pour cela il faut avoir une vraie nature. Or chez les Allemands il y a de tout, de la profondeur de pensée, des sentiments élevés, mais pas de nature et, s'il s'en trouve une, elle est servile »².

Avec Marx et Hegel, Bakounine fait le constat du dédoublement de la nation allemande : la vie, dit-il, y est partagée en deux mondes opposés, l'un caractérisé par un humanisme d'une haute élévation et d'une grande envergure, mais foncièrement abstrait, l'autre baignant dans la platitude et la bassesse : « C'est dans ce dédoublement de la nation allemande que la Révolution française surprit l'Allemagne », dit-il. C'est dans ces mêmes dispositions que les Allemands accueillirent la révolution de 1848. Dans les années 30 et 40, les Allemands pensaient que, lorsque sonnerait l'heure de la révolution, « les docteurs en philosophie de l'école hégélienne laisseraient loin derrière eux les acteurs les plus audacieux des années 90 et étonneraient le monde par la rigoureuse et implacable logique de leur révolutionnarisme ».

Hélas, l'expérience détruisit ces illusions : « Non seulement les révolutionnaires allemands ne surpassèrent pas les héros de la première Révolution française, mais ils ne réussirent même pas à égaler les révolutionnaires français de 1830 »³. Parmi les raisons de cet échec, Bakounine mentionne « la méthode abstraite qu'ils adoptèrent pour marcher à la révolution. Une fois de plus, conformément à leur nature, ils n'allèrent pas de la vie à l'idée, mais de l'idée à la vie, car de la métaphysique à la vie il n'y a pas de chemin »⁴. Ce commentaire pourrait très précisément s'appliquer aux prises de position de Marx pendant la révolution.

Marx, qui a bien vu que la bourgeoisie française éprouvait une peur rétrospective de sa propre révolution, n'a pas envisagé qu'il pût en être de même pour la bourgeoisie allemande. En cela, il s'est montré infiniment moins perspicace que Bismarck, que Bakounine définit curieusement comme

¹ Œuvres, Champ libre, *Etatisme et anarchie*, IV, 315.

² *Ibid.* 315-316.

³ *Ibid.* 309.

⁴ *Ibid.*

l'homme qui a réalisé le modèle d'Etat auquel aspirait Napoléon I^{er}. La comparaison, à première vue, peut paraître surprenante. Napoléon est, pour Bakounine, porté par la vague de la Révolution française, laquelle se tua de ses propres mains parce que le « triomphe de la démocratie déchaînée et désordonnée amena forcément celui de la dictature révolutionnaire ». Mais Napoléon Bonaparte est également l'inventeur d'une conception nouvelle de l'Etat qui vise à « établir en Europe un despotisme nouveau, plus puissant et plus écrasant même que le despotisme monarchique absolu qui avait succédé (...) à la guerre de Trente Ans ». Mais alors que Marx considère l'Etat de type bonapartiste comme une forme politique dépassée, il est, pour Bakounine, le prototype de l'Etat de l'avenir : c'est l'Etat bismarckien, qui ne se laisse entraîner par « aucune prédilection soit politique, soit religieuse, soit de classe, en tenant compte de tous les progrès scientifiques et industriels du siècle et en emploie pour son édification tous les éléments réels et sérieux de la société moderne »¹. Ce phénomène, Bakounine l'appelle césarisme, qu'on peut comparer avec le bonapartisme de Marx. On y trouve la tendance de l'Etat à s'autonomiser par rapport aux classes sociales. Marx dira de même que Napoléon « opprime en despote le libéralisme » et qu'il considère l'Etat comme « une fin en soi ».

Mais, selon Bakounine, Napoléon, ce « grand-père du mal qui tourmente et qui fausse l'existence de la société moderne », n'a pas pu réaliser pleinement son objectif. Son idée d'Etat despotique universel n'était « pas assez mûre ni assez dégagée d'une foule de conditions et de considérations qui leur étaient étrangères ». Le moment n'était pas propre à sa réalisation car « les représentants du pouvoir monarchique et des intérêts féodaux en Europe s'étaient stupidement rejetés dans les anciennes formes de leur existence, se refusant aux concessions les plus nécessaires »².

Mais, surtout, Napoléon n'était pas « l'homme propre à la réalisation de l'idée nouvelle » : il n'était pas maître de ses passions ; l'objet de sa passion, c'était lui-même, son pouvoir, sa grandeur. « Il portait jusqu'à la folie, jusqu'à la rage l'amour de l'ostentation. » Cet acteur éternel, ne vivant que du bruit qui se faisait autour de son nom, « sacrifia très souvent la réalité à l'effet, et préféra aux résultats lents mais solides des coups d'éclat »³.

Ce nouveau type d'Etat, inauguré par Napoléon mais encore imparfait dans les années qui ont suivi la Révolution française, parce qu'il est encore enveloppé dans la gangue de l'ancien régime, ce « despotisme nouveau », un autre le réalisera : là est précisément « la tâche que s'est imposée M. le

¹ *L'Empire knouto-germanique*, Œuvres, Champ libre, VIII, 486.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p. 487.

comte de Bismarck ». La filiation entre les deux hommes pourra certes étonner. Bakounine considère en effet que Napoléon consolide malgré tout les acquis de la Révolution, alors que Bismarck est l'homme issu d'une classe réactionnaire, au service d'une classe réactionnaire. L'analogie se situe ailleurs : l'empereur et le chancelier bousculent à l'occasion les classes de la société, sans distinction, pour la réalisation de leur objectif, qui est la mise en œuvre d'un système étatique mettant à son service tous les moyens modernes. La réussite de Bismarck consiste en ce qu'il ne se laissait emporter par aucun préjugé, par aucune fausse vanité, et qu'au contraire de Napoléon il ne sacrifia jamais la réalité à l'effet.

Ne proclama-t-il pas au Reichstag en 1881 : « Je n'ai pas d'opinion arrêtée, faites des propositions, et vous ne rencontrerez de ma part aucune objection de principe (...) Parfois on doit gouverner de façon libérale, parfois de façon dictatoriale, il n'y a pas de règle éternelle... » Le génie de Bismarck, aux yeux de Bakounine – et en cela le chancelier prussien dépasse Napoléon de très loin – est d'avoir compris que les concessions politiques étaient d'autant plus indispensables qu'elles ne changeaient rien au système dominant. Contrairement aux vœux de Marx et d'Engels, le suffrage universel n'a pas été favorable au mouvement ouvrier, il a au contraire, accentué les divisions internes de la société allemande qui faisaient le jeu du pouvoir. A l'opposé de Marx, Bakounine, qui suit en cela Proudhon, pense que le système représentatif (que Bismarck a mis en place en Allemagne dès 1866) ne conduit pas à un régime moins autoritaire que les despotismes mis à bas par la Révolution française, ni que le suffrage universel puisse en quelque façon que ce soit rapprocher l'échéance du socialisme.

Bismarck a compris que l'économie capitaliste moderne exige, pour assurer son développement, un vaste appareil étatique centralisé capable de garantir l'exploitation de millions de travailleurs. Bakounine s'efforcera vers la fin de sa vie de montrer que la dynamique du développement capitaliste et celle du développement de l'Etat suivent une tendance parallèle vers la concentration de la puissance politique et vers une extension de la sphère d'action des grandes sociétés monopolistes et des Etats. La concentration du capital a son corollaire dans la constitution de grands blocs étatiques, processus qui tend à aboutir à la création, pourtant impossible, d'un grand « Etat universel »¹. Non seulement la démocratie représentative est parfait-

¹ Le thème de l'Etat universel revient dans trois textes de l'époque anarchiste : « La théologie politique de Mazzini et l'Internationale », deuxième partie : fragments et variantes. Fragment U (1871) ; « Frères de l'Alliance en Espagne », 1871 et *Etatisme et anarchie*, 1873. L'idée se fonde sur le constat que « l'industrie capitaliste et la spéculation bancaire » sont contraintes sans cesse « d'élargir sans cesse leur champ

tement adaptée aux exigences du capitalisme développé, elle lui est aussi nécessaire, car cette forme de pouvoir réunit deux conditions indispensables à la prospérité de la grande production industrielle : la centralisation politique et la sujétion du peuple souverain à la minorité qui le représente et à ses ayants droit.

Nous ne sommes évidemment pas préparés à admettre que Bismarck est l'homme qui réalise les objectifs de la Révolution française. Ce serait là une ruse de l'histoire. Pourtant, l'optique de Bakounine mérite d'être prise en considération, ne serait-ce qu'à la lumière de la simple observation des faits. Bismarck disait froidement qu'il entendait détruire le parlementarisme par le parlementarisme. Il a créé un système dans lequel tout le pouvoir est concentré dans l'Etat. Engels lui-même a aspiré toute sa vie au suffrage universel qui devait permettre au prolétariat, majoritaire, de prendre le pouvoir. Or, dans sa critique du programme d'Erfurt, il se plaint que le gouvernement est presque tout-puissant, que le Reichstag et les autres corps représentatifs sont sans pouvoir effectif.

La fin du libéralisme

Si Bakounine et Marx affirment que la Révolution française est la conséquence de l'avènement inévitable de la société bourgeoise dans la société d'ancien régime, qu'elle est le modèle classique des révolutions bourgeoises qui permet à la « classe historique » – l'expression est de Bakounine – d'établir sa domination, ils n'expliquent pas cette contradiction que la bourgeoisie d'ancien régime n'a aucun lien avec le capitalisme industriel, et même qu'elle en est indépendante, si ce n'est sous le rapport du sentiment de la propriété personnelle. Or, dans leurs écrits on a le net sentiment que les temps étaient mûrs pour l'avènement de cette nouvelle société, c'est-à-dire qu'elle était parvenue à un stade avancé de son développement.

En 1848, le souci de Marx est évidemment d'intégrer la Révolution française dans la conception matérialiste de l'histoire, dont il a établi deux ans plus tôt le cadre conceptuel afin de promouvoir la révolution allemande. En décryptant la matrice, il croit pouvoir défricher le chemin qu'inévi-

d'activité » et s'efforcent « d'être uniques et universelles » ; le même processus se produit dans le champ politique : « l'Etat moderne, militaire par nécessité, porte en lui l'irrésistible aspiration à devenir un Etat universel. » (*Etatisme et anarchie*) – entreprise que Bakounine qualifie ailleurs d'« absurde et condamnée par l'histoire » (« Frères de l'Alliance en Espagne », 12-13 juin 1872).

tablement les libéraux et les démocrates allemands devront suivre. Bakounine viendra rompre l'ordonnement rigide imaginé par Marx en montrant, plus tard, que la société bourgeoise peut se constituer sous d'autres modèles que celui offert par la Révolution française. Il reconnaîtra explicitement que l'opposition principale entre lui et Marx n'est pas d'ordre politique ou organisationnel, mais qu'elle a son origine dans le refus d'admettre la théorie des phases successives et nécessaires des modes de production.

En réalité, comme bien souvent dans les oppositions qu'il manifeste à l'égard de Marx, ce n'est pas tant le principe élaboré par son rival qu'il rejette, que la manière exclusive avec laquelle ce dernier entend l'appliquer. A l'occasion, Bakounine reprend à son compte cette théorie de la succession des formes de société, qui n'a, précisons-le, rien d'original à l'époque puisque c'est une idée commune à la fois à Hegel, à Saint-Simon et à tous les historiens de la Restauration. Bakounine précise simplement que la thèse de Marx, elle-même fondée sur l'idée de la prééminence des déterminations économiques dans l'histoire, n'est vraie que relativement, et que les autres déterminations – politiques, juridiques, religieuses, etc. – peuvent, dans certains cas, devenir tout aussi effectives. C'est à cette condition, en tenant compte de l'extrême complexité de leurs interrelations, qu'on peut expliquer le caractère polymorphe de la domination politique de la bourgeoisie de 1789 à 1870.

Au XIX^e siècle, le libéralisme est, selon Bakounine, la théorie révolutionnaire sur laquelle s'est appuyée la bourgeoisie pour renverser l'Ancien régime. Or, la chute de celui-ci entraîne la dégénérescence de la théorie libérale, qui entre dans sa phase de déclin. 1848 marque précisément « la crise du libéralisme, crise qui se termina par la faillite complète de celui-ci »¹. Pourtant, en ce qui concerne l'Allemagne, jamais ne s'étaient accumulés « autant de matières inflammables et de facteurs révolutionnaires qu'à la veille de 1848 ». Le mécontentement, le désir de changement, avaient pris un caractère général, sauf dans les hautes sphères de la bureaucratie et dans la noblesse. Dans la bourgeoisie, beaucoup se proclamaient révolutionnaires et « étaient fondés à prendre ce nom », car ils ne se contentaient pas de littérature ronflante mais étaient prêts à donner leur vie pour leurs opinions.

Pendant un mois toutes les forces gouvernementales furent balayées du territoire allemand. Les révolutionnaires pouvaient tout faire. Or, dit Bakou-

¹ *Etatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, IV, 319.

nine, on s'aperçut que les trois quarts des députés de l'Assemblée de Francfort ¹ étaient des réactionnaires ; « et non seulement des réactionnaires, mais des enfants en politique, très savants, mais d'une candeur extrême » ². Ils croyaient encore aux promesses des princes ; ils pensaient qu'il suffisait qu'ils rédigeaient une constitution pour que les gouvernements allemands s'y soumettent sans broncher.

Deux questions se posaient alors aux révolutionnaires :

1.– Les Etats allemands doivent-ils former une république ou une monarchie ? La majorité de l'Assemblée optait pour la monarchie. Bakounine cite le discours que prononça dix ans plus tard le Dr Jacobi, dans lequel ce dernier affirmait : « Si jamais une époque nous a appris jusqu'à quelle profondeur l'élément monarchique a poussé des racines dans le cœur du peuple, c'est bien l'année 1848. ³ »

2.– Etat centralisé ou Etat fédéral ? Constituer un Etat centralisé, fait remarquer Bakounine, aurait amené des révoltes locales innombrables ; il aurait fallu chasser d'Allemagne tous les princes sauf un seul. La question fut tranchée en faveur d'une monarchie fédérale constituée d'une multitude de petites monarchies coiffées d'un empereur et d'un parlement commun à toute l'Allemagne.

Dès lors une troisième question se pose : qui sera l'empereur ? Les deux seuls candidats possibles étaient le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche. Les sympathies de l'Assemblée allaient au second. Le fantasque Frédéric-Guillaume IV était déconsidéré ; de surcroît, toute l'Allemagne du Sud, en grande partie catholique par ses traditions historiques, penchait vers l'Autriche, au bord de l'abîme, ébranlée par les mouvements révolutionnaires en Italie, en Hongrie, en Bohême et à Vienne même, alors que la Prusse était sous les armes et prête au combat. En mars 1848, note Bakounine, les gouvernements allemands étaient « démoralisés, apeurés mais ils étaient loin d'être anéantis ; l'ancienne organisation étatique,

¹ L'Assemblée nationale constituante allemande, ou Parlement de Francfort, avait été instituée en Allemagne en 1848 après la révolution de Mars et tenta d'unifier le pays de manière démocratique. Le Parlement siégea du 18 mai 1848 au 31 mai 1849. C'était la première tentative d'unification politique de l'Allemagne. Le Parlement n'avait aucun pouvoir et la révolution fut écrasée.

² *Etatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, IV, 323.

³ Discours du 10 mai 1858.

bureaucratique, juridique, financière, politique et militaire demeurait intacte »¹.

Les députés de Francfort perdirent six mois à essayer de définir les droits fondamentaux du peuple allemand, alors que l'assemblée ne détenait aucune autorité réelle, n'ayant ni argent, ni pouvoir, ni aucun moyen d'action. Le « parti radical dit révolutionnaire » formait une minorité au parlement de Francfort. Dans les parlements locaux, les révolutionnaires étaient également paralysés, parce que l'influence de ces parlements sur la conduite des affaires de l'Allemagne était infime, et parce que même à Vienne, à Berlin et à Francfort l'activité parlementaire se réduisait, selon l'opinion de Bakounine, à un simple verbalisme. Évoquant les travaux de l'Assemblée constituante prussienne, qui elle aussi consacra plusieurs mois à l'examen du projet de Constitution, Bakounine dit que « toute l'incapacité révolutionnaire, pour ne pas dire l'insondable bêtise des révolutionnaires allemands apparut au grand jour. Les radicaux prussiens donnèrent à fond dans le jeu parlementaire et se désintéressèrent de tout le reste. Ils croyaient sérieusement à la vertu des décisions parlementaires et les plus intelligents d'entre eux pensaient que les victoires qu'ils remportaient au parlement décidaient du sort de la Prusse et de l'Allemagne². »

Ils s'étaient fixé, conclut le révolutionnaire russe, une tâche impossible : concilier le gouvernement démocratique et l'égalité des droits avec les institutions monarchiques. Le projet des radicaux allemands se limitait à vouloir réorganiser la monarchie sur des bases démocratiques. Cette monarchie, vaincue en mars mais nullement anéantie, se réorganisait, rassemblait des forces. « La réaction féodalo-monarchiste n'était pas une doctrine, mais une force considérable, qui avait derrière elle toute l'armée. » Elle rêvait de « rétablir aussi l'ensemble de l'administration bureaucratique, l'organisme de l'Etat tout entier, lequel avait à sa disposition d'immenses moyens financiers ». Est-il possible que les radicaux aient pu croire qu'ils réussiraient à juguler cette force avec la constitution et les lois, avec ce que Bakounine appelle des « armes de papier »³ ?

Le seul moyen était la « force révolutionnaire du peuple préalablement organisé ». Bakounine semble considérer comme négligeable le rapport des forces réel existant dans l'Allemagne de 1848. Il sait bien que la bourgeoisie alors ne voulait pas prendre le pouvoir. Mis lorsqu'il écrivit cela en 1873, il ne peut s'agir que d'une projection, sur la révolution de 1848 en Allemagne,

¹ *Etatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, IV, 323.

² *Ibid.* 327.

³ *Ibid.* 328.

des mesures qu'il avait préconisées pendant la guerre franco-prussienne et au moment de la Commune de Paris.

Le bilan politique que tire Bakounine de la révolution de 1848 s'articule autour de plusieurs points :

1.– En France pendant les combats de juin, se sont trouvés pour la première fois confrontés, sans masque, la force sauvage du peuple « luttant non plus pour les autres, mais pour lui-même », et la sauvagerie des militaires, c'est-à-dire de l'Etat. Dans les révolutions précédentes, dit-il, l'armée trouvait face à elle non seulement les masses populaires, mais d'honorables citoyens, la jeunesse des universités, des bourgeois : cela imposait certaines limites à l'emploi de la force militaire. En 1848 il s'agissait de « faire passer l'envie du prolétariat de se livrer à des mouvements révolutionnaires ». En France, « se retrouvèrent face à face en ennemis, la bourgeoisie et le prolétariat ». Dans les autres pays la révolution fut vaincue, après une lutte acharnée, par les troupes étrangères : en Italie par les soldats autrichiens ; en Hongrie par les troupes russes et autrichiennes ; « en Allemagne, dit Bakounine, elle fut ruinée par la propre faillite des révolutionnaires ».

2.– La bourgeoisie allemande était paralysée par deux aspirations contradictoires que Bakounine exprime en ces termes :

« Une société désireuse de fonder un Etat fort cherche nécessairement à se soumettre au pouvoir ; une société révolutionnaire tend au contraire à se délivrer de ce pouvoir. Comment concilier ces deux aspirations contraires qui s'excluent réciproquement ? Elles doivent forcément se paralyser l'une l'autre, et c'est ce qui est arrivé aux Allemands qui, en 1848, n'ont réussi à avoir ni la liberté ni un Etat fort, mais qui, par contre, ont subi une effroyable défaite ¹. »

Ces deux aspirations ne peuvent se manifester simultanément dans une nation : l'une doit nécessairement être une « aspiration fictive » ². L'aspiration à la liberté était chez les Allemands un leurre, une duperie. En revanche, l'aspiration à un Etat pangermanique était réelle, du moins dans la société bourgeoise cultivée, chez les radicaux et les démocrates les plus rouges.

¹ *Etatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, IV, 333.

² *Ibid.*

3.– En d'autres termes les radicaux allemands voulaient conserver l'Etat en même temps qu'ils le combattaient : « Toute leur action était minée et paralysée dans son essence. » Ils se trouvaient dans la « tragi-comique nécessité de s'insurger contre le pouvoir d'Etat pour pouvoir le pousser à devenir plus puissant ». A quoi Bakounine conclut : « Qui veut non la liberté mais l'Etat ne doit pas jouer à la révolution »¹. Ce qui mécontente le bourgeois allemand, ce n'est pas d'avoir un maître, « c'est l'impuissance, la faiblesse, l'impuissance relative de celui à qui il doit obéir »².

4.– La révolution de 1848 a démontré aux Allemands que « non seulement ils n'étaient pas capables de conquérir la liberté, mais qu'ils ne la voulaient pas ; elle avait démontré, en outre, que si la monarchie prussienne n'en prenait pas l'initiative, les Allemands n'étaient pas même en mesure d'atteindre leur but fondamental ni assez forts pour créer un puissant Etat unifié ».

L'Allemagne a longtemps été politiquement humiliée, reconnaît Bakounine. Dans les années 20, les Allemands « s'intitulaient volontiers libéraux et croyaient pour de bon à leur libéralisme »³. Ils exécrèrent la Russie qui personnifiait le despotisme et « rejetaient toute la responsabilité de la politique de la Sainte-Alliance sur la Russie ». Au début des années 30, la répression sanglante de la révolution polonaise par la Russie accrut l'indignation des libéraux allemands, encore que, ajoute Bakounine, la Prusse y eût pris une part.

La réaction qui suivit la défaite de la révolution de 1848 se différençait de celle de 1812-1813 en ce que, lors de l'instauration de la Sainte-Alliance, les Allemands avaient pu garder l'illusion qu'ils aspiraient à la liberté, et que s'ils n'avaient pas été empêchés par des forces nettement supérieures de plusieurs gouvernements coalisés, ils auraient pu réussir à constituer en Allemagne un gouvernement démocratique et un Etat unifié. « Désormais, dit Bakounine, cette consolante illusion n'est plus de saison ». Pendant les premiers mois de la révolution il n'y avait aucune force capable de s'opposer aux révolutionnaires ; par la suite, ce furent « eux qui, plus que personne, contribuèrent à reconstituer cette force. De sorte que le coup nul de la révolution fut dû non pas à des obstacles du dehors, mais à la propre carence des libéraux et des patriotes allemands »⁴.

¹ *Ibid.* 335.

² *L'Empire knouto-germanique*, Œuvres, Champ libre, VIII, 65.

³ *Etatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, IV, 252.

⁴ *Etatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, IV, 335.

« Le sentiment de cette carence semblait être devenu le fondement de la vie politique et le principe directeur de la nouvelle opinion publique en Allemagne. Les Allemands avaient apparemment changé et s'étaient mués en hommes pratiques. Ayant abandonné les grandes idées abstraites qui avaient donné sa portée universelle à leur littérature classique, de Lessing à Goethe et de Kant à Hegel inclusivement ; abandonné le libéralisme, le démocratisme et le républicanisme des Français, ils cherchèrent maintenant l'accomplissement des doctrines allemandes dans la politique de conquête de la Prusse ¹. »

Les dix années qui suivent la révolution de 1848 sont désignées par Bakounine comme celles de la soumission sans espoir du peuple allemand. Jusqu'en 1866 le libéralisme allemand agonisant soutint, avant de succomber, la lutte contre l'absolutisme prussien, qui triompha définitivement en 1870. Une nouvelle Allemagne surgit alors, profondément changée : la corruption qui apparaît inévitablement avec le « système capitaliste de monopoles qui partout et toujours accompagne les progrès et l'expansion de la centralisation étatique », gagne le public allemand ; la « fameuse honnêteté » de l'Allemand disparaît devant « ce sentiment d'orgueil qui le met dans un état de folle exaltation ». L'unité allemande est enfin réalisée, le « concept allemand de l'Etat » triomphe en Europe.

Dès lors, affirme Bakounine, le centre de gravité de la réaction en Europe est définitivement installé en Allemagne.

2. – Les révolutions de 1848-1849

Février 1848, la révolution à Paris

C'est par un discours commémorant le dix-septième anniversaire de la révolution polonaise que Bakounine entame son activité publique. Le 29 novembre 1847, à Paris, il s'adresse à 1 500 Polonais stupéfaits. D'abord, parce que c'est un Russe qui s'adresse à eux, un Russe qui condamne en termes violents l'oppression que la politique du tsar fait peser sur eux. Stupéfaits aussi parce que ce Russe d'une stature colossale leur parle du *peuple* russe, lui aussi opprimé. Stupéfaits enfin parce qu'il propose une « alliance révolutionnaire entre la Pologne et la Russie », une alliance qui conduira à la « délivrance de tous les peuples slaves qui gémissent sous un

¹ *Ibid.*

joug étranger » et qui aboutira à « la chute définitive du despotisme en Europe ! »

Le ton est donné : la perspective du révolutionnaire russe déborde largement la simple question polonaise : les Slaves qui gémissent sous un joug étranger, ce sont ceux qui sont dominés par la Prusse et l'Autriche.

Le discours est accueilli de manière mitigée par les exilés polonais : lorsque Bakounine stigmatise la politique du tsar, on applaudit frénétiquement ; lorsqu'il parle du peuple russe opprimé, on regarde ailleurs. C'est que ces exilés, membres des couches supérieures de la société polonaise, ne se sentent pas vraiment concernés par la situation des paysans russes, pas plus que par celle des paysans polonais, d'ailleurs. L'effroyable massacre de grands propriétaires fonciers polonais par les paysans ruthènes, en 1846, témoigne de l'ampleur des comptes que ces derniers avaient à régler avec leurs maîtres... Ensuite, l'idée de « délivrance de tous les peuples slaves qui gémissent sous un joug étranger » ne doit pas vraiment leur plaire. En effet, ces Polonais qui luttent pour l'indépendance de leur pays veulent revenir à la Pologne d'avant son dépeçage, c'est-à-dire un pays dont les limites territoriales englobaient des régions occupées par des peuples non polonais, quoi que slaves...

L'ambassadeur de Russie à Paris n'apprécia pas le discours de son jeune compatriote : il demanda au gouvernement français de dissoudre les associations polonaises et d'expulser Bakounine.

C'est à ce moment que des rumeurs commencèrent à circuler sur le compte du révolutionnaire russe : il serait un agent russe chargé d'espionner les milieux polonais, et il aurait fait du zèle. Ces rumeurs, selon toute vraisemblance, émanaient des cercles polonais les plus extrémistes, qui voyaient d'un mauvais œil un Russe prenant parti pour la Pologne. Et surtout, ce Russe prenait parti contre une « Grande-Pologne » qui aurait récupéré des territoires non polonais. Cette hypothèque pèsera constamment sur les relations de Bakounine avec les Polonais. L'accusation, relayée ensuite par Marx et son entourage, le poursuivra toute sa vie.

Le 14 décembre, Bakounine est prié de quitter le territoire. Il se rend à Bruxelles, où il s'ennuie à mourir. Dans une réunion de Polonais, il reprend les idées qu'il avait développées à Paris. Marx est à Bruxelles, également, et c'est dans cette ville qu'il fait publier à compte d'auteur *Misère de la philosophie*, le livre contre Proudhon.

A Bruxelles, Bakounine revoit Marx mais pas grand chose ne les lie. Le second est sur le point de publier le *Manifeste communiste* : la libération des Slaves opprimés se situe d'autant moins dans sa perspective que le *Manifeste*

ne dit pas un mot des questions d'émancipation nationale qui vont pourtant bouleverser l'Europe en 1848-1849.

Bakounine adhère à la Société démocratique internationale dont l'historien polonais Lelewel est vice-président. Il n'assiste qu'à deux réunions et cesse toute relation avec ce groupe, qu'il qualifie de vaste bouffonnerie.

À Bruxelles, Marx dispose d'un organe de presse qui paraît deux fois par semaine ¹, le *Deutsche Brüssler Zeitung* (la Gazette allemande de Bruxelles). Ce journal avait été fondé au début de 1847 par Adalbert von Bornstedt ², qui avait lui-même participé au *Vorwärts!*, à Paris. Bakounine avait à l'époque fréquenté le groupe parisien qui éditait ce journal et avait été stupéfait par les querelles incessantes et les conflits de pouvoir qui le déchiraient.

Le *Deutsche Brüssler Zeitung* avait été fondé avec le soutien des catholiques libéraux belges. Il avait ouvert ses colonnes aux communistes de Bruxelles : les comptes rendus des réunions de l'Association ouvrière allemande, créée en août 1847, y sont publiés à partir de septembre 1847. Marx et Engels s'efforcèrent – avec succès – de prendre le contrôle du journal. Engels raconte dans *Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes* (1885) : « ...nous nous emparâmes de la *Deutsche Brüsseler Zeitung* qui nous servit d'organe jusqu'à la révolution de février [1848]. »

Bakounine observe l'agitation dans laquelle Marx est engagé, et il écrit à Pavel Annenkov le 28 décembre 1847 : « Marx conduit ses affaires dans le même désordre comme auparavant, il corrompt les ouvriers, en fait des raisonneurs. La même folie et la même insatisfaction théoriques, la même suffisance mécontente de soi. »

Le 3 mars 1848, le gouvernement belge décide l'expulsion de Karl Marx, mettant fin à la publication du journal.

¹ Le journal parut du 3 janvier 1847 au 27 février 1848. Le « programme » du journal était : instauration de constitutions libérales, notamment en Allemagne ; libertés civiques et de la presse ; séparation de l'Eglise et de l'Etat ; émancipation des « israélites », restauration de la Pologne. Marx et Engels devinrent collaborateurs permanents à partir de septembre 1847 et en firent l'organe de la Ligue des communistes.

² Bornstedt (1808-1851), qui avait fondé le journal, était un ancien officier prussien proscrit pour ses écrits politiques (il n'en fallait pas beaucoup dans l'Allemagne d'alors). Il voulait rapprocher démocrates, radicaux et socialistes allemands.

Dans la littérature marxiste, Bornstedt passe pour avoir été un agent des gouvernements prussien et autrichien. Marx l'affirme dans une lettre à Georg Herwegh du 8 août 1847. La tentative (réussie par ailleurs) de prise de contrôle du journal et l'accusation d'être un mouchard vont sans doute de pair. Marx usera du même procédé avec Bakounine. Ce « mouchard » avait quand même pris position pour la liberté de la presse en Allemagne, la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la République.

Le dernier numéro, paru le 17 février 1847, rapportait les premières journées révolutionnaires de Paris. Karl Marx y salue la Révolution à Paris, où « les flammes des Tuileries et du Palais Royal annoncent l'aurore du prolétariat ».

Bakounine fréquente un temps les associations communistes bruxelloises qui gravitent autour de Marx. C'est sans doute de l'Association ouvrière allemande que Bakounine parle lorsqu'il écrit à Herwegh :

« L'Alliance démocratique peut vraiment aboutir à quelque chose de bien, mais ces Allemands, l'ouvrier Bornstädt, Marx et Engels – surtout Marx d'ailleurs – continuent, ici, comme d'habitude à engendrer des catastrophes. Vanité, haine, commérages, arrogance dans la théorie et pusillanimité dans la pratique – réflexion sur la vie, l'action et la simplicité et totale absence de vie, d'action et de simplicité – ouvriers se piquant de littérature et de débats et œillades écœurantes lancées dans leur direction, – Feuerbach est un Bourgeois et ce mot de Bourgeois transformé en mot d'ordre rabâché jusqu'au dégoût – tous étant, des pieds à la tête, viscéralement, des petits bourgeois de province. En un mot, tout n'est que mensonge et stupidité, stupidité et mensonge. Il ne peut être question dans cette société de respirer librement à pleins poumons. Je me tiens à distance et leur ai expliqué très fermement que je n'entrerais pas dans leur association d'ouvriers communistes et que je ne veux rien avoir de commun avec elle ¹. »

L'Association ouvrière allemande (Deutsche Arbeiter Gesellschaft) avait été fondée en août 1847 ; officiellement, elle avait un but purement éducatif et culturel : conférences, cours de chant, récitations de poésie. En fait, il s'agissait de procurer un cadre légal à la commune bruxelloise de la Ligue des communistes, créée le 5 août ². C'est lors du deuxième congrès de la

¹ Lettre à Georg Herwegh, fin décembre 1847, Bruxelles.

² Marx y fera plusieurs conférences, dont « Travail salarié et capital ».

Ligue des communistes, tenu à Bruxelles, que Marx est chargé d'en rédiger le programme, qui sera connu sous le titre de *Manifeste communiste...*

En février 1848, la révolution éclate à Paris, des barricades s'élèvent. Quelques jours suffiront pour qu'elle s'étende à Milan, Vienne, Venise, Berlin. Même le tsar ne se sent pas en sécurité.

Bakounine est alors à Bruxelles : il emprunte le passeport d'un ami et part. A la frontière, les trains ne fonctionnent plus. Il lui faudra trois jours de marche pour parvenir dans la capitale française. A Paris les ouvriers en armes contrôlent les barricades. Bakounine dort très peu, sur la paille, le fusil entre les bras, parmi les miliciens.

« ... pendant plus d'une semaine, j'habitai avec des ouvriers la caserne de la rue de Tournon, à deux pas du palais du Luxembourg ; cette caserne, auparavant réservée à la garde municipale, était devenue alors, comme beaucoup d'autres, une forteresse républicaine servant de cantonnement à l'armée de Caussidière. J'avais été invité à y demeurer par un démocrate de mes amis qui commandait un détachement de cinq cents ouvriers. J'eus donc ainsi l'occasion de voir les ouvriers et de les étudier du matin au soir ¹. »

Dès l'aube il parcourt la ville, participe aux réunions, aux manifestations, prend la parole pour défendre aussi bien l'égalité des salaires que la liberté des Slaves. Ce fut, dit-il, « un mois de griserie pour l'âme ». Le nouveau préfet de police, Caussidière, un ancien de l'insurrection de Lyon de 1834, déclare alors : « Quel homme ! quel homme ! Le premier jour de la révolution il fait tout simplement merveille, mais le deuxième jour il faudrait le fusiller. »

« Je me levais à cinq ou à quatre heures du matin, je me couchais à deux heures, restant sur pied toute la journée, allant à toutes les assemblées, réunions, clubs, cortèges, promenades ou démonstrations ; en un mot, j'aspirais par tous mes sens et par tous mes pores l'ivresse de l'atmosphère révolutionnaire. C'était une fête sans commencement et sans fin ; je voyais tout le monde et je ne voyais personne, car chaque individu se perdait dans la même foule innombrable et errante ; je parlais à tout le monde sans me rappeler ni mes paroles ni celles des autres, car l'attention était absorbée à chaque pas par des événements et des objets nouveaux, par des nouvelles inattendues. Cette fièvre générale ne se

¹ « Confession », 1850.

trouvait pas médiocrement entretenue et renforcée par les nouvelles arrivant des autres parties de l'Europe ; on n'entendait que des paroles comme celles-ci : "On se bat à Berlin ; le roi a pris la fuite, après avoir prononcé un discours ! – On s'est battu à Vienne, Metternich s'est enfui, la République y est proclamée ! – Toute l'Allemagne se soulève ; Les Italiens ont triomphé à Milan, à Venise ; les Autrichiens ont subi une honteuse défaite ! – La République y est proclamée ; toute l'Europe devient République. – Vive la République !" »

Mais très vite Bakounine se rend compte que la révolution s'enlise. Pour se maintenir il faut qu'elle aille de l'avant. Il comprend que la réaction n'est pas abattue, que la bourgeoisie républicaine s'oppose de plus en plus aux ouvriers. Le bruit court que Bakounine est l'organisateur d'une manifestation ouvrière, le 17 mars, en riposte à une manifestation bourgeoise. Après deux ou trois semaines, le jeune Russe se dégrise et se pose la question : « Que vais-je faire maintenant ? Ma mission n'est pas à Paris ni en France ; ma place est à la frontière russe ; l'émigration polonaise s'y rend en ce moment, se préparant à la guerre contre la Russie ; je dois m'y trouver aussi afin d'agir simultanément sur les Russes et sur les Polonais, de manière à ne pas permettre à cette guerre de dégénérer en une guerre de l'Europe contre la Russie. »

Cette guerre, écrira-t-il en 1851, ne doit pas être celle des « Polonais germanisés contre le peuple russe » mais une « guerre des Slaves libres unis contre l'Empereur russe »¹. C'est le contre-pied exact des positions que développa Marx à cette époque concernant la Russie et le rôle de la Pologne.

Guerre à la Russie et question polonaise

Les divergences sur la question slave, et plus particulièrement sur la question russe, ont opposé Bakounine et Marx bien avant leur confrontation au sein de l'Association internationale des travailleurs sur la stratégie et l'organisation du mouvement ouvrier. Si dans l'Internationale Marx et Engels ont choisi d'attaquer le révolutionnaire russe sur son prétendu « panslavisme », c'est parce qu'ils savaient très bien qu'il était très sensible sur cette question.

Une « guerre démocratique »

Marx et Engels considéraient la Russie comme l'ennemi numéro un de la révolution en Europe et pensaient qu'elle était en outre le principal obstacle

¹ « Confession ».

à l'unification de l'Allemagne et au développement de la démocratie dans ce pays ; aussi prônaient-ils une « guerre démocratique » contre la Russie pour souder l'unité nationale contre un ennemi extérieur et forcer le roi de Prusse à accorder des réformes libérales.

« Lorsqu'à la fin de 1842, le roi de Prusse voulut donner, sur la base "historique" la plus sérieuse, une constitution par corps qui devait jouer un rôle si parfait dans les patentes de 1847, on sait que ce fut Nicolas qui l'interdit sévèrement ¹... »

Ce rappel par Marx d'un fait survenu en 1842, et réinterprété par lui, est provoqué par une circulaire – assez insignifiante en réalité – envoyée en 1848 par Nesselrode, le ministre russe des Affaires étrangères, qui souhaitait le maintien de « l'unité morale de la confédération allemande » – autrement dit la division de l'Allemagne instaurée par le traité de 1815. Marx et Engels virent là une menace déterminante contre la démocratie allemande naissante. Sans doute Marx et Engels avaient-ils à l'esprit le souvenir de 1792. La France révolutionnaire, menacée par les armées étrangères constituées par l'alliance de la Prusse et de l'Autriche, déclare en avril 1792 la guerre à l'Autriche. En septembre, la patrie est déclarée en danger ; une levée en masse met sur pied une armée de volontaires qui bat à Valmy l'armée prussienne ². Le mythe de 1792 reste dans les esprits de 1848 : la lutte contre l'absolutisme, l'unité nationale qui se soude contre un ennemi extérieur :

« ...une armée de 500 à 600 000 hommes nous encercle du Niémen au Danube et à l'Aluta. D'après la *Ostsee-Zeitung*, il y a environ 150 000 hommes, rien que le long de la frontière prussienne ; le reste est à l'intérieur, à la frontière de Galicie, en Moldavie et en Valachie, en Lithuanie, en Podolie et en Wolhynie, dans les forteresses de Novo-Georgievsk (Modlin), Brest-Litovsk, Demblin et Zamose qui, d'après la *Ostsee-*

¹ La *Nouvelle Gazette rhénane*, « La note russe », T.I, p. 365.

² Le schéma de Marx et d'Engels oublie qu'en 1792 la révolution en France en était à sa troisième année, qu'une véritable réforme agraire avait été entamée, sous la forme de la confiscation des biens des émigrés et du clergé, ce qui n'était pas le cas en Allemagne. Si la « levée en masse » de 1792 avait bien pour but de défendre la République, elle ne dut son succès qu'au fait que les paysans ne tenaient pas à restituer les terres qu'ils avaient acquises... Bakounine montrera précisément les carences des révolutionnaires allemands dans leur politique vis-à-vis de la paysannerie.

Zeitung ont des dépôts d'armes et d'approvisionnement pour 250 000 hommes ¹. »

Engels cite avec un délice évident les différents corps d'armée et régiments russes qui menacent l'Allemagne : « trois fois cent mille hommes autour de Varsovie » (« Cologne en danger »), le « corps de Rüdiger » par-ci avec 120 000 hommes, « le corps des grenadiers » par-là, le « quatrième régiment de Czegodajew » ailleurs, et encore le « corps de Ludes qui compte jusqu'à 65 000 hommes »². « Voilà la situation au-delà de la frontière. Un demi million de barbares armés et organisés n'attend que l'occasion de fondre sur l'Allemagne et de faire de nous les serfs du *pravoslavni* tzar : du tzar orthodoxe. » La guerre que Marx préconise contre la Russie doit, selon lui, unir les démocrates allemands, obliger le roi de Prusse à faire des concessions libérales pour s'assurer le soutien de la population et souder la nation autour d'un projet mobilisateur. Cette guerre, dit Engels, signifie « la libération et l'unification réelles de l'Allemagne », c'est « l'instauration de la démocratie sur les ruines de la féodalité »³.

La Russie est présentée comme l'obstacle principal à l'unité et à la démocratie allemandes, mais aussi à la démocratie en Europe ; aussi faut-il la refouler au cœur du continent. La guerre de l'Europe contre la Russie reste une obsession permanente de Marx, obsession dont on trouvera les échos dans les Considérants de l'AIT. En 1848, Marx et Engels pensaient peut-être qu'un soulèvement populaire analogue à celui qui avait eu lieu en France en 1792 allait instaurer la démocratie et établir l'unité nationale.

Il ne fait pas de doute que la Russie surveillait de très près tout mouvement libéral ou démocratique, en Allemagne et ailleurs. Nesselrode écrivait déjà en 1833 à Palmerston : « Le principe fondamental de notre politique nous oblige à déployer tous les efforts pour maintenir le pouvoir d'Etat partout où il existe, pour le soutenir là où il est affaibli, et enfin pour le sauver de la ruine là où il est exposé à des attaques ouvertes. » Il est évident que la sollicitude de Nesselrode est hautement sélective et que le pouvoir d'Etat qu'il entend préserver de la ruine n'est pas libéral ni démocratique.

C'est faire cependant beaucoup d'honneur au très réactionnaire Frédéric-Guillaume IV, roi de Prusse, que de le présenter comme frustré par le tzar du plaisir d'accorder à ses sujets une Constitution. Bakounine

¹ *Nouvelle Gazette rhénane*, Engels, « Les Russes », 22 avril 1849.

² *Ibid.*

³ Cf. *La Nouvelle Gazette rhénane*, I, 408.

explique justement que le spectre russe servait très commodément aux princes allemands d'épouvantail pour justifier qu'ils n'accordent pas de Constitution. Il est d'ailleurs douteux que le tsar eût déclaré la guerre à la Prusse pour une constitution instituant une représentation de type corporatif sans aucun pouvoir, et dont Bismarck lui-même pensait qu'une « loi électorale plus folle, plus méprisable n'a jamais été conçue dans aucun pays ».

Les rédacteurs de la *Nouvelle Gazette rhénane* étaient-ils réellement convaincus, ou jouaient-ils à faire peur aux Allemands à propos du danger russe ? On lit dans les colonnes du journal, le 15 juin 1848, un avertissement : « Le tsar est aux portes de Thorn ». Aussi Engels propose-t-il la guerre :

« Seule la guerre contre la Russie est une guerre de l'Allemagne révolutionnaire, une guerre où elle rachètera les fautes du passé, où elle se virilisera, où elle pourra vaincre ses propres despotes, où, comme il est de règle lorsqu'un peuple brise les chaînes d'une longue et veule servitude, elle paiera le fait de propager la civilisation par le sacrifice de ses fils, et se rendra libre à l'intérieur en conquérant la liberté à l'extérieur ¹. »

Seize ans plus tard, la conclusion de l'Adresse de l'AIT reprendra encore le thème du danger russe. La politique du tsar est encore désignée comme le frein le plus puissant de toute l'évolution de l'Europe.

Le point de vue de Bakounine à la même époque est parfaitement résumé dans une lettre qu'il écrivit à George Sand, le 10 décembre 1848.

« Depuis 1815 la Russie exerça une influence fatale sur l'Allemagne, c'est elle qui y pratique le despotisme ; le gouvernement russe savait bien ce qu'il faisait, il n'ignorait pas qu'une révolution en Allemagne devrait avoir pour conséquence nécessaire une révolution en Pologne et par suite une révolution en Russie. Ce fut dans le grand duché de Posen que devait se décider la question révolutionnaire de toute l'Europe. Si le soulèvement réussissait, l'influence Russe était brisée pour toujours, la Pologne délivrée, nous aurions aujourd'hui une guerre révolutionnaire dans l'inté-

¹ Engels, « L'armistice prusso-danois », *Nouvelle Gazette rhénane*, 9 septembre 1848.

rêt même de la Russie, un soulèvement formidable des paysans russes et nous aurions planté à Moscou le drapeau de la révolution. »

On voit que le révolutionnaire russe ne nie aucunement le rôle réactionnaire joué en Allemagne par la Russie. Il n'écarte pas non plus l'éventualité d'une guerre révolutionnaire contre la Russie. Mais sa perspective est différente : le soulèvement des Slaves opprimés par la Russie, et en particulier des Polonais, provoquera une guerre révolutionnaire qui entraînera un soulèvement des paysans russes et instaurera la démocratie en Russie. Il existe de nombreux textes, dont certains *ne peuvent pas* avoir échappé à la vigilance de Marx et d'Engels, dans lesquels Bakounine développe de telles positions. Il n'est pas en désaccord avec eux sur le rôle réactionnaire joué par la Russie dans l'Europe du temps, il souligne simplement que :

- Le rôle de gardien des dispositions du traité de Vienne joué par la Russie des tsars fait bien l'affaire des princes allemands, et en particulier du roi de Prusse ;
- Lancer la Prusse, et par suite l'Allemagne, dans une guerre avec la Russie est une initiative criminelle ;
- Le renversement du régime tsariste par l'alliance des démocrates allemands et slaves d'Europe centrale est la seule issue.

L'indépendance polonaise

Les divergences entre Bakounine et Marx sur le rôle joué par la Russie dans le maintien de régimes anti-démocratiques en Europe en entraîne une autre, non moindre, concernant le rôle joué respectivement par les Etats Allemands – Prusse et Autriche – et la Russie dans la sujétion de la Pologne. Il s'agit donc de mettre en relief l'essentiel de l'argumentation de Bakounine et de Marx sur la question des responsabilités respectives de ces deux pays dans le partage de la Pologne. L'indépendance polonaise est un élément clé de la politique développée par Marx et Engels dans la *Nouvelle Gazette rhénane*, pour le rôle de tampon qu'elle joue entre la Russie et l'Allemagne.

Marx semble très soucieux de minimiser la responsabilité de la Prusse. Ainsi il explique dans le *Northern Star* du 6 mars 1847 que l'Autriche et la Russie sont les « principaux pilleurs de la Pologne » : curieusement, la Prusse ne figure pas parmi les membres de ce club fermé d'opresseurs. Rappelons que c'est la question de l'indépendance polonaise qui a fourni à Bakounine sa première occasion de s'exprimer en public, en 1847, et c'est, en 1848, son premier sujet de désaccord avec Marx. Ce dernier, en effet, n'envisageait alors déjà la question polonaise que du point de vue de l'unité

allemande : la restauration de la Pologne signifiait la ruine de l'hégémonie russe en Allemagne.

Ce sont donc des considérations géostratégiques qui motivent Marx plus que le souci de rendre « justice » au peuple polonais. Ce genre de préoccupation éthique vaudra à Bakounine les sarcasmes d'Engels, par ailleurs peu empressé de rendre aux vingt millions de « héros » les territoires polonais annexés par la Prusse. Dans la guerre que Marx et Engels appellent de leurs vœux, les Polonais pourront se consoler en se dédommageant largement à l'Est, au détriment de la Russie.

Peu après les événements de 1848-1849, Engels développa en 1851-1852 dans le *New York Daily Tribune* l'idée que dans la nouvelle Allemagne qu'il envisageait, les Polonais, dont la fonction historique était de servir de glacis protecteur à l'Allemagne contre la Russie, recouvreraient leur indépendance et récupéraient à l'Est des territoires aux dépens de la Russie.

L'indépendance que les fondateurs du matérialisme historique accordent volontiers à la Pologne ne va donc pas jusqu'à rendre à celle-ci Dantzig et Posen. S'il faut désagréger l'empire russe, il ne faut pas mordre sur les acquisitions de l'Allemagne qui s'était elle-même approprié des territoires polonais. Aussi Engels propose-t-il candidement aux Polonais de se dédommager à l'Est : « Recevant de vastes territoires à l'Est, les Polonais se seraient montrés plus conciliants et plus raisonnables à l'Ouest », dit Engels : cela concerne précisément Posen et Dantzig.

L'affaire du Schleswig-Holstein est révélatrice elle aussi de l'optique de Marx et d'Engels à cette époque. Cette région, appartenant au Danemark mais où existait une forte proportion d'Allemands, s'agitait. Les libéraux allemands s'enflammèrent pour la cause des Allemands « opprimés » par le petit Etat danois. Quelques campagnes militaires lors desquelles les troupes prussiennes se ridiculisèrent valurent à Engels d'écrire un article où il s'indigna de l'incapacité du roi de Prusse à faire entendre raison aux Danois. Ce qui nous intéresse pour notre propos est le point de vue d'Engels sur ces pays qui, « évidemment allemands par la nationalité, la langue et la mentalité, étaient également nécessaires à l'Allemagne au point de vue militaire, naval et commercial ¹ ». C'est donc là encore du point de vue strict du nationalisme allemand que se place Engels : lorsqu'il écrit que « la guerre que nous menons dans le Schleswig-Holstein est donc une véritable guerre révolutionnaire » (*Je souligne*), la révolution dont il s'agit est la révolution

¹ *Ibid.*

nationale qui doit constituer l'unité allemande, non la révolution prolétarienne¹.

Pour Engels, le critère qui détermine le caractère historique et progres-siste d'une nation est sa capacité à former un Etat : parmi toutes les nations d'Europe centrale, trois seulement véhiculent le progrès et interviennent positivement dans l'histoire : les Allemands, les Polonais et les Magyars – dans d'autres textes Engels adopte un autre ordre, il dit : les Allemands, les Magyars et « dans une certaine mesure les Polonais »².

La Pologne, cataloguée comme « nation historique » (ou à peu près), est la seule nation slave dont Marx souhaitait – pour des raisons stratégiques – qu'elle se constituât en Etat. Ce crédit de « nation historique » contredit totalement les fondements théoriques mêmes du « matérialisme historique ». La Pologne – comme la Hongrie – était une nation nobiliaire fondée sur la grande propriété terrienne, pratiquement sans bourgeoisie autochtone, sans industrie : c'est-à-dire sans aucun des éléments qui, selon le « matérialisme historique », justifient le qualificatif de progressiste : on peut s'étonner que les fondateurs du socialisme dit scientifique puissent reconnaître à un tel contexte – des sociétés dominées par une nombreuse aristocratie foncière, sans bourgeoisie notable ni classe ouvrière – les conditions d'une évolution historique progressiste.

Enfin, parmi les critères qui permettent l'adhésion au club des nations historiques, il y a la capacité à résister aux invasions : cela devrait suffire à en exclure la Pologne et la Hongrie, mais ce sont d'autres critères qui sont évoqués en la circonstance. En effet, ce qui confère son caractère historique à la Pologne est un critère de sécurité nationale – pour l'Allemagne.

Quant à la Hongrie, dominée par les Allemands mais qui domine à son tour des millions de Slaves, se voit également créditée du statut de nation historique. L'Autriche en revanche se verra rétrogradée au rang de nation non historique le jour où elle se montrera incapable de maintenir sa domination sur les Magyars et les Slaves de l'empire.

Le constat des faits est au fond le même chez Bakounine et Engels. Les Allemands d'Autriche, dit le premier, ont fini par comprendre qu'ils devaient renoncer à leur domination sur les Magyars, qui sont, après les Allemands, « le peuple le plus imprégné d'esprit étatique ». Néanmoins, Bakounine éprouve une sympathie certaine pour les Hongrois, qui n'ont

¹ *La Nouvelle Gazette rhénane*, 9 septembre 1848 : « L'armistice prusso-danois ».

² « ... du côté de la révolution : les Allemands, les Polonais et les Magyars ; du côté de la contre-révolution, les autres, à savoir tous les Slaves... » Engels, « La lutte des Magyars », 13 janvier 1849, *Ecrits militaires*, L'Herne, p. 229.

jamais cessé de lutter contre l'occupation autrichienne et qui, « malgré les persécutions les plus cruelles et les mesures les plus draconiennes au moyen desquelles, neuf années durant, de 1850 à 1859, le gouvernement autrichien tenta de briser leur résistance », n'ont pas renoncé à leur autonomie nationale.

Lors du congrès de tous les Slaves, en 1848, Bakounine – le seul Russe présent – avait combattu les prétentions des panslaves à inverser le rapport des forces en Autriche, et qui entendaient à leur tour réaliser l'hégémonie des Slaves sur les Allemands et les Magyars. Il recommande alors aux Slaves d'aligner leurs revendications sur celles des Hongrois, à savoir : des troupes slaves commandées par des généraux slaves, et des finances slaves. Il affirme la nécessité pour les Slaves d'Autriche de négocier avec les Hongrois car il pense que les premiers ont besoin d'alliés. Il sait bien que la Hongrie, dominée par les Allemands, domine à son tour des millions de Slaves mais il pense qu'une alliance est nécessaire pour modifier l'équilibre des forces et qu'une solution négociée sera possible une fois abattu l'ennemi commun. Lors de son deuxième séjour à Prague, il se réjouit de voir les troupes, composées surtout de régiments magyars, sympathiser avec la population, et il est persuadé que ces régiments se rallieront à la révolution, ce qui aurait, selon lui, « prélué à la fondation d'une armée révolutionnaire en Bohême ». Le Bakounine de 1848, qui n'était pas encore anarchiste, rappelons-le, ne concevait déjà pas la révolution comme un phénomène cantonné dans des limites nationales, même si elle devait dans un premier temps réaliser les revendications nationales des peuples opprimés.

Dans toutes les prises de position du révolutionnaire russe à cette époque transparaît le sentiment d'une communauté de vues entre les démocrates allemands, slaves et hongrois qui aurait pu, après la chute des forces despotiques, permettre de surmonter les antagonismes subsistants. On perçoit chez lui, très nettement, la conscience d'une sorte de *Mitteleuropa* démocratique qui dépasse les barrières étroitement nationales, et qui contraste en tout cas avec le découpage créé par Engels et Marx entre nations révolutionnaires et nations contre-révolutionnaires.

Bakounine sous-estime considérablement les contradictions internes qui divisent les démocrates d'Europe centrale et de Russie. Ainsi, tandis que pour les démocrates russes la principale question est l'abolition du servage, les Polonais réclament avant tout l'indépendance nationale. On a là un des avatars de la question : émancipation nationale ou émancipation sociale. Ce dilemme se reposera en 1920 lorsque l'Armée rouge, dirigée par Toukhatchevski (qui dirigera l'insurrection de Cronstadt), marcha sur

Varsovie pour libérer les Polonais « socialement » : ceux-ci, préférant leur indépendance nationale, ou n'appréciant peut-être pas les méthodes léniniennes d'émancipation sociale, battirent les Russes.

Bakounine et Proudhon en 1848

Michel Bakounine avait rencontré Proudhon lors de son séjour à Paris entre 1844 et 1847. Il ne semble pas avoir eu de relation directe avec lui lorsqu'il revint dans la capitale française en ébullition en 1848. Mais il l'a vu et entendu prononcer un discours après les journées de Juin : de Köthen, en Allemagne, il lui écrit le 12 décembre 1848 :

« Je ne saurais vous exprimer le sentiment de joie que j'ai éprouvé lorsque je vous ai vu, après les journées fatales de Juin, monter à la tribune pour défendre les intérêts et les droits de ces nobles et malheureux ouvriers de Paris, que tout, tous, excepté Vous, avaient abandonnés. Les discours que vous avez prononcés alors furent plus que des discours, ce furent des actes. Vous avez osé dire la vérité aux bourgeois réunis dans votre assemblée nationale, dans un moment où tout le monde était devenu hypocrite ; on vous a injurié, on a essayé de se moquer de vous, mais ce rire était forcé et les bourgeois ont tremblé malgré eux. »

Dans une lettre écrite à Georg Herwegh au mois d'août précédent, il avait déjà désigné Proudhon comme « le seul à Paris, le seul dans le monde politique des littérateurs, qui y comprenne encore quelque chose. Il a fait preuve d'un grand courage, dans cette époque empreinte de mal et d'hypocrisie ; son discours fut un acte réel, plein de noblesse ». Cependant, il émet une réserve :

« S'il arrivait au gouvernement et que son doctrinarisme de négatif devînt positif, nous serions alors vraisemblablement contraints de le combattre, car il a, en fait, lui aussi, un petit système en arrière-plan, mais pour l'heure il est avec nous et, dans tous les cas, tu devras bien admettre qu'il a fait preuve d'un grand courage digne d'admiration ¹. »

Proudhon était à Paris lorsque les journées de février éclatent. Il est sceptique, en perçoit les limites mais il y participe. Il se présente aux élections à l'Assemblée nationale dans trois circonscriptions de Paris mais ne sera élu qu'aux élections complémentaires de juin. La révolution, pense-t-il,

¹ Lettre à Georg Herwegh, 1^{re} quinzaine d'août, 1848.

a éclaté en pleine crise économique ; il faut donc trouver une issue à cette crise.

La solution de la question sociale se trouve dans l'organisation du crédit, en tenant compte à la fois des besoins des petits propriétaires – artisans, paysans – très endettés, et des ouvriers qui veulent se libérer de la domination patronale. Il propose de créer une banque d'échange qui conduirait à faire baisser les prix. L'idée ne sera même pas étudiée par l'assemblée nationale. Cependant, l'idée du crédit mutualiste ne disparaîtra pas et finira par faire son chemin.

Proudhon est alors extrêmement critique vis-à-vis des ateliers nationaux, qu'il considère comme une solution étatique, stérile, improductive parce que ne favorisant pas l'initiative, et un gaspillage de la richesse nationale.

La révolution populaire a été confisquée par la petite bourgeoisie et la bourgeoisie... grâce au suffrage universel. Les propriétaires, les rentiers, les boutiquiers sont désormais au pouvoir. Ils suppriment les ateliers nationaux : une insurrection ouvrière éclate, sauvagement réprimée. C'est dans ce contexte que Proudhon a été élu député. « Il faut avoir vécu dans cet isolement qu'on appelle une Assemblée nationale, pour concevoir comment les hommes qui ignorent le plus complètement l'état d'un pays sont presque toujours ceux qui le représentent » dit-il de cette période ¹.

« La cessation du commerce et de l'industrie, provenant d'un événement de force majeure, nous a placés tous, locataires et propriétaires, dans des conditions exceptionnelles, prévues d'ailleurs et expliquées dans tous les traités de jurisprudence », dit Proudhon dans le *Représentant du Peuple* ². Aussi fait-il des propositions : il suggère dans cet article qu'on oblige les propriétaires à accorder pendant trois ans une remise d'un tiers sur les loyers et les fermages. Le journal sera suspendu, mais Proudhon dépose une proposition de loi devant l'Assemblée, qui sera discutée le 26 et le 30 juillet. Devant une assemblée tumultueuse, où il ne trouve qu'un soutien, un ouvrier lyonnais nommé Greppo, Proudhon défend son projet, attaque violemment la propriété, oppose le prolétariat à la bourgeoisie. Proudhon fonde en janvier 1849 une Banque du peuple qu'il devra liquider trois mois plus tard, lorsqu'il sera condamné à trois ans de prison pour des articles jugés injurieux envers le nouveau chef d'Etat, Louis Bonaparte, qui vient d'être élu président. Ses conditions d'emprisonnement ne sont cependant pas tragiques : il est autorisé à se marier et peut continuer son activité journalis-

¹ *Confessions d'un révolutionnaire*, éd. M. Rivière, p. 169.

² « Le 15 juillet », paru dans le *Représentant du Peuple*, in *Mélanges, articles de journaux*, Lacroix 1868, p. 92.

tique : le *Représentant du Peuple*, interdit, a été remplacé par *le Peuple*, remplacé ensuite par *la Voix du peuple*.

Les propos de Bakounine dans sa lettre à Proudhon, puis dans celle à Herwegh, sont parfaitement judicieux. Cependant, sa préoccupation essentielle, à cette époque, reste la question slave. La révolution européenne ne peut être complète si elle ne s'accompagne pas également de l'émancipation nationale des Slaves. Les démocrates sont alors tous d'accord sur un point : la Russie est le centre de la réaction en Europe. Certains, comme Marx, pensent que l'Europe doit lui faire la guerre. Bakounine est d'accord sur le principe, mais il objecte qu'il est indispensable d'éviter qu'elle ne renforce le nationalisme russe. La solution, dit-il, est de soulever les Russes eux-mêmes contre le tsar afin de les amener à rallier l'Europe. Les Etats-Unis d'Europe devront comprendre une République composée de toutes les terres slaves.

La Lettre à *La Réforme*, 13 mars 1848, Paris

L'expulsion de Bakounine ordonnée par Guizot à la demande de l'ambassadeur de Russie n'était pas passée inaperçue dans l'opposition démocratique. Le député Vavin interpella le gouvernement. Duchâtel, le ministre de l'Intérieur, affirma que Bakounine n'était pas un réfugié, car « il n'y a pas en France de réfugiés russes ». Le Journal *La Réforme* somma le ministre de s'expliquer.

Bakounine écrit à *La Réforme* une lettre, publiée le 13 mars, dont la perspective est simplement démocratique. Il n'y est pas question de socialisme ni d'ouvriers. Le « mouvement révolutionnaire » parti de France va chasser les « fantômes d'oppression, d'iniquité et de mensonge, que des siècles avaient accumulés en Europe » ; il ne va pas instaurer le socialisme. Le programme du jour est la « démocratie pure », en France et dans toute l'Europe. Lorsque Bakounine écrit : « Il faudrait ne pas comprendre la France, et surtout la France de la Révolution, pour s'imaginer qu'elle puisse rester jamais indifférente au spectacle des luttes entre les peuples et les gouvernements » c'est à n'en pas douter la Grande Révolution de 1789 qui est invoquée. La France n'a pas vocation à l'immobilisme, à la neutralité. Ce n'est pas là sa « voie naturelle » ; quand elle dort, un malaise s'empare de tous les pays. « La politique de la non-intervention absolue, politique bâtarde, hypocrite, issue d'un système hypocrite et bâtard, ne sera jamais celle de la République française ». La France ne « travaille jamais pour elle seule ». La proclamation de la République signifie que bientôt, les Polonais, les Italiens, les Suisses, les Belges, les Allemands seront eux aussi bientôt

libres. « La victoire du principe révolutionnaire en Europe est pour la France une question de vie ou de mort, – et d'une manière ou d'une autre, nous verrons sous peu la face de l'Europe changer complètement. » Là encore, on a une réminiscence de 1789 : la France républicaine ne peut pas survivre dans un environnement européen despotique. C'est pourquoi, dit Bakounine,

« Sous peu, en moins d'une année peut-être, nous verrons le monstrueux Empire autrichien crouler, les Italiens délivrés proclamer la république italienne ; les Allemands réunis en une seule grande nation proclamer la république allemande, et les républicains polonais émigrés depuis dix-sept ans retourner dans leurs foyers. Le mouvement révolutionnaire ne s'arrêtera que lorsque l'Europe, l'Europe toute entière, *sans en excepter même la Russie*, sera devenue une république démocratique-confédérée. »

Deux remarques doivent être faites, qui prendront tout leur sens très peu de temps après lorsque Marx et Engels accuseront le révolutionnaire russe d'être un « panslave », un « slavophile » et un « agent du tsar ». Bakounine cite Napoléon, qui aurait dit : « Dans cinquante ans, l'Europe sera républicaine ou cosaque. » Bien évidemment, ce n'est pas l'option « cosaque » qui lui agréait. L'autre remarque concerne un avertissement qu'il lance : mes pensées vont naturellement à la Russie, dit-il, mais attention : « c'est de là qu'on attend les premières foudres de la réaction ». Sur ce point au moins, *en 1848*, Bakounine est d'accord avec Marx et Engels. En effet, toute la vision stratégique des auteurs du *Manifeste communiste*, pendant la révolution de 1848, sera axée sur l'idée que la Russie est la principale menace pour la démocratie en Europe. Ils préconiseront même de mener une guerre contre elle. C'est d'ailleurs là que s'arrêtent les positions communes. Une guerre contre la Russie est une absurdité, dit Bakounine, car elle stimulera une réaction nationaliste dans le peuple au lieu de l'encourager à renverser le régime. Bakounine dit d'ailleurs que les initiatives réactionnaires de la Russie finiront par « se retourner contre celui-même qui les aura lancées ». Il conclut : « Cette Révolution, qui doit sauver tous les peuples, sauvera aussi la Russie, j'en suis convaincu. » La lettre se termine par une triple proclamation : « Vive la France ! Vive la République ! Vive la Démocratie ! » Là encore, il n'est pas question de socialisme.

A Paris, Bakounine pense que la tâche la plus urgente de l'heure est d'appuyer la révolution polonaise ; aussi propose-t-il au gouvernement provisoire d'aller en Pologne pour y faire de la propagande. Le gouvernement provisoire est trop content de profiter de l'occasion pour se débarrasser

d'un personnage aussi encombrant. Muni d'un petit pécule qui lui a été remis et de deux passeports, l'un à son nom, l'autre à un nom d'emprunt, Bakounine prend la diligence pour Strasbourg le 31 mars 1849. Destination : la Posnanie, qui est alors une possession prussienne.

* * *

En 1871, Bakounine reconnaîtra que Marx était beaucoup plus en avance que lui d'un point de vue politique. Il dira ainsi :

« En 1848 nous nous sommes trouvés divisés d'opinion. Et je dois dire que la raison fut beaucoup plus de son côté que du mien. Il venait de fonder une section de communistes allemands tant à Paris qu'à Bruxelles, et allié avec les communistes français et quelques communistes anglais, il avait formé, soutenu par son ami et son compagnon inséparable, Engels, une première association internationale de communistes de différents pays, à Londres. Là il rédigea, ensemble avec Engels, au nom de cette association, un écrit excessivement remarquable, connu sous le titre de *Manifeste des Communistes*.

« Moi, emporté par l'ivresse du mouvement révolutionnaire en Europe, j'étais beaucoup plus préoccupé du côté négatif que du côté positif de cette Révolution, c'est-à-dire beaucoup plus du renversement de ce qui était, que de l'édification et de l'organisation de ce qui devait être ¹. »

Bakounine exagère le côté négatif de ses prises de position d'alors. L'« Appel aux Slaves » (octobre 1848) est au contraire un texte extrêmement « constructif » en ce sens qu'il révèle une vision stratégique tout à fait en lien avec les événements de l'époque. On peut dire que le *Manifeste*, lui, est complètement décalé par rapport aux événements dans la mesure où il n'aborde pas la question nationale en Europe centrale, qui est le vrai problème de l'heure. Certes, ce n'était pas l'objet principal d'un programme ouvrier mais cette question pouvait-elle être complètement évacuée ? Selon Marx, la question principale qui se posera pour l'Allemagne de 1848-1849 sera l'instauration de la démocratie politique et l'unification du pays – mais une unification qui ne remet pas en cause les conquêtes allemandes en territoire slave. Le programme de l'heure n'est pas l'émancipation du prolétariat mais la révolution démocratique bourgeoise. Toute l'activité de Marx et d'Engels sera donc orientée dans cette direction.

¹ « Rapports personnels avec Marx ». Pièces justificatives NE 2, décembre 1871.

La vision de Bakounine est radicalement différente. Il considère que la question de la démocratie en Allemagne et celle de la libération nationale des Slaves sont liées. Il propose donc aux démocrates allemands et slaves de s'unir dans un combat commun contre le despotisme. Ce projet ne saurait en aucun cas convenir à Marx et Engels, d'abord parce que leur passion anti-slave les rend idiots¹, ensuite parce qu'ils considèrent que la germanisation des territoires slaves, qui développe les forces productives, constitue un progrès historique dont les Slaves concernés devraient être reconnaissants.

Dès 1848, donc, sont posés les fondements de l'opposition qui séparera Bakounine et Marx de manière irréductible.

En Allemagne

Bakounine arrive à Francfort au début d'avril. La ville est animée par une foule venue de tout le pays pour assister à la session du Pré-parlement... qui se révéla dès ses premières séances franchement réactionnaire sur la question slave. Il fait la connaissance de nombreux démocrates et tente de « trouver un sens au chaos allemand et ne serait-ce qu'un embryon d'unité dans cette nouvelle tour de Babel »². Il se rend à Mayence, Mannheim, Heidelberg, assiste à de nombreuses réunions populaires, fréquente les clubs, rencontre la plupart des chefs du soulèvement badois.

Il s'arrête à Cologne avant de se rendre à Berlin, puis à Breslau, capitale de la Silésie prussienne, où se trouve une forte colonie polonaise hétéroclite composée de réfugiés de Galicie et de Posnanie, d'émigrés venant de France. Il tente sans succès de se lier à des Polonais mais, en revanche, rencontre de nombreux Allemands auprès desquels il jouit d'une grande popularité, grâce à laquelle il réussit à faire de Ruge l'élu de la ville à l'assemblée de Francfort.

Arnold Ruge, qui raconte l'anecdote, assistait à Leipzig à une assemblée générale des sociétés patriotiques qui devaient établir la liste des candidatures à l'assemblée de Francfort. On lui transmet un billet de Bakounine qui attendait dehors dans un fiacre. Ruge proteste que s'il s'absente, il sera rayé de la liste des candidats. « Viens donc, mon vieil ami, rétorque Bakounine, nous boirons ensemble une bouteille de champagne, et laisse-les voter comme ils veulent. Il ne sortira rien de tout cela...³ »

¹ « Le Panslavisme démocratique », la réponse que fit Engels à *l'Appel aux Slaves* de Bakounine est un monument de haine et de bêtise.

² « Confession ».

³ *Bakounine et les autres*, 10/18, p. 189-191.

Le Russe fit à son ami un compte rendu de la situation à Paris : le mouvement a perdu de sa force, en France on ne comprend rien à la révolution allemande et slave. Les forces hostiles à la révolution progressent. Ruge est alors informé que sa candidature n'a pas été retenue, et Bakounine le console en lui assurant que lorsque la révolution slave sera déclenchée, il le dédommagera de l'ingratitude des philistins. Les deux hommes passèrent alors la soirée en « bonne humeur et en espièglerie ». Sache bien, dit Bakounine, que « ce que tu refuses de l'instant présent, aucune éternité ne te le rendra ».

Peu après, Ruge reçut de Breslau une lettre de son ami : « Le parti démocratique, raconte Ruge des années plus tard, avait accueilli avec enthousiasme mon manifeste électoral et avait décidé – sur ses instances – de me choisir pour représenter Breslau à Francfort ¹. »

Bakounine est déçu par l'Allemagne. Le pays est calme, seuls les esprits semblent bouillonner. Il ne prend pas au sérieux les révolutionnaires allemands. « Il y avait beaucoup de bruit, de chansons, de consommation de bière et de hâbleries. » Les clubs, ajoute-t-il, ne servaient qu'à des exercices de rhétorique. Seuls les ouvriers et les paysans du Sud remuent. Bakounine passe le mois de mai dans l'inaction la plus totale. De mauvaises nouvelles lui parviennent : des émeutes, vite réprimées, ont éclaté en Pologne contre l'élément allemand. Ses analyses sur les dangers de réactions nationalistes contre les Allemands sont vérifiées. Il se rend compte que la lutte commune des Allemands et des Polonais pour la démocratie est impossible.

Lors de son passage à Cologne, Bakounine revoit Marx, qui dirigeait la *Neue Rheinische Zeitung*. Tout sépare les deux hommes : le premier ne pense qu'à l'indépendance nationale des slaves, le second vient de publier le *Manifeste communiste*, mais ne tient surtout pas à ce qu'il soit diffusé.

Les divergences entre les deux hommes, feutrées à Paris, un peu moins feutrées à Bruxelles, se révèlent au grand jour sur la question slave. La campagne de calomnies, commencée à Paris, reprend et va s'acharner sur lui le reste de sa vie. Marx, dit Bakounine, « fut le premier à publier une correspondance de Paris dans laquelle on me reprochait d'avoir fait périr beaucoup de Polonais par mes dénonciations. Et comme la *Rheinische Zeitung* constituait la lecture favorite des démocrates allemands, tout le monde, partout et cette fois-ci à haute voix, se mit soudain à parler de ma prétendue trahison » ².

¹ *Ibid.*

² Bakounine, « Confession ».

Tout au long de la révolution de 1848, Marx et Engels usent de tous les moyens dont ils disposent pour montrer que la civilisation allemande représente un progrès historique pour les Slaves, qui ont par conséquent intérêt à se laisser germaniser. Selon Marx, le centre de la réaction en Europe se trouve en Russie, dont le gouvernement est responsable de tous les coups d'arrêt portés contre la démocratie en Europe et contre l'unification de l'Allemagne. Bien que peu enclin à minimiser les effets de la politique extérieure russe, Bakounine ne peut accepter l'analyse de Marx. Ce que Bakounine découvre de l'Allemagne et des dispositions respectives des Allemands et des Slaves refroidit quelque peu son enthousiasme initial sur la coopération des uns et des autres.

A peine arrivé à Berlin, Bakounine est dénoncé, arrêté et relâché à condition de quitter la ville et de ne pas aller en Posnanie. L'insurrection a échoué en Galicie et en Posnanie. La Pologne ne sera pas le centre de gravité du mouvement slave.

Les Slaves du Sud

On aurait pu penser que les auteurs du *Manifeste communiste* aient profité de la révolution qui avait éclaté en Paris, puis en Allemagne, pour faire avancer les points de vue qu'ils avaient développés dans le *Manifeste communiste*, c'est-à-dire le programme de la Ligue des communistes, publié quelques semaines auparavant. Il n'en fut rien. Ils s'exprimèrent très largement dans la *Nouvelle Gazette rhénane*, une revue libérale, au point que ce fut là leur seule réelle activité pendant cette période. Suivant de près les événements qui se déroulaient en Europe, ils exprimèrent un certain nombre d'opinions extrêmement tranchées sur les Slaves en général, et en particulier sur les Slaves du Sud.

A partir du XIV^e siècle, les Balkans tombent progressivement sous la domination des Turcs. Cette domination s'exerce, selon les circonstances, de différentes manières. Certaines populations conservent une relative autonomie, comme les Albanais, d'autres, comme les Serbes, subissent un régime de soumission très stricte. Des garnisons cantonnent dans les villes, sur les points stratégiques, notamment les carrefours de circulation. La soumission des zones contrôlées se manifeste par le paiement d'un tribut, variable également selon les circonstances.

Des colons turcs sont implantés, mais ils resteront toujours très minoritaires par rapport à la population chrétienne. Sauf cas exceptionnels, les Turcs ne cherchent pas à imposer leur religion à leurs sujets chrétiens. Les Musulmans de Bosnie ne sont pas des Turcs mais des Slaves islamisés, et ils

ne le furent pas de force. Les Albanais se soumièrent de bonne grâce, si on peut dire, après une courte période de résistance jusqu'en 1468, et devinrent ensuite de loyaux sujets de l'Empire ottoman. La grande majorité de la population se convertit à l'Islam. Les inconditionnels émigrèrent en Calabre et en Sicile. Au XVI^e siècle, l'Albanie est une terre musulmane, intégrée à l'Empire ottoman, auquel elle fournit soldats, officiers et fonctionnaires.

Le sort des Serbes fut quelque peu différent. Ceux qui vivaient dans les régions montagneuses du Monténégro purent conserver leur indépendance et constituèrent un réduit chrétien, organisé politiquement comme une sorte de confédération de tribus dirigées par un chef, le *Vladika*. Les Serbes attaquaient à l'occasion des Turcs, en s'alliant soit avec les Autrichiens, soit avec Venise. Les Serbes de Bosnie, dont beaucoup étaient adeptes de l'hérésie bogomile, se convertirent pour une bonne part à l'Islam, ce qui leur assura une relative tranquillité. Les Musulmans de Bosnie sont à l'origine les anciennes classes féodales terriennes qui se sont converties à l'Islam par opportunité politique. Plus tard, ces populations se sont urbanisées, ce qui explique qu'aujourd'hui les Musulmans sont une population essentiellement citadine. Les serfs, les paysans, sont restés orthodoxes quoique certains se soient aussi islamisés avec leurs maîtres. Ces populations-là sont restées rurales. Mais à l'origine, ce sont les mêmes populations, des Serbes... Les seules distinctions qui existaient entre elles étaient des oppositions de classe et de statut social ; dans une certaine mesure, on peut dire que l'antagonisme Serbes-Musulmans exprime aujourd'hui l'antagonisme entre la campagne et la ville.

Quant aux Serbes de Serbie, ils furent soumis à un régime extrêmement sévère d'occupation militaire ; les terres furent appropriées par le Sultan qui en fit des fiefs militaires attribués à des fonctionnaires turcs. Les paysans devinrent les tenanciers des propriétaires turcs. Les familles serbes furent tenues de fournir périodiquement des janissaires.

Une révolte conduite par l'Eglise, écrasée entre 1688 et 1690, provoqua la fuite de milliers de Serbes vers la Hongrie, dont le souverain accorda des terres aux fuyards. C'est l'origine du peuplement serbe du Sud de la Hongrie. Lorsque, plus tard, les Serbes de Hongrie commencèrent à avoir des visées séparatistes, ils furent considérés par les Hongrois comme peu reconnaissants de l'accueil qui leur avait été fait. Les Turcs supprimèrent l'autonomie de l'Eglise serbe et la rattachèrent à l'Eglise grecque, qui, comme ailleurs, était un agent soumis et efficace du pouvoir ottoman.

L'élément déterminant du destin des peuples balkaniques à cette époque est moins la langue que la religion. La coupure au sein de la chrétienté entre catholiques et orthodoxes traverse les populations des Balkans. Le lien trop

intime de l'Église orthodoxe avec l'Empire byzantin a empêché les peuples slaves de développer des États indépendants et de faire face aux Turcs. À partir du XVI^e siècle, une nouvelle coupure traverse la chrétienté, celle de la Réforme. De profondes divisions au sein des différentes fractions de la chrétienté qui se combattaient – avec l'ensemble des déterminations économiques et politiques qui les accompagnent – ont paralysé toute possibilité de résistance à l'avance turque. Les différents phénomènes d'identification nationale qui commençaient à apparaître se sont faits sur la base de l'identité religieuse. Le maintien de l'organisation sociale patriarcale a aussi été un facteur déterminant dans l'incapacité de ces sociétés à résister à l'invasion turque.

Un ensemble complexe de déterminations historiques ont maintenu les Slaves du Sud au statut de ce qu'Engels appelle avec mépris des « nations non historiques », c'est-à-dire, selon les critères d'évaluation du « matérialisme historique », des nations qui ne parviennent pas à constituer d'État indépendant et à développer les forces productives.

Bakounine, lui, aura une approche différente. Dans *Etatisme et anarchie*, il fera en 1873 le commentaire suivant :

« Par leur tempérament et leur nature, les Slaves ne sont en aucune manière un peuple politique, c'est-à-dire apte à former un État. C'est en vain que les Tchèques évoquent leur grand royaume de Moravie et les Serbes celui de Douchan. Ce ne sont là que des épisodes éphémères ou de vieilles légendes. Ce qui est sûr, c'est que pas un peuple slave n'a de lui-même créé un État ¹. »

Le révolutionnaire russe fait une description de cette « forme encore patriarcale, et par conséquent imparfaite » d'organisation, et conclut : « On conçoit qu'avec une organisation de ce genre les Slaves se trouvaient sans défense devant les incursions et les conquêtes des peuples guerriers, en particulier des Germains (...) En partie exterminés, les Slaves furent en majorité subjugués par les Turcs, les Tatares, les Magyars et surtout par les Allemands. »

À partir du XVIII^e siècle commence le processus de prise de conscience des peuples slaves qui prendra toute son ampleur le siècle suivant. Bakounine dira que le « XIX^e siècle peut être appelé le siècle du réveil général du peuple slave » ². L'ensemble des peuples slaves d'Europe de l'Est

¹ Bakounine, *Etatisme et Anarchie*, Champ libre, IV, p. 231.

² *Etatisme et anarchie*, IV, 233.

sont soumis à des systèmes politiques qui leur sont imposés par l'étranger. Leur insertion dans ces structures n'a pas été également violente partout, cependant. Alors que ceux qui sont dominés par la Prusse et la Russie sont dans un état de domination totale, l'empire d'Autriche a établi un type de rapport original.

L'influence des philosophes des Lumières, puis de la Révolution française n'a pas été négligeable dans la progressive naissance de la revendication nationale slave. La constitution polonaise de 1791, dans laquelle apparaissent pour la première fois en Europe centrale les principes de démocratie constitutionnelle – même limitée – déclarait que « dans la société tout provient de la volonté de la nation » ; mais la nation, c'est la *szlachta*, la noblesse polonaise, soit 10 % de la population qui bénéficie seule des droits individuels et de libertés politiques, tandis que le servage est maintenu. A la même époque, la noblesse française représentait à peine 1 % de la population. N'empêche, l'idée que les peuples avaient le droit de choisir leur destin arrivait à un moment où les élites slaves redécouvraient leur passé et, parfois, apprenaient non sans mal leurs propres langues nationales. Engels ne manqua pas de railler le fait que les membres du Congrès slave de 1848 à Prague ne pouvaient pas communiquer dans une langue slave et étaient obligés de le faire en... allemand. Les Slaves du Sud se trouvaient un peu à l'écart de ce processus, et parmi ceux-ci il faut distinguer ceux qui étaient sous la domination autrichienne et ceux qui étaient sous la domination turque.

De ces derniers, Georges Balkanski dit :

« Les traits caractéristiques des possessions turques aux Balkans furent : un développement économique très retardé à l'époque où, à l'Occident, s'effectuait la première révolution industrielle, aggravé par l'invasion des marchandises étrangères meilleur marché et de meilleure qualité, ainsi que des capitaux qui ne cherchaient qu'à exploiter les pays ; une structure féodale de l'activité principale de la population – la production agricole ; insécurité et arbitraires dans la vie sociale ¹. »

Citant un historien macédonien, Balkanski ajoute :

« La majeure partie des terres arables appartient aux gros propriétaires, les *begs*, mais n'est mise en valeur que par des salariés sans terres ou par des métayers rattachés aux fermes des *begs*. Nulle part de tels rapports

¹ *Libération nationale et révolution sociale*, éditions du groupe Fresnes-Antony, Fédération anarchiste.

juridiques ne possèdent un caractère plus injuste, une exploitation sans contrôle, une oppression physique et morale du hobereau et de ses alliés... Le métayer paie pour sa part les impôts, fait tous les transports avec son cheptel, fournit un nombre déterminé de journées de travail gratuites par an dans les autres domaines du propriétaire, effectue les travaux du moulin, etc. ¹. »

C'est pourquoi la distinction entre lutte de libération nationale et lutte de libération sociale n'a pas beaucoup de sens : ces deux éléments sont indissociables. La libération nationale est souvent perçue également comme une forme de libération sociale. La contribution particulière des bakouniniens consista précisément à combattre les courants qui entendaient simplement limiter le programme de la lutte à la libération du territoire de l'occupant sans transformer radicalement l'organisation sociale ².

¹ Silianov Christo, *Les luttes libératrices en Macédoine*, T. I., cité par G. Balkanski.

² On connaît surtout les liens que Bakounine pouvait avoir avec les Polonais et les Slaves d'Europe centrale ; il eut cependant une influence non négligeable sur les Slaves du Sud, après la période révolutionnaire de 1848-1849 il est vrai. Après son évasion de Sibérie, en 1861, il renoue des contacts avec les révolutionnaires bulgares, Karavelov notamment, et le grand poète libertaire Christo Botev. Deux délégués du comité révolutionnaire bulgare rendent visite à Bakounine en 1869, qui ébauche pour eux le texte initial du programme du comité révolutionnaire bulgare, texte qui sera complété et modifié pour être adapté aux conditions particulières du pays. Lorsqu'une insurrection éclate un an plus tard en Bosnie-Herzégovine, un proche de Bakounine, l'écrivain Kravtchinski, s'y rend pour soutenir le mouvement ; Malatesta a moins de chance, car il est arrêté et renvoyé en Italie. Pendant toute cette période, des proches de Bakounine deviennent les conseillers des révolutionnaires bulgares qui combattent pour la libération nationale. Christo Botev était en relations avec les bakouniniens de la section Slave de Zurich. Un historien communiste de Skopje, Dantcho Zografski, écrit : « Il ne faut pas perdre de vue l'influence de la littérature et des conceptions prédominantes dans les milieux socialistes de Bulgarie sur les socialistes macédoniens, et surtout l'influence de Bakounine, du populisme russe et d'autres milieux non marxistes du mouvement ouvrier. » (*Les socialistes yougoslaves et le problème macédonien*, éd. Koulturn, 1962, Skopje, p. 14.)

Les Serbes ne furent pas en marge de l'influence bakouninienne. Lorsque le 7 juillet 1872 fut créée la Section slave de l'AIT, il s'y trouvait, outre des Russes, un Croate et un Tchèque, une majorité de Serbes. Le 14 août, Bakounine rédige le programme de la Section slave, et le lendemain en termine le règlement (dont le texte n'est pas connu). Ce programme est un résumé des plus concis de ses idées. Il existait à cette époque un groupe important d'étudiants serbes à Zurich, influencés par les

C'est par les conquêtes napoléoniennes que l'influence française pénétra dans le Nord de la future ex-Yougoslavie. En 1809, jusqu'en 1813, l'Istrie, la Carniole et une grande partie de la Croatie devinrent territoires français, sous la dénomination de « provinces illyriennes ». Des réformes furent introduites : l'abolition du servage, l'abolition des privilèges et l'égalité civile. Le slovène devint la langue officielle.

Chez les Serbes, l'ouverture aux idées nouvelles se fit par l'intermédiaire des Serbes de Hongrie. D'une façon générale, l'éveil des Slaves de l'Empire ottoman se fit par l'intermédiaire de ceux de l'empire des Habsbourg. En 1804 les Serbes s'étaient soulevés sous la conduite de Georges Petrovic, avec succès au début, mais la Russie, sur laquelle ils comptaient pour les aider, les abandonna à leur sort. Une nouvelle insurrection éclata en 1815 sous la conduite d'un rival de Petrovic, Miloch Obrénovitich, qui finit par se faire reconnaître par le sultan comme gouverneur de la Serbie. En 1817 le sultan reconnut l'existence d'une principauté serbe autonome vassale.

idées socialistes, et en contact avec des étudiants révolutionnaires russes proches des idées de Bakounine.

« Bakounine, dit Arthur Lehning, avait suivi avec beaucoup de sympathie le mouvement socialiste chez les Serbes, un des premiers et des plus actifs mouvements socialistes parmi les Slaves. Déjà auparavant, à Londres, en 1862, il avait noué des relations avec des Serbes, et aussi avec des Tchèques. En 1870, d'accord avec Svetozar Markovic, Petar Velimirovic se rendit en novembre chez Bakounine à Locarno et y passa deux jours à discuter de l'action socialiste parmi les Slaves en général et plus particulièrement chez les Slaves du Sud.

« Faisant suite à une décision antérieure des socialistes serbes eut lieu, à Zurich, au début de juillet 1872, une conférence secrète à laquelle Bakounine assista et dont il rédigea le programme (en fait le premier programme socialiste serbe), qui fut adopté. » (Arthur Lehning, Introduction au tome VI des *Œuvres* de Bakounine, p. XLI, éditions Champ libre). Ce programme dit notamment que « l'Etat doit disparaître et être remplacé par une fédération de communes libres se basant sur une association libre entre les représentants du travail intellectuel et manuel par laquelle on assure d'une manière égale à chaque membre son développement intellectuel, moral et matériel ». (Bakounine, *Œuvres*, éditions Champ libre, tome VI, p. 347-348.)

Un autre projet, plus détaillé, affirme que « le peuple serbe ne saurait être libéré du servage social avant que soient supprimés comme Etats : la Turquie, la Serbie, le Monténégro et l'Autriche-Hongrie » ; « le parti socialiste serbe ne peut accomplir la révolution sociale dans la péninsule balkanique et le Sud de l'Autriche-Hongrie qu'en liaison avec les socialistes de toutes les nationalités qui vivent sur ces territoires ; (...) par conséquent il doit chercher à obtenir la formation d'une Alliance des socialistes dans la péninsule balkanique et le Sud de l'Autriche-Hongrie et s'organiser lui-même en section d'un tel Parti. » (*Ibid.* p. 428-429.)

La chute de l'empire napoléonien, après vingt années de guerres, fut suivie d'une période de réaction féroce. Les monarques allaient combattre toutes les manifestations de libéralisme et d'indépendance des nationalités. L'Europe des États allait imposer sa loi à l'Europe des nations, y compris aux nations slaves du Sud sous domination ottomane, dans la mesure où le congrès de Vienne avait reconnu l'autorité du Sultan sur les territoires qu'il dominait.

Cependant, l'autonomie serbe fut considérée comme un acquis important par l'ensemble des peuples des Balkans, d'autant que l'Empire ottoman montrait d'évidents signes de faiblesse. Le sultan Sélim III avait dû abdiquer à la suite d'une révolte des janissaires, que son successeur avait fait massacrer pour conserver son autorité, se privant cependant d'une force militaire importante. Par ailleurs, la Russie se posait, depuis le XVIII^e siècle, comme protecteur des orthodoxes des Balkans.

En 1821 éclata le soulèvement de la Grèce. La Russie prit position pour la Grèce, mais l'Angleterre voyait d'un mauvais œil l'extension de l'influence de la Russie et craignait qu'elle n'accède à la Méditerranée : elle préférait que les Turcs continuent de contrôler les Détroits, et tenta de trouver un compromis avec le sultan. L'indépendance de la Grèce fut proclamée en 1822.

Miloch Obrénovitch, qui avait reçu en 1820 le titre de prince des Serbes et Pachalik de Belgrade, n'était pas intervenu lors de la révolte grecque. Il acquit, en 1830, le titre de prince héréditaire d'une principauté autonome. Les Turcs conservaient le droit de tenir des garnisons dans des places fortes, sans pouvoir s'établir ailleurs. Deux ans plus tard, la Serbie acquit également l'indépendance pour son Église.

1848 en Europe centrale

Les Habsbourg sont un ennemi fréquemment désigné par Bakounine comme un oppresseur des Slaves. Sous la domination de l'Empire autrichien, les peuples slaves avaient fini par perdre une grande partie de leur conscience d'appartenance à une communauté. Les Slaves avaient en outre été dominés par les Turcs, et pour une partie l'étaient encore au XIX^e siècle. Séparés par des systèmes politiques très différents mais qui les dominaient tous, ils s'ignoraient mutuellement. Pour un Polonais, le Serbe était un Turc, et pour le Bulgare le Tchèque devait être un Allemand, tout ce petit monde se méprisant les uns les autres.

Les langues slaves d'Europe avaient grandement divergé, elles étaient négligées par les classes aisées et étaient perçues comme des dialectes parlés par le peuple. On ne savait plus comment les écrire et on ne les imprimait pas. L'état de dissolution de la culture slave était tel qu'un patriote tchèque, Jungmann, a pu écrire en 1828 : « Nous avons eu la triste destinée d'être les témoins de l'anéantissement définitif de notre langue. »

Vers le début du XIX^e siècle, cependant, une évolution apparut. Des historiens, des lettrés commencèrent un travail de reconstruction de la langue en recueillant des chants populaires, en publiant de vieilles chroniques. Des philologues slaves rédigèrent des grammaires, des dictionnaires, tentèrent d'unifier l'orthographe. Un certain nombre de savants allemands contribuèrent à ce travail. Herder, qui faisait partie des auteurs que Bakounine lisait, avait écrit des pages émouvantes sur les souffrances et sur les qualités morales de ces peuples. Le renouveau de la culture slave fut accueilli favorablement dans l'Allemagne romantique, d'autant que les initiateurs de ce renouveau étaient soit des Allemands, soit des intellectuels formés dans les universités allemandes. Goethe lui-même, dont un ami, le comte Sternberg, fut nommé président du musée national de Prague, s'intéressait au mouvement et reçut Vouk Karadjitch, un philologue serbe.

La conjonction de deux mouvements contribua au réveil national slave : les principes de 1789 et le romantisme allemand. Les Slaves apprirent ainsi qu'ils avaient eu une histoire et une littérature qui n'avaient rien à envier à celles de leurs oppresseurs.

L'Empire autrichien avait cette particularité qu'il dominait des peuples qui eux-mêmes en dominaient d'autres. C'était le cas de la Hongrie. Si les Tchèques et les Slovaques avaient des territoires qui se touchaient et avaient eu une histoire commune, les premiers étaient soumis à l'Autriche tandis que les seconds étaient soumis aux Hongrois qui faisaient eux-mêmes partie de l'Empire autrichien. La classe dominante slovaque avait disparu en tant que telle et s'était fondue dans la noblesse hongroise, ce qui n'était pas le cas pour les Tchèques.

Parmi la noblesse tchèque, germanophone, certains grands seigneurs influencés par le romantisme et nostalgiques des temps féodaux favorisèrent le travail d'érudition en vue de réhabiliter la culture slave. Ils entendaient surtout maintenir leurs privilèges de classe et s'opposer aux réformes unitaires menées par l'empereur Joseph II.

A partir de la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e, d'innombrables auteurs contribuèrent au réveil culturel slave. L'abbé Dobrovsky (1753-

1829) fut le créateur des études slaves en Bohême. Quoique catholique, il étudia particulièrement le slavon, langue de l'Eglise orthodoxe. Un groupe de protestants, Kollar, Safarik, Palatsky joua également un rôle déterminant. Leur travail scientifique fut stimulé par l'idée nationale. Ils employèrent d'abord l'allemand, qui était avec le latin la langue littéraire de l'empire, puis décidèrent d'écrire en tchèque.

L'ouvrage de Safarik, *Antiquités slaves* (1837) montre une vision idéalisée des Slaves primitifs, présentés comme un peuple doux et paisible, qui ignorait le servage ou l'esclavage, qui ne faisaient la guerre que pour se défendre, mais qui était affaibli par d'incessantes querelles intestines. Safarik attribue aux Germains la responsabilité de l'introduction du servage et de l'esclavage chez les Slaves du Nord, tandis que les Grecs et les Valaques l'auraient introduit chez les Slaves du Sud. On retrouvera quelques échos de cette vision chez Bakounine lorsqu'il opposera les traditions historiques des germains et des slaves, ces derniers n'ayant jamais, selon lui, fondé d'Etat :

« Ainsi, il est indubitable que les Slaves n'ont jamais par eux-mêmes ou de leur propre initiative formé d'Etat. Et ils n'en ont pas formé parce qu'ils n'ont jamais été un peuple conquérant. Seuls les peuples conquérants créent l'Etat et ils le créent nécessairement à leur profit, aux dépens des peuples asservis ¹. »

On n'a pas de preuve que Bakounine ait connu personnellement Safarik [Šafárik], mais c'est probable ; il le croisa nécessairement lors du congrès slave de Prague en 1848. Le respect qu'il éprouvait pour lui fut durable : « Les fondements inébranlables de l'édifice slave lancés par le grand Pavel Jozef Safarik, resteront imprimés en lettres d'or sur l'enseigne de l'univers tchèque renouvelé, du monde slave ressuscité », écrira-t-il en 1862 ². Le passage ci-dessous d'*Etatisme et anarchie* montre que la vision bakouninienne des Slaves coïncidait parfaitement avec celle de l'auteur des *Antiquités slaves* :

« Les Slaves étaient un peuple essentiellement pacifique et agricole. L'esprit militaire qui animait les peuples germaniques leur était étranger ; et, de ce fait, ils étaient fermés aux tendances étatiques qui se manifestèrent de bonne heure chez les Germains. Vivant séparément et en toute indépendance dans leurs communautés administrées selon la coutume

¹ *Etatisme et anarchie*.

² « Bakounine sur les Slaves », automne 1862.

patriarcale par les anciens, désignés suivant le principe électif, et jouissant tous au même titre des terres de la communauté, ils n'avaient parmi eux ni noblesse, ignorée d'eux, ni même de prêtres formant une caste à part, étaient égaux entre eux, réalisant, certes, sous une forme encore patriarcale et par conséquent imparfaite, l'idée de la fraternité humaine. Il n'y avait pas de liens politiques permanents entre les communautés. Devant un danger commun, par exemple une agression de la part d'un peuple étranger, ils concluaient une alliance défensive, mais sitôt le danger disparu, cette ombre d'association politique s'évanouissait. Ainsi, il n'y eut jamais et ne put y avoir d'Etat slave. Mais il existait, par contre, un lien social, fraternel entre tous les peuples slaves, au suprême degré hospitaliers. »

L'argumentaire de Bakounine, grandement idyllique, se fonde sur l'idée que les territoires slaves ont été, depuis le Moyen-Age, l'objet d'empiétements systématiques de la part des Germains, que les Allemands ont mené une politique de germanisation systématique des populations slaves. Les Slaves auraient été une population rurale incapable de résister aux visées expansionnistes des Etats germaniques – Prusse et Autriche. Le fait n'est pas contestable mais il convient de tempérer quelque peu la vision schématique présentée par le révolutionnaire russe.

Pour Bakounine, l'Etat russe lui-même est un Etat fondé à l'origine sur le modèle germanique, avec une dynastie germanique – d'où le titre de son ouvrage *l'Empire knouto-germanique*. Certains partisans du slavisme auront une sympathie particulière pour la Russie car c'était la seule nation slave à avoir un Etat puissant et indépendant.

Des Etats nationaux slaves se sont bien constitués, mais selon un processus qui ne « colle » pas tout à fait avec l'optique bakouninienne. Des évêchés et des archevêchés furent créés dans des marches frontières du royaume de Germanie : Ratisbonne, Passau, Salzbourg, Halberstadt, Magdeburg. Ces bastions avancés du christianisme ont envoyé des missionnaires pour convertir les païens slaves tchèques et polonais, la conversion des chefs étant le moyen le plus sûr pour obtenir celle des peuples. La christianisation a ainsi été un facteur important de constitution des Etats slaves.

L'exemple de la Bohême est caractéristique. Au début du X^e siècle, des missionnaires de Ratisbonne convertissent le duc Venceslas (915-929), qui se fait assassiner par son frère Boleslas, lequel se convertit ensuite au christianisme et maintint de bonnes relations avec le roi de Germanie, Othon I^{er}, aux côtés de qui il combattit pour mettre fin aux incursions hon-

groises. Boleslas reconnut Othon, devenu empereur en 962, comme suzerain. Sous réserve d'accomplir ses obligations féodales, le duché de Bohême acquit ainsi le statut d'Etat quasi-indépendant.

Boleslas II, successeur de Boleslas I^{er}, fonda l'évêché de Prague, entérinant le triomphe du christianisme. Cet évêché joua un rôle déterminant dans la christianisation des Prussiens – à l'origine une population slave –, des Polonais et des Hongrois.

Au même moment, le prince Mieszko, chef d'une des tribus qui occupait les plaines entre l'Oder et la Vistule, confédéra les Slaves autour de la ville de Poznan. Le territoire de cette confédération fut désigné du nom de Polska. L'épouse du prince était chrétienne et sœur du duc Boleslas I^{er}. Sous l'influence des missionnaires allemands, Mieszko se convertit au christianisme, fonda un évêché à Magdebourg en 968. Son fils continua l'œuvre d'unification des tribus polonaises et étendit son autorité jusqu'en Moravie et sur la rive gauche de l'Oder.

Dans les deux cas, en Bohême et en Pologne, le clergé allemand joua un rôle décisif dans la constitution d'un Etat slave. L'Eglise, fortement hiérarchisée dans un monde féodal où elle jouait un rôle politique déterminant, constituait un modèle efficace d'unification des populations autour de classes dirigeantes autochtones qui s'étaient ralliées à elle. En se christianisant, la noblesse slave n'avait pas perdu au change et y avait largement gagné en termes de pouvoir. Un duc, vassal du roi de Germanie devenu ensuite empereur, acquérait sans doute un pouvoir sans commune mesure avec celui d'un vague chef de tribu slave. Il faut garder à l'esprit qu'un duc de Bohême en l'an 1000 ne devait guère se préoccuper de question nationale et ne devait pas plus s'intéresser au sort d'un paysan slave que l'empereur d'Allemagne au sort des paysans germanis ¹.

¹ Les classes dominantes des pays conquis ont toujours perçu avec acuité les avantages apportés par la puissance occupante. L'image d'Epinal du Gaulois résistant avec vaillance à l'occupation romaine évacue le fait que les classes supérieures de la Gaule ont vite compris l'avantage qu'il y avait à collaborer avec un occupant qui savait si bien construire des routes favorables au commerce, instaurer une réelle sécurité des échanges, créer des villes et, d'une façon générale, mettre en place une infrastructure politique et économique dont la bourgeoisie n'avait qu'à se féliciter. Vercingétorix n'avait aucune chance. Les classes dominantes gauloises ont frénétiquement collaboré avec l'occupant romain et ont consciencieusement appliqué l'une des clauses de la *Pax Romana* : la livraison annuelle de 30 000 esclaves à l'occupant. Évidemment, la fierté nationale, si tant est qu'il y ait quoi que ce soit de commun entre le Français moyen d'aujourd'hui et le Gaulois moyen d'il y a vingt siècles, en prend un sérieux coup.

La constitution de la Hongrie en Etat national fut également largement déterminée par l'Eglise. La bataille de Lechfeld, en 955, où le roi de Germanie aidé du duc de Bohême vainquit les Hongrois, mit fin aux incursions dévastatrices de ces derniers, qui atteignirent même la région de Toulouse. Les Hongrois se sédentarisèrent peu à peu ; des missions envoyées par les évêques de Passau et de Prague les christianisèrent. Le chef Géza se convertit, ainsi que son fils Vajk, qui prit le nom d'Etienne et épousa la fille du duc de Bavière. Il reçut du pape Sylvestre II la couronne royale en l'an 1000, ce qui légítima le royaume de Hongrie comme Etat indépendant.

Dans la sphère d'influence byzantine, les Bulgares, convertis au christianisme, profitèrent des difficultés de l'empire d'Orient face aux Arabes pour se libérer de la domination de Byzance. Le prince bulgare Syméon vainquit les armées impériales en 896 et devint le chef d'une Bulgarie indépendante. L'empereur le reconnut en 925 tsar des Bulgares. Un éphémère empire bulgare fut constitué de l'Adriatique à la mer Noire, jusqu'à ce que l'empereur Basile II écrase l'armée bulgare en 1014. L'indépendance bulgare avait pris fin.

Dès le X^e siècle, les rapports des Eglises romaine et orthodoxe avec le pouvoir politique sont donc déjà constitués. En Occident, l'Eglise est une force politique ayant une réelle autonomie d'action et d'initiative. Bakounine pensait qu'au Moyen Age l'Eglise était la véritable classe dominante en Europe occidentale. Dans une conférence aux ouvriers de Saint-Imier, il déclare que « l'Eglise et les prêtres, le Pape en tête, étaient les vrais seigneurs de la terre. D'après la doctrine de l'Eglise les autorités temporelles de tous les pays, les monarques les plus puissants, les Empereurs et les rois n'avaient de droits, qu'autant que ces droits avaient été reconnus et consacrés par l'Eglise. On sait que les deux derniers siècles du moyen âge furent occupés par la lutte de plus en plus passionnée et triomphante des souverains couronnés contre le Pape, des Etats contre l'Eglise. »

En effet, toute la première moitié du Moyen Age est dominée par la lutte des monarques contre la suprématie papale. La doctrine dominante voulait que les monarques détiennent leur pouvoir de Dieu, par l'intermédiaire du pape. Les autorités politiques des Etats étaient donc entièrement subordonnées à l'autorité religieuse. Le clergé, dit Bakounine, avait pour lui la force des armées, la puissance économique et une organisation hiérarchique efficace. Ce n'est qu'après une longue lutte que les rois finirent progressivement par détenir leur charge directement de Dieu, se libérant ainsi d'un encombrant intermédiaire.

Cette capacité d'initiative de l'Eglise romaine a été un facteur déterminant de la constitution d'Etats slaves en Europe centrale. Cependant, du

point de vue des Slaves, leur christianisation fut aussi incontestablement en même temps leur germanisation. Dans la sphère d'influence de Byzance, l'Eglise grecque, complètement subordonnée au pouvoir politique, a été un instrument de domination politique de l'empire byzantin, entravant la constitution d'Etats slaves. Plus tard, elle sera un agent efficace de l'oppression turque sur les slaves des Balkans.

Après Safarik, qui dénombre 78 millions de Slaves en Europe, Kollar rappelle que ceux-ci constituent la population la plus nombreuse d'Europe et qu'ils doivent s'unir pour sortir de leur statut inférieur.

Kollar, quant à lui, publia en 1836 en allemand une *Histoire de Bohême*, traduite en tchèque en 1848 sous le titre d'*Histoire du peuple tchèque*, qui révéla à ses compatriotes la grandeur de leur nation au temps de l'empereur Charles IV et des hussites. La thématique développée par Kollar est que l'histoire de la nation tchèque repose sur la lutte contre la germanisation. Là encore, c'est un thème qu'on trouvera abondamment dans les développements de Bakounine sur l'histoire slave. La lutte des hussites est fréquemment évoquée par le révolutionnaire russe, pour qui toute l'histoire de l'Europe centrale est parcourue par la politique de germanisation des territoires slaves. Cette question fera l'objet de désaccords fondamentaux entre Marx et Bakounine pendant la révolution de 1848 et après, le premier estimant que la germanisation des slaves était un progrès historique, contre l'avis du second ¹. Marx et Engels reprocheront d'ailleurs aux Habsbourg d'avoir échoué dans leur mission historique : la germanisation des Slaves. Faute de pouvoir accomplir cette tâche, l'Empire autrichien n'a plus de raison d'être.

Les Magyars, qui ne sont pas slaves, sont eux aussi crédités d'une fonction positive en ce sens qu'ils secondent efficacement les Allemands dans la domination des Slaves.

Chez les Slaves du Nord, les Slovaques étaient dominés par les Hongrois, eux-mêmes soumis à l'Empire autrichien. Chez les Slaves du Sud, les Serbes étaient soumis à la Hongrie tandis que les Slovènes étaient soumis à l'Autriche.

Napoléon avait, un court moment, secoué la torpeur des nationalités slaves du sud en créant le gouvernement des provinces illyriennes tandis que les Serbes s'étaient débarrassés de la domination turque. Dans une Europe en pleine mutation, les pays slaves du sud étaient relégués à un état d'ignorance et de sous-développement extrêmes.

¹ Cette question est en partie l'objet de mon ouvrage *Bakounine politique : révolution et contre-révolution en Europe centrale*, éditions du Monde libertaire.

C'est un écrivain slovaque, Herkel, qui semble avoir utilisé le mot « panslavisme » pour la première fois, dans un écrit de 1826 sur la langue slave universelle. Après avoir transité par Kollar et Safarik, le terme devint d'usage courant. Il s'agissait avant tout d'un courant intellectuel et moral, mais qui prit un tour politique à partir de 1848. Ses initiateurs, à quelques exceptions près, étaient de loyaux sujets de l'empire, d'autant plus loyaux qu'après la mort de Joseph II, la politique autrichienne mit un frein à la germanisation forcée et cessa d'entraver la tendance au renouveau slave au sein de l'empire. Plus que d'un panslavisme, il s'agit alors d'un austro-slavisme.

La nouvelle politique de l'empereur François était moins motivée par l'amour de la culture slave que par l'application de la politique consistant à diviser pour régner. En effet, si la germanisation forcée fut arrêtée à l'ouest, la magyarisation forcée le fut également à l'est, dans une Hongrie difficile à tenir. L'empereur fit quelques gestes ostensibles envers les principaux tenants de l'austro-slavisme.

Le Slovène Kopitar (1780-1844) devint le bibliothécaire de la cour, à Vienne, et put ainsi rendre des services à de nombreux lettrés slaves. L'empereur fit parvenir au vieil et très légitimiste abbé Dobrovsky (sur le conseil du chef de la police) un témoignage de sa satisfaction. En 1834 l'empereur reçut le Croate Gaï (1809-1871), formé dans les universités allemandes et partisan d'une langue littéraire commune aux Slaves, qu'il baptisa, en reprenant le mot ressuscité par Napoléon, la langue illyrienne. En 1845 Gaï reçut l'autorisation de fonder sa *Gazette slovaque*. Metternich lui-même payait sa cotisation à la société du musée national de Prague.

Favoriser l'austro-slavisme était, dans l'esprit de l'empereur et de ses commis, un moyen efficace de lutter contre l'influence de la Russie, allergique à toute innovation, et contre l'influence hongroise.

Les Magyars pour qui, selon un de leurs proverbes, « le slave n'est pas un homme », n'étaient pas du tout enthousiastes envers la nouvelle politique du pouvoir impérial. Ils tentèrent d'accélérer la magyarisation des Slovaques et d'unir l'Eglise luthérienne, slovaque ou allemande, avec l'église calviniste, purement hongroise. Un grave conflit linguistique survint en 1825 qui allait déchaîner les passions jusqu'en 1848. La diète croate d'Agram, qui possédait une existence autonome, envoyait des députés siéger à Pest. Les délibérations se faisaient en latin. Les Hongrois décidèrent de substituer au latin leur propre langue et les députés croates réclamèrent le droit de continuer à parler le latin. Les Hongrois refusèrent et le conflit s'accrut.

Le gouvernement de Vienne mit longtemps à trouver un compromis qui ne satisfaisait personne, et les Croates demandèrent que leur langue se substituât au latin pour la diète d'Agram.

Quelques Magyars comprirent qu'il fallait trouver une solution et assurer l'entente avec les peuples soumis à la Hongrie. Ils avaient peut-être entendu les paroles de Gai :

« Les Magyars ne sont qu'une île qui flotte sur le grand océan slave ; je n'ai ni créé cet océan ni ces flots ; mais que les Magyars fassent bien attention de ne pas déchaîner cet océan, de peur que les flots ne passent par-dessus leur tête et que l'île ne s'engloutisse. »

Certains hommes comprirent qu'il fallait s'entendre avec les peuples non magyars soumis à la couronne de Saint-Etienne. Malheureusement, tous ne l'entendaient pas ainsi : Kossuth voulait mater les peuples que la Hongrie dominait et qui manifestaient des tendances centrifuges – Slaves, mais aussi Roumains, nombreux en Transsylvanie.

En 1848, les populations dominées de l'Empire autrichien réclameront leur indépendance : les Hongrois tout d'abord, mais aussi les Slaves dominés directement par l'Autriche et ceux qui sont dominés par la Hongrie, elle-même dominée par l'Empire des Habsbourg. Les positions défendues par les auteurs du *Manifeste communiste*, paru quelques semaines avant l'éclatement de la révolution de février à Paris, seront en contradiction totale avec le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Marx et Engels appliqueront à la question des nationalités des critères d'analyse paradoxaux :

- Pour une part, ils se référeront à leurs conceptions « matérialistes » de l'histoire en refusant le label de « nation historique » à celles qui n'ont pas la capacité de créer un Etat et de s'insérer dans le processus de développement des forces productives : Slaves du Sud, Slovaques, Tchèques.

- Pourtant ils attribueront, en contradiction totale avec leurs critères d'analyse mais pour des raisons d'opportunité politique, le label de « nation historique » d'une part à la Pologne, pays agricole et nobiliaire, parce que la constitution d'un Etat polonais permet de créer un glacis protecteur entre l'Allemagne et la Russie, d'autre part et dans une moindre mesure à la Hongrie, nation également agricole et nobiliaire, parce qu'elle-même tient en sujétion des nations slaves.

La clé de ce paradoxe se trouve dans la préoccupation principale de Marx et Engels : la révolution bourgeoise en Allemagne qui permettra de réaliser l'unité nationale allemande. L'essentiel du « débat » entre Bakounine et Marx et Engels se situe là : d'une part la revendication de l'indépendance nationale des Slaves, d'autre part l'unité allemande incluant les terres slaves occupées. La révolution de 1848-1849 fournit à Bakounine d'une part, Marx et Engels de l'autre, un terrain d'expérimentation ; mais l'analyse de leurs prises de positions respectives ne s'inscrivent au aucun cas, répétons-le, dans le cadre d'un débat « anarchisme-marxisme » car Bakounine n'est, à ce moment-là, pas anarchiste.

3. – 1848 dans l'action

Le texte qui nous sert de référence sur l'activité de Bakounine pendant cette période est un écrit connu sous le nom de « Confession de Bakounine », rédigé en 1851, c'est-à-dire très peu de temps après les événements qui y sont décrits. Il convient de s'interroger sur la validité de ce texte, eu égard aux conditions dans lesquelles il a été rédigé.

Arrêté deux ans plus tôt en Allemagne, extradé en Autriche, puis en Russie, Bakounine est enfermé depuis deux mois dans la forteresse Pierre-et-Paul à Saint-Pétersbourg. Il reçoit la visite du comte Orlov, ministre de l'Intérieur, qui lui demande au nom du tsar d'écrire le récit de sa vie, non comme à un juge mais comme à un confesseur. L'intention du tsar est évidemment d'obtenir du prisonnier des révélations sur ses relations avec le mouvement révolutionnaire européen et particulièrement sur les Russes et les Polonais. Orloff fait comprendre à Bakounine qu'il restera en prison toute sa vie. Le révolutionnaire finit par accepter, non sans certaines arrière-pensées, l'offre qui lui est faite ¹.

¹ Bakounine évoque cet épisode dans une longue lettre qu'il écrivit plus tard de Sibérie à Herzen, le 8 décembre 1860 :

« En mai 1851, je fus transféré en Russie, directement à la forteresse Pierre-et-Paul, dans le ravelin Aleksej, où j'ai été incarcéré trois ans. Deux mois après mon arrivée, le comte Orlov est venu me voir de la part de l'empereur : « L'empereur m'a dépêché auprès de vous et ordonné de vous transmettre : "Dis-lui qu'il m'écrive comme un fils spirituel à son père spirituel ; voulez-vous écrire ?" J'ai réfléchi quelque peu et me suis dit : devant un jury, au cours d'un procès public, je devais tenir mon rôle jusqu'au bout. Mais entre quatre murs, à la merci de l'ours, je pouvais sans scrupule adoucir les formes ; et, après avoir demandé un délai d'un mois, j'acceptai ; et j'écrivis effectivement une sorte de confession, une sorte de *Dichtung*

La « Confession » se présente comme un récit autobiographique bien structuré – ce qui est rare chez Bakounine – entrecoupé de parenthèses dans lesquelles l'auteur sacrifie aux formes requises par l'étiquette et où il fait preuve d'humilité, rend hommage à la clémence du souverain, reconnaît ses fautes, ses pêchés et implore le pardon. L'objectif que poursuit le prisonnier est clairement exprimé : il demande au tsar de ne pas « pourrir dans la réclusion perpétuelle en forteresse » et réclame le privilège de faire des travaux forcés. Le fait est qu'il est détenu dans des conditions terribles. La valeur réelle de la contrition de Bakounine doit être jugée par le contenu d'une lettre qu'il fit parvenir clandestinement à sa famille en février 1854 : « Je sens que mes forces s'épuisent, dit-il, mon âme est forte encore, mais mon corps s'affaiblit. » « Mon moral tient encore ; ma tête est lucide malgré tous les maux qui lui font un siège en règle ; ma volonté, j'espère, ne fléchira jamais... » « Vous ne comprendrez jamais ce que c'est que de se sentir enterré vivant. » Cette intelligence débordante de vitalité est hantée surtout par une idée affreuse : « celle de l'idiotisme qui est fatalement au bout d'une pareille existence. » Il est malade, souffre du scorbut ; ses forces physiques sont brisées et il craint que ce ne soit bientôt le tour de ses forces intérieures. La seule idée qui le retient du suicide, dit-il enfin, est l'espoir de « pouvoir recommencer ce qui m'a déjà amené ici, seulement avec plus de sagesse et plus de prévoyance peut-être, car la prison a eu au moins ceci de bon pour moi, qu'elle m'a donné le loisir et l'habitude de réfléchir, elle a pour ainsi dire solidifié mon esprit ; mais elle n'a rien changé à mes anciens sentiments, elle les a rendus au contraire plus ardents, plus résolus, plus

und Wahrheit [la réalité et la fiction] ; mes actes étaient du reste tellement connus qu'il ne m'aurait servi à rien de les cacher. Après avoir remercié, en termes polis, l'empereur de sa bienveillante attention, j'ajoutais : "Majesté, vous voulez que je vous écrive ma confession ? Bien, je l'écrirai ; mais vous savez qu'à nul n'est tenu d'avouer les pêchés d'autrui. Après mon naufrage, il ne me reste qu'un seul trésor, l'honneur et le sentiment que je n'ai trahi aucun de ceux qui se sont confiés à moi ; et, c'est pourquoi, je ne nommerai personne." Ceci dit, à quelques exceptions près, je fis à Nicolas le récit de toute ma vie à l'étranger, y compris tous mes projets, impressions et sentiments, ce qui n'alla pas pour lui sans bien des remarques édifiantes sur sa politique intérieure et extérieure. Ma lettre, qui tenait compte, d'une part, de la situation parfaitement claire et apparemment sans issue dans laquelle je me trouvais, d'autre part, du tempérament énergique de Nicolas, était conçue en termes très vigoureux et hardis ; et c'est justement pour ça qu'elle lui plut fort. Ce dont je lui suis réellement reconnaissant c'est qu'après avoir reçu ma lettre, il [ne] m'interrogea jamais plus sur quoi que ce fût. »

absolus que jamais et désormais tout ce qui me reste de vie se résume en un seul mot : la liberté¹. »

Il ne fait pas de doute que ces lignes donnent toute la mesure du « repentir » réel de Bakounine. En 1854 éclate la guerre de Crimée et, craignant qu'à la faveur des événements le prisonnier ne soit délivré, le gouvernement le fait transférer à Schlüsselbourg. Bien plus tard Bakounine racontera à James Guillaume les conditions de sa détention : il était atteint du scorbut et son estomac complètement délabré ne pouvait plus accepter que les choux aigres hachés.

« Il craignait une chose par dessus tout : c'était de se trouver un jour amené, par l'action débilante de la prison, à l'état d'abêtissement dont Silvio Pellico offre un type si connu ; il craignait de cesser de haïr, de sentir s'éteindre dans son cœur le sentiment de révolte qui le soutenait, et d'en arriver à pardonner à ses bourreaux et à se résigner à son sort. Mais cette crainte était superflue ; son énergie ne l'abandonna pas un seul jour, et il sortit de son cachot le même homme qu'il y était entré². »

Le poète Silvio Pellico avait été arrêté en 1820 pour ses relations avec les Carbonari et, devenu mystique en prison, avait perdu la haine de ses bourreaux et l'esprit de révolte³. Pour ne pas sombrer dans la folie, Bakounine compose de tête un drame lyrique sur le thème de Prométhée...

« Quelle chose terrible cette relégation à perpétuité ! Traîner une existence sans but, sans espoir, sans aucun intérêt dans la vie. Et se dire chaque jour : demain, je serai encore plus abruti que je ne le suis aujourd'hui ! Souffrir des semaines entières d'un horrible mal de dents, qui revient sans cesse ! Et cette insomnie qui chasse le sommeil nuit et jour, et quoi qu'on fasse, quoi qu'on dise, même pendant les courtes heures de rêve, se trouver sous l'empire d'une fébrile agitation qui vous remue le cœur et le foie, avec le sentiment fixe que vous n'êtes qu'un esclave, qu'un cadavre⁴... »

¹ *Bakounine et les autres*, 10/18, p. 189-191.

² James Guillaume, « Bulletin de la Fédération jurassienne », supplément 9 juillet 1876.

³ Le révérend père Huguet raconte dans *Célèbres conversions contemporaines* (1872) la vie exemplaire du poète, exemplaire parce que « La lecture des Livres saints acheva de le calmer et de le ramener à Dieu ». Le « testament » de Silvio Pellico est un document dégoulinant de veulerie mystique.

⁴ Bakounine, Lettre à Herzen, 8 décembre 1860.

En dehors de concessions de forme – humilité, remords affichés –, y a-t-il dans le contenu de la « Confession » des éléments qui justifieraient les accusations de trahison qui ont pu être portées contre Bakounine ? Dès le début du texte, l'auteur s'engage à ne dire que la vérité, mais il demande au tsar de ne pas espérer de lui qu'il confesse les péchés commis par d'autres :

« Vous désirez avoir ma confession ; mais vous ne devez pas ignorer que le pénitent n'est pas obligé de confesser les péchés d'autrui. Je n'ai de sauf que l'honneur, et la conscience de n'avoir jamais trahi personne qui ait voulu se fier à moi, et c'est pourquoi je ne vous donnerai pas de noms ¹. »

En marge de ce passage, le tsar nota que cette réserve détruisait toute la valeur de la « Confession ». « S'il sent le poids de ses péchés, seule une confession sincère et complète et non une confession sous condition peut être considérée comme telle. » Par cette note, c'est le tsar lui-même, en somme, qui donne au « repentir » de Bakounine son sens réel. De fait, lorsque le prisonnier cite des noms, il précise que ceux-ci figurent dans les actes d'accusation et que les faits qu'il évoque sont connus.

Il se paie même la tête du tsar lorsqu'il parle de militants connus, au sujet desquels il précise : « Je ne vous dirais pas tout cela si je ne savais qu'il est réfugié en Amérique. » Le tsar avait annoté en marge de la lettre de Bakounine, à l'intention de son fils, le futur Alexandre II : « Cela vaut la peine que tu le lises, c'est très curieux et instructif »

Dans les autres cas, il déclare qu'il ne révélera pas les noms... Ainsi, les préalables posés par Bakounine, ajoutés à ce qu'on sait de son tempérament, permettent de considérer que la « Confession » constitue un document fiable sur les événements qui sont relatés. Ce texte fourmille d'analyses sur la situation politique de l'Europe entre 1840 et 1849. Bakounine décrit ses prises de position à l'époque en insistant un peu trop, sans doute, sur le fait qu'il était isolé, qu'il n'avait pas de contacts, qu'il n'entretenait aucun rapport avec les Russes, qu'il ne cherchait pas à les convertir à ses idées. Si le gouvernement russe a eu l'impression du contraire, dit-il, c'est le résultat d'un malentendu. Bakounine ne cache aucunement ses intentions en ce qui concerne la révolution en Europe et en Russie. Sous le prétexte d'avouer ses égarements passés, il fait une description de la dégénérescence de l'Etat, de la classe dominante et de la bureaucratie russes telle qu'aucun tsar n'a pu en lire, et qui dément ses protestations d'ignorance concernant la société de son pays. Il explique pourquoi il veut renverser l'ordre social existant en Russie ;

¹ Bakounine, « Confession ».

il dénonce l'organisation politique dont le tsar est le chef tout-puissant, la corruption dont le pays est victime, les souffrances du peuple, les méfaits effrayants de la bureaucratie, puis il s'excuse de parler de choses que le tsar connaît mieux que lui !

En lisant la « Confession », on a l'impression que Bakounine cherche à compenser son refus de dénonciation – « mais je vous en supplie, Majesté, n'exigez pas que je vous cite des noms » – par l'abondance de précisions sur ses intentions. La quantité de ces détails aggravants apparaît comme un masque pour l'absence de dénonciation. Ne pouvant nier la participation de deux complices arrêtés eux aussi, les frères Strak, Bakounine jure qu'à part eux il n'a jamais entraîné personne, et il se rend responsable de les avoir arrachés à leurs « pacifiques occupations ». « Si je pouvais aujourd'hui alléger leur sort en aggravant le mien propre, j'aurais avec joie supporté moi-même le poids de leur condamnation », dit-il.

Hem Day, dans un article repris dans un numéro spécial de la revue *La Rue* sur Bakounine, déclare justement :

« Malgré la profusion des expressions sur ces crises, ses folies, son repentir, Bakounine en somme se moque du tsar et lui jette une quantité de récits sur des faits, plans, idées périmées et insaisissables, et s'abstient de la moindre indication que le tsar aurait pu considérer à son point de vue comme utile à la cause de la monarchie ¹. »

En 1875, dans « Le socialisme révolutionnaire en Russie », Bakounine écrira :

« Aucun souverain de l'empire pétersbourgeois n'a jamais voulu s'enquérir de la vérité, ni même en entendre parler. L'empereur Nicolas se mettait tout bonnement en fureur toutes les fois qu'un serviteur malhabile mais honnête – phénomène rare partout, mais surtout en Russie – osait soulever, d'une main timide, un coin de ce voile officiel qui recouvre si mal les réalités monstrueuses de l'empire. Il ne souffrit même pas qu'on lui parlât des tromperies et des vols dont il était lui-même la victime. »

Sans aucun doute, Bakounine pensait-il, en écrivant ces lignes vingt-trois ans après sa « Confession », à ce que lui-même avait écrit à l'empereur.

¹ Hem Day, *La Rue* n° 22, 3^e et 4^e trimestres 1976, Spécial Bakounine.

On peut considérer que le texte de Bakounine est fiable pour ce qui concerne les événements qu'il décrit et les intentions qu'il révèle avoir eues pendant les deux années de révolution. Mais il faut garder à l'esprit que si ce qu'il dit est vrai, il ne dit pas tout.

La « Confession » fut publiée au lendemain de la révolution russe par la Librairie d'Etat soviétique, sous la direction de V. Polonski. Bien entendu, le texte souleva des controverses. Vera Figner s'indigna, tandis que Radek trouvait que Bakounine avait en somme eu raison de tenter d'améliorer son sort. Un article de Victor Serge – on n'est jamais aussi bien servi que par les siens – publié à Berlin provoqua de vives polémiques. Boris Souvarine s'interrogea sur les raisons pour lesquelles cet article fut « traduit, déformé, dénaturé et reproduit en Allemagne ».

« Victor Serge l'ignore et nous aussi. Certes, je ne dissimulerai pas la pénible surprise que j'ai ressentie en apprenant que le "Forum" d'Herzog en avait publié un texte tripatouillé. Je ne veux pas m'attarder aux altérations successives que l'article a pu subir dans diverses traductions, retraductions et reproductions en Suisse et en Italie. Le fait essentiel est que la pensée et l'expression de Victor Serge ont été faussées malgré lui¹. »

Dès que le sort de Bakounine s'améliora par sa relégation en Sibérie, il ne pensa qu'à s'évader. Ce qu'il fit en 1861.

Le congrès slave

Après quelques mois en Allemagne, Bakounine commence à douter du succès de la révolution. La défaite des démocrates de Paris semble une confirmation du reflux révolutionnaire qui s'était déjà amorcé. Il décide de participer à un congrès slave qui doit se tenir à Prague. Bakounine écrit en 1851 que l'importance de ce congrès tenait à ce qu'il constituait « la première entrevue, la première prise de contact, la première tentative de réunion et d'entente des Slaves ». Quant au congrès lui-même, ajoute-t-il, il fut « résolument creux et vide de sens ».

En mai 1848, František Palacky et le Slovaque Ludovit Stúr tentent de réagir contre le projet de réaliser l'unité allemande en intégrant dans la future Allemagne la Bohême, de langue tchèque. Ils convoquent un congrès à Prague afin de mettre en évidence les intérêts communs à tous les Slaves. Le congrès s'ouvrit le 2 juin 1848 ; 340 invités s'y rencontrèrent, surtout des

¹ *Bulletin communiste*, 22 décembre 1921, n° 56, 2^e année.

Tchèques et des Slovènes, une centaine de Polonais et des Slaves du Sud, et deux Russes, dont Bakounine. L'autre Russe disparaîtra rapidement de la circulation. Le 12 juin, le général autrichien Windischgrätz met fin au congrès : il bombarde la ville et proclame l'état de siège.

Les modérés qui dominaient le congrès ne remettaient pas en question la monarchie autrichienne. Le « parti tchèque semi-officiel, mi-Slave, mi-gouvernemental », dit Bakounine, voulait sauver la dynastie, le principe monarchique et l'intégrité de la monarchie autrichienne. Celle-ci se trouvait dans une position difficile ; l'empire avait failli « se décomposer en ses éléments multiples ». Une insurrection contraint Metternich à s'enfuir ; le monarque de cette « prison des peuples » est réfugié avec sa cour à Innsbrück, tandis que le gouvernement central de Vienne, « démocratique », prétend continuer à exercer son pouvoir sur toutes les nationalités. Palacky et d'autres chefs tchèques étaient restés secrètement en relation avec l'empereur.

Les Italiens se soulèvent, chassent les Autrichiens de Milan et de Venise. Mazzini proclame la république à Rome. Les Magyars se soulèvent également, mais seront écrasés par une intervention russe à l'été 1849.

Le gouvernement dynastique, abandonné de tous et presque privé de tous moyens, « voulut chercher son salut dans le mouvement national des Slaves », dit Bakounine dans la « Confession ». Le parti tchèque réclamait une constitution, le transfert de la capitale de Vienne à Prague, « ce qui fut effectivement promis avec l'intention délibérée de ne pas tenir cette promesse », et la transformation de la monarchie autrichienne en monarchie slave, « de sorte que désormais ce ne seraient plus les Allemands ni les Magyars qui opprimeraient les Slaves mais l'inverse ».

Bakounine cite à l'appui de sa thèse un passage d'une brochure que Palacky publia à l'époque :

« Nous voulons tenter d'effectuer un tour d'adresse, c'est-à-dire de ranimer, de guérir, et de réformer de la manière la plus profonde la monarchie autrichienne, sur notre terrain slave et avec l'aide de notre force slave. »

Bakounine ajoute que le parti tchèque tenta, en plus, de « ménager à son profit une sorte d'hégémonie tchèque et sanctionner, parmi les Slaves mêmes, la prédominance de la langue et de la nationalité tchèques » ; qu'il avait l'intention de s'adjoindre la Moravie, la Slovaquie, la Silésie autrichienne et la Galicie. Bakounine consacre plusieurs pages de sa « Confession » à une analyse des contradictions internes aux Slaves, dont le contenu, s'il avait été connu d'Engels trois ans plus tôt, aurait évité à ce dernier

certaines propos malheureux sur les illusions que se faisait Bakounine à propos du congrès.

Les Slovaques, dit Bakounine, les Silésiens et les Polonais s'opposaient aux Tchèques ; les Ruthènes s'opposaient aux Polonais qui ne voulaient pas reconnaître leur droit. Les Slaves du Sud « indifférents à toutes ces chamleries », préparaient la guerre contre la Hongrie et exhortaient les autres Slaves à ajourner tous les problèmes jusqu'au renversement des Magyars. Les Polonais, favorables à une Hongrie forte et indépendante, offraient leurs services de médiateurs que les Slaves du Sud et les Magyars refusaient. « Bref, chacun tirait la couverture à soi, chacun voulait transformer les autres en un marchepied sur lequel il monterait pour s'élever ¹. »

Cette description ressemble étonnamment à celle d'Engels lui-même :

« L'année 1848 suscita la plus effroyable confusion dans l'Autriche en faisant s'affronter les divers peuples assujettis l'un par l'autre au profit de Metternich. Les Allemands, les Magyars, les Tchèques, les Polonais, les Serbes entrèrent en conflit les uns avec les autres, tandis qu'à l'intérieur de chacune de ces nations se déchaînait la lutte entre les diverses classes sociales ². »

Bakounine rappelle qu'à l'origine, Palacky, le principal dirigeant du congrès, entendait n'accepter que les Slaves autrichiens, les non-autrichiens ne devant y assister qu'à titre d'invités. Cette définition fut cependant refusée. Miklos Molnar dit à ce sujet que les positions défendues furent plus austro-slaves que panslaves, et que les « mouvements nationaux tchèque, slovaque et croate se sont vite opposés par la suite à la révolution hongroise et ont apporté, de diverses façons, leur soutien au gouvernement de Vienne »³ ce qui n'empêchait pas les Polonais d'entretenir des relations avec les Hongrois : « Presque personne n'envisageait la question slave dans son ensemble », se plaint Bakounine, qui expose les principaux points sur lesquels il est intervenu :

– Le congrès ne vise pas à discuter d'« intérêts provinciaux » ni d'affaires particulières : il s'agit de la première réunion slave, il s'agit de poser les fondements d'une nouvelle vie slave ;

¹ « Confession ».

² Engels, « La lutte des Magyars », *La Nouvelle Gazette rhénane*, Editions sociales, T. I, p. 218.

³ Miklos Molnar, *Marx, Engels, les relations internationales*, coll. Idées, pp. 84-85.

– Si le congrès n'est qu'une réunion de Slaves autrichiens, il n'a pas le droit de se donner le nom de congrès slave ;

– Mais surtout, Bakounine met les participants en garde contre la tentation de succomber aux promesses de la dynastie autrichienne comme à celles de la dynastie russe : nombreux, dit-il, sont ceux qui comptent sur l'appui de l'Autriche ; elle vous prodigue flatteries et promesses parce qu'elle a besoin de vous, mais elle se parjurera dès qu'elle en aura le pouvoir ; et même, elle ne se contentera pas d'oublier vos services, « elle se vengera sur vous de sa honteuse faiblesse passée, qui l'a obligée à s'humilier devant vous et à flatter vos exigences séditieuses ».

– Mais si par ailleurs la dynastie autrichienne accède aux désirs du parti tchèque, celui-ci n'a rien à gagner à transformer un Etat à demi allemand en un Etat à demi slave : « d'opprimés, vous vous transformerez en oppresseurs, de gens animés par la haine, en maîtres haïs » ; la minorité slave tchèque se coupera de la majorité slave, tout espoir de réunification des Slaves sera anéanti. L'unité et la liberté slaves, conclut Bakounine, sont impossibles autrement que par la destruction totale de l'empire d'Autriche.

– « Ceux qui comptent sur l'aide du tzar de Russie pour instituer l'indépendance slave ne sont pas moins dans l'erreur », car la Russie est alliée à l'Autriche pour empêcher l'émancipation des peuples dominés par l'empire des Habsbourg. Les Slaves démocrates n'ont aucune place dans l'empire russe, ils y trouveraient « la mort, l'obscurité et un labeur d'esclaves » ; « il serait insensé pour les Slaves d'attendre le salut et l'aide de la Russie »¹. La seule chose qu'ils puissent faire est de se regrouper en dehors de la Russie, sans l'exclure, en attendant sa libération. L'exemple des Slaves non russes entraînera peut-être la libération du peuple russe.

Bakounine se heurte à Prague à deux tendances réactionnaires : l'une veut transformer la monarchie autrichienne en monarchie slave dans laquelle les Tchèques joueraient le rôle hégémonique ; l'autre veut rattacher les terres slaves d'Autriche à la Russie. Les deux solutions, pense-t-il, seraient une catastrophe pour le mouvement démocratique.

Richard Wagner rapporte que la sensation produite par Bakounine à Prague était due à l'appel qu'il avait adressé aux Tchèques et dans lequel il leur conseillait de ne pas chercher secours auprès des Russes contre la

¹ « Confession ».

germanisation qui les inquiétait, mais bien plutôt de se défendre par l'épée et par le feu de l'influence de ces Russes comme de tout autre peuple tyrannisé par le despotisme ¹.

L'Appel aux Tchèques

Si l'« Appel aux Slaves » de Bakounine est relativement connu, on connaît moins l'Appel aux Tchèques qu'il lança en février 1849. Lorsque l'empereur d'Autriche fit appel à la Russie pour mater la révolution, certains esprits s'enflammèrent parmi les Slaves de l'empire : les Russes allaient les libérer !

Engels écrivit alors dans la *Nouvelle Gazette rhénane* : « La Sainte-Alliance dut par conséquent déployer tous ses efforts pour opposer une digue à la révolution d'Europe orientale qui menaçait : les armées russes déferlèrent en direction de la frontière de Transylvanie et de Galicie. La Prusse occupa la frontière entre la Bohême et la Silésie et laissa les Russes traverser son territoire en direction de Prisau et, en quelques jours, le premier corps d'armée russe s'installait sur le sol morave ². » L'armée autrichienne écrasa le mouvement tchèque, la Révolution viennoise puis, avec l'aide des Russes, l'insurrection hongroise.

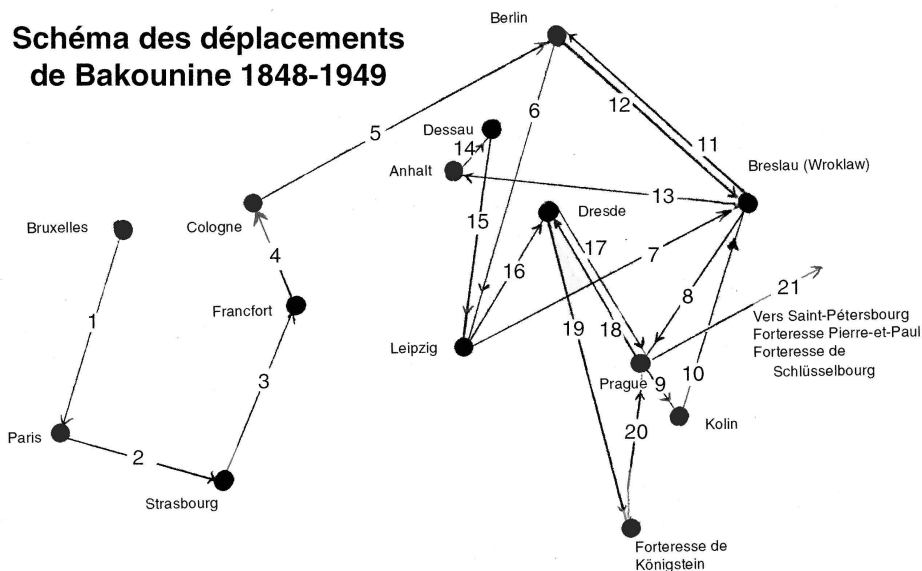
C'est alors que Bakounine écrit l'Appel aux Tchèques pour les prévenir des dangers de l'intervention russe, dont on peut difficilement croire que Marx et Engels n'aient pas eu connaissance. Cet appel commence significativement par : « Debout, Slaves ! Les TROUPES RUSSES sont là. »

« Elles ne sont pas envoyées par le peuple russe, mais par le Tsar russe, elles ne viennent pas vous apporter la liberté, pas pour lutter avec vous contre votre oppresseur, mais pour vous asservir. Elles ne viennent pas en tant que frère slave, non, mais en tant qu'allié de l'Empereur d'Autriche. »

¹ Arthur Lehning, *Bakounine et les autres*, p. 141. Wagner était alors chef d'orchestre à la cour de Saxe, mais écrivit des articles passionnés dans le *Volksblätter*, incitant le peuple à se soulever. Il participa activement à l'insurrection de Dresde.

² Engels, « La Hongrie », *Nouvelle Gazette rhénane*, 19 mai 1849.

Schéma des déplacements de Bakounine 1848-1949



Le rapprochement qu'on pourrait faire avec le point de vue de Marx et Engels s'arrête cependant là, car ce texte rappelle aux Tchèques que les empereurs d'Autriche ont de tout temps été les ennemis de leur liberté. Il est évident que les auteurs du *Manifeste communiste* ne pouvaient apprécier que Bakounine écrive que « les peuples tchèque et morave étaient asservis par les fonctionnaires allemands ». On trouve dans ce texte une esquisse d'analyse du problème en termes d'oppositions de classes : l'empereur s'est uni avec les grands seigneurs, les aristocrates, le clergé, « les privilégiés de toutes les classes dans une alliance qui perdure encore, pour exprimer du pauvre peuple toute sa sève, jusqu'à la dernière goutte de son sang ».

Bakounine rend hommage à la résistance des Magyars qui « montrent aujourd'hui ce dont est capable un peuple, même un petit peuple, et ce qu'il doit faire lorsqu'il est résolu à se battre pour gagner sa liberté. » « Que fait maintenant l'Empereur vaincu ? », demande Bakounine : « Il A APPELÉ LES RUSSES À SON SECOURS. Slaves ! Au nom du peuple russe, auquel j'appartiens, je vous mets en garde contre l'armée du Tsar russe ! » On se souvient qu'une armée russe de 150 000 hommes avait battu les Hongrois à la demande de l'empereur d'Autriche.

« Les Russes sont des Slaves et abritent en leur sein un cœur slave ; mais ce cœur, jusqu'à présent, est resté enfermé sous l'emprise d'une tyrannie mongole et, tant que les Russes obéiront au Tsar, ils resteront les adversaires, les adversaires les plus effroyables et les plus dangereux de la liberté slave. Prenez garde, si vous ne rejetez pas les troupes de Nicolas comme des troupes ennemies !

« Prenez garde ! Demandez à nos frères slaves, les Polonais, ce que les soldats du Tsar leur ont apporté il y a une vingtaine d'années. La faim, l'esclavage et la mort ! Les soldats de Nicolas ont dévasté des provinces entières, ont jeté dans la misère des populations entières et tous ceux qui étaient jeunes, tous ceux qui étaient un tant soit peu capables de porter les armes, il les a fourrés dans son armée pour qu'ils l'aident à égorger leurs propres frères.

« Frères ! C'est en tant que Slave que je vous mets en garde contre les troupes auxiliaires russes ! En tant que Russe, je ne connais, hélas, que trop le malheur que peut vous apporter l'Empereur russe et qu'il vous apportera ¹. »

Bakounine dresse un tableau saisissant de la condition des paysans russes qui sont des serfs « vendus comme du bétail » ; « Pour la moindre faute, pour le geste le plus insignifiant de mécontentement, pour le plus inoffensif mouvement vers la liberté, ils sont traînés en masse vers la Sibérie et là, dans les steppes froides et désertiques, ils périssent de faim et de chagrin. »

« Slaves ! Est-ce le knout que vous voulez ? Voulez-vous être vendus comme du bétail ou des choses dépourvues de vie ? Voulez-vous être traînés vers la Sibérie ou enrôlés dans l'armée russe ? Car c'est tout cela que vous devez vouloir, si vous voulez l'Empereur russe, si vous voulez son amitié et son aide ! ET C'EST TOUT CELA QUE VOUS OBTIENDREZ, SI VOUS AUTORISEZ SON ARMÉE À FOULER LE SOL DE VOTRE PAYS ² ! »

Bakounine dénonce l'alliance secrète entre le tsar et l'empereur d'Autriche contre la liberté des peuples et appelle les Slaves à s'opposer à l'entrée des troupes russes en Autriche : « Debout, Slaves ! L'armée russe est entrée en terre autrichienne ! La mort ou la vie, la liberté ou l'asservissement ! A VOUS DE CHOISIR ! » Il appelle également les Slaves d'Autriche à chasser leurs chefs, qui les ont trahis : « Jelachitch, Rajacicz, Palacky, Brauner et tant d'autres ».

¹ « Appel aux Tchèques », 1849.

² *Ibid.*

Les Slaves d'Autriche doivent également s'allier aux Magyars et leur tendre « la main de la réconciliation » et concentrer leurs efforts à la lutte contre les empereurs d'Autriche et de Russie.

« Slaves, détruisez l'armée russe ! Par le feu, par l'épée, par tous les moyens à votre disposition, essayez de la détruire, tant qu'elle aura à la bouche le funeste nom de NICOLAS, tant qu'elle obéira aux généraux russes, car une telle armée ne pourra vous apporter que le malheur, l'asservissement et la ruine. »

Mais n'oubliez pas, ajoute le révolutionnaire russe, que « les soldats russes sont des Slaves asservis, tout comme le peuple russe est un grand peuple asservi ».

Ce texte, qui a été largement diffusé en Allemagne sous forme de feuille volante, concorde tout à fait avec les vues de Marx et d'Engels sur le danger de l'intervention russe. Il est d'autant plus incompréhensible que Marx et Engels aient pu, de bonne foi, faire reproche à Bakounine de son prétendu panslavisme. C'est précisément cette bonne foi qui est en cause.

Le projet politique de Bakounine

Bakounine se contente de dresser les grandes lignes de son projet politique dans la « Confession ». Ce projet, dit-il, était « d'inspiration démocratique », il laissait « une vaste initiative aux différences nationales et provinciales dans tout ce qui concernait la direction administrative, tout en prévoyant certaines définitions essentielles et obligatoires pour tous ». Ainsi, pour ce qui concerne la politique intérieure et extérieure, « le pouvoir était remis en concentré dans les mains du gouvernement central ». Bakounine ajoute qu'il visait à la fondation d'une « République slave une et indivise, fédérale sur le seul plan administratif et centralisée sous le rapport politique ».

Bakounine est le premier à avoir conditionné l'émancipation nationale des peuples opprimés à l'émancipation sociale, dans un écrit datant de 1848, à l'époque où il n'était d'ailleurs pas encore anarchiste ; cependant, il ne changera pas d'opinion sur ce point. Il ne dira jamais qu'il suffit de se consacrer à l'émancipation sociale pour que l'émancipation nationale en découle automatiquement. Dans les cas dont il pouvait avoir connaissance en son temps, la lutte pour l'émancipation nationale était en même temps une lutte pour l'émancipation sociale, dans la mesure où il s'agissait de se libérer d'une puissance dominante qui imposait des rapports sociaux dépassés, archaïques. C'est ce qui explique la participation active des bakouniniens

dans les luttes de libération nationale dans les Balkans, où l'occupant turc notamment, imposait une organisation féodale.

La vision de Bakounine était réaliste, faute d'être réalisable. Elle était réaliste en ce sens qu'elle partait d'une analyse objective de la situation des Slaves. Qu'elle fût réalisable est une autre affaire, et il était le premier à connaître les contradictions d'intérêts qui divisaient toutes les fractions en présence. Il pense cependant que son projet permet de « noyer » dans l'union slave – le mot est de lui – les prétentions égoïstes et ambitieuses des Tchèques et des Polonais. Pessimiste sur l'issue des événements, il conseille au congrès slave de profiter de la faiblesse temporaire de la cour d'Innsbrück pour exiger les mêmes concessions que celles qui ont été accordées aux Magyars, notamment des troupes slaves commandées par des officiers slaves, des finances slaves. Il conseille également de négocier avec la Hongrie au nom des Slaves unifiés. Bakounine sait que les Slaves ont besoin d'alliés. Il montre, statistiques en mains, que la Hongrie dominée par les Allemands domine elle aussi des millions de Slaves. Mais il pense en 1848 qu'une alliance des Slaves avec les Magyars est souhaitable pour modifier l'équilibre des forces contre l'Autriche, et qu'une solution négociée sera possible une fois l'ennemi commun abattu. Que les choses ne se soient pas passées ainsi ne retire rien au fait que son analyse pouvait être parfaitement fondée.

Il est clair cependant que le congrès ne peut parvenir à une solution concrète. En vain Bakounine clame-t-il que ce ne sont pas les peuples l'ennemi mais les princes d'Allemagne et le tsar ; en vain montre-t-il que la seule chance pour que les Slaves réalisent leurs aspirations nationales est la révolution faite côte à côte avec les autres forces démocratiques d'Europe, et en particulier les démocrates allemands. Le congrès slave de Prague se termine sans qu'aucun des objectifs fixés soit atteint. Si les démocrates allemands n'étaient pas prêts à travailler avec les démocrates slaves, l'inverse était vrai également. Ce n'est pourtant pas sans raison que Benoît Hepner écrit : « Il serait erroné de considérer le Bakounine de l'époque comme un rêveur obstiné, faisant fi des nécessités politiques. Il s'avéra plutôt à Prague un tacticien de grande classe ¹. »

Le jour de la clôture du congrès, une émeute éclate, qui se transforme bientôt en insurrection. Les manifestants s'emparent de l'arsenal et s'arment. Les troupes quittent le centre de la ville. La bataille dure cinq jours. Bakou-

¹ *Bakounine et le panslavisme révolutionnaire*, éd. Marcel Rivière, p. 253.

nine est opposé à cette insurrection, dont il pense qu'elle est vouée à l'échec. « J'exhortai les étudiants, dit-il, à renoncer à cette entreprise irréaliste et à ne pas donner à l'armée autrichienne l'occasion de remporter une victoire facile. » Le général Windischgraetz, ayant exaspéré la population par des provocations, n'attendait que l'occasion pour donner à l'Europe, « après tant de défaites infamantes, le premier exemple de victoire de la troupe sur les masses révoltées ».

Ne pouvant empêcher l'insurrection, Bakounine y prend part, sans réussir pourtant à instaurer un commandement ni à discipliner les insurgés, à qui il avait conseillé de renverser le conseil municipal qui menait des pourparlers secrets avec le prince-général Windischgraetz, et d'instaurer un comité militaire doté des pleins pouvoirs.

Faute d'accord avec les démocrates allemands de Prague, l'insurrection apparaît comme un mouvement spécifiquement tchèque, donc anti-allemand. De fait, les Allemands de Prague se sentent menacés et prennent les Autrichiens pour des sauveurs. La défaite des Tchèques devant les forces conjointes des troupes autrichiennes et de la population allemande est inévitable. Ce qui n'est qu'un effroyable malentendu sera célébré peu après par Engels comme une victoire de la civilisation et du progrès historique.

Comme cela est souvent le cas, la conclusion de Bakounine dans cette affaire procède d'un raisonnement étonnamment proche de celui de Marx tout en se situant dans des perspectives radicalement différentes. Sur le fond, la constatation est la même : la clé de la révolution européenne est à l'Est. Mais alors que Marx et Engels pensent que le foyer de la réaction est dans les pays slaves et qu'il faut leur faire la guerre, Bakounine affirme que le sort de la révolution en Europe ne peut se dissocier d'une solution au problème national slave et qu'il faut trouver un moyen d'unifier la lutte des Slaves pour l'identité nationale à la lutte des Allemands pour la démocratie.

Kaminski résume ainsi le point de vue de Bakounine à cette période :

« Plus que jamais il est prouvé que la révolution ne peut vaincre dans un seul pays, qu'elle est condamnée à reculer de ses positions avancées si elle ne marche pas partout au même pas, et qu'il faut par conséquent pousser le mouvement en Allemagne et arracher à la réaction ses réserves slaves ¹. »

¹ H.E. Kaminski, *Michel Bakounine, la vie d'un révolutionnaire*, éd. Spartacus, p. 107.

La période qui suit l'écrasement de l'insurrection de Prague fut très dure pour Bakounine. Il était écœuré par l'attitude des libéraux allemands face à la question slave, leur incompréhension du problème et leurs réactions étroitement nationalistes, autant que par les démocrates slaves eux-mêmes.

« Les Allemands voulaient la liberté pour eux-mêmes et non pour les autres. Réunis à Francfort, ils croyaient vraiment qu'ils formaient une nation unie et puissante et qu'il leur appartenait désormais de trancher le sort du monde¹ ! »

Partout il entend les cris poussés par les Allemands contre les Slaves, particulièrement dans l'Assemblée de Francfort. Ce ne sont plus, dit-il, les cris de démocrates mais ceux de l'égoïsme national allemand.

Engels, première période

Il convient de dissocier plusieurs éléments dans les prises de position de Marx et d'Engels à cette époque :

– Ce qu'ils disent au début de 1848 doit être distingué des prises de position qu'ils adoptent à partir du milieu de l'année. Dans un premier temps l'Allemagne est, sinon le seul, l'un des centres de la réaction en Europe ; dans un deuxième temps, elle est la victime de la politique russe qui l'a contrainte à jouer un rôle réactionnaire.

– Ce qu'ils disent de la Pologne et de l'Italie, d'une part, et ce qu'ils disent du Schleswig-Holstein et de la Bohême de l'autre : l'instauration d'une Pologne et d'une Italie indépendantes n'a pas de conséquence sur la constitution de l'unité allemande. Le Schleswig-Holstein doit revenir, et la Bohême doit rester dans la sphère allemande.

Cependant, pendant les premiers mois de la révolution, les analyses que font Engels et Marx dans *La Nouvelle Gazette rhénane* rejoignent celles de Bakounine. Marx proclame ainsi dans « La politique étrangère allemande et les derniers événements de Prague » que *La Nouvelle Gazette rhénane* a dès le début pris parti en Posnanie pour les Polonais, en Italie pour les Italiens, en Bohême pour les Tchèques. Dès le premier instant, affirme-t-il, nous perdions à jour la politique de ceux qui voulaient « forger l'arme de l'oppres-

¹ « Confession ».

sion intérieure en suscitant une mesquine haine raciale contre d'autres peuples, une haine qui répugne au caractère cosmopolite des Allemands ¹ ».

En juin déjà, Engels avait dénoncé la prise de position de l'Assemblée de Francfort en faveur des Autrichiens et contre les Italiens sur la question de Trieste. Marx écrit à *L'Alba*, quotidien démocratique de Florence : « Nous défendrons la cause de l'indépendance italienne, nous lutterons à mort contre le despotisme autrichien en Italie, comme en Allemagne et en Pologne. Nous tendons une main fraternelle au peuple italien », etc. On peut encore lire sous la plume d'Engels que « la responsabilité des infamies commises dans d'autres pays avec l'aide de l'Allemagne ne retombe pas uniquement sur les gouvernements mais, pour une grande part, sur le peuple allemand lui-même ² ».

Avec des accents tout à fait bakouniniens, Engels ajoute :

« Sans ses aveuglements, son âme d'esclave, son aptitude innée à fournir des lansquenets, des valets de bourreau et des instruments au service des seigneurs "de droit divin", le nom d'Allemagne serait moins haï, maudit, méprisé à l'étranger, les peuples opprimés par la faute de l'Allemagne seraient parvenus depuis longtemps à un état normal de libre développement. Maintenant que les Allemands secouent leur propre joug, il faut aussi que change toute leur politique à l'égard de l'étranger, sinon nous emprisonnerons notre jeune liberté, jusque-là à peine présente, dans les liens mêmes avec lesquels nous enchaînons des peuples étrangers ³. »

Au début de la révolution, Engels reconnaît donc le rôle réactionnaire joué par la politique allemande en Europe. Il aborde là un des points nodaux de l'opposition entre Bakounine et Marx

En effet, lorsqu'ils se confronteront au sein de l'Internationale, la désignation du centre de la réaction en Europe sera essentielle, au moins aussi essentielle que les divergences sur l'organisation et la stratégie du mouvement ouvrier. En 1848, Bakounine reconnaît volontiers le rôle néfaste de la Russie dans la politique européenne, et en particulier dans la politique

¹ « La politique étrangère allemande et les derniers événements de Prague », *La Nouvelle Gazette rhénane*, 12 juillet 1848, Editions sociales, T. I, p. 260.

² « La Politique étrangère allemande », *La Nouvelle Gazette rhénane*, 3 juillet 1848, *op. cit.* p. 206.

³ *Ibid.*

allemande. Mais il pense que la complicité de la Russie et de la Prusse dans le partage de la Pologne les rend complices dans l'oppression. Maintenant qu'elle fait sa révolution, l'Allemagne doit changer de politique étrangère. Pendant un court moment, Engels sera d'accord avec Bakounine sur ce point.

Ce que le révolutionnaire russe a en tête est évidemment la politique de l'Allemagne à l'égard des Slaves. En 1872 il dira encore, évoquant cette période : « L'aveuglement patriotique des Allemands allait déjà si loin à cette époque que, lorsque M. de Radowitz ¹, l'ami et le confident intime du roi Frédéric-Guillaume IV de Prusse, proposa à cette assemblée de Francfort composée pourtant des hommes les plus éclairés et des plus avertis de l'Allemagne, d'exprimer par un applaudissement unanime ses patriotiques sympathies pour le triomphe de l'armée autrichienne qui avait mission d'étouffer la liberté italienne insurgée, toute l'assemblée se leva, à l'exception de quatre ou cinq députés ². »

Peu de temps avant la révolution, Engels avait déclaré, en pensant à l'occupation prussienne de la Pologne, qu'« une nation ne peut pas devenir libre en continuant d'opprimer d'autres nations ³ », que la libération de l'Allemagne doit s'accompagner de la libération de la Pologne et qu'à ce titre démocrates allemands et polonais doivent collaborer – idée qui vaudra peu après à Bakounine les railleries les plus acerbes lorsqu'il les développera lui-même. La *Nouvelle Gazette rhénane*, de même, proteste lorsque l'Assemblée de Francfort applaudit « la soldatesque de la réaction battue à Berlin qui a écrasé les révolutionnaires polonais en Posnanie ⁴ ».

Pour ce qui est des peuples slaves opprimés par les Allemands, *La Nouvelle Gazette rhénane* adopte, pendant un temps, sous la plume d'Engels en général, un point de vue proche de celui de Bakounine. En juin, alors qu'il ignore la capitulation de Prague, Engels écrit que l'insurrection est « résolument démocratique », qu'elle est dirigée autant contre les seigneurs féodaux que contre la soldatesque autrichienne : « Les Autrichiens atta-

¹ Joseph Maria von Radowitz (1797-1853), général et homme d'État conservateur prussien. Il voulait unifier l'Allemagne sous la direction de la Prusse par un accord négocié entre les princes régnants allemands.

² *L'Empire knouto-germanique*, VIII, 410.

³ Marx-Engels, *Deutscher Brüsseler Zeitung*, 9 novembre 1847, in Marx Engels, *Écrits militaires*, Cahiers de L'Herne, p. 146.

⁴ « La politique étrangère allemande », *La Nouvelle Gazette rhénane*, Editions sociales, T. I, p. 204.

quèrent le peuple non parce qu'il était tchèque mais parce qu'il était démocratique ¹. »

L'Allemagne aurait dû proclamer « en même temps que sa propre liberté, celle des peuples qu'elle avait opprimés jusque-là ». Au lieu de cela, elle a « pleinement ratifié l'ancienne oppression que la soldatesque allemande a fait peser sur l'Italie, la Pologne et fait peser maintenant en plus sur la Bohême ² ». Cet article, qui développe exactement la même argumentation que Bakounine à la même époque, est intéressant par le contraste total qu'il forme avec ce qu'écrira Engels peu de temps après l'écrasement de l'insurrection de Prague. Aujourd'hui il est un démocrate « internationaliste » soucieux de rendre justice aux nationalités qui ont été opprimées par les Allemands : Engels va très loin dans ce sens. Une nation qui, « au cours de tout son passé, a accepté d'être un instrument d'oppression de toutes les autres nations, doit d'abord prouver qu'elle a réellement fait sa révolution », dit-il. Les Allemands ont à expier, dans leur révolution, « les péchés de tout leur passé » ³. En contraste avec ses prises de position ultérieures, Engels se montre compréhensif à l'égard des Tchèques : comment peut-on leur reprocher de ne pas vouloir « se rattacher à une nation qui, au moment où elle-même se libère, opprime et maltraite d'autres nations ? » Il faut au contraire plaindre les « vaillants Tchèques » :

« L'oppression qu'ils ont subie durant quatre siècles de la part des Allemands, oppression qui se poursuit dans les combats de rues de Prague, les pousse dans les bras des Russes (...) Une fatalité malheureuse place les Tchèques dans le camp des Russes, dans le camp du despotisme, contre la révolution. La révolution triomphera et les Tchèques seront les premiers à être écrasés par elle ⁴. »

Et l'article conclut : « C'est nous, Allemands, qui portons la responsabilité d'avoir mené les Tchèques à leur perte. Ce sont les Allemands qui les

¹ Engels, « Caractère démocratique de l'insurrection », *La Nouvelle Gazette rhénane*, 25 juin 1848, op. cit., T. I, p. 151.

² *La Nouvelle Gazette rhénane*, « L'insurrection de Prague », 18 juin 1848, Ibid. p. 118

³ On se demande même si Engels « n'en fait pas un peu trop » : « Les Allemands ne sont appréciés nulle part et ne trouvent nulle part de sympathie. Même là où ils interviennent en tant qu'apôtres généreux de la liberté, on les repousse avec un sarcasme amer », dit-il.

⁴ Engels, « L'insurrection de Prague », *La Nouvelle Gazette rhénane* 18 juin 1848.

ont livrés par trahison à la Russie ¹. » Bakounine avait déjà mis les Allemands en garde : les réactions nationalistes qu'ils pourraient susciter chez les peuples slaves risqueraient de rejeter ceux-ci vers la Russie. Plus tard, en 1872, il rappelle encore qu'au congrès de Prague il avait « combattu avec une passion acharnée le parti panslaviste » et qu'il avait prévenu les démocrates allemands de 1848 que leur « politique désastreuse devait avoir pour résultat inévitable de ranimer chez tous les peuples slaves la passion panslaviste et de les rejeter forcément dans le parti des empereurs de Russie » ².

On constate donc une large concordance d'analyse chez Bakounine et chez Engels lors des premiers mois de la révolution. Pourtant, il va se produire un incroyable basculement : Marx et Engels vont modifier complètement leur perspective : leurs prises de position ne seront plus dictées, comme au début de la révolution, par le principe de la libre détermination des peuples, mais par des considérations stratégiques beaucoup plus étroites. La vision même de la révolution sera totalement modifiée : la préoccupation essentielle sera l'unité allemande, et c'est à travers ce prisme que les événements seront appréciés. Les peuples slaves qui résistent à la germanisation, présentée comme un progrès historique, ou qui, d'une façon ou d'une autre, constituent une entrave au processus de formation de l'unité allemande, seront catalogués de réactionnaires.

Ainsi, dans « La lutte des Magyars », écrit six mois après l'écrasement de l'insurrection de Prague, Engels tente de démontrer que les peuples d'Europe sont divisés en deux camps : du côté de la révolution il y a les Allemands, les Polonais et les Magyars. Du côté de la contre-révolution il y a tous les Slaves qui ne sont pas Polonais. Certes, il reconnaît que les Slaves du Sud ont un « petit parti démocratique ». La forme restrictive de son langage est admirable. Sans renoncer à leur nationalité, dit-il, ces Slaves méridionaux démocratiques « consentent à la mettre au service de la liberté ». Mais, s'empresse d'ajouter Engels, « il s'agit là d'une illusion, qui réussit à éveiller quelque sympathie jusque chez les démocrates d'Europe occidentale » ³. En somme ce sont des empêcheurs de tourner en rond qui apportent une fausse note à sa théorie des Slaves réactionnaires. La sympathie des démocrates occidentaux était justifiée « tant que les démocrates slaves luttèrent avec nous contre l'ennemi commun » : le caractère révolu-

¹ *Ibid.* pp. 118-119.

² *L'Empire knouto-germanique*, Œuvres, VIII, 410-411.

³ *La Nouvelle Gazette rhénane*, 13 janvier 1849, « La lutte des Magyars ». Cf. Marx Engels, *Écrits militaires*, L'Herne, p. 235.

tionnaire d'une orientation politique est donc ici clairement déterminé par sa position par rapport à l'unité allemande.

C'est presque avec soulagement, devine-t-on, qu'Engels constate que depuis le bombardement de Prague par Windischgraetz les Slaves sont devenus « réactionnaires ». Depuis cet événement, en effet, « tous les peuples slaves méridionaux se sont mis au service de la réaction autrichienne ». Le schéma d'Engels est de nouveau valide.

Certes, Bakounine n'est pas plus tendre qu'Engels pour les dirigeants démocrates tchèques, mais il ne considère pas que le mouvement démocratique tchèque est nécessairement du côté de la contre-révolution. Une grande partie de ses efforts sera précisément de tenter de rapprocher les mouvements démocratiques slave et allemand, dont l'union seule, à ses yeux, peut assurer la victoire. Mais, dit-il, le préalable à cette unité est que la démocratie allemande renonce à ses prétentions territoriales sur les terres slaves.

« Engels, écrit Miklos Molnar, insiste toujours sur le fait que l'attitude contre-révolutionnaire des Slaves s'inscrit dans leur passé historique. Présent et passé contre-révolutionnaire sont complémentaires aux yeux d'Engels et, qui plus est, amènent nécessairement une troisième conséquence : leur panslavisme ¹. »

Le fil conducteur de l'analyse d'Engels sur les Slaves méridionaux se trouve dans l'idée que la monarchie autrichienne a eu pour mission historique de contenir les Slaves. Cette idée ne quittera plus Engels, puisqu'en 1882 il écrira dans une lettre à Bernstein : « Et par une ironie toute historique, l'Autriche elle-même révèle qu'en permettant aux Slaves de parvenir à l'autonomie, par cela même elle a perdu le seul droit à l'existence dont elle jouissait jusqu'alors ². » La monarchie autrichienne est condamnée parce qu'elle ne réussit plus à contenir les revendications nationales des Slaves. C'est exactement ce que dit Bakounine, mais dans une perspective différente, dans *Etatisme et anarchie* :

« Il est à remarquer que les Allemands de Prusse reprochent amèrement et de la façon la plus sérieuse aux Allemands d'Autriche – allant presque jusqu'à accuser le gouvernement autrichien de trahison – de n'avoir pas su germaniser les Slaves. Selon eux, et au fond ils ont raison, il n'y a pas

¹ Miklos Molnar, *Marx, Engels et la politique internationale*, coll. Idées, p. 101.

² *Les marxistes et la question nationale*, G. Haupt, M. Lowy, C. Weill, Maspero, p. 101.

de plus grand crime contre les intérêts patriotiques communs à tous les Allemands, contre le pangermanisme ¹. »

Bakounine n'exagère pas le sentiment qu'ont les Allemands que leur domination sur les nations slaves est légitime ², puisque Engels avait presque textuellement dit la même chose en 1849 dans la *Nouvelle Gazette rhénane* :

« La maison des Habsbourg, qui tira jadis sa puissance de l'union des Allemands et des Magyars en lutte contre les Slaves méridionaux, vit les derniers mois de son existence, dès lors qu'elle regroupe les Slaves méridionaux en lutte contre les Allemands et les Magyars ³. »

L'assemblée de Francfort, dit Bakounine, « issue de la rébellion, fondée sur la rébellion, et n'existant que pour la rébellion, se mit à traiter les Italiens et les Polonais de rebelles, à les considérer comme les ennemis séditieux et criminels de la grandeur allemande et de la toute-puissance allemande ! Elle qualifia de "guerre sainte" la guerre de l'Allemagne pour la conquête du Schleswig-Holstein (...) et de criminelles la guerre des Italiens pour la liberté de l'Italie et les entreprises des Polonais dans le duché de Poznan ! Mais la fureur nationale allemande se déchaîna avec encore plus de violence contre les Slaves autrichiens réunis à Prague ⁴. »

L'affaire George Sand et la campagne de calomnies

Peu après son départ de Prague, paraît le 6 juillet dans *La Nouvelle Gazette rhénane*, dirigée par Marx, un texte affirmant que « George Sand est en possession de papiers et de documents qui compromettent gravement M. Bakounine, le Russe proscrit de France, et établissent qu'il est un instrument de la Russie ou un agent nouvellement entré à son service, et qu'il faut le rendre responsable en grande partie de l'arrestation des malheureux Polonais, qui a été opérée dernièrement. Nous n'avons ici aucune objection à opposer à l'établissement d'un empire slave, mais ce n'est pas en trahissant les patriotes polonais que l'on arrivera jamais à ce résultat. » L'article

¹ Bakounine, *Etatisme et anarchie*, Champ libre, IV, 230.

² « ...en Bohême, en Moravie, en Carinthie et en Carniole, la noblesse allemande dominait et germanisait les tribus slaves qu'elle entraînait de la sorte dans le mouvement européen »... Engels, « La lutte des Magyars », 13 janvier 1849, *Ecrits militaires*, L'Herne, p. 236.

³ *La Nouvelle Gazette rhénane*, 13 janvier 1849, « La lutte des Magyars » Cf. Marx Engels, *Ecrits militaires*, L'Herne, p. 236.

⁴ « Confession ».

affirme même que « George Sand a montré ces papiers à quelques-uns de ses amis ».

Bakounine demanda à l'écrivain de justifier ces accusations. Elle répondit qu'elle n'était en rien responsable de cette « infâme et ridicule calomnie », et ajouta : « L'article de *La Nouvelle Gazette rhénane*, auquel je donne le plus formel démenti, est une invention gratuite, odieuse, et dont je me trouve personnellement blessée. » Et elle ajoute : « Je suis tentée de vous gronder pour avoir douté un instant de moi en cette circonstance ».

Le journal publia un démenti de l'écrivain précédé d'une note gênée de la rédaction affirmant qu'elle avait eu connaissance de ce « bruit » par deux correspondants différents et qu'elle n'avait fait que son devoir de publiciste. Hypocritement, la rédaction essaie de se donner le beau rôle en disant qu'en publiant ce « bruit » elle a donné à Bakounine... « l'occasion de dissiper ce soupçon, qui a véritablement existé à Paris dans certains cercles » ! Marx expliqua de façon peu convaincante qu'il était absent au moment de la publication de l'article. On a là une application exemplaire du principe : « calomniez, il en restera toujours quelque chose » : en effet, Bakounine dut longtemps subir les conséquences de cette diffamation. Cette affaire, dira-t-il plus tard dans sa « Confession », « me tombant tout d'un coup comme un pavé sur la tête au moment même où j'étais en pleine organisation révolutionnaire, paralysa complètement mon action pendant quelques semaines. Tous mes amis allemands et slaves s'éloignèrent de moi. »

Ces calomnies ne méritent d'être mentionnées que parce que leurs répercussions dans les milieux démocratiques entravèrent de façon considérable et déterminante l'activité de Bakounine pendant la révolution. C'était d'ailleurs le but recherché.

Lorsque, en 1871, il reviendra sur ces événements, Bakounine attribuera la paternité de ces manœuvres aux « communistes allemands ».

« Dans la *Gazette Rhénane* (*die Rheinische Zeitung*), qu'ils rédigeaient à cette époque, parut une correspondance de Paris, écrite avec cette lâche sournoiserie et cet art d'insinuations perfides dont les correspondants des journaux allemands possèdent seuls le secret. Le correspondant prêtait à Mme George Sand des discours fort étranges et tout à fait infamants sur mon compte : elle aurait dit – je ne sais, et le correspondant lui même ne savait naturellement pas ni où, ni à qui, ni comment, puisqu'il avait tout inventé et que selon toutes les probabilités, la correspondance avait été fabriquée à Cologne, – que j'étais un espion russe. Mme Sand protesta noblement, énergiquement ; je leur envoyai un ami. Plus que cette protestation, ce démenti formel de Mme Sand, et plus que ma demande

d'explication, j'aime à le croire, leur propre sentiment de justice et leur respect pour eux-mêmes les forcèrent alors à insérer dans leur journal une rétractation tout à fait satisfaisante¹. »

Le 25 août, Bakounine rencontre Marx à Berlin. « Des amis communs nous forcèrent à nous embrasser » écrit-il. On comprend aisément son manque d'enthousiasme : il ne crut jamais à l'innocence de Marx dans l'affaire George Sand. Il serait d'ailleurs fastidieux de faire le compte de toutes les calomnies dont Bakounine a été l'objet ; il reste que Marx n'a jamais protesté contre les articles diffamatoires contre Bakounine publiés dans un journal dont il était collaborateur. Bakounine fut toujours convaincu que l'affaire Sand était une vengeance de Marx qui, rédacteur en chef de *La Nouvelle Gazette rhénane*, voulut le « punir de l'audace de poursuivre la réalisation d'une idée différente et même opposée à la sienne »².

Le fait est que ces accusations arrivaient précisément à un moment où l'engagement de Bakounine pour l'émancipation des Slaves devenait un peu trop voyant : la présence de Bakounine à Prague n'était pas passée inaperçue, elle avait fait grand bruit, et le rôle réel qu'il avait joué avait sans doute été amplifié hors de proportion avec la réalité. Lorsqu'on songe au tour que prenait *La Nouvelle Gazette rhénane*, organe des démocrates allemands, on peut imaginer la crainte de ses rédacteurs de voir apparaître un dirigeant slave d'envergure et capable de mener les masses des pays slaves d'occupation allemande vers l'indépendance nationale. Le déconsidérer, jeter sur lui le soupçon était le meilleur moyen de le neutraliser. Le mobile de la calomnie est incontestablement là. Et tout aussi incontestablement, Marx et Engels étaient parmi ceux qui avaient intérêt à neutraliser Bakounine.

Les rumeurs malfaisantes à l'encontre de Bakounine ne cesseront pas après son arrestation, en 1849 ; au contraire, elles s'amplifieront, mais il n'en aura connaissance qu'après son évasion, en 1861. Un ami de Marx, David Urquhart, éditeur, affirma dans *The Free Press* en août 1853 que le révolutionnaire russe avait été reçu par le tsar à bras ouverts, qu'il n'était pas en prison et qu'il fêtait sa trahison en buvant du champagne en compagnie de femmes galantes. Ces déclarations suscitérent l'indignation de Mazzini et de Herzen. Marx émit lui aussi une protestation. On sait que les conditions de détention de Bakounine étaient effroyables : il passa des mois enchaîné à un mur, il attrapa le scorbut et perdit presque toutes ses dents.

¹ *L'Empire Knouto-Germanique et la Révolution Sociale* [Suite] Dieu et l'Etat. 1, novembre 1870-avril 1871.

² « Rapports personnels avec Marx. Pièces justificatives », 1871, *Œuvres*, II, 126.

Franz Mehring, le biographe de Marx, présente les choses autrement. Ce serait « un partisan d'Urquhart complètement idiot » qui aurait repris dans *The Morning Advertiser* l'accusation contre Bakounine. Mehring affirme que « par une coïncidence malheureuse, le détracteur de Bakounine se nommait également Marx » mais il « se refusa toujours obstinément à lever l'ambiguïté publiquement ». Herzen, « ce révolutionnaire de pacotille, exploita cette homonymie pour ourdir une basse intrigue ». Lorsque Bakounine arriva à Londres après son évasion, « Herzen lui fit croire que Marx l'avait dénoncé dans la presse anglaise comme espion russe. Ce fut là la première d'une série de médisances qui devaient tant nuire aux relations entre Marx et Bakounine. » En somme, Bakounine est l'objet de calomnies ignobles mais c'est Marx la victime...

« Lorsqu'en 1861, ayant heureusement réussi à m'échapper de Sibérie, je vins à Londres, la première chose que j'entendis de la bouche de Herzen fut celle-ci : Ils avaient profité de mon absence forcée pendant douze années (de 1849 à 1861, dont j'avais passé huit ans dans différentes forteresses saxonnes, autrichiennes et russes, et quatre ans en Sibérie) pour me calomnier de la manière la plus odieuse, racontant à qui voulait l'entendre que je n'étais pas du tout emprisonné, mais que jouissant d'une pleine liberté et comblé de tous les biens terrestres, j'étais au contraire le favori de l'Empereur Nicolas ; et que mon ancien ami l'illustre démocrate polonais, Worzel, mort à Londres vers 1860, et lui, Herzen, eurent toutes les peines du monde pour me défendre contre ces sales et calomnieux mensonges. Je ne leur cherchai pas querelle pour toutes ces aménités allemandes ; mais je m'abstins d'aller les voir, voilà tout¹. »

Urquhart était un personnage curieux. C'était un diplomate spécialiste des affaires russes, qui haïssait férocelement les Russes et vouait aux Turcs une admiration sans bornes. Il partageait avec Marx la russophobie et l'opposition au ministre britannique Palmerston – c'était d'ailleurs là leurs seuls points d'accord. Marx collabora aux journaux d'Urquhart et autorisa *The Free Press* à publier, sous forme de tracts, plusieurs de ses articles parus dans le *New York Daily Tribune*. « Ces pamphlets anti-Palmerston eurent des tirages atteignant jusqu'à 15 000 ou 30 000 exemplaires et connurent un grand retentissement », écrit Franz Mehring dans sa biographie de Marx.

En mars 1862, Urquhart remet ça : un article anonyme dans *The Free Press* affirme de nouveau que Bakounine est un agent du gouvernement

¹ Bakounine, *l'Empire knouto-germanique*.

russe, qu'il ne s'est en réalité pas évadé mais qu'il a été libéré afin de susciter des troubles en Europe. Bakounine somme l'auteur anonyme de se faire connaître. *The Working Man*, le journal des ouvriers, publia aussitôt un article dans les colonnes pour saluer le retour de Bakounine. « On n'a pas la preuve de la responsabilité de Marx », écrit Madeleine Grawitz. « On peut seulement constater qu'il ne s'opposa pas plus énergiquement cette fois que les précédentes aux calomnies de ses amis »¹.

« A peine arrivé à Londres, je fus salué par une série d'articles dans un petit journal anglais, écrits ou inspirés évidemment par mes chers et nobles amis, les chefs du communisme allemand, mais ne portant aucune signature. Dans ces articles on osa dire, "que je n'avais pu m'enfuir qu'avec l'aide du gouvernement russe qui, en me créant la position d'un émigré et d'un martyr de la liberté – titre que j'ai toujours détesté, parce que j'abhorre les phrases – m'avait rendu plus capable encore de lui rendre des services, c'est-à-dire de faire le métier d'espion pour son compte. Lorsque je déclarai dans un autre journal anglais à l'auteur anonyme de ces articles, qu'à de pareilles infamies on répond non la plume à la main, mais avec la main sans plume, il s'excusa, en prétendant qu'il n'avait jamais voulu dire que je fusse un espion salarié, mais que j'étais un patriote de l'Empire de toutes les Russies, tellement dévoué que "j'avais encouru volontairement toutes les tortures de la prison et de la Sibérie, pour pouvoir mieux servir plus tard la politique de cet Empire". A de pareilles inepties, il n'y avait évidemment rien à répondre. Ce fut aussi l'avis du grand patriote italien Giuseppe Mazzini et celui de mes compatriotes, Ogaref et Herzen. Pour me consoler, Mazzini et Herzen me dirent qu'ils avaient été attaqués à peu près de la même manière et fort probablement par les mêmes gens et qu'à toutes les attaques semblables, ils n'ont jamais opposé que leur silence méprisant². »

En 1863, ça recommence :

« En décembre 1863, lorsque je traversai la France et la Suisse pour me rendre en Italie, un petit journal de Bâle, je ne sais plus lequel, publia un article dans lequel il prémunissait contre moi tous les émigrés polonais, prétendant que j'avais entraîné dans l'abîme beaucoup de leurs compatriotes, tout en sauvant toujours du désastre ma propre personne. Depuis 1863 jusqu'en 1867, pendant tout mon séjour en Italie, je fus

¹ *Michel Bakounine*, Plon, p. 238.

² *Bakounine, l'Empire knouto-germanique*.

continuellement injurié et calomnié par beaucoup de journaux allemands. Très peu de ces articles parvinrent à ma connaissance – en Italie on lit peu les journaux allemands. J'appris seulement qu'on continuait de m'accabler de calomnies et d'injures, et je finis par m'en soucier aussi peu que je me soucie, soit dit par parenthèse, des invectives de la presse russe contre moi. » (Lettre au rédacteurs du *Réveil*.)

Bien entendu, Bakounine n'est pas du tout indifférent à ces calomnies. C'est dans la presse social-démocrate allemande qu'on a pu lire les accusations les plus fantaisistes. « Ils ont osé imprimer dans un journal, d'ailleurs très honnête, très sérieux, mais qui dans cette occasion a trahi son caractère honnête et sérieux, en se faisant l'organe d'une vilaine et sottie diffamation, dans le *Volksstaat*, que Herzen et moi, nous avons été tous les deux des agents panslavistes, et que nous recevions de larges sommes d'argent d'un Comité panslaviste de Moscou, institué par le gouvernement russe. Herzen était un millionnaire ; quant à moi, tous mes amis, toutes mes bonnes connaissances, et le nombre en est assez grand, savent fort bien que je passe ma vie dans une très rude pauvreté. La calomnie est trop ignoble, trop bête, je passe outre ¹. »

Les divergences entre Marx-Engels et Bakounine sur la question slave remontent donc à loin, à la révolution de 1848, mais à ce moment-là, Bakounine ne songe pas à attribuer les attaques dont il est l'objet aux « juifs allemands ». Cette attribution n'apparaîtra qu'en 1869.

La position de Bakounine, exposée dans son « Appel aux Slaves » (1848) qu'il rédigea pour la circonstance, est simple :

1. Il faut profiter de la vague révolutionnaire pour inciter les peuples slaves asservis à l'ouest par les Allemands, à l'est par les Russes, à revendiquer leur indépendance nationale. Bakounine est certes conscient que les différentes nationalités slaves sont parcourues de contradictions, aussi va-t-il les pousser à surmonter leurs divergences dans leur intérêt commun.

2. Les Slaves doivent soutenir les Allemands dans leur lutte pour la démocratie, comme les Allemands doivent soutenir les Slaves dans leur lutte pour l'indépendance.

Après Prague

Bakounine ne cache pas dans sa « Confession » que son projet d'union des Slaves n'était que le prélude à un projet plus important, le

¹ *Ibid.*

développement de la propagande révolutionnaire en Russie, dans le but de promouvoir la révolution russe et la fédération républicaine de toutes les terres slaves.

Il affirme que lorsqu'il décida de partir pour Prague il ne connaissait alors aucun Slave hormis quelques Polonais, et que la fréquentation des Slaves était pour lui une expérience nouvelle : il fut « passionné par la sincérité et la chaleur du sentiment slave simple, mais profond. Un cœur slave s'éveillait en moi, si bien qu'au début j'en oubliai presque toutes les sympathies qui me liaient à l'Europe occidentale »¹. Mais il est frappé par le sentiment dominant qu'il découvre chez les Slaves : la haine pour les Allemands, qui est l'inépuisable sujet de toutes les conversations, qui fait office de salut entre deux inconnus. « La haine pour les Allemands est le premier fondement de l'unité slave et la première base d'entente réciproque des Slaves². »

Après la défaite de Prague, l'opinion allemande se déchaîne contre les Slaves ; tous les partis joignent leurs clameurs : non seulement les conser-

¹ « Confession ».

² Il convient ici de dire quelques mots sur l'« antigermanisme » de Bakounine, qui se fonde principalement sur deux éléments, l'oppression des Allemands à l'encontre des Slaves et le culte de l'autorité des Allemands. Ces éléments sont expliqués par deux types d'arguments, l'un d'ordre historique, l'autre d'ordre sociologique.

– Bakounine explique longuement le fondement historique de cet antigermanisme, mais en prenant soin de distinguer la Prusse de l'Allemagne. Cette distinction apparaît par exemple lorsque, s'interrogeant sur les perspectives de l'unification allemande, il se demande si elle se fera par la prussification de l'Allemagne ou par la germanisation de la Prusse : la dernière hypothèse lui paraissant infiniment préférable. Marx et Engels posèrent d'ailleurs le problème dans les mêmes termes.

– Bakounine ne met pas les Allemands en bloc dans le même sac. Jamais il ne confond la bourgeoisie allemande d'une part, le prolétariat et la paysannerie de l'autre. Jamais il n'attribue à la classe ouvrière allemande les tares qu'il perçoit – ou croit percevoir – chez les bourgeois. L'outrance caricaturale de ses descriptions du bourgeois, du bureaucrate ou de l'officier allemands (mais sont-elles si outrées que cela ?) ne s'applique pas aux travailleurs, dont il regrette certes qu'ils subissent l'influence des dirigeants social-démocrates, mais pour qui il ne cache pas son respect. Il faut garder à l'esprit qu'aux travailleurs slaves de l'empire d'Autriche qui n'auraient pas d'autre alternative, Bakounine conseillait d'adhérer à la social-démocratie allemande plutôt que de rejoindre les partis nationalistes-bourgeois slaves : le critère de classe prime toujours.

On peut donc conclure que Bakounine n'est pas tant opposé aux Allemands qu'à la civilisation bourgeoise de l'Allemagne. Il se trouve qu'à ses yeux l'Allemagne des années 1870 représente le modèle achevé du système capitaliste et étatique moderne.

vateurs et les libéraux mais aussi les démocrates dont les cris, dit Bakounine, « étaient encore plus forts que les autres ». Même les démocrates de Breslau, qui tenaient Bakounine en haute estime avant son départ pour Prague, l'invectivèrent et l'empêchèrent de parler à son retour. « Les Allemands me dégoûtèrent soudain, à telle enseigne que je ne pouvais plus entendre la langue allemande ou une voix allemande. »

Il est difficile d'imaginer l'effroyable isolement dans lequel se trouvait Bakounine à cette époque. Non seulement la politique allemande prenait un tour inepte à cause du nationalisme étroit du peuple et de ses représentants, mais même les démocrates, les alliés naturels de Bakounine, se détournèrent de lui. Alors il conçut un projet bizarre : il commença une lettre au tsar pour lui demander de venir au secours des Slaves opprimés, de prendre leur tête, d'être leur sauveur. Cette lettre, « fort compliquée et longue, extravagante et irréflectie », était, reconnaît-il, « l'image fidèle de mon désordre intérieur et des innombrables contradictions qui agitaient alors mon esprit. Avant même de l'avoir achevée, je la déchirai et brûlai cette lettre. Je repris mes esprits ¹... » En somme, lui qui craignait par-dessus tout que le nationalisme étroit des Allemands pousse les Slaves à se tourner vers la Russie, il reconnaît avoir lui-même, passagèrement, été tenté par cette attitude. Cette impulsion, vite contrôlée, est en contradiction totale avec toute l'activité de Bakounine. Il faut que l'amertume de la défaite, et surtout l'écœurement devant l'incompréhension des démocrates allemands, aient été grandes pour qu'il ait pu songer un seul instant à attendre du tsar une quelconque action en faveur des Slaves. En fait, Bakounine a sans doute été mû beaucoup plus par le désir d'envoyer les Allemands au diable que par l'illusion que le tsar pourrait ou voudrait faire quoi que ce soit pour l'émancipation des Slaves. Cette hypothèse pourrait être confirmée par le commentaire de Bakounine selon lequel il attendait du tsar qu'il épouvante « les Allemands et tous les autres oppresseurs et ennemis des peuples slaves ».

Henri Arvon note que cette attitude est déroutante lorsqu'on juge la supplique de Bakounine à la lumière de son anarchisme des années 70, « mais assez conforme à la religiosité foncière de Bakounine, qui constitue son véritable visage alors que l'athéisme n'est qu'un masque qu'il lui applique » ². Il est vrai qu'en 1848 Bakounine n'est pas encore ouvertement athée. Arvon, comme tous les docteurs en récupération catholique, est trop heureux de sauter sur une faiblesse ou sur une contradiction pour ne pas tirer la couverture vers l'autel et tenter de démontrer que même devenu athée

¹ « Confession ».

² H. Arvon, *Bakounine, Absolu et révolution*, éditions du Cerf, p. 86.

Bakounine au fond n'a « jamais cessé d'y croire ». En l'occurrence, le révolutionnaire russe a tout simplement fait une grave dépression nerveuse (un choc post-traumatique, dirait-on aujourd'hui) après l'échec de l'insurrection de Prague, dépression sans doute aggravée par les calomnies proférées à la même époque par Marx et son entourage. S'interrogeant sur les raisons de l'attitude hostile d'Engels à l'encontre des Tchèques, Miklos Molnar émet l'hypothèse que peut-être la présence de Bakounine parmi les insurgés de Prague suffit pour « inclure pêle-mêle Tchèques et Russes, gauche et droite, insurgés et soumis dans une prophétie à la Cassandre ¹ ».

Démoralisé, isolé, sans argent, accusé de trahison, écœuré par les démocrates allemands, c'est dans cette disposition d'esprit que Bakounine rédige l'« Appel aux Slaves » qui, on le verra, est tout autant un appel aux Allemands, et dont le contenu est largement déterminé par l'analyse qu'il fait de l'évolution présente de la révolution en Allemagne. « Partout, dit-il dans la "Confession", la réaction, ou les préparatifs de la réaction, succédaient à la révolution. » Les événements de juin à Paris ont eu de lourdes conséquences dans toute l'Europe. En Allemagne l'insouciance règne, mais la réaction s'organise et prépare en sourdine la revanche. « Les libéraux et les démocrates allemands s'assassinèrent eux-mêmes et rendirent la victoire des gouvernements extrêmement facile. »

Bakounine se fixe quelque temps dans la principauté d'Anhalt-Köthen où il retrouve quelques vieux amis avec qui il avait suivi les cours de l'université de Berlin. Une lettre qu'il adresse à Herwegh peu après la rédaction de l'« Appel aux Slaves » révèle son état d'esprit. Il évoque le thème de la *double révolution* : « La première révolution en Allemagne n'aura pour nous rien de réconfortant dans la mesure où elle marquera la victoire de la vilénie bourgeoise. » Le bourgeois allemand est « abject avec bonhomie ». Les chefs de la démocratie, quant à eux, se livrent à des joutes abstraites :

« Ils s'imaginaient pouvoir mettre en branle les paysans par des phrases abstraites, politiques, constitutionnelles ou républicaines. Ils ne voulaient pas réveiller dans le peuple les soi-disant "mauvaises passions", ils ne le révoltaient, ni ne l'endoctrinaient jour après jour, mais voulaient l'impressionner par des réunions populaires illusoire et génératrices d'illusions. »

Pour que la situation bouge, dit-il, il faut une « guerre paysanne anarchique » et la faillite financière de la bourgeoisie. Encore une fois, il répète que « les mauvaises passions vont provoquer une guerre paysanne », ce dont

¹ *Op. cit.*, page 89.

il se réjouit car il ne craint pas « l'anarchie » : « Elle seule est en mesure de nous arracher à la maudite médiocrité dans laquelle nous végétons depuis si longtemps. »

Dans cette lettre, Bakounine emploie plusieurs fois le terme « anarchie », « anarchique ». Il pense que « l'anarchie, la destruction des Etats ne peuvent qu'être pour bientôt ». La notion d'anarchie est liée à celle de « mauvaises passions » – qu'il met entre guillemets – et à la paysannerie. Selon toute vraisemblance, il a deux précédents en tête : la Guerre des paysans en Allemagne, au XVI^e siècle, lors de laquelle les paysans avaient demandé l'abolition des privilèges des princes, et la Révolution française : ces deux précédents ont connu une période d'« anarchie » paysanne faite de destruction des biens de la noblesse. Sans doute a-t-il aussi les précédents tout à fait contemporains de mouvements paysans en Allemagne entre 1832 et 1848. Bakounine dira plus tard, dans *L'Empire knouto-germanique*, que depuis qu'il existe une nation germanique jusqu'en 1848, seuls les paysans ont prouvé qu'ils étaient capables de se révolter contre l'oppression. Dans *Etatisme et anarchie* également, il développe ce qu'il ne fait qu'effleurer dans sa lettre à Herwegh : il existait en 1848 une paysannerie révolutionnaire, « ou, du moins, apte à le devenir ». Les conditions, pense-t-il, étaient potentiellement révolutionnaires mais elles ont été mal ou pas du tout exploitées à cause de l'incapacité, de l'indécision et de l'étroitesse de vues des démocrates allemands. Dès la proclamation de la république les paysans s'agitèrent partout, participant activement aux premières élections. Mais « libéraux et radicaux redoutaient par-dessus tout ce soulèvement ». (IV, 321.) « La réaction très nette des radicaux allemands devant les tentatives de soulèvement paysan au début de la révolution de 1848 a été pour ainsi dire la cause principale du triste dénouement de cette révolution ». (IV, 322.) Le modèle de 1789 est de toute évidence présent à l'esprit de Bakounine : le succès de la Révolution française, répète-t-il, est en effet dû à la fois à la capacité de la bourgeoisie de présenter ses revendications comme des valeurs universelles – ce que les démocrates allemands ne surent pas faire – et à leur utilisation de la masse paysanne comme d'un levier¹.

L'« anarchie » dont parle Bakounine dans la lettre à Herwegh n'est de toute évidence pas une doctrine politique : c'est un état *conjuncturel* de

¹ Marx partageait entièrement le point de vue de Bakounine. Dans un texte paru dans la *Nouvelle Gazette rhénane*, il écrit en effet : « La bourgeoisie française n'abandonnera pas un instant ses alliés, les paysans. Elle savait que la base de sa domination était la destruction de la féodalité à la campagne, la création d'une classe paysanne libre, possédant des terres ». Il reste que la paysannerie est étonnamment absente des écrits de Marx en Engels en 1848-1849.

chaos qui survient lorsque certaines conditions sont remplies. Bakounine ne craint pas cet état, il le pense au contraire historiquement nécessaire, mais ce n'est de toute évidence pas une situation appelée à durer. C'est une transition vers autre chose. Le révolutionnaire russe est encore dans la perspective hégélienne de la destruction nécessaire qui prélude à une construction nouvelle. Ce serait donc, pensons-nous, un anachronisme que de voir là une adhésion explicite à une théorie politique. Il en est de même pour ses allusions aux « mauvaises passions ». Il faut entendre par là le sentiment de révolte face à l'injustice, sans lequel aucune révolution n'est possible. Bakounine nous fournit d'ailleurs un exemple édifiant d'utilisation des « mauvaises passions » dont les démocrates allemands timorés auraient dû faire usage avec la paysannerie.

Herzen évoque dans ses mémoires une anecdote qui se situe pendant la révolution de 1848 en Allemagne. Lors d'un de ses voyages dans le pays, Bakounine tombe sur des paysans révoltés, rassemblés au pied d'un château.

« Sur la route de Paris à Prague, il tomba dans un certain endroit en Allemagne sur des paysans révoltés ; ceux-ci vociféraient devant le château en ne sachant que faire. Bakounine descendit de la diligence et sans prendre le temps de demander aux paysans de quoi il s'agissait, les fit mettre sur les rangs et les harangua si bien que lorsqu'il remonta dans la diligence, le château flambait aux quatre coins ¹. »

Dans sa période anarchiste, Bakounine reviendra sur l'attitude de la bourgeoisie allemande par rapport à la paysannerie. Il mettra l'accent sur les déterminismes historiques qui ont fait que dès le Moyen Âge la bourgeoisie s'est trouvée sous la dépendance de la puissance militaire de la noblesse contre les paysans ². Il s'est créé une sorte de réflexe conditionné historique.

Ce n'est pas un hasard si juste après la révolution de 1848, Engels a publié sa *Guerre des paysans en Allemagne*. Il voulait montrer que le peuple allemand était capable d'instincts révolutionnaires, mais il est significatif que le seul exemple qu'il a pu trouver était une insurrection paysanne – écrasée par une alliance entre la noblesse et la bourgeoisie, avec le soutien empressé de Luther.

L'« Appel aux Slaves »

C'est à Köthen que Bakounine rédige l'« Appel aux Slaves ». Il met longtemps, plus d'un mois, pour l'écrire. Il modifie plusieurs fois le texte ;

¹ Alexandre Herzen, *Bakounine et les autres*, op. cit. p. 219.

² René Berthier, *Bakounine politique*, Editions du Monde libertaire.

ses idées sont confuses, il ne parvient pas à « exprimer nettement et clairement (ses) idées slaves ». Il a tout simplement du mal à exprimer les conclusions qu'il tire de son expérience récente. Sa réaction immédiate, après Prague, avait été la haine féroce des Allemands. Mais ayant surmonté cette réaction viscérale, il a réfléchi. « Je voulais de nouveau me rapprocher des démocrates allemands, considérant ce rapprochement comme indispensable. »

« Je voulais convaincre les Slaves de la nécessité d'un rapprochement avec les démocrates allemands, de même qu'avec les démocrates magyars. Les circonstances avaient changé depuis le mois de mai : la révolution avait faibli, partout la réaction s'intensifiait, et seules les forces unies de toutes les démocraties européennes pouvaient espérer vaincre l'alliance réactionnaire des gouvernements ¹. »

Effectivement, la situation évolue vite, maintenant. Vienne est repris de 31 août par les troupes impériales, constituées de contingents slaves et dirigées par Jellachich, un Slave. Le parlement autrichien est exilé en Moravie et le prince Schwarzenberg, que Bakounine qualifie « d'arrogant oligarque », devient chef du gouvernement. Milan est repris par les Croates du général Radzeski. L'assemblée constituante de Prusse est dissoute. « Gâtés par la révolution, qui leur était quasiment tombée du ciel sans le moindre effort de leur part, presque sans effusion de sang, les Allemands se refusèrent longtemps à reconnaître la force grandissante du gouvernement et leur propre impuissance. » Les événements de Vienne et de Berlin, ajoute Bakounine, leur apprirent que pour garder leur liberté, ils devaient prendre des mesures sérieuses : « Toute l'Allemagne se prépara dès lors secrètement à une nouvelle révolution ². »

Peu à peu l'idée qu'une seconde révolution est nécessaire se fait jour en Allemagne. En Pologne et en Bohême la révolution a échoué. Peut-être, pense Bakounine, réussira-t-elle en Allemagne si les forces conjointes de la démocratie slave et magyare l'appuient. Alors elle pourra de nouveau se transférer en Bohême, qui constitue une sorte de centre de gravité de l'Europe, puisque trois nationalités s'y côtoient qui, séparément, aspiraient au changement. Il suffirait, en somme, de réunir leurs forces.

C'est dans ce contexte que Bakounine écrit l'« Appel aux Slaves » ³. Les démocrates allemands, dit-il dans sa « Confession », préparaient pour le

¹ « Confession ».

² « Confession ».

³ L'histoire de l'Appel aux Slaves est assez complexe :

printemps de 1849 un soulèvement dans toute l'Allemagne. Les Magyars étaient en rébellion ouverte contre l'empereur d'Autriche. L'objectif de Bakounine est que les trois forces se joignent, non pas pour que les Slaves fusionnent avec les Allemands ou se soumettent aux Magyars, mais afin que « l'indépendance des peuples slaves s'affirmât en Europe en même temps qu'y triompherait la révolution ».

Des remaniements assez importants sont faits avant que ne paraisse la version finale de l'« Appel aux Slaves ». En effet, à l'instigation de ses amis démocrates de Berlin, Bakounine supprime les passages où la question sociale est évoquée trop ouvertement :

« Deux grandes questions s'étaient posées comme d'elles mêmes dès les premiers jours du printemps : La question sociale, et celle de l'indépendance de toutes les nations, – émancipation des peuples à l'intérieur et à l'extérieur à la fois. (...) Tout le monde avait compris que la liberté n'était qu'un mensonge, là où la grande majorité de la population est réduite à mener une existence misérable, là où privée d'éducation, de loisir et de pain, elle se voit pour ainsi dire destinée à servir de marchepied aux puissants et aux riches. La révolution sociale se présente donc comme une conséquence naturelle, nécessaire de la révolution politique ¹. »

Pour résoudre la question sociale, enfin, « il faut renverser les conditions matérielles et morales de notre existence actuelle »... « La question sociale apparaît donc d'abord comme le renversement de la société. » Tel est donc

– Il y a une première version intitulée « Appel aux peuples slaves par un patriote russe », manuscrit inachevé écrit en français, publié pour la première fois (en français) par Pfitzner dans *Bakounin Studien* (1932, pp. 94-105). Une réimpression du livre de Pfitzner par Karin Kramer Verlag (1977) reprend le texte dans sa traduction allemande.

– La seconde version, celle qui a été diffusée à l'époque (en allemand) s'intitule « Aufruf an die Slaven von einem russischen Patrioten, Michael Bakounin, Mitglied des Slavencongresses in Prag ». La traduction française incomplète, intitulée « Appel aux Slaves », se trouve dans *La Réforme* des 1^{er}, 4, 7, 14 janvier 1849. La reproduction du début de l'Appel (la partie publiée dans le numéro du 1^{er} janvier 1849) a été publiée dans l'anthologie de Daniel Guérin *Ni Dieu ni Maître*, mais n'a curieusement pas été reprise dans la seconde édition. Signalons l'insupportable manie de Guérin de ne jamais mentionner les sources bibliographiques de ses références : Ni Dieu, ni Maître, ni Bibliographie.

– En 1849 est paru un Appel aux Tchèques connu comme « Second appel aux Slaves ».

¹ « Appel aux peuples slaves par un patriote russe », octobre 1848.

l'essentiel du texte supprimé, dans lequel la solution de la question nationale est subordonnée à la solution de la question sociale.

Bakounine n'aura pas manqué d'être frappé par le rôle qu'ont joué les troupes slaves des armées autrichiennes dans la répression à Vienne, à Milan, à Prague même. Engels en tire argument, assimilant troupes slaves et Slaves en général. Mais par ailleurs il passe discrètement sur la réaction des civils allemands lors du soulèvement de Prague... Bakounine fait simplement remarquer que « les Allemands se levèrent dans tous les coins de la Bohême allemande et des troupes de francs-tireurs (*Freischaren*) coururent porter secours aux armées autrichiennes »¹. Engels se contente, là, de dire que le « peuple » (sans préciser s'ils sont Tchèques ou Allemands) se précipite vers la demeure du prince (Windischgraetz) et réclame des armes². Bakounine et Engels s'accordent seulement pour dire que la demande fut rejetée. C'est, selon le Russe, un épisode des relations entre Slaves et Allemands de Bohême qui attisa la haine entre les deux nationalités. Les motifs en existaient dans les deux camps et, ajoute Bakounine, « il était difficile d'en venir à bout »

L'« Appel aux Slaves » est en somme la contribution de Bakounine à cette tentative de rapprocher les communautés afin de les rassembler dans une action commune. Dans une petite lettre d'accompagnement qu'il joignit à l'Appel, il indique clairement son objectif :

« C'est seulement si l'Allemagne est libre que les Slaves pourront accéder à leurs droits, c'est seulement si elle entretient avec les Slaves des liens de bon voisinage en une association fraternelle, que l'Allemagne pourra imposer sa liberté. »

Cela seul, sans doute, peut expliquer les « révisions en baisse » que fait subir Bakounine à son texte initial : il préférait un appel qui en disait moins mais qui pouvait rassembler plus. Il est difficile aujourd'hui de lui reprocher ce choix étant donné le contexte général de reflux de la révolution. Dans la version définitive, il se contente de dire :

« En deux camps est partagé le monde. Ici la révolution – là la contre-révolution : voilà les solutions, frères, il faut que chacun choisisse son camp. »

Par bien des aspects l'Appel évoque l'article que Bakounine écrivit en 1842, « La Réaction en Allemagne ». De nombreux passages semblent en

¹ « Confession ».

² La *Nouvelle Gazette rhénane*, Editions sociales T. I, p. 117.

être directement inspirés, comme si aujourd'hui il avait sous les yeux la réalisation des abstractions qu'il évoquait six ans plus tôt dans un jargon hégélien. Les paragraphes d'introduction de l'Appel (il s'agit de la seconde version) servent essentiellement à désigner les ennemis intérieurs au mouvement révolutionnaire : les conciliateurs, qui sont à la fois trompés en ce qu'ils s'imaginent pouvoir empêcher l'explosion finale, et trompeurs en ce qu'ils veulent montrer que la neutralité permettra après la bataille de se ranger dans le camp du plus fort. Il n'y a pas de voie médiane, dit l'Appel, entre la révolution et la contre-révolution : « ceux qui en montrent une et qui la recommandent, ceux-là sont trompés ou trompeurs. » La « Réaction en Allemagne » dit également des conciliateurs que ces malheureux « se tourmentent avec leur entreprise impossible de conciliation extérieure et, en remerciement, sont méprisés par les deux partis ». Les conciliateurs de l'Appel veulent accorder à chaque parti en lutte quelque petite chose « afin de les adoucir tous deux et d'empêcher ainsi l'explosion de la bataille inévitable » : ceux de « La Réaction en Allemagne » veulent « étouffer le seul principe vivant de notre époque par ailleurs si misérable », à savoir la contradiction ; ils « dépouillent la contradiction de son âme pratique »... On pourrait multiplier les analogies thématiques entre les deux textes.

Lorsque Bakounine met ensuite en garde les lecteurs contre l'art de la diplomatie, c'est incontestablement aux Polonais qu'il s'adresse. C'est la diplomatie, dit-il, qui a précipité la Pologne vers sa perte. Vous croyez pouvoir vous servir d'elle mais c'est elle qui se sert de vous :

« Mais ne voyez-vous pas qu'au lieu de pouvoir vous servir d'elle, vous n'êtes entre ses mains qu'un instrument avec lequel elle écrase en ce moment son ennemi à elle ? Après en avoir fini avec celui-là elle se retournera contre vous, devenus isolés et faibles et vous mettra la tête sous le joug. Ne voyez-vous pas que c'est là précisément la honteuse tactique, la ruse de la contre-révolution ? »

Le point de vue de Bakounine sur la Pologne est, dès cette époque, l'exact opposé de celui de Marx : ce dernier accordait aux Polonais le statut enviable de nation historique qu'il refusait catégoriquement aux autres Slaves. Or, si Bakounine s'est physiquement engagé à cette époque pour la libération de la Pologne, comme il s'engagera de nouveau après son évasion de Sibérie, il éprouve des doutes sur les perspectives du combat de Polonais : la « Confession » ne présente d'ailleurs pas ces derniers sous un jour très favorable.

Bakounine s'efforce tout au long de ce texte de minimiser les rapports qu'il avait entretenus avec les démocrates polonais, rapports qui intéressent

le tsar au plus haut point. En général lorsque Bakounine parle des Polonais c'est pour dire qu'il ne put tomber d'accord avec eux ; il les trouvait « d'esprit étroit, borné, exclusif », ils ne voyaient « rien d'autre que la Pologne et ne comprenaient pas les changements intervenus en Pologne même depuis l'époque de sa soumission totale ». La libération de la Pologne était pour Bakounine une condition indispensable de l'émancipation des Slaves et de la propagation de la révolution en Russie, mais, affirme-t-il, il ne put devenir ami avec aucun Polonais. Au congrès de Prague les Polonais apparaissaient plutôt comme des intrigants qui faisaient bande à part, entretenant des relations avec les Magyars et prêts à négocier avec eux un arrangement sur le dos des autres Slaves. C'est pourquoi, après la défaite de Prague, lorsqu'il tenta de réorganiser le mouvement, souhaitait-il que « ce fût la Bohême, et non la Pologne, qui devînt le centre et le chef de ce nouveau mouvement slave ». Il donne à ce souhait deux raisons dans la « Confession » :

1.– La Pologne est épuisée et démoralisée par les défaites antérieures ;

2.– Mais surtout Bakounine craignait que les Polonais ne donnent un « caractère exclusivement polonais, ou même, si la chose leur paraissait utile, qu'ils vendissent les autres Slaves à leurs anciens alliés, les démocrates occidentaux, ou mieux encore les Magyars ».

Le Bakounine anarchiste, vingt ans plus tard, éprouvera les mêmes réticences à l'égard des Polonais : il pense que ceux-ci constituent un bloc à part dans le monde slave, auquel ils ne se solidarisent pas. La classe dominante est dans l'ouest du pays largement germanisée et ils sont par ailleurs bien plus proches des Magyars, avec lesquels ils sont liés par l'histoire. Enfin, Bakounine considère que le « monde patriote polonais » est « plus ou moins au bout de sa carrière », alors que le reste du monde slave « n'a pas encore d'existence »¹. Chez Bakounine, on retrouve toujours Hegel au coin du chemin.

Pour Bakounine, la libération de la Pologne était un acte de justice, et une condition indispensable de l'émancipation des autres Slaves. Les Tchèques, qui sont des Slaves intégrés dans l'Empire autrichien, doivent également se soulever : dans son « Appel aux Slaves », il leur dit :

« Avec raison vous maudissez cette vieille politique allemande, objet de votre haine légitime, qui ne rêve jamais que votre ruine, qui vous tint enchaînés pendant des siècles... »

¹ *Étatisme et anarchie*, Champ libre, IV, 271.

Ce passage valut à Bakounine des commentaires intéressants d'Engels dans une étude parue dans *La Nouvelle Gazette rhénane* des 15 et 16 février 1849. Quels sont, dit-il, les « crimes » commis par les Allemands à l'encontre des Slaves ? Le compagnon de Marx fait une remarque étonnante : passons sur le rôle des Allemands dans la division de la Pologne, « qui n'est pas dans notre propos ». Ah, bon ? La participation de l'Allemagne dans le démantèlement de la Pologne n'est pas seulement allègrement écartée du débat, elle trouve sa justification dans le fait qu'au Nord de l'Europe, les Allemands ont germanisé de vastes étendues de territoires slaves « dans l'intérêt de la civilisation ».

Au Sud, « l'industrie allemande, le commerce allemand, la culture allemande introduisirent spontanément (*sic*) la langue allemande dans le pays ». Et les Slaves d'Autriche veulent accéder à leurs « prétendus droits ? » Mais un Etat indépendant en Bohême-Moravie couperait les débouchés naturels de l'Autriche sur la Méditerranée, l'Allemagne orientale serait « déchiquetée comme un pain rongé par les rats » ; « tout cela pour remercier les Allemands de s'être donné la peine de civiliser les Tchèques et les Slovaques obstinés, et d'avoir introduit chez eux le commerce, l'industrie, une agriculture rentable et l'instruction ». Tout cela pour avoir « empêché ces douze millions de Slaves de devenir turcs ¹ ! »

Passant à un registre plus général, Engels dresse le bilan de l'action des nations civilisées qui ont démolé les « petites nations rachitiques et impuissantes », qui ont brisé les « tendres nations fleurettes » pour créer de grands empires capables de participer au développement historique. Alexandre, César, Napoléon sont appelés à la rescousse : s'ils avaient « témoigné de la même sensiblerie à laquelle le panslavisme fait maintenant appel au profit de ses clients déchus, que serait-il advenu de l'histoire ? » En conclusion, Engels affirme donc : « Il apparaît que ces « crimes » commis par les Allemands et les Magyars contre les Slaves en question sont parmi les actes les plus louables dont notre peuple et le peuple hongrois peuvent se glorifier dans l'histoire. » Engels va même jusqu'à reprocher aux Magyars de s'être montrés « trop accommodants et faibles à l'égard des Croates prétentieux... »

¹ Engels, « Le panslavisme démocratique », in *Les marxistes et la question nationale*, Maspero. Engels fait peu de cas de la lutte acharnée des Slaves de l'ensemble des nations de l'Europe du Centre et du Sud-Est – auxquelles il faut adjoindre les Magyars – contre la menace turque. En 1683, c'est une armée slave, l'armée polonaise conduite par Sobieski, qui rompt le siège de Vienne par les Turcs, sauvant probablement du même coup la chrétienté occidentale.

La prétention des Croates, dominés par les Magyars, et qui réclamaient leur indépendance, est-elle vertement dénoncée. Le 5 juin 1848, les députés croates, inquiets du tour que prenait la politique du gouvernement hongrois, proclamèrent l'indépendance de la Croatie. Le gouvernement hongrois refusa de reconnaître cette indépendance, aussi les Croates déclarèrent-ils la guerre à la Hongrie le 5 juin 1848, ce qui leur valut d'être traités de « réactionnaires » par Engels. En effet la Hongrie, selon les critères adoptés pour la circonstance par Marx et Engels, bénéficiait du statut de « nation historique ». Certes, les Magyars sont dominés par l'Autriche, mais à leur tour ils dominent des nations slaves et sont en quelque sorte des intermédiaires dans le processus qui contribue à les « civiliser ».

Les Slovaques de Hongrie, également, votèrent le 10 mai une motion réclamant l'autonomie pour les régions où ils vivaient. Le 13 mai les Serbes firent une démarche analogue. Le raidissement de l'attitude des Hongrois qui s'ensuivit contribua largement à jeter les Slaves de l'empire dans les bras de la réaction : plus tard lorsque les armées hongroises se trouvèrent en posture difficile face aux forces autrichiennes, elles eurent à faire face en même temps à des révoltes, notamment en Transylvanie, au Banat et en Voïvodine. Ce n'est que lorsque la situation fut désespérée que Kossuth, qui commandait les forces hongroises, fit voter une loi libérale pour tenter rallier les nationalités allogènes, mais il était trop tard.

Concernant la Pologne et la Hongrie, Engels « arrange » un peu l'histoire pour la faire concorder à ses démonstrations. Aucun de ces deux pays ne peut être considéré comme ayant un rôle particulièrement civilisateur. L'âge d'or de la Pologne se situe au XVI^e, mais cette période fut marquée le siècle précédent par une réintroduction du servage, ce qui ne constitue pas un facteur particulièrement notable de civilisation. Quant à la Hongrie, si les Turcs purent la conquérir, c'est parce qu'elle avait déjà sombré dans le chaos.

La réponse d'Engels à l'« Appel aux Slaves » est parue en février 1849 : il y dénonce les « mesquines aspirations nationales » des Slaves. Le ton a changé par rapport à ce qu'il écrivait en juillet 1848, lorsqu'il faisait le bilan de l'action historique des Allemands pendant les soixante-dix dernières années : envoi de troupes contre l'indépendance américaine, guerre contre la révolution française, contre la liberté de la Hollande, interventions contre la liberté en Suisse, en Grèce, au Portugal, démembrement de la Pologne, asservissement de la Lombardie, de Venise, et même, en Russie où les Alle-

mands constituent « les principaux soutiens du grand et des petits autocrates ¹ ».

Tout à coup, les « infamies commises dans d'autres pays avec l'aide de l'Allemagne », dont la responsabilité retombait « pour une grande part, sur le peuple allemand lui-même », deviennent des actes civilisateurs. Les Allemands, dont Engels avait dénoncé six mois plus tôt les aveuglements, leur « âme d'esclave », leur « aptitude innée à fournir des lansquenets » et des « valets de bureau », deviennent maintenant les instruments du progrès et de la civilisation. En juillet 1848 on nous disait que « les peuples opprimés par la faute de l'Allemagne seraient parvenus depuis longtemps à un état normal de civilisation » ; en février 1849 on parle des « mesquines aspirations nationales » des Slaves.

Que s'est-il donc passé ?

Il ne suffit pas d'expliquer ce renversement par la simple haine d'Engels contre Bakounine, ni par la peur de voir les positions de ce dernier prendre de l'importance. Même si le langage employé dans l'« Appel aux Slaves » a pu énerver Engels – langage que lui-même et Marx employaient d'ailleurs peu avant : fraternité, main tendue, etc.

Il n'est pas pensable que l'intention de Bakounine ait pu échapper à Marx et Engels, c'est-à-dire la réalisation de l'unité d'action des démocrates allemands, hongrois et tchèques. C'est peut-être précisément là que le bât blesse. Engels avait parfaitement perçu que si cette unité se réalisait, elle aboutirait nécessairement à la constitution d'un Etat slave dans le centre de l'Europe – en gros l'équivalent de l'actuelle Tchécoslovaquie – et toute son argumentation, dans *Le panslavisme démocratique*, consiste à rejeter catégoriquement cette hypothèse. Engels insiste au contraire de façon lancinante sur l'idée que les Slaves méridionaux ne sont pas capables de fonder un Etat, que leurs revendications nationales ne sont pas justifiées, qu'en outre ils ne méritent pas de constituer un Etat et que leur maintien dans l'orbite germanique est ce qui pourrait leur arriver de mieux du point de vue de la civilisation. Les Slaves sont les « instruments principaux des contre-révolutionnaires », ils fournissent les troupes qui répriment les révolutions, « dont les brutalités furent imputées aux Allemands » – mais Engels se garde de dire que c'étaient des armées autrichiennes. Les Slaves, en résumé, se sont placés du côté de la contre-révolution, « et pour cette lâche et ignoble trahison envers la révolution, nous tirerons un jour des

¹ La *Nouvelle Gazette rhénane*, 2 juillet 1848, *op. cit.* pp. 204-206. Engels ne dit là rien d'autre que ce que dit aussi Bakounine, à cette différence près que ce dernier ne changera pas d'opinion.

Slaves une vengeance sanglante ¹ » ... Alors que jusqu'à présent seuls les Russes étaient l'objet de la haine des Allemands ², « la haine des Tchèques et des Croates s'y est ajoutée et (...) en communauté avec les Polonais et les Hongrois, nous ne pouvons affermir la révolution que par le terrorisme le plus déterminé contre les peuples slaves ». [*Je souligne*]

À la fin de son texte, Engels appelle d'ailleurs à la « lutte, la "lutte à mort, impitoyable", contre les Slaves traîtres à la révolution ; la guerre d'extermination et le terrorisme sans merci – non dans l'intérêt de l'Allemagne, mais pour la révolution ! » Dans ces passages, et dans quelques autres, l'antislavisme d'Engels – que Marx n'a jamais démenti – dépasse de très loin les déclarations antisémites qui apparaîtront plus tard chez Bakounine ³.

La tentative de Bakounine de ramener les Slaves dans le giron de la révolution démocratique était vouée sans doute à l'échec, échec d'autant plus inévitable que ni les Allemands ni les Magyars n'entendaient accepter les revendications nationales des peuples qu'ils dominaient, ce qui, conformément aux prévisions du révolutionnaire russe, poussait ces derniers dans les bras de la contre-révolution. On peut aujourd'hui rester stupéfait devant l'incapacité d'hommes tels que Marx et Engels à comprendre cela. Aveugle, ce dernier écrit que « les traîtres ont finalement compris clairement qu'ils ont tout de même été bernés par la contre-révolution ». Mais il est trop tard, maintenant, ajoute-t-il : les Slaves autrichiens sont repoussés par les Allemands et les Magyars qu'ils ont vendus.

Manifestement Engels ne se pose pas la question de savoir si le refus des Allemands et des Magyars à prendre en compte les revendications nationales des Slaves ne constitua pas une entrave à leur ralliement à la revendication de l'unité nationale allemande ou magyare. Subsidiairement, il ne vient pas à l'esprit d'Engels que les Slaves autrichiens, à tout prendre, préféreraient rester

¹ « Le panslavisme démocratique », *op. cit.* p. 82.

² « ... la haine des Russes était et est encore pour les Allemands, la première passion révolutionnaire... » *Le panslavisme démocratique*, *op. cit.* p. 85.

³ Dans les articles de la *Nouvelle Gazette rhénane* publiés – sous la direction de Marx, rappelons-le – les Tchèques étaient traités de « chiens abjects », de « chiens de Tchèques » ; les Slaves en général étaient qualifiés de « bêtes slaves » affligées « d'idiotie animale », etc. Marx lui-même qualifiait les Slaves de « canailles ». (Cité par Miklos Molnar, *Marx, Engels et la politique internationale*, Idées, p. 79.) Dans une lettre d'Engels à Eduard Bernstein 22-25 février 1882, les Serbes sont des « voleurs de bétail de la pire espèce ». Engels ajoute : « Où trouverez-vous au monde un peuple aussi dégoûtant ? » (Haupt, Lowy, Weill, *Les marxistes et la question nationale*, pp. 103-104, Maspéro.

dominés dans l'Empire autrichien plutôt que de l'être dans une Grande Allemagne elle-même dominée par la Prusse. N'est-ce là qu'une conjecture ? En 1848, František Palacky, dont on oublie parfois qu'il était historien, rédigea une réponse au Parlement de Francfort, dans laquelle il rejetait l'idée de l'unification des Tchèques dans un Allemagne unifiée, et justifiait ainsi leur place dans l'Empire autrichien : « Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer. » A ses yeux, l'empire des Habsbourg constituait un rempart à la fois contre la Prusse et contre la Russie, en quoi il n'avait pas tort.

František Palacky refusa de participer au parlement de Francfort et s'en expliqua dans ces termes :

« Je ne suis pas allemand, ou du moins je n'ai pas conscience de l'être... Je suis tchèque, d'origine slave, et le peu que je vauz est tout entier au service de ma Nation. Cette Nation est sans doute petite, mais elle constitue depuis ses origines une individualité historique. Ses princes sont entrés dans le concert des princes allemands, mais le peuple lui-même ne s'est jamais considéré comme allemand. D'ailleurs vous voulez affaiblir à jamais, rendre impossible l'existence de l'Autriche comme Etat indépendant. Or, le maintien de l'intégrité de l'Autriche, le développement de l'Autriche sont d'une haute importance non seulement pour mon peuple, mais pour l'Europe entière, pour l'humanité, et la civilisation elle-même¹... »

Cette déclaration exprime de façon parfaitement claire à la fois la revendication de la spécificité nationale des Tchèques d'Autriche et le désir de rester dans l'Empire. Lorsque, après la constitution de la monarchie duale d'Autriche-Hongrie (1867) les Slaves réclameront un statut identique à celui de la Hongrie (ce que Bakounine suggérait en 1848), ce n'est pas le gouvernement autrichien qui s'y opposera, ce sont les Allemands de Bohême et les Hongrois qui en empêcheront la réalisation, à la grande déception des Tchèques.

Chez Marx et Engels, l'amalgame entre Slaves autrichiens d'une façon générale et les éléments slaves de l'armée autrichienne permet de rejeter sur les premiers l'accusation de peuple contre-révolutionnaire. N'y avait-il parmi les Tchèques aucun élément démocratique sur lequel les démocrates allemands pussent s'appuyer ? Le fait que Bakounine en était un des animateurs suffit-il à entacher ce mouvement de toutes les tares politiques ? Il est

¹ Réponse de Palacky à une invitation du pré-parlement de Francfort, mai 1848.

clair qu'Engels cherche hargneusement à faire porter sur les Slaves la responsabilité de l'échec de la révolution allemande.

L'attitude de Bakounine tranche considérablement. Certes, dit-il aux Tchèques dans l'« Appel aux Slaves », la « vieille politique allemande », à Francfort, « répondait par l'ironie à vos justes exigences », et « se réjouissait à Vienne de la dissolution de notre congrès de Prague ». Mais, précise-t-il, « cette politique ne sera pas celle du futur peuple allemand, elle n'est pas celle de la révolution allemande, de la démocratie allemande ». Bakounine appelle donc à distinguer entre la politique de la réaction allemande et celle de la démocratie allemande ; entre la politique des chancelleries, des droits dynastiques, des aristocrates, des privilégiés, des camarillas et des généraux d'une part, et celle du peuple allemand. Pour préparer la chute de cette politique réactionnaire, nous « saisissons avec transport la main des démocrates de tous les pays afin de lutter tous ensemble, étroitement unis, pour le salut commun, pour l'avenir de tous les peuples. »

Il est significatif que « le Panslavisme démocratique », l'article qu'Engels écrivit en réponse à l'« Appel aux Slaves » et qui en cite de larges extraits, ne fasse aucune allusion au passage où Bakounine fait la distinction entre réactionnaires et démocrates allemands, ni ceux où il s'en prend à l'empire russe : Bakounine dira plus tard que les rédacteurs du « Panslavisme démocratique » « ...en ont cité des passages, naturellement travestis ou tronqués, mais pas un de ces mots par lesquels je stigmatisais et je maudissais l'Empire Russe, en adjurant les peuples slaves de s'en méfier, et la brochure en était pleine. Cela donne la mesure de l'honnêteté de ces Messieurs ¹. » Engels semble beaucoup plus soucieux de mettre l'accent sur ce qui sépare les Allemands des Slaves que sur ce qui peut les rapprocher.

Il tombe dans le défaut de sectarisme que Marx dénonça avec vigueur vingt ans plus tard : « La secte trouve sa raison d'être dans son point d'honneur, et ce point d'honneur, elle le cherche non dans ce qu'elle a de commun avec le mouvement de classe, mais dans un signe particulier qui la distingue du mouvement ². » Engels semble très énervé par les proclamations de l'« Appel aux Slaves » sur la justice ³, l'humanité, la

¹ *L'Empire knouto-germanique.*

² Lettre à J.B. Schweitzer, 13 octobre 1868.

³ « *Le seul fait d'une oppression nationale n'impose nullement à la démocratie de prendre parti pour la nationalité opprimée ; un tel devoir n'intervient que lorsque les activités politiques de cette nationalité revêtent un caractère révolutionnaire et servent ainsi les intérêts particuliers de la démocratie ; sinon, le "soi-disant" mouvement national ne saurait avoir droit à la protection.* » (Roman Rosdolsky,

liberté, l'égalité, l'indépendance : « Nous n'avons rien trouvé d'autre dans le manifeste panslaviste que ces catégories plus ou moins morales, qui sonnent sans doute très joliment, mais qui, pour résoudre des problèmes historiques ou politiques, ne prouvent absolument rien. »

Ces catégories morales sont une concession à un genre littéraire bien déterminé, mais il est évidemment faux de dire qu'il n'y a rien d'autre dans l'Appel. Bakounine invite précisément les démocrates européens à s'organiser : la réaction conspire dans toute l'Europe avec l'aide d'une organisation préparée lentement et s'étendant partout. La révolution doit se créer une puissance capable de la combattre. « C'est un devoir sacré pour nous tous, soldats de la Révolution, démocrates de tous les pays, d'unir nos forces, de nous entendre et de nous grouper. » Où est le panslavisme ?

En effet, si la première partie du texte de Bakounine est un rappel de la politique passée et des erreurs commises faute d'union entre tous les démocrates, la suite est une exhortation à s'organiser. Pour cela, Bakounine réaffirme – comme Engels l'avait d'ailleurs fait dans un premier temps – que le bien-être des nations ne peut être assuré s'il existe en Europe un seul peuple courbé sous le joug. Il rappelle précisément aux Slaves ces moments privilégiés lors desquels, avec les Allemands, ils avaient combattu à Vienne pour le salut de tous.

« Qu'il fut grand et beau ce mouvement qui s'étendit sur toute l'Europe et la fit tressaillir ! Touchés par le souffle révolutionnaire, Italiens, Polonais, Slaves, Allemands, Magyars, Valaques de l'Autriche et Valaques de la Turquie, tous ceux enfin qui agonisaient sous le joug étranger se levèrent en frémissant de joie et d'espérance. »

Les ennemis que Bakounine désigne ne sont pas les peuples ni les nations mais les empires prussien, autrichien, russe, turc. L'Appel ne laisse à aucun moment penser que Bakounine souhaite la prépondérance de la Russie sur les autres nations slaves, ni l'hégémonie des Slaves sur les autres peuples. Il constate simplement l'émergence d'une conscience slave, il constate aussi que le peuple russe est le seul qui a su conserver une existence nationale, mais il rappelle que « sa nationalité et sa grandeur ne sont rien, tant que lui-même ne sera pas libre, tant qu'il souffrira que sa force serve de fléau à la malheureuse Pologne et de menace perpétuelle à la civilisation européenne (*Je souligne*). Bien loin de poser les Slaves comme adversaires

« Friedrich Engels et le problème des peuples sans histoire », cité par H. B Davis, « Marx et Engels sur la question nationale, les divergences avec Bakounine », n° 59-60, mai-août 1970, *Le Domaine national*, p. 7.)

des Allemands et des Magyars, l'Appel déclare : « Nous tendîmes une main fraternelle au peuple allemand, à l'Allemagne démocratique (...) Nous offrîmes aux Magyars, à ces ennemis ardents de notre race, (...), nous leur offrîmes une alliance fraternelle. »

Si le panslavisme est la volonté d'assurer l'hégémonie des Slaves en Europe, l'Appel de Bakounine ne l'est en rien. Il s'agit d'ailleurs, plutôt que d'un appel aux Slaves, d'un appel à l'alliance de tous les démocrates d'Europe contre la réaction monarchique. Que Bakounine se soit senti profondément slave et russe, cela ne fait pas de doute. Plus tard, il rappellera qu'à deux reprises la fréquentation de ses frères slaves avait failli lui faire oublier les liens qui l'attachaient au mouvement démocratique d'Europe occidentale. Mais il s'est vite ressaisi. On pourrait multiplier les prises de position ultérieures de Bakounine, qui restent identiques : « Pour les peuples russes et non russes, emprisonnés aujourd'hui dans l'empire de toutes les Russies, il n'est pas d'ennemi plus dangereux, plus mortel que et empire lui-même », écrit-il en 1869, vingt ans plus tard¹. Au moment même où Bakounine écrivait ces lignes, Marx et son entourage² déclenchaient une incroyable campagne de calomnies, accusant Bakounine d'être un panslave, c'est-à-dire un partisan de la soumission des Slaves d'Europe centrale à suprématie russe.

Les affirmations du révolutionnaire russe sur les potentialités révolutionnaires du peuple russe étaient sans doute prématurées mais elles étaient fondées sur une analyse qui au fond se révéla juste quarante ans plus tard. La clé de cette analyse se trouve peut-être dans une lettre qu'il écrivit à Liebknecht le 8 avril 1870, dans laquelle il déclare que la majorité des étudiants russes se trouve dans la situation de « n'avoir absolument aucun moyen assuré d'existence devant elle, ce qui fait qu'avant tout, elle est révolutionnaire par position, et c'est la manière la plus sérieuse et la plus réelle, selon moi, d'être révolutionnaire ». Or, il est significatif que ce sont ces mêmes intellectuels d'origine bourgeoise qui, trente ans plus tard, constitueront l'écrasante majorité des cadres du parti bolchevik.

Quant au « messianisme paysannophile » dont on a parfois affublé Bakounine³ il résulte d'une lecture quelque peu superficielle du révolutionnaire russe. Celui-ci n'assigne à la paysannerie des pays slaves d'Au-

¹ « Quelques mots aux jeunes frères en Russie », avril 1869, Œuvres, I, 13.

² Engels, Hess, Borkheim notamment.

³ Cf. entre autres Wanda Bannour, le chapitre « Bakounine » in *La Philosophie. – De Kant à Husserl*, p. 161. Marabout Université. Mme Bannour n'a probablement qu'une connaissance de seconde main de l'œuvre de Bakounine.

triche et d'Allemagne un rôle, en 1848, que parce qu'elle est soumise au système féodal et que sous certaines conditions elle peut se révolter et constituer une force d'appoint considérable à la démocratie. En Russie, en revanche, il ne se fait guère d'illusion. Bakounine ne voit dans le mir, la communauté rurale traditionnelle, aucune base d'évolution positive. Le mir, dit-il, n'a jamais eu d'évolution interne. Le seul processus qui s'en dégage est la désintégration. « Toutes les qualités que vous avez découvertes dans la communauté rurale de Grande-Russie », écrit-il à Herzen, « n'ont rien produit d'elles-mêmes, si ce n'est l'esclavage, la pourriture, ou encore la négation de tout le système étatique ». La communauté rurale, ajoute-t-il, « n'a même pas eu d'évolution interne ; elle est aujourd'hui ce qu'elle [était] il y a cinq cents ans ; et si, sous la pression de l'étatisme, un semblant de processus interne a pu être noté, c'est un processus de désagrégation ». Pressentant même le développement d'une nouvelle classe de koulaks, il ajoute que « tout moujik un peu aisé et un peu plus fort que les autres s'efforce aujourd'hui de toute son énergie de se dégager de la communauté rurale qui l'opprime et l'étouffe ¹ ».

« Apathie » et « improductivité », dit-il enfin, telles sont les principales caractéristiques de la communauté rurale russe. Pendant la guerre franco-prussienne, conscient des réticences paysannes devant la révolution, Bakounine insistera sur la nécessité « d'établir une ligne de conduite révolutionnaire qui tourne la difficulté et qui non seulement empêcherait l'individualisme des paysans de les pousser dans le parti de la réaction, mais qui au contraire s'en servirait pour faire triompher la révolution » ². Ce n'est pas absolument de la « paysannophilie » : Bakounine a simplement compris une chose toute bête qui semble avoir échappé à Mme Bannour – ce qui n'a que peu de conséquences – mais qui a surtout échappé aux bolcheviks – ce qui en eut beaucoup – à savoir que si, dans l'hypothèse d'une révolution sociale, les paysans ne produisent pas de quoi manger, il ne restera à Mme Bannour d'autre alternative que de manger les pages de ses livres et il ne resta aux bolcheviks d'autre alternative que de s'engager dans la contre-révolution.

¹ Lettre à Herzen et à Ogarev, 19 juillet 1866.

² Bakounine fait même une prédiction que les bolcheviks auraient dû méditer. Si on cherchait à « imposer par décret le collectivisme aux campagnes », cela aboutirait à « rejeter dans le camp de la réaction les dix millions de paysans français », les campagnes se soulèveront, et il faudra recourir au « terrorisme des villes contre les campagnes », lever une immense force armée et toute la machine de l'Etat serait reconstituée : « ceux qui se serviront d'un moyen semblable tueront la révolution. » (VII 116. Voir également p. 53.)

En conclusion de notre propos sur l'« Appel aux Slaves », on peut s'étonner que la réponse qu'en fit Engels dans le « Panslavisme démocratique », qui est une longue critique des positions attribuées à Bakounine, ne figure pas dans l'anthologie de textes anti-anarchistes publiée par les Editions de Moscou, *L'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme*. Ce livre, constitué de textes choisis de Marx, Engels, Lénine, ne fait évidemment aucune allusion aux thèses d'Engels sur les « nations contre-révolutionnaires », les « déchets de peuples »¹, etc.

Cet oubli, qui ne saurait être accidentel, suffit à montrer que les problèmes soulevés par le texte de Bakounine et par la réponse d'Engels restent brûlants. Les éditeurs de la *Nouvelle Gazette rhénane* ont sans doute voulu éviter la peine d'expliquer ou de justifier les prises de position d'Engels. Celui-ci, en effet, cite de larges extraits de l'« Appel aux Slaves », en particulier le passage où Bakounine s'élève contre les « frontières artificielles que les congrès des despotes ont érigées par la violence d'après de prétendues nécessités historiques, géographiques, commerciales et stratégiques. » Bakounine affirme par surcroît qu'il « ne doit plus y avoir d'autre délimitation que celles conformes à la nature, tracées par l'équité et dans un esprit démocratique, définies par la volonté des peuples eux-mêmes en se fondant sur leurs caractéristiques nationales... »

Des lecteurs mal avisés auraient risqué d'oublier que c'est à la situation de l'Europe centrale de 1848 le que texte faisait référence et non à celle de l'après-guerre froide²... Ils auraient sans doute également vu que l'« Appel aux Slaves » est le premier document qui subordonne la résolution de la question nationale à celle de la question sociale.

L'alliance germano-slave

A cette époque Bakounine misait tous ses espoirs dans le déclenchement de la révolution en Bohême, qu'il considérait comme le centre de gravité de

¹ La social-démocratie allemande devra plus tard gérer ce que Claudie Weil désigne par « l'héritage encombrant » de Marx et d'Engels, qui avaient réservé « le droit à l'existence et au développement aux seules nations historiques, au nom du progrès et de la révolution... » Kautsky écrira à Max Adler : « Sur la question d'Orient comme sur celle de la Pologne, je suis d'avis que la vieille position de Marx est devenue intenable – de même que sa position envers les Tchèques. » Rosa Luxembourg également prendra l'initiative de « réviser les conceptions vieilles de Marx sur la question polonaise ». (Cf. Claudie Weill, *L'Internationale et l'autre*, éditions l'Arpenteur.)

² Nota : A l'époque où j'ai commencé à travailler sur ce sujet, l'Union soviétique ne s'était pas effondrée et dominait la plupart des pays d'Europe centrale. R.B.

l'Europe centrale. Inlassablement, il tente de rapprocher Slaves et Allemands en démontrant l'identité de leurs intérêts. Il se lie à deux anciens députés de la Prusse, d'Ester, membre de la Ligue des communistes de Cologne, et Hexamer. « Je mis longtemps à les persuader que les Allemands devaient à toute force renoncer à leurs prétentions vis-à-vis de la terre slave ». Bakounine eut beaucoup de mal, au début, à dissiper leur méfiance car les calomnies dont il avait été la victime restaient encore vivaces, malgré le démenti de George Sand dans *La Nouvelle Gazette rhénane*.

Les deux Allemands conviennent d'agir pour « user de toute leur influence sur les démocrates allemands afin d'éliminer leur haine et leurs préventions contre les Slaves », tandis que Bakounine promet « d'agir sur les Slaves dans le même esprit ». Cependant les suspicions qui pèsent sur lui entravent considérablement son action, et il s'abstient d'intervenir trop, « craignant d'éveiller de nombreux soupçons ».

Bakounine reconnaît que d'Ester et Hexamer tinrent parole : ce fut presque exclusivement grâce à leurs efforts qu'en peu de temps les journaux, les clubs, les congrès démocratiques allemands changèrent de ton, parlèrent de façon différente des rapports entre l'Allemagne et les Slaves, « en reconnaissant entièrement et inconditionnellement le droit à ces derniers à l'indépendance, en les appelant à se rallier à la cause révolutionnaire européenne, en leur promettant aide et secours contre les prétentions de Francfort, de même que contre tous les autres partis révolutionnaires allemands ». Ce changement d'attitude fit boule de neige : les Polonais, les revues démocratiques françaises, et même les démocrates italiens de Rome « se mirent à parler des Slaves comme d'alliés virtuels et désirés ».

« De leur côté, les Slaves, je veux parler des démocrates tchèques, agréablement surpris par ce revirement inopiné, se mirent à exprimer dans leurs revues leur sympathie pour les démocrates européens, en particulier allemands et magyars. Le premier pas vers un rapprochement était accompli ¹. »

Le second pas consistait à vaincre « la haine des Allemands de Bohême pour les Tchèques », mais aussi à les « unir aux Tchèques pour le but révolutionnaire commun ». Outre les deux ex-députés prussiens – d'Ester et Hexamer –, les démocrates saxons furent très utiles en envoyant des agents dans la Bohême allemande pour exercer une action en faveur du rapprochement des deux peuples, si bien qu'au mois de mai, dit Bakounine, « beaucoup étaient prêts à s'allier au Tchèques pour faire la révolution en

¹ « Confession ».

commun ». Mais lorsque ses deux collaborateurs imaginèrent de réunir à Leipzig un congrès slavo-allemand, il s'opposa résolument à ce projet. Il ne donne pas les raisons à ce refus mais fait ce commentaire qui en dit suffisamment long : « même alors, les Allemands ne pouvaient pas arriver à se guérir complètement de leur malheureuse passion pour les congrès ; je m'opposai énergiquement à cet inepte projet. » Outre que l'heure n'était pas aux discussions, Bakounine devait penser que le nouveau tour favorable qui s'esquissait dans les relations entre Slaves et Allemands était trop fragile pour se risquer dans un débat public où les vieilles rancœurs ne manqueraient pas de prendre le dessus...

Bakounine rappelle que la haine entre Allemands et Tchèques de Bohême – ces derniers constituant les deux tiers de la population du pays – était toute récente et que l'attitude du parlement de Francfort n'y était pas pour rien. Elle était également attisée par les efforts du gouvernement autrichien. *La Nouvelle Gazette rhénane* du 11 juillet 1848, dans un article signé « Un Allemand de Prague », confirme qu'on n'a senti « aucune trace d'une rivalité des nationalités lors des combats sur les barricades : Allemands et Tchèques faisaient cause commune ». Il est vrai cependant que l'auteur écarte l'éventualité d'une république slave : l'idée, dit-il, « en est trop naïve »¹.

Cette haine, dit Bakounine, s'était éveillée au début de la révolution de 1848. Les Tchèques voulaient faire de la Bohême un pays indépendant de l'Allemagne et refusaient d'envoyer des députés à l'Assemblée de Francfort, ce qui aurait entériné l'appartenance du pays à la sphère allemande. Les Allemands au contraire arguaient du fait que la Bohême avait toujours appartenu à l'union germanique et qu'elle était depuis des temps fort reculés une partie intégrante de l'ancien empire. On se souvient des propos d'Engels déclarant que s'il se constituait un Etat slave en Bohême, l'Allemagne aurait l'air d'une miche de pain rongée par les rats. Des libéraux allemands aux démocrates les plus radicaux, tous exigeaient le maintien de la Bohême dans la sphère Allemande.

En mai 1849 cependant, Bakounine se rend compte que l'opinion des Allemands de Bohême s'est modifiée sur la question slave et que beaucoup « étaient prêts à s'allier aux Tchèques pour faire la révolution en commun ». Mais il est déçu par l'attitude des hommes qui l'entourent. Il parvient à la conclusion qu'il faut accélérer la révolution en Bohême. Il demande à Arnold Ruge d'user de son influence sur la jeunesse tchèque, sur la petite-bourgeoisie pauvre et sur la paysannerie. Arnold se montre réservé et réti-

¹ *La Nouvelle Gazette rhénane*, Editions sociales, tome I, p. 261.

cent ; Bakounine a l'impression que l'entretien qu'il a eu avec lui n'a servi à rien. Il fait ce commentaire désabusé : « Quand je songe aujourd'hui aux moyens misérables avec lesquels j'avais projeté de réaliser la révolution en Bohême, j'ai envie de rire ; je ne comprends pas comment je pouvais remporter la victoire. Mais à ce moment, rien n'était en mesure de m'arrêter. »

De fait, le projet de Bakounine est d'une ambition extrême. Il veut créer en Bohême trois organisations séparées, s'ignorant mutuellement : « La première pour les petits-bourgeois, la seconde pour les jeunes, la troisième pour les villages » – autrement dit la paysannerie –, chacune étant soumise à une hiérarchie rigoureuse et à une discipline inconditionnelle, et chacune « conforme, dans tous ses détails et ses formes, au caractère et à la force de la classe à laquelle elle était réservée ». C'est la première fois qu'apparaît chez lui l'idée que la structure interne d'une organisation doit correspondre à la nature du groupe social qui y est représenté. Ce sont essentiellement des raisons d'efficacité qui le motivent. On retrouvera cette idée bien plus tard et dans un sens totalement différent lorsqu'il développera ses idées sur l'AIT. Pour l'instant il est sans doute surtout motivé par la conviction que ces trois groupes sociaux pourraient difficilement cohabiter dans une même organisation. Il pense peut-être aussi que chacun pourra être plus efficace dans sa propre sphère d'activité en étant organisée sur des bases spécifiques.

Les trois organisations seraient reliées par un comité central composé de trois membres qu'il faudrait élire.

« J'espérais, grâce à cette société secrète, accélérer les préparatifs révolutionnaires en Bohême ; je comptais que ces derniers se conformeraient dans tous leurs points à un plan unique ¹. »

Si on essaie de dépasser le parti-pris qui consiste à attribuer à Bakounine la manie de constituer des sociétés secrètes, il ne fait pas autre chose ici que proposer la méthode du cloisonnement appliquée dans toutes les circonstances qui exigent l'usage de l'action clandestine. Fait amusant, Bakounine précise même qu'à l'insu de Ruge, chargé de réaliser ce projet parmi les Tchèques, il avait pris des dispositions avec un Allemand pour « organiser suivant ce même plan une société des Allemands de Bohême »... L'ironie de l'histoire veut que Bakounine sera pris à son propre piège : persuadé que Ruge était resté inactif à Prague, il n'apprit que lors de son procès que son ami avait mené « une action énergique et vigoureuse, mais dans le même temps si prudente, que même ses amis les plus proches ne se doutaient pas de ses activités ».

¹ « Confession ».

Bakounine ne se faisait pas beaucoup d'illusions sur les démocrates Tchèques qui, disait-il, avaient appris des Allemands l'engouement pour les clubs et les bavardages creux. Ayant eu des entretiens en tête-à-tête avec quelques-uns d'entre eux, il cherche un moyen de les utiliser en laissant « le champ libre à leur amour-propre » et en leur concédant « les apparences du pouvoir », ce qui n'indique pas précisément une collaboration franche et ouverte. L'ensemble des passages de Bakounine sur ses tentatives à Prague au printemps de 1849 montre bien que selon lui le contexte est certes objectivement révolutionnaire, mais que les hommes à la hauteur de la situation manquent. D'une réunion « bruyante et désordonnée » qu'il eut avec les démocrates de Prague, il conclura que c'étaient de grands bavards, « plus portés sur une rhétorique pleine de frivolité et d'amour-propre que sur des entreprises dangereuses. Je les effrayai, paraît-il, par la brutalité de certaines des expressions qui m'avaient échappé. J'avais le sentiment qu'aucun d'entre eux ne comprenait les conditions uniques qui rendaient la révolution possible en Bohême. »

Avec l'éclairage des textes que Bakounine écrivit dans sa maturité, on comprend que la seconde révolution qu'il souhaitait alors était impossible. Les conditions politiques d'une révolution démocratique avaient changé. La bourgeoisie libérale allemande ou germano-tchèque n'avait pas le souffle de la bourgeoisie française de 1789. A demi rassasiée, impatiente de jouir, elle est surtout, dit Bakounine, « menacée d'en bas » par le prolétariat. Les Danton, les Saint-Just, ont été remplacés par une « cohorte mélancolique et sentimentale d'esprits maigres et pâles »¹. La « Confession » est de fait truffée de réflexions désabusées non seulement sur l'incompétence des chefs révolutionnaires d'alors, mais aussi sur leur indécision, leur vanité, leurs querelles mesquines et leur lâcheté. Bakounine semble percevoir que l'heure des Danton et des Robespierre était passée et que l'émergence de revendications sociales rendait la bourgeoisie commerçante et industrielle prudente.

Se rendant alors compte que les moyens lui manquent, le révolutionnaire russe révisé ses plans en baisse. Il confie aux frères Strak la mission d'organiser des groupes clandestins « sans se conformer rigoureusement à [son] ancien plan », dit-il, et en se concentrant sur Prague. Il leur demande « d'entrer en contact avec des travailleurs et de constituer progressivement un groupe composé de 500, 400, ou même 300 hommes, une sorte de bataillon révolutionnaire » grâce auquel il pourrait ainsi « conquérir tous les autres éléments pragois, moins ou pas du tout organisés ».

¹ *L'Empire knouto-germanique* VIII 139.

Considérant l'éparpillement des forces et l'inorganisation des démocrates de Prague, un bataillon armé et bien organisé de 500 hommes aurait pu avoir un impact certain, mais il ne semble pas venir à l'esprit de Bakounine que, constitué de travailleurs, ce bataillon n'aurait sans doute réussi qu'à faire contre lui l'unité des démocrates et de la réaction. Surtout si, comme il le dit, son intention était d'obliger les chefs de la démocratie tchèque à se rallier à lui, soit en usant de la persuasion, soit en usant de la force.

Les frères Strak, chargés du travail d'agitation à Prague, ne disaient pas grand chose dans leur correspondance à Bakounine et ce n'est que plus tard qu'il apprit par la commission d'enquête, lors de son procès, qu'ils avaient été, comme Arnold Ruge, extrêmement actifs.

La seconde révolution

Bakounine explique très clairement les positions qui étaient les siennes à l'époque de l'« Appel aux Slaves » :

« Je désirais la révolution en Allemagne, je la désirais de tout mon cœur, en tant que démocrate et aussi parce que je supposais qu'elle devait être le signal, le point de départ en quelque sorte, de la révolution en Bohême ¹. »

Il est intéressant de constater qu'à l'époque même où Engels rejetait sur les Slaves d'Autriche la responsabilité de l'échec de la révolution en Allemagne, Bakounine attendait de la reprise du mouvement révolutionnaire en Allemagne le signal de la révolution slave. Soixante ans plus tard, un autre Russe – Lénine – aura lui aussi les yeux tournés vers une hypothétique révolution allemande.

Sur quels éléments Bakounine fondait-il ses espoirs ?

L'Empire autrichien avait été ébranlé par la sédition en Hongrie ; en conséquence il s'était appuyé sur les Slaves pour contre-balancer le déséquilibre ainsi produit. Bakounine retourne à Prague ; il pense que sont réunis tous les facteurs d'une révolution. Les événements y avaient évolué plus lentement qu'ailleurs et les conquêtes de la révolution de mars, déjà supprimées dans les autres parties de l'empire, étaient encore florissantes en Bohême. « Les assemblées populaires, l'édition, les clubs jouissaient d'une liberté illimitée... » De nombreux réfugiés viennois, qui se faisaient fusiller chez eux, circulaient ici librement. Mais surtout, dit Bakounine, « toute la

¹ « Confession ».

population des villes et des villages était armée et, partout, elle était mécontente : mécontente et méfiante parce qu'elle sentait l'approche de la révolution et craignait de perdre les droits qu'elle venait d'acquérir »¹.

A posteriori, on peut se demander si Bakounine ne faisait pas une grave erreur d'appréciation. Les signes extérieurs d'agitation révolutionnaire à Prague, alors que partout ailleurs en Europe la révolution était en régression, pouvaient ne représenter que les dernières vagues, inoffensives, d'une tempête finissante. En 1848 Bakounine semblait penser qu'il était possible de rallumer la révolution à Prague. Quelle que soit l'explication, il est peu probable que son attitude eût changé : s'il y avait une chance, il fallait la tenter.

Il y avait tout de même des éléments objectifs à l'appui de la thèse de Bakounine. Dans les villages, on redoutait l'aristocratie et la restauration de l'ancienne sujétion. Dans les villes, les enrôlements annoncés mettaient la population en ébullition. Les troupes, composées surtout de régiments magyars, sympathisaient avec la rébellion. Bakounine cite des cas de fraternisation de la troupe avec la population contre les fonctionnaires de police. Il est persuadé que les régiments magyars se rallieraient à la révolution : « circonstance importante, puisque cet événement aurait prélué à la fondation d'une armée révolutionnaire en Bohême ». Enfin, dernier élément rendant la situation explosive, l'état des finances autrichiennes était catastrophique, il n'y avait plus de monnaie.

« Pour toutes ces raisons, dit Bakounine, les éléments révolutionnaires étaient fort nombreux ; il ne restait simplement qu'à les gagner, mais les moyens me faisaient complètement défaut pour y parvenir. »

Les paysans de Bohême – Tchèques et Allemands – étaient un élément sur lequel le révolutionnaire comptait beaucoup. L'erreur des démocrates allemands est de n'avoir pas su pénétrer dans les campagnes.

« Les villes devenaient en quelque sorte des aristocrates, et les villages se bornaient au rôle de spectateurs de la révolution et même, dans de nombreux endroits, s'y montraient hostiles. »

Il aurait dû être facile de soulever les campagnes, s'il y avait eu des agitateurs compétents, car il existait de nombreux « vestiges de l'ancien statut féodal qui opprimait la paysannerie », sans parler de la situation plus douloureuse encore des paysans sans terre. Le soutien de la paysannerie aurait constitué un point d'appui formidable pour la démocratie. C'est sans

¹ « Confession ».

doute sur cette question paysanne que Bakounine est le plus proche de l'esprit révolutionnaire de 89. L'erreur des démocrates allemands, écrit-il en 1850, est de ne pas avoir compris la leçon de 1789 et de ne pas s'être assuré l'alliance de la paysannerie, de ne pas avoir su pénétrer dans les campagnes.

En 1848 la féodalité subsistait encore en Bohême, avec les charges écrasantes et les contraintes qui pesaient sur les paysans propriétaires. La classe des non-possédants était plus nombreuse encore et sa situation plus douloureuse qu'en Allemagne. Enfin, il existait un grand nombre de fabriques et d'ouvriers d'industrie, « que le sort destine à être des recrues de la propagande démocrate ».

Bien que dépassant les moyens qu'il avait de la réaliser, l'idée de Bakounine était lucide. Il voulait imposer des transformations telles que même si la révolution avait été vaincue par la suite, le gouvernement autrichien n'aurait pas pu revenir en arrière : confiscation des biens de la noblesse et des riches propriétaires, et leur redistribution partielle aux paysans non propriétaires, « afin de les encourager à soutenir la révolution ». Destruction de tous les actes de procédure, des documents administratifs, extinction des dettes n'excédant pas une somme donnée, etc. La révolution devait « pénétrer si profondément dans le sang et la vie du peuple que même après la victoire, le gouvernement autrichien n'aurait jamais été capable de l'extirper, aurait ignoré ce qu'il y avait à entreprendre et à faire, n'aurait pu rassembler ni même retrouver les vestiges de l'ancien régime détruit à jamais, et ne se serait jamais réconcilié avec le peuple de Bohême ».

Ces quelques remarques laissent penser que Bakounine ne se faisait pas beaucoup d'illusions sur le succès de la révolution ; il s'agit là, d'un certain point de vue, de mesures destinées à créer une situation de non-retour pour le gouvernement, mais qui serait un progrès par rapport à l'état antérieur des choses. Il attendait tout de même de cette révolution qu'elle s'étende à la Moravie et à la Silésie autrichienne et prussienne, à toutes les terres allemandes limitrophes, « de sorte que la révolution allemande qui ne touchait jusque-là que les villes, les petits bourgeois et les ouvriers des usines, les écrivains et les avocats, se serait transformée à son tour en révolution de l'ensemble du peuple ».

On retrouve deux thèmes qui resteront constants dans la pensée de Bakounine : la nécessité d'étendre la révolution dans les campagnes et la destruction des actes administratifs. Nous avons exprimé notre opinion sur le premier point. Quant au second, il s'agit évidemment d'un acte qui accompagne d'autres mesures, notamment l'expropriation des grands propriétaires et la redistribution des terres, dans le cadre d'un mouvement de masse de la

population, et non d'un acte isolé accompli par quelques hommes qui espèrent, par l'incendie d'une mairie, réveiller une population par ailleurs indifférente.

On peut s'interroger sur les raisons de l'intérêt de Bakounine pour la paysannerie. On a invoqué son caractère de Russe. Son point de vue résulte surtout d'une réflexion sur l'importance politique et sociale de cette classe. La paysannerie qu'il « insérera » plus tard dans le dispositif stratégique qu'il préconise pendant la guerre franco-prussienne en 1870 n'est pas la paysannerie russe, c'est la paysannerie française issue de la Grande Révolution, ayant acquis la propriété depuis peu et soucieuse de la conserver ; ce sont aussi les ouvriers agricoles sans terre : rien à voir avec la situation en Russie.

On retrouve dans les positions défendues par Bakounine en 1848-49 l'embryon de celles qu'il développera en 1870 : extension de la révolution dans les campagnes, distribution des terres des grands domaines de façon à intéresser les paysans à la révolution. Il est vrai cependant que le révolutionnaire russe comprend la mentalité paysanne beaucoup mieux que ne le fait Marx. En 1832, les paysans du Palatinat bavarois se révoltèrent en réclamant la terre et la liberté. Cette révolte, dit Bakounine, « effraya terriblement non seulement les conservateurs, mais aussi les libéraux et les républicains allemands, dont le libéralisme bourgeois est incompatible avec un véritable soulèvement populaire. Mais, à la satisfaction générale, cette nouvelle tentative de révolte paysanne fut écrasée par les troupes bavaroises ¹. » Une fois de plus, la bourgeoisie se retrancha derrière la force armée du pouvoir nobiliaire sans avoir la force d'imposer ses propres revendications, et surtout, sans avoir l'audace d'utiliser l'impulsion de la révolte paysanne. Selon Bakounine, les libéraux allemands ne voulaient pas changer la nature de l'Etat mais l'aménager. L'irruption de la paysannerie, dont la puissance avait servi les intérêts de la bourgeoisie française, était perçue en Allemagne comme une entrave à la réalisation du programme excessivement modéré des libéraux.

La dernière flambée du mouvement paysan se produisit dans le grand-duché de Hesse, où le « bain de sang de Sôdel » et la répression militaire sauvage de paysans sans défense, qui s'étaient soulevés contre la misère qui les écrasait, provoqua la protestation des libéraux de la Hesse. Citons le pasteur Weidig, appartenant à la tendance droitière germano-chrétienne, qui fut le seul des dirigeants du mouvement en Allemagne du Sud à ne pas capituler devant la répression déchaînée par la Diète fédérale à la suite de la

¹ *Étatisme et anarchie*, Champ libre, IV, 305.

Fête de Hambach. En 1834, Weidig s'associa à un étudiant de vingt ans, Georg Büchner, admirateur de la Révolution française, et publia une feuille révolutionnaire, *Der Hessische Landbote* (Le Messenger rural de la Hesse), qui appelait les paysans à se soulever contre leurs maîtres, et qui portait en exergue le mot d'ordre de 1793, « Guerre aux châteaux, paix aux chaumières ! ». Un des membres de leur conspiration les trahit. Büchner put s'enfuir et mourut de maladie en 1837 ; Weidig, torturé en prison, se suicida.

Si dans la pensée achevée du Bakounine anarchiste il y a peu d'illusions sur la paysannerie, comme on peut le lire dans les *Lettres à un Français*, datant de 1870, son expérience concrète lui a montré les potentialités révolutionnaires de cette classe, pourvu que le prolétariat sache lier les intérêts de la paysannerie à ceux de la révolution. Il montre surtout que l'énorme masse paysanne peut constituer un obstacle insurmontable à la révolution. C'est l'absence d'unité entre le mouvement démocratique et les revendications de la paysannerie qui sera désigné comme cause déterminante de l'échec de la révolution de 1848 en Allemagne.

L'objectif de Bakounine en 1848 était rien moins que de faire « de toute la Bohême un camp révolutionnaire », d'y créer une force susceptible d'y développer la révolution mais aussi de mener l'offensive à l'extérieur, de soulever toutes les populations slaves, de détruire l'empire d'Autriche, de venir à l'aide des Magyars et des Polonais, et enfin de porter la propagande démocratique en Russie. L'ambition du révolutionnaire contraste singulièrement avec les moyens dont il disposait. Prague devait être le centre du mouvement révolutionnaire ; là devait être le siège du gouvernement révolutionnaire doté d'un pouvoir dictatorial. Les mesures préconisées par ce gouvernement révolutionnaire ne constituent pas précisément un modèle de révolution anarchiste : en effet, dit Bakounine, les clubs, les revues « dans lesquels se manifestaient les anarchistes bavards seraient dissous ». Bien entendu le mot « anarchiste » sous la plume de Bakounine en 1848 n'a pas le même sens qu'en 1870. Il vise là les intellectuels petits-bourgeois impuissants dans l'action, comme ceux qu'il a pu voir en grand nombre dans les cercles d'hégéliens de gauche à Berlin.

La noblesse et le clergé qui s'opposeraient à la révolution seraient bannis ; l'administration autrichienne serait éliminée, sauf quelques fonctionnaires qui subsisteraient comme source de « renseignements statistiques » : on retrouve le problème des « spécialistes » de la révolution russe. La jeunesse et les gens capables, sélectionnés, seraient « dépêchés dans l'ensemble du pays pour le doter d'une organisation révolutionnaire et militaire provisoire ». Les masses populaires, armées, seraient quant à elles divisées en deux groupes : une partie resterait sur place pour la défense du

nouveau régime et pour la guerre des partisans : une autre, tous non possédants, « les ouvriers de fabrique et les partisans sans travail, ainsi que la moyenne partie de la jeunesse petite-bourgeoise instruite », constituerait une véritable armée, encadrée par d'anciens officiers polonais, des soldats et sous-officiers autrichiens à la retraite. Les dépenses de cette armée seraient couvertes par la partie des propriétés confisquées qui n'aura pas été redistribuées et par un impôt spécial et des assignats « du genre de ceux émis par Kossuth ». Est-il besoin de souligner à quel point ce scénario présente des éléments qui sont une préfiguration des premières années de la révolution russe ?

Il ne fait pas de doute que ce plan a dû paraître tout à fait extravagant à ceux des contemporains de Bakounine qui ont pu en avoir connaissance. August Röckel écrit en 1865 que le Russe s'imaginait être à la tête d'un « puissant rassemblement aux multiples ramifications et croyait grâce à lui mettre en mouvement des forces considérables ». Au lieu de cela, ajoute-t-il, « je trouvais à peine une douzaine de tout jeunes gens, auxquels leur imagination exaltée ne pouvait même pas faire illusion sur leur impuissance »¹.

On peut s'interroger sur la validité de la stratégie préconisée par Bakounine à cette époque. S'agissait-il de rêveries complètement en dehors de la réalité ou au contraire de mesures réalisables si certaines conditions qui ne dépendaient pas du révolutionnaire russe avaient été remplies ? La question en elle-même n'a pas beaucoup de sens ; ce qui est intéressant en revanche, c'est la prémonition de la révolution russe qui est contenue dans les mesures qu'il préconise, c'est que la vision stratégique qu'il avait de la révolution en Europe centrale dépassait de très loin en ampleur celle de Marx et d'Engels à la même époque.

La remarque de Röckel appelle plusieurs commentaires. Il est vrai que Bakounine manquait de moyens, mais son isolement était très certainement loin d'être aussi grand qu'il ne le dit à un moment où il a plutôt intérêt à le faire croire à ses geôliers. Le problème reste cependant posé de savoir pourquoi la révolution de 1848-49 en Europe centrale, et particulièrement en Allemagne, a produit si peu d'hommes de valeur. Quant à cette douzaine de tout jeunes gens, à l'imagination exaltée mais impuissants, il faut garder en mémoire que l'élite du mouvement révolutionnaire européen qui s'est réunie à Zimmerwald en 1915, à la veille de la révolution russe, tenait dans trois taxis...

¹ *Bakounine et les autres, op. cit.* p. 164.

Bakounine note à plusieurs reprises que les Allemands avaient fini par comprendre « la nécessité d'une action centrale et d'un pouvoir central » pour abattre la réaction, mais il regrette qu'aucune centralisation effective n'ait été réalisée en dépit de la présence du Comité central démocrate. « Ayant élu ce comité, ils croyaient avoir tout fait et ne jugeaient pas utile de lui obéir. »

Bakounine reproche aux Allemands leur indiscipline dans l'action et leur incapacité à centraliser leur activité. Chez eux dit-il, « c'est l'anarchie qui prédomine », issue du « protestantisme et de toute l'histoire politique de l'Allemagne. »

« Au moment précis où l'unification la plus étroite de tous les démocrates et de tous les libéraux était indispensable afin de lutter avec quelques succès contre la réaction triomphante, non seulement les démocrates et les libéraux, mais aussi les démocrates de l'ensemble de l'Allemagne, et jusqu'aux démocrates d'un même Etat allemand, ne pouvaient ni ne savaient ni ne désiraient s'unir. » (« Confession ».)

Un tableau étonnant est dressé des rivalités opposant les différents Etats allemands : Breslau et Cologne guerroyaient entre elles et ne voulaient pas se soumettre à Berlin. La Poméranie et le Brandebourg s'étaient rangés du côté de la monarchie ; la Westphalie penchait vers Cologne ; les démocrates du royaume de Saxe avaient leur propre comité central. Le Bade, le Wurtemberg, les Deux-Hesses reconnaissaient le comité central mais ne tenaient aucun compte de ses injonctions. Il en résulta, dit Bakounine, que le comité central des démocrates allemands était pauvre, peu puissant et « composé d'hommes inaptes à remplir leur tâche ».

Sur les trois membres élus, Bakounine était en contact avec d'Ester et Hexamer ; le troisième, le comte Reichenbach était parti dès le début. Bakounine rapporte que d'Ester avait déclaré que si la tentative du printemps 1849 échouait, « il faudra remettre à une date extrêmement lointaine tous les projets révolutionnaires ». Or, constate le Russe, au lieu de laisser de côté tout ce qui ne concernait pas la révolution, ils « consacraient la majeure partie de leur temps à des sujets de peu d'importance, de second plan, à des questions qui firent naître d'innombrables discussions avec de nombreuses sections du parti démocrate ». Ils proclamaient partout qu'une seconde révolution était nécessaire, mais « ils agissaient comme s'ils ne doutaient pas le moins du monde de la solidité des fondements politiques sur lesquels ils reposaient ». D'Ester se préoccupait plus de son élection à la seconde assemblée législative prussienne que des préparatifs révolutionnaires. Hexamer se livrait à une correspondance publique « creuse, inutile, emphatique et

congratulatory » avec les démocrates européens. Tous deux se préoccupaient de la fondation d'une nouvelle revue démocrate, collectaient des abonnements, se disputaient à ce propos avec tous les démocrates, « alors qu'il était flagrant que si la seconde révolution n'avait pas lieu, l'existence de cette revue serait impossible à Berlin, et que si la révolution réussissait, toutes les démarches et disputes antérieures, tous les abonnements seraient inutiles ».

La seule unanimité qui existait entre les démocrates allemands était la conscience que les gouvernements qui avaient amorcé le mouvement réactionnaire ne s'arrêteraient que lorsqu'ils auraient restauré le régime antérieur à la révolution de 1848. Tout le monde attendait pour le printemps l'aggravation des mesures réactionnaires. Une collision inévitable opposerait le parlement de Francfort aux dirigeants de l'Allemagne. Les actes du Comité central démocrate se bornaient à encourager tout le monde mais ce dernier était incapable d'entreprendre ni d'assurer la direction des préparatifs. « La simultanéité du soulèvement allemand de mai 1849, écrit Bakounine, a été davantage le fruit de l'action unanime des gouvernements allemands que celui de l'accord des démocrates allemands. » Cette situation, la révolutionnaire russe la vécut de très près lors de l'insurrection de Dresde, à laquelle il participa activement et qui constitue en quelque sorte l'épilogue de son action en Allemagne.

L'insurrection de Dresde

La présence de Bakounine à Dresde ne s'explique, aux dires mêmes de l'intéressé, que « parce que c'était le lieu le plus proche de Prague ». Ses fréquentations avec le milieu démocrate de la ville se limitaient, affirme-t-il dans sa « Confession », à peu de chose – mais on sait que dans ce document destiné à ses geôliers, il laisse systématiquement entendre qu'il connaissait peu de monde. Dans un cabaret, il rencontre Tschirner, « le principal, sinon l'unique, quoique fort pitoyable, instigateur de la révolution saxonne ». Les deux seuls Allemands qu'il fréquente effectivement sont le docteur Wittig, rédacteur du journal démocrate dont les locaux servaient à Bakounine de bureau pour ses contacts avec la Bohême, et August Röckel qui a « grandement contribué (...) à la propagande dans la Bohême allemande, grâce à ses liens avec les démocrates saxons vivant à proximité de la frontière ».

La Constitution allemande est enfin mise au point. Le roi de Prusse la refuse, ainsi que la couronne qu'on lui propose. Jusqu'au dernier moment Bakounine pense que la révolution est encore possible en Bohême. Röckel est obligé, pour des raisons de sécurité, de s'éloigner, aussi Bakounine le persuade-t-il d'aller à Prague pour demander aux hommes qu'il a là-bas

d'accélérer les préparatifs. Le jour du départ de son ami, il reçoit la visite du docteur Zimmer, ancien membre du parlement autrichien dissous et un des chefs les plus influents du parti allemand de Bohême. Auparavant un des ennemis les plus acharnés de la nation tchèque, Zimmer finit par se convertir aux opinions de Bakounine « après une discussion longue, et enflammée ». « En prenant congé de moi, dit Bakounine, il me promet de se rendre sur-le-champ à Prague et de pousser les Allemands et les Tchèques à s'allier pour la révolution commune ¹. »

Le révolutionnaire russe prend quand même le temps d'aller au concert pour écouter la Neuvième symphonie de Beethoven. Richard Wagner raconte :

« Michel Bakounine, qui se cachait de la police, avait assisté en secret à la répétition générale ; mais à la fin de la répétition, il était venu sans crainte vers moi, à l'orchestre, et m'avait crié que si toute musique était condamnée à disparaître dans la conflagration universelle, nous devrions, au péril de notre vie, sauver cette symphonie. Peu de semaines après, il semblait en effet que la "conflagration universelle" s'allumait dans les rues de Dresde et que Bakounine y prenait les fonctions d'artificier en chef ². »

Des troubles éclatent à Dresde lors de la dissolution du parlement. Les circonstances semblent favorables : les troupes saxonnes sont réduites, car l'armée est occupée dans le Schleswig-Holstein et les troupes prussiennes sont encore loin. Les chefs démocrates temporisent : Bakounine conseille à Tschirner, élu au gouvernement provisoire, de « mettre fin à des pourparlers oiseux, de ne pas perdre de temps, de profiter de la faiblesse des troupes pour s'emparer de la ville ». Il propose aussi, sans résultat, d'investir l'arsenal pour s'emparer des armes.

Bakounine et quelques Polonais se mettent à la disposition du gouvernement provisoire et constituent « une sorte d'état-major » auprès de celui-ci. Sur son ordre on emmagasine des réserves de poudre à l'hôtel de ville. Il y avait à Dresde, dit le Russe, de nombreux démocrates armés, mais ils « étaient tous paralysés par des chefs révolutionnaires incapables ». Ainsi toutes les propositions que lui-même et ses Polonais faisaient, en particulier celle de réunir quelques centaines d'hommes pour s'emparer de l'armurerie, étaient systématiquement rejetées par le lieutenant Heinze, qui commandait la garde nationale. Heinze, dit Bakounine, a « contribué à la victoire des

¹ « Confession ».

² *Bakounine et les autres, op. cit.* p. 140.

troupes beaucoup plus que les troupes elles-mêmes », et il n'hésite pas à qualifier l'homme de traître. Notons au passage que Bakounine, qui affirme n'avoir été en contact avec aucun Polonais, a tout de même réussi à en trouver pour constituer « une sorte d'état-major ». Le tsar, qui attendait des révélations de la « Confession », ne s'y est pas trompé.

Incompétence d'une part, lâcheté de l'autre : Tschirner et Todt, tous deux membres du gouvernement provisoire, s'enfuient au premier bruit alarmiste, reviennent, s'enfuient de nouveau. Todt qui, avant l'insurrection, en sa qualité de commissaire du gouvernement, avait dissous le parlement au nom du roi, était « démoralisé par la contradiction entre sa situation antérieure et celle de ces jours-là ». Tschirner quant à lui, l'instigateur et le chef de la révolution, « avait fui à la première alerte, terrorisé par des rumeurs inexactes » : il est qualifié de lâche et de crapule.

Le seul qui force le respect de Bakounine est Heubner, membre du parti monarcho-constitutionnel, que rien ne destinait à se lancer dans la carrière révolutionnaire. Pacifique et doux, noble et honnête, il venait de surcroît de se marier et « était passionnément amoureux de sa femme ». Bakounine s'attendrit sur cet homme qui était tombé dans ce gouvernement révolutionnaire « comme un cheveu sur la soupe », mais qui pensait « qu'il n'avait pas le droit de refuser un poste dangereux », et fit les plus grands sacrifices pour la cause qu'il jugeait juste. Bakounine ne croit plus à la victoire ; les chefs révolutionnaires « avaient tellement embrouillé les choses que seul un miracle pouvait encore sauver les démocrates ». Le Russe attend la défaite mais refuse d'abandonner Heubner, qui était « comme l'agneau amené sur l'autel du sacrifice ».

A plusieurs reprises Bakounine réunit les chefs des barricades, tente de regrouper les forces en vue d'une attaque mais Heinze à chaque fois anéantit ses efforts. Certains chefs de barricades communistes, dit Bakounine, mirent le feu à plusieurs maisons. Dans ses mémoires le comte de Waldersee, commandant les troupes prussiennes, déclare à propos du rôle joué alors par Bakounine : « La façon dont il exerçait le commandement est attestée par les ordres d'incendie qui ont été retrouvés et qui furent en partie exécutés. Un quartier général improvisé, composé de jeunes gens ou d'étrangers, s'était installé avec lui dans l'hôtel de ville, y recevait des rapports, donnait des ordres et délivrait des permis d'armes, de munitions, de vivres et d'autres choses nécessaires. » Bakounine nie avoir donné des ordres de ce genre mais reconnaît qu'il l'aurait fait si les incendies avaient pu sauver la révolution saxonne. « Je ne donnai pas l'ordre d'incendier Dresde, mais je ne permis pas non plus que, sous prétexte de les éteindre, on livrât la ville aux

troupes. » « La guerre, dit-il ailleurs, n'est pas un jeu d'enfants et il faut être très naïf pour s'en étonner. »

Après la chute de Dresde, Bakounine refuse de s'enfuir. Il propose au gouvernement provisoire de s'enfermer dans l'hôtel de ville et de tout faire sauter. La proposition étant rejetée, il organise une retraite en ordre de l'ensemble des milices, « en emportant toute la poudre, toutes les munitions, et les blessés ». C'est pendant cette retraite qu'il sera arrêté, à Chemnitz, avec beaucoup d'autres. A la commission d'enquête saxonne étonnée qu'il n'ait pas tenté de se libérer, Bakounine répondit qu'il était alors physiquement, et surtout moralement épuisé et parfaitement indifférent à son sort.

En 1852, Friedrich Engels écrivit à propos de la participation de Michel Bakounine à l'insurrection de Dresde, en mai 1849 :

« A Dresde, le combat des rues dura quatre jours. Les petits-bourgeois de Dresde – la “garde nationale” –, non seulement ne participèrent pas à cette lutte, mais ils appuyèrent la progression des troupes contre les insurgés. Ceux-ci, par contre, comprenaient presque exclusivement des ouvriers venus des quartiers industriels environnants. Ils trouvèrent un chef capable et de sang-froid dans la personne du réfugié russe Michel Bakounine, qui fut fait prisonnier par la suite ¹... »

La ville est encerclée et les défenseurs ne sont pas assez nombreux pour résister. Les membres du gouvernement provisoire sont tous partis, sauf Heubner. Alors, Bakounine organise une retraite stratégique : « C'est une retraite en ordre ; les révolutionnaires emmènent leurs armes et même leurs blessés. D'un point de vue militaire c'est un chef d'œuvre. Le nombre des combattants atteint à peine deux mille hommes et Bakounine lui-même s'étonne que cette retraite de la ville encerclée réussisse si bien ². »

Condamné à mort en Allemagne, extradé en Autriche et de nouveau condamné à mort, extradé une nouvelle fois en Russie, Bakounine passera huit années en forteresse et quatre en Sibérie. Ce n'est qu'en 1861 qu'il s'évade, usé, prématurément vieilli mais pas brisé. Il avait 35 ans à son arrestation ; c'est un vieil homme qui revient en Europe, et ce ne sera pas à l'honneur d'Engels de se moquer de l'aspect physique de celui qui a traversé ces douze années d'épreuves.

Des milliers de révolutionnaires ont été emprisonnés ou exécutés après les événements de 1848-49, et très peu de ceux qui sont sortis après de longues années de prison ont retrouvé la voie de la révolution sociale. Il est

¹ *Bakounine et les autres*, Arthur Lehning, 10/18, p. 170.

² *Bakounine, la vie d'un révolutionnaire*, H.E. Kaminsky, Béliabaste, p. 138.

difficile de comprendre véritablement le sens du parcours politique du révolutionnaire russe sans prendre en considération cette coupure. De la révolution de 1848 à la veille de la constitution de l'AIT, Bakounine est absent de la scène politique européenne. Il prend littéralement douze ans de retard.

On peut dire, en guise de conclusion sur l'activité de Bakounine pendant les révolutions de 1848, que ni à Prague ni à Dresde il n'avait voulu l'insurrection, mais qu'une fois déclenchée, il y a participé du mieux qu'il a pu. Il en sera de même plus tard, à Lyon, lors de la guerre franco-prussienne. Au contraire de Marx, il a connu les combats, il a vu des hommes mourir, il a vécu ce qui attend les révolutionnaires qui échouent. Il sait ce que coûte l'aventurisme. On ne doit donc pas s'étonner que Bakounine déclare que toute tentative de déclencher une révolution par des moyens fictifs n'a « guère de chance d'être justifiée aux yeux de ceux qui savent combien lourdes sont les conséquences des grandes commotions sociales pour la majeure partie des pauvres gens ¹. »

« ... un parti qui, pour arriver à ses fins, s'engage délibérément et systématiquement dans la voie de la révolution se met dans l'obligation d'assurer la victoire ². »

Ce Bakounine-là tranche singulièrement avec celui que nous présente l'imagerie d'Epinal... Ce n'est pas la moindre ironie de l'histoire que Bakounine, qui ne s'intéressait en 1848 qu'à la question de la liberté des Slaves, ait été amené, à son corps défendant, pourrait-on dire, à diriger une insurrection dans une ville allemande pour la liberté, la démocratie et l'unité de l'Allemagne, et qu'il ait subi pour cela douze années de captivité. Avec un peu d'emphase, mais non sans quelque raison, l'historien Jules Michelet a écrit : « Le jour où le vieux cri germanique se fit entendre : "Qui veut mourir pour la liberté de l'Allemagne ?", un Russe se présenta aux premiers rangs, et pas un patriote n'y fut avant lui. Quand l'Allemagne sera l'Allemagne, ce Russe y aura un autel. ³ »

Est-il besoin de préciser qu'aucun autel ne se dresse en Allemagne en l'honneur de Michel Bakounine ⁴ ?

¹ *Etatisme et anarchie*, IV, 407.

² *Ibid.* IV, 404.

³ Lettre de Jules Michelet à Alexandre Herzen, 1^{er} juillet 1855. Cité dans *Bakounine et les autres*, p. 196.

⁴ On pourrait dire à propos de la Tchécoslovaquie ce que Michelet disait de l'Allemagne. Il n'est pas certain cependant que la population tchèque et slovaque

La notion de « progrès historique »

Marx et Engels abordent la révolution de 1848 avec un cadre théorique élaboré dans un certain nombre de textes écrits à cette époque ; ils ont déjà pu confronter leur point de vue à des situations concrètes, révélatrices des options qu'ils développeront sur les mouvements d'indépendance nationale en Europe ¹. Cette machinerie sera mise en œuvre en 1848-1849, fondée sur l'idée à la fois hégélienne et saint-simonienne de la succession nécessaire des formes historiques – dans le cas de Marx et Engels, de la succession nécessaire des modes de production, le capitalisme étant un passage obligé pour que l'humanité puisse accéder au progrès.

C'est leur conception de ce qu'est un « progrès historique » qui est posée. Or ce sera là un thème central des divergences entre Bakounine et Marx.

Au moment où ils écrivent le *Manifeste*, il est beaucoup question de l'émir Abdelkader. Sa défaite par les troupes françaises est un « progrès de la civilisation » puisque la conquête du pays par la France participe de la victoire de la civilisation, c'est-à-dire du développement des forces productives, sur les peuples arriérés : « Si nous pouvons regretter que la liberté des bédouins du désert ait été détruite, nous ne devons pas oublier que ces mêmes bédouins étaient une nation de voleurs ². »

Engels conclura dix ans plus tard un article sur l'Algérie pour *The New American Cyclopaedia* en affirmant que « depuis l'occupation française, on affirme que le commerce s'est considérablement accru »...

Il y a une cohérence entre ces positions « colonialistes » et les analyses du *Manifeste communiste* en ce sens que le programme que Marx et Engels ont écrit pour la Ligue des communistes estime que « la bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire », qu'elle « envahit le globe entier » et que « par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie

apprécierait aujourd'hui d'avoir un Russe comme héros de leur indépendance nationale. (Pas plus que les Allemands, d'ailleurs).

¹ Le souci de certains auteurs de distinguer absolument Marx et Engels ne me paraît pas pertinent en ce sens que le premier n'a jamais démenti les prises de position du second. Cela ne signifie évidemment pas que cette distinction soit totalement dénuée d'intérêt.

² *The Northern Star* du 20 janvier 1848.

donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays ». Le progrès du capitalisme est identifié à une division internationale du travail et à une internationalisation grandissante du marché. A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains ¹. »

« Par le rapide perfectionnement des instruments de production et l'amélioration infinie des moyens de communication, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de Chine et contraint à la capitulation les barbares les plus opiniâtrement hostiles aux étrangers. Sous peine de mort, elle force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production ; elle les force à introduire chez elle la prétendue civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeois. En un mot, elle se façonne un monde à son image. (...)

« De même qu'elle a soumis la campagne à la ville, les pays barbares ou demi-barbares aux pays civilisés, elle a subordonné les peuples de paysans aux peuples de bourgeois, l'Orient à l'Occident ². »

Ce qui vaut pour les nations arriérées d'Europe vaut aussi pour les nations colonisées par les Européens. Cette vision déterministe de l'histoire s'accommode de certains dérapages. La machinerie grandiose héritée de Hegel ne s'attarde pas aux détails.

Parlant un peu plus tard de la colonisation anglaise en Inde, Marx dira que « si pénible qu'il soit pour le sentiment humain de devoir constater le démembrement et la désagrégation de l'unité de ces myriades d'organisations sociales patriarcales laborieuses et paisibles (...) nous ne devons pas pour autant oublier que sous leur apparence inoffensive, ces idylliques communautés villageoises n'en ont pas moins toujours constitué la base solide du despotisme oriental... » Ces communautés villageoises « emprison-

¹ Dans un texte préparatoire à la rédaction du *Manifeste*, rédigé par Engels, on peut lire que « la grande industrie a relié les uns aux autres tous les peuples de la terre, transformé tous les marchés locaux en un vaste marché mondial, préparé partout le terrain au progrès et à la civilisation et fait en sorte que tout ce qui se passe dans les pays civilisés doit nécessairement exercer ses répercussions sur tous les autres pays. » (Engels, « Catéchisme communiste », connu également sous le titre de « Principes du communisme ».)

² *Manifeste communiste*.

naient l'esprit humain dans l'horizon le plus étroit », le « privant de toute grandeur et de toutes les énergies historiques ». « Egotisme barbare », « vie indigne, stagnante et végétative », « culte bestial de la nature » caractérisent ces sociétés. Aussi, « quels qu'aient été ses crimes, l'Angleterre a été l'instrument inconscient de l'histoire en menant à bien cette révolution »¹. L'Allemagne sera donc elle aussi « l'instrument inconscient de l'histoire » en Europe centrale.

L'Inde était pour Marx « une proie vouée à la conquête » qui « ne pouvait donc échapper au destin d'être conquise, et toute son histoire, si histoire il y a, est celle des conquêtes successives qu'elle a subies. La société indienne n'a pas d'histoire du tout, du moins pas d'histoire connue »². Marx estime que l'Angleterre est à l'origine de « la seule révolution sociale qui ait jamais eu lieu en Asie »³. Il préfère la colonisation anglaise aux colonisations arabe, turque, tatar et mongole qui ont fini par être absorbées par la culture du pays occupé. Les Britanniques sont un peuple supérieur ; il importe peu de « savoir si les Anglais avaient le droit de conquérir l'Inde, mais si nous devons préférer l'Inde conquise par les Turcs, par les Persans, par les Russes à l'Inde conquise par les Britanniques »⁴.

La légitimité historique du capitalisme se fonde sur sa capacité à développer les forces productives, à créer un marché mondial qui liquide les sociétés archaïques, donc réactionnaires ; les massacres perpétrés par les colonisateurs sont un mal nécessaire car la violence, dira Engels dans *l'Anti-Dühring*⁵, est « l'instrument grâce auquel le mouvement social l'emporte et met en pièces des formes politiques figées et mortes ». Pas plus les indigènes colonisés dans les textes du début des années cinquante que les peuples slaves d'Europe centrale dans les articles de la *Nouvelle Gazette rhénane* en 1848-1849 ne sont identifiés comme opprimés et se livrant à une résistance légitime.

Le *Manifeste communiste* est un texte européen-centriste qui ne s'adresse en aucun cas aux masses dominées de ce qu'on n'appelle pas encore de tiers

¹ K. Marx, « Chroniques anglaises », 1852-1854, in *Œuvres*, IV, Politique I, Paris Gallimard, La Pléiade, pp. 719-720.

² « Les Résultats éventuels de la domination britannique en Inde », in *Du colonialisme en Asie. Inde, Perse, Afghanistan*, juillet 1853. Mille et une nuits, Paris, 2002, édition établie par et postface de Gérard Filoche. pp. 43-44.

³ « Chroniques anglaises », *op. cit.*

⁴ « Les Résultats éventuels de la domination britannique en Inde », in *Du colonialisme...*, *op. cit.*, pp. 43-44.

⁵ En 1878.

monde. Le seul sujet de l'histoire dans ce programme pour la Ligue des communistes est le prolétariat d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord.

Le Bakounine anarchiste n'ignore pas l'argumentation marxiste selon laquelle l'extension du capitalisme dans les pays coloniaux constituait un progrès historique. Les « Allemands patriotes de l'Internationale », dira-t-il, ne repoussent pas le principe de la conquête, ils veulent « attribuer comme un droit exclusif aux nations représentantes de la civilisation moderne, c'est-à-dire de la civilisation bourgeoise, car il n'y en a pas encore d'autre ni en Europe, ni en dehors de l'Europe » : « La conquête faite par les nations civilisées sur les peuples barbares, voici leur principe ». C'est « l'application de la loi de Darwin à la politique internationale. »

« C'est ainsi qu'il est permis aux Américains du Nord d'exterminer peu à peu les Indiens ; aux Anglais d'exploiter les Indes orientales ; aux Français de conquérir l'Algérie ; et enfin aux Allemands de civiliser, *nollens vollens*, les Slaves, de la manière que l'on sait. Mais il doit être expressément défendu aux Russes de "s'emparer comme d'une proie des montagnes-forteresses du Caucase"¹. »

Ainsi Bakounine connaissait les textes où Marx et Engels s'exprimaient sur la question : « La conquête de l'Algérie est un événement important et de bon augure pour le progrès de la civilisation », écrit en effet Engels en 1848 en réponse à « l'Appel aux Slaves de Bakounine » : « elle a déjà forcé les beys de Tunis et de Tripoli et même l'empereur du Maroc à entrer dans la voie de la civilisation »² :

« (...) est-ce un malheur que la splendide Californie soit arrachée aux Mexicains paresseux qui ne savaient qu'en faire ? Est-ce un malheur que les énergiques Yankees, en exploitant rapidement les mines d'or qu'elle recèle augmentent les moyens monétaires, qu'ils concentrent en peu d'années sur cette rive éloignée de l'Océan Pacifique une population dense et un commerce étendu, qu'ils fondent de grandes villes, qu'ils créent de nouvelles liaisons maritimes, qu'ils établissent une voie ferrée de New York à San Francisco, qu'ils ouvrent vraiment pour la première fois l'Océan Pacifique à la civilisation et que, pour la troisième fois dans l'histoire, ils donnent au commerce mondial une nouvelle direction ?

¹ « Aux compagnons de la fédération des sections internationales du Jura, 1872, *Œuvres*, III, 57.

² Engels, « Le Panslavisme démocratique » in *Les marxistes et la question nationale*, Haupt, Lowy, Claudie Weill, Editions Maspéro.

L'«indépendance» de quelques Californiens et Texans espagnols peut en souffrir, la «justice» et autres principes moraux peuvent être violés ça et là, mais qu'est-ce en regard de faits si importants pour l'histoire du monde¹ ? »

L'annexion par les Etats-Unis de territoires mexicains est approuvée au nom de la civilisation parce que les « énergiques Yankees » développeront mieux la riche Californie que « les paresseux Mexicains » qui « ne savaient pas quoi en faire ». Pour Marx, les Mexicains sont « les derniers des hommes » (1849). On trouve des textes de même veine sur l'Inde, la Chine. Les Monténégrins sont des « voleurs de bétail », dit Marx en 1857 et, en 1862, des « flibustiers ».

Les prises de position de Marx et d'Engels sur les questions de revendications nationales reposent sur des critères parfaitement étrangers au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes – au point qu'on se demande comment le marxisme a pu « accrocher » dans le tiers monde. Bakounine ne connaissait certainement pas le contenu de la lettre que Marx adressa à Lassalle le 2 juin 1860, mais il savait que c'était ce principe-là qu'appliquait Marx : « Il est évident qu'en matière de politique étrangère, les phrases sur la «révolution» ou la «réaction» n'ont aucun sens » – sauf, pourrait-on dire, lorsque les intérêts nationaux de l'Allemagne sont en cause : alors, les qualificatifs de « réactionnaire » ou de « révolutionnaire » s'appliquent à tout ce qui va respectivement à l'encontre ou est en faveur de l'Allemagne.

C'est forts de ce principe que Marx et Engels se sont tenus aux côtés des conservateurs et des tenants de l'impérialisme britannique pour défendre la Turquie féodale contre les prétentions russes sur Constantinople. Précisons que ce n'est pas par sympathie pour la Turquie ni par amour pour l'impérialisme britannique mais, comme le révélera Engels, parce que le contrôle russe des détroits sera à terme une menace pour l'extension des intérêts allemands dans les pays du Danube.

Ni Bakounine, ni Marx-Engels, n'abordent la question des Juifs pendant la révolution de 1848-1849, sans doute parce qu'ils ne constituent pas alors un acteur identifiable dans les événements, mais il n'y a pas lieu de penser que les concepts qu'ils utilisent alors ne leur soient pas applicables.

Bakounine ne distingue d'ailleurs pas les Juifs des Allemands. Lorsque plus tard il citera les statistiques démographiques des différentes régions d'Europe centrale, Allemands et Juifs sont mentionnés ensemble. En

¹ *Ibid.*

Cisleithanie, il y a, dit-il, 20 500 000 habitants dont « 7 200 000 Allemands et Juifs ». Citant des statistiques sur le Grand-Duché de Posen, il compte, « comme de raison, parmi les Allemands tous les Juifs ». Dans le royaume de Hongrie, il y a « 1 800 000 Juifs et Allemands ». En Autriche, il y a « 9 000 000 d'Allemands et de Juifs ». La « sous-catégorie » constituée par les Juifs ne bénéficie même pas d'une quantification particulière : parmi ces 9 millions d'Allemands, on ne saura pas combien il y a de Juifs : pour Bakounine cela ne semble présenter aucun intérêt. Cette indistinction apparaît encore lorsque Bakounine reproche aux *Allemands d'Autriche* de vouloir la suprématie politique dans l'empire, « bien qu'avec les Juifs ils ne forment que le quart de la population ». Les Juifs d'Autriche sont incontestablement des Allemands d'Autriche.

C'est que pour Bakounine, les Juifs ne sont considérés que du point de vue de leur fonction historique. Ils ont été, pense Bakounine, un élément dans le processus de germanisation des régions slaves. Engels ne contredit pas l'approche de Bakounine sur cette question : il écrit à propos de l'Europe centrale que les Juifs, « dans la mesure où ils appartiennent à une nationalité quelconque, sont dans ces pays certainement plutôt allemands que slaves »¹. Le processus de dénationalisation des slaves par les Allemands est décrit de manière étonnamment identique par Bakounine et Engels bien qu'ils ne donnent pas à ce processus la même signification : pour Engels, c'est un fait positif.

Bakounine ne parle jamais de la condition des Juifs dans les pays germaniques, Allemagne ou Autriche. Cette question ne semble pas l'avoir intéressé. Lorsqu'il parle des Juifs en général, auxquels il accorde le statut de « nation » en quelque sorte transnationale, il définit leurs caractéristiques principales comme la conséquence de longs siècles d'oppression.

Dans le schéma bakouninien, chaque peuple, comme chaque individu a le droit d'être lui-même : « En cela réside tout le droit dit national. Mais il ne s'ensuit pas qu'un peuple, un individu, ait le droit ou l'intérêt de faire de sa nationalité, de son individualité, une question de principe et qu'ils doivent « traîner ce boulet toute leur vie ». « Au contraire, moins ils pensent à eux, plus ils s'imprègnent de la *substance commune à l'humanité tout entière*, plus la nationalité de l'un et l'individualité de l'autre prennent de relief et de sens »². » Il n'y a pas lieu de penser que les Juifs soient exclus de ce schéma.

Le schéma appliqué par Marx et Engels aux petites nations situe en toute logique les Juifs dans la catégorie des « déchets de peuples »³. Les Juifs sont

¹ *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, Œuvres choisies I, p. 351.

² *Etatisme et anarchie*, IV, 238.

³ Cf. « La Lutte des Magyars », *Nouvelle Gazette rhénane*, 13 janvier 1849

par conséquent une survivance d'une « nation impitoyablement piétinée par la marche de l'histoire »¹, comme les Bretons, les Gallois et les Basques et par conséquent appelée à disparaître.

Les articles du *Dresdner Zeitung*

Le 30 avril 1849 Bakounine écrit à Karel Sabina et Emmanuel Arnold² une lettre dans laquelle il leur recommande August Röckel, musicien mais aussi rédacteur du *Dresdner Zeitung*, journal qualifié d'« anarchiste », dont Ludwig Wittig était le principal rédacteur. Röckel était aussi l'éditeur du *Volksblätter*, qui avait publié des articles enflammés de Wagner. L'objet de la lettre est d'« harmoniser le mouvement tchèque et le mouvement qui se produit en Allemagne » :

« Il n'y a plus de temps à perdre, il nous reste très peu de temps pour tout préparer. Si le soulèvement tarde à se produire, les Russes arriveront. La réaction en Europe est, en effet, menée selon un plan et c'est la Russie qui soutient toutes les entreprises réactionnaires³. »

Encore une preuve de la concordance de vues entre Bakounine et Marx-Engels sur le rôle réactionnaire de la Russie en 1848 et encore une raison de s'étonner de l'in vraisemblable obstination avec laquelle les rédacteurs du tout récent *Manifeste communiste* accusaient le Russe de panslavisme. Dans cette lettre, Bakounine demande à ses amis de contacter Ludwig Wittig, le principal rédacteur du *Dresdner Zeitung*, s'ils viennent à Dresde. Tout cela évidemment contredit les affirmations du révolutionnaire russe à ses juges selon lesquelles il ne connaissait personne... Une série de sept articles sera publiée dans le journal de Wittig, qui révèlent de manière très claire quelle était la position de Bakounine concernant la menace russe à cette époque, et ne peuvent laisser aucun doute quant à son opposition à l'intervention du tsar dans les affaires de l'Allemagne. Bakounine se fait passer pour un Allemand. Ce n'est pas la première fois qu'il use de ce procédé. En 1842 déjà, il avait signé la *Réaction en Allemagne* d'un nom français. Il s'agissait alors de s'adresser aux Allemands en quête de démocratie à partir des

¹ *Ibid.*

² Karl Sabina, rédacteur des *Noviny slovanské Lipy*, et Emmanuel Arnold, éditeur d'un journal démocrate, *Obcanské Noviny*, sont des démocrates radicaux tchèques que Bakounine rencontra à Prague en juin 1848. Tous deux prennent part à l'insurrection de Prague. Arrêtés en 1849, ils seront libérés en 1857.

³ Bakounine, lettre du 30 avril 1849 écrite de Dresde.

références de la pensée politique française. Sans doute estime-t-il que ce qu'il a maintenant à dire aux Allemands serait mal compris sous la plume d'un Russe et qu'il fera mieux passer ses idées sur le rapprochement des Allemands et des Slaves. Mais il est vrai aussi qu'il dit dans ces articles des choses que le vrai Bakounine ne dirait pas.

Les articles paraissent entre mars et avril 1849. Les thèmes qui y sont développés ne laissent cependant que peu de doute sur leur paternité.

1.

Le premier article est paru le 8 mars 1849. Son titre, « Une Autriche unie et forte est une nécessité pour l'Europe ! », est une citation de Metternich. Cet article très court de quelque 500 mots dit évidemment le contraire : le démembrement de l'Autriche est en effet une des obsessions du révolutionnaire russe¹. Le maintien de l'Allemagne dans un état de désunion est une nécessité pour les dynasties européennes, dit Bakounine. Que se passerait-il si au contraire l'Empire autrichien n'existait plus, cet empire formé depuis six cents ans « par tous ces lambeaux de peuples réunis par le jeu des mariages et des captations, par le brigandage et le vol » ? « Les Polonais vivraient en Galice, les Magyars en Hongrie, les Croates en Croatie, les Slovaques en Slavonie, les Italiens en Lombardie ».

« 1) Une Autriche forte et unie est incompatible avec la démocratie en Allemagne, de sorte que l'une ne peut vivre sans que l'autre périsse.

« 2) Une Autriche forte et unie est le seul obstacle réel à une Allemagne, une Italie, une Pologne fortes et unies.

« 3) En conséquence, l'Autriche est le seul allié naturel de la Russie, que la pénétration barbare dans les bassins du Danube et de la Vistule la favorise nécessairement.

« 4) Incorporer purement et simplement l'Autriche allemande à l'Allemagne, transformer l'état de contrainte et d'oppression où se trouvent les peuples de l'Autriche en un régime naturel de libres relations à l'intérieur, et de soutien de bon voisinage face aux périls extérieurs : voilà ce qui rétablirait l'intégrité des peuples de l'Europe, qui ouvrirait l'Orient à notre commerce et à l'activité de notre industrie, civiliserait les Turcs et garantirait la paix mondiale. Donc :

¹ L'acte d'accusation autrichien de Bakounine ne s'y trompe pas : « L'inculpé Michel Bakounine reconnaît que, indépendamment de ses autres aspirations démagogiques et pour ce qui est de l'empire d'Autriche, la destruction de l'Etat autrichien et l'autonomie des nationalités qui vivent sur son sol entraient dans ses désirs et ses plans... » (*Michel Bakounine et les autres*, 10/18, p. 178.)

« 5) Le démembrement de l'Autriche est une nécessité pour l'Europe »
 « C'est seulement si l'Allemagne est libre que les Slaves pourront accéder à leurs droits, c'est seulement si elle entretient avec les Slaves des liens de bon voisinage en une association fraternelle, que l'Allemagne pourra imposer sa liberté »

Cependant, la première des lettres au *Dresdner Zeitung* avance un point de vue tout à fait inhabituel chez Bakounine : si celui-ci souhaite le démembrement de l'Empire autrichien, l'idée du rattachement à l'Allemagne de l'Autriche réduite à son élément proprement germanique est absolument inhabituelle.

2.

« Lorsqu'en ce mois de mai de l'an dernier qui vit fleurir la liberté universelle des peuples, se réunit le congrès slave de Prague, deux partis se constituèrent chez les Tchèques avec des principes radicalement opposés, un parti démocratique et un parti "d'hommes d'Etat" en coquetterie avec le libéralisme. Ce dernier, qui avait à sa tête les Tchèques Welcker, Basserman et consorts, les Palacky, Strobach, Brauner etc., croyait s'être couvert quoi qu'il arrivât : en effet, son but propre était de fonder un royaume national-tchèque et, seulement dans le cas où ce serait impossible, de gagner la haute main sur les Slaves de l'Etat unitaire autrichien. »

Les adversaires de ces politiciens tchèques – dont Bakounine faisait partie – « voulaient une alliance amicale et fraternelle avec les Allemands, mais ne voulaient pas être plus longtemps les instruments aveugles de l'Etat unitaire austro-allemand. Liberté pour toutes les races, union selon la véritable volonté populaire avec les plus grandes races voisines, allemandes, Magyars, slaves : tel était leur mot d'ordre ; la république fédérative : tel était leur but. »

Le conflit se termina sur les barricades de Prague lors de l'insurrection qui fut noyée dans le sang. Comme dans l'« Appel aux Tchèques », Bakounine appelle les Slaves d'Autriche à s'unir avec les Magyars : il se félicite que « la haine contre les Hongrois s'éteint, depuis qu'on reconnaît que ce peuple est le dernier asile de la liberté universelle des peuples ».

3.

Le troisième article, intitulé « La Patrie est en danger ! », paraît le 25 mars. Le danger en question est double : « une conjuration des princes contre les conquêtes du peuple », et le péril extérieur résultant de « l'opposition de la Russie à l'établissement d'une Allemagne forte ».

A première vue, on a là un thème inhabituel chez Bakounine : l'appel à la guerre contre la Russie : « une guerre populaire contre la Russie apporterait très vite à notre pauvre patrie force, unité et liberté ». Mais l'auteur écarte aussitôt cette éventualité en soulignant que le véritable péril est ailleurs. Il est facile de comprendre pourquoi les armées russes, « telles des nuées de sauterelles », se massent à la frontière et pourquoi aucune armée allemande n'a pris position en face d'elles : elles sont là « en tant qu'alliées des princes ¹, pour combattre la jeune liberté ».

Dans la seconde moitié de cet article pessimiste, Bakounine se livre à de curieuses réflexions. Notre avenir est sombre, dit-il, et « rien ne dit que, dans les circonstances présentes, nous puissions facilement surmonter un bouleversement radical des rapports politiques et sociaux ». La balance penchera-t-elle vers le peuple opprimé ? vers la dictature militaire ? vers « une longue impuissance des peuples de l'Europe centrale ? »

« Mais il n'est malheureusement que trop certain que de la révolution sortira une nouvelle religion, de la patience des Allemands un effroyable fanatisme, et de la colère qui gronde au cœur de ceux qu'on a trompés une folie frénétique dont seuls les Allemands sont capables. Des monceaux de décombres, des cendres et des ruines désolées, du sang et des larmes, la misère et le retour à la sauvagerie : voilà quelles en seront les conséquences fatales. Vous vantez toujours le haut degré de civilisation de l'Europe centrale et vous tenez de telles horreurs pour impossibles à notre époque ; mais par les atrocités que vous avez vues récemment à Posen, en Galicie, en Hongrie et à Vienne, vous avez un léger aperçu de l'avenir, et depuis longtemps, avec un soin criminel, vous avez accumulé à l'intérieur les dangers d'incendie et tout fait pour que le peuple soit inculte, grossier et abreuvé d'outrages. »

Dire que Bakounine avait entrevu le destin de l'Allemagne et prévu les « monceaux de décombres, des cendres et des ruines désolées, du sang et des larmes, la misère et le retour à la sauvagerie » qui allaient marquer le début du XX^e siècle est évidemment absurde. On peut cependant avancer qu'il avait

¹ Il s'agit évidemment des princes allemands.

parfaitement compris que l'échec de la démocratie en Allemagne allait avoir des conséquences terribles ¹.

4.

Le 29 mars un autre article paraît, intitulé « La guerre russo-allemande », dans lequel la menace russe est stigmatisée : « Quant à ceux qui tâtonnent encore, engourdis dans leur loyalisme, leurs yeux ne s'ouvriront que lorsque le knout russe sifflera autour de leurs têtes. »

Les Russes entreront en Allemagne non pas contre les princes mais pour eux, « ayant conclu avec eux une alliance secrète contre les derniers restes de la liberté conquise l'an dernier ». Le tsar est menacé par les révolutions française et allemande, il tremble devant « la croisade des peuples dirigée contre le dernier bastion de la réaction ». Les Russes « se tiennent toujours en armes à la frontière », mais l'assemblée nationale de Francfort n'a toujours pas songé à créer une armée populaire. La réaction gagne partout, mais elle avait compté sans la résistance des Magyars : « Toute la puissance de l'Autriche se brisa contre la résistance de ce peuple chevaleresque et la Camarilla d'Olmütz fut obligée d'appeler les Russes à l'aide. » La résistance des Hongrois a « fait comprendre clairement la nature de cette guerre : la lutte du despotisme contre la liberté du peuple ! »

« Il faut que la guerre contre la Russie, ou, pour mieux traduire ma pensée, la guerre contre l'Empereur de Russie, soit faite comme une guerre révolutionnaire, si nous voulons qu'elle se termine favorablement pour nous, il faut que nos baïonnettes apportent la liberté aux peuples opprimés par le tsar, il faut que nos proclamations appellent le peuple à l'insurrection en Pologne et en Russie, dans les pays baltes, allemands et suédois, si nous voulons la victoire. »

« Encore une fois, Messieurs de la Réaction, appelez les Russes et nous vous répondrons par la révolution allemande, commettez des trahisons et il y aura aussi pour vous des Journées de Septembre : à vous de vous décider ! Nous savons que la guerre est une guerre contre les droits les

¹ Bakounine est rapidement devenu très sceptique sur l'issue de la révolution allemande. Le 8 décembre 1848, il écrit une lettre à Georg Herwegh, dans laquelle il livre sa pensée : la réaction est triomphante, dit-il : « Je me suis rappelé les paroles que tant de fois tu me répétais à Paris, avant la révolution : La première révolution en Allemagne n'aura pour nous rien de réconfortant dans la mesure où elle marquera la victoire de la vilénie bourgeoise. Ce n'est que maintenant que je prends la pleine mesure de la vilénie des philistins allemands. Le bourgeois n'est nulle part un être aimable, mais le bourgeois allemand, lui, est abject avec bonhomie. Même la façon dont ces gens se révoltent et dont ils expriment leur révolte est révoltante. »

plus sacrés du peuple, nous savons où sont nos ennemis, et qu'il ne peut y avoir entre nous aucune réconciliation. Le Despotisme ou la Liberté : voilà le mot d'ordre, réglez-vous là-dessus, vous êtes avertis. »

« Il vaut d'être noté qu'à la question pourquoi ils se tiennent à la frontière, tous donnent une seule et même réponse. Notre empereur est le beau-frère du roi de Prusse. Après la défaite des Français par les Russes pendant la grande guerre, tout le pays jusqu'à Paris appartenait à l'empereur ; il en a transmis la gestion à différents petits "kniaz"¹ allemands et il a fait de son beau-frère le "kniaz" de Prusse, le gouverneur militaire suprême. Or les Français et les Allemands sont entrés en rébellion et alors les "kniaz" allemands et le gouverneur suprême ont appelé l'empereur à l'aide, et voilà pourquoi nous stationnons ici, à la frontière ; si le calme ne revient pas bientôt, alors nous la franchirons et nous rétablirons l'ordre. »

Cette argumentation a évidemment pour objectif d'effrayer les Allemands. Il est possible que les articles du *Dresdner Zeitung* aient eu le même objectif. Bakounine dira plus tard, en 1871 :

« Je ne comprenais pas qu'on pût pousser si loin la malhonnêteté. Maintenant je commence à comprendre. Ce qui a dicté ces articles, ce n'était pas seulement l'insigne mauvaise foi de l'auteur, c'était encore une sorte de naïveté nationale et patriotique, très stupide, mais fort commune en Allemagne. Les Allemands ont tant et si bien rêvé au milieu de leur historique esclavage, qu'ils ont fini par identifier, très naïvement, leur nationalité avec l'humanité, de sorte que, dans leur opinion, détester la domination allemande, mépriser leur civilisation d'esclaves volontaires, signifie être l'ennemi du progrès humain. Panslavistes sont à leurs yeux tous les Slaves qui repoussent avec dégoût et colère cette civilisation qu'ils veulent leur imposer². »

Bakounine touche ici le point central de la notion de progrès historique développée par Marx et Engels. « Je continuerai toujours de prêcher aux Slaves, au nom de l'émancipation universelle des masses populaires, la paix, la fraternité, l'action et l'organisation solidaire avec le prolétariat de l'Allemagne, mais pas autrement que sur les ruines de cette domination et de cette civilisation, et dans aucun autre but que celui de la démolition de tous les Empires, slaves et allemands³. »

¹ Prince, en russe.

² Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*.

³ *Ibid.*

Les trois articles suivants du *Dresdner Zeitung* ne sont consacrés qu'à la situation intérieure de la Russie. Sans doute pour la première fois apparaît l'idée que la Russie est un « colosse aux pieds d'argile »¹, thème que Bakounine développera dans sa période anarchiste. On comprend dès lors qu'il ait voulu se faire passer pour un Allemand, car développer cette thèse sous un nom russe aurait pu faire croire aux lecteurs qu'il tentait de sous-évaluer le danger.

Il souligne le contraste entre l'accumulation de troupes russes à la frontière allemande et l'attitude relativement passive de la Russie face aux événements qui se déroulaient en Europe, alors même que le tsar se sait perdu si la démocratie l'emporte en France et en Allemagne. Il est évident que cette analyse ne concorde pas du tout avec celles de Marx et Engels à la même époque. Alors qu'Engels joue à faire peur en accumulant la description des forces russes amassées aux frontières, Bakounine explique que le calme apparent se trouve « dans l'état de l'armée russe elle-même, « non pas à l'extérieur, dans les armements et les équipements, mais plutôt à l'intérieur, dans l'état d'esprit des hommes de troupe et parmi les officiers. Nous affirmons qu'aucune armée au monde n'est plus facile à démoraliser que l'armée russe ». Il fait une description impressionnante de l'organisation militaire russe, des méthodes de recrutement, de la corruption généralisée qui règne dans l'armée et de la manière dont les soldats sont traités.

Bakounine tient également à rectifier l'image que l'étranger peut avoir du peuple russe, perçu comme une « masse inculte, sans conscience ni volonté ». « Le peuple russe ne s'identifie absolument pas à l'Empereur », dit Bakounine : « Les soulèvements constituent la preuve la plus explicite du bouillonnement social qui a beaucoup plus progressé en Russie que ne le croit l'étranger, qui ne voit que la surface des choses fardée aux couleurs de l'Empereur. » Depuis 1842 les soulèvements sont permanents, « chaque année on en voit éclater une douzaine dans les milieux les plus différents » et ils ont pris une telle ampleur que les rébellions ne se limitent plus à des villages mais gagnent des provinces. « Le caractère social de la révolution russe est ainsi posé », dit Bakounine.

Quant à la noblesse, les mêmes idées reçues circulent sur elle. Elle est servile, dépourvue de conviction. Aucune institution de l'Etat ne peut s'opposer à l'empereur, « source unique de tout pouvoir législatif et exécutif ». Les lecteurs du *Dresdner Zeitung* n'auront pas manqué de se dire que cet Allemand,

¹ La traduction de l'IISG est fautive, car elle parle de « colosse aux pieds d'airain », ce qui est un contre-sens, l'airain, c'est-à-dire le bronze, suggérant au contraire l'idée de force. Bakounine parle bien de « Koloß auf thönernen Füßen ».

qui décrivait avec tant de détails la vie en Russie, devait très bien connaître le pays, bien qu'il en donnât une image qui ne concordait pas avec l'opinion courante.

Bakounine, Heubner, Richard Wagner et un ancien député nommé Sennig décident d'aller à Chemnitz, qui passe pour être un centre révolutionnaire. A Freiberg, Wagner se sépare du groupe. Bakounine, Heubner et deux autres devançant la troupe et cherchent un cantonnement pour organiser la lutte. Le conseil municipal de Chemnitz, dont les membres se déclarent de bons démocrates, les reçoivent et leur demandent de ne pas transformer la ville en champ de bataille. Une négociation s'engage et traîne en longueur. Bakounine qui, comme ses compagnons, n'a pratiquement pas dormi depuis six jours, déclare alors : « Allons nous coucher ! » Au milieu de la nuit du 9 au 10 mai 1849, des miliciens font irruption dans l'hôtel de « l'Ange bleu » où ils sont descendus et les arrêtent. Les prisonniers sont alors livrés aux Prussiens.

Bakounine a trente-cinq ans. Sa tête est mise à prix dix mille roubles par le tsar, mais l'Autriche demande aussi son extradition. Il est ramené à Dresde où tous les édifices qui s'y prêtent sont transformés en prison. Seul de tous les autres prisonniers, il garde ses chaînes jour et nuit. Ses gardiens sont fréquemment changés. Pendant toute son incarcération, il sera constamment surveillé par des gardes en armes. Il semble faire très peur au gouvernement saxon. Dans la nuit du 29 août, il est transféré, avec Heubner et Roeckel, à la forteresse de Königstein, escorté d'un détachement d'infanterie.

Il sera condamné le 14 janvier 1850 à la peine capitale par le tribunal de Saxe pour incitation à la guerre entre la Prusse et la Russie – un paradoxe, puisqu'il s'est férocelement opposé à cette guerre –, peine commuée le 12 juin en détention à perpétuité.

A Königstein, sa situation s'adoucit un peu, il ne porte ses chaînes que pendant la promenade quotidienne, suivi par des gardes armés. Mais il peut lire, écrire et fumer ses éternels cigares. Il est convaincu qu'il sera condamné à mort : « La mort, dit-il, si elle devait venir, n'a rien d'effrayant pour moi. Je la préférerais à un long emprisonnement, c'est-à-dire à un tombeau vivant. » Pour s'occuper, il apprend l'anglais, lit Shakespeare et des ouvrages de mathématiques.

A propos de « Ma défense »

Par l'intermédiaire de son avocat Franz Otto, qui deviendra son ami, Bakounine a des nouvelles de Reichel, le musicien, de Herwegh, de Herzen et de beaucoup d'autres, qui lui envoient des livres et de l'argent. Alors qu'il avait été le champion de la liberté slave, les Polonais refusent de s'occuper de lui. « Mes amis les plus sûrs restent des Allemands », écrit-il à Reichel.

Bakounine se plaint à son avocat (le 12 novembre 1849) que les documents que les autorités l'autorisent à consulter sont partiels et qu'il ne peut pas rédiger sa défense. Il trouve le moyen de plaisanter : « Le grand naturaliste Cuvier se vantait, il est vrai, de pouvoir à partir d'un seul os reconstituer tout le squelette d'un animal. Mais je ne suis pas un Cuvier et il m'est impossible de construire ma défense à partir de trois numéros d'un vieux journal. »

Il entend faire une défense « purement politique » et « exposer sous son vrai éclairage le but de [sa] présence en Allemagne ainsi que la nature de [son] action depuis 1848 » :

« Toute mon activité en Allemagne a eu exclusivement pour objectif d'empêcher une lutte raciale entre les Slaves et l'Allemagne, de briser l'influence exercée par le Gouvernement russe sur les Slaves autrichiens ainsi que turcs et, dans la mesure du possible, d'unir les Slaves, la Pologne en tête avec l'Allemagne, contre la politique russe ¹. »

Cette déclaration concorde avec son projet et n'est pas une interprétation destinée à « endormir » ses juges. Certaines fractions du parti démocratique allemand, parmi lesquels Marx et Engels, *souhaitaient* une guerre entre la Prusse et la Russie, pensant qu'elle soulèverait l'enthousiasme de la population allemande, sur le modèle de la levée en masse dans la France de 1792, et que cette guerre déboucherait sur l'unification politique de l'Allemagne. Bakounine pensait qu'un tel projet était absurde et s'en explique dans sa « Défense ». La Prusse peut lever une armée de 500 000 hommes, mais elle épuiserait ses ressources jusqu'à l'extrême limite ; « l'industrie et l'agriculture seraient, par la levée d'une telle armée, privées de tous leurs bras, et la question est encore surtout de savoir si la Prusse est vraiment en état de soulever ces masses d'hommes par simple voie administrative, sans l'enthousiasme et la sympathie populaires. » Or, pense Bakounine, la Prusse ne bénéficie pas d'un capital de sympathie suffisant en Allemagne pour se permettre de prendre un tel risque. En outre, il pense qu'une guerre avec la

¹ Lettre du 2 novembre 1849.

Russie, qui aboutirait inévitablement à la défaite de la Prusse, conduirait à son dépeçage par la Russie et l'Autriche.

Ce n'est donc pas la moindre des ironies que cet homme qui est absolument opposé à une confrontation désastreuse entre l'Allemagne et la Russie soit condamné pour « incitation à la guerre entre la Prusse et la Russie ».

Bakounine, qui attend son procès et sait qu'il se déroulera à huis clos, prépare sa défense ; il adresse à son avocat un long document intitulé « Ma défense », qu'il définit comme une « confession politique » dans laquelle il affirme vouloir expliquer comment lui, un Russe, en est arrivé à prendre « une part active à l'insurrection de Dresde » – affirmation qui d'ailleurs contredit les termes d'une précédente lettre dans laquelle il déclarait n'y avoir pris aucune part... Cette « confession politique », préfigure un peu la « confession » qu'il écrira au tsar lorsqu'il sera emprisonné dans la forteresse Pierre-et-Paul. Le point commun existant entre les deux documents est l'affirmation qu'il a agi de sa propre initiative. On trouve également dans les deux textes une analyse critique de la situation sociale de la Russie de l'époque.

Comme à son habitude, seule une petite partie du document est consacrée à l'objet annoncé, la plus grande partie est en réalité une analyse de la situation politique de l'Europe centrale au moment de la révolution de 1848-1849, qu'il nomme « la troisième révolution française ou plus exactement la première révolution européenne ». Bakounine mit trois mois pour rédiger ce texte, qui tranche considérablement avec tout ce qu'il a écrit dans le feu de l'action. En effet, jusqu'à présent, ses écrits étaient surtout des textes de circonstance, rédigés manifestement à la hâte, des fins de propagande, et pour inciter les démocrates à l'action. Maintenant, il a le temps. On constate encore une fois que les analyses de Bakounine sont de manière étonnante très proches de celles de Marx et Engels au moins sur un point, mais un point important : le rôle de la Russie dans l'Europe du temps.

Bakounine situe clairement les enjeux de son intervention dans les événements : « la résurrection de l'Allemagne ». Est-ce un simple argument destiné à ses juges ? Certainement pas. Le long document qu'il présente tente de montrer que la constitution d'une Allemagne unie est le seul moyen de contrer le rôle dissolvant de la puissance russe en Europe centrale, mais aussi le seul moyen pour libérer la Russie elle-même du despotisme : « La liberté et la grandeur de l'Allemagne sont une condition nécessaire pour la

liberté de toute l'Europe, un postulat nécessaire pour que la Russie devienne libre. »

L'argument qu'il avance pour son ingérence dans les affaires allemandes est fondé sur l'idée que les Allemands sont désormais insérés dans une histoire européenne et qu'il n'y a plus d'histoire strictement nationale : il y a, dit-il, « une seule grande histoire dans laquelle chaque nation a son rôle à jouer ». Précisément, il va tenter de démontrer l'extraordinaire imbrication des politiques des Etats existants qui jettent les peuples les uns contre les autres, mais aussi la solidarité d'intérêt qui devrait unir ces peuples : « Les temps sont passés, et bien passés, où les peuples avaient des destins séparés ».

C'est donc à une réflexion géopolitique européenne élaborée que nous avons à faire, qui tranche avec le point de vue germano-centré de Marx et Engels. Cette vision est d'autant plus intéressante qu'elle a été rédigée à tête reposée (fait rare chez Bakounine), et pour cause, vu les circonstances – dans sa prison de Königstein. Un autre document sera rédigé peu après, dans des circonstances analogues, c'est-à-dire dans la forteresse Pierre-et-Paul, en Russie, mais l'enjeu sera différent. Dans le premier cas Bakounine attend son procès, sans illusion ; dans le second il sait qu'il n'aura *jamais* de procès.

Le champ de la réflexion de Bakounine dans « Ma défense » se situe sur un même plan que celui de Marx et Engels pendant cette même période, la question de l'unité allemande y jouant une part prépondérante ; mais sa vision est beaucoup plus large. Alors que les premiers – en dehors d'un court égarement humanitaire d'Engels tout au début – ne sont préoccupés *que* de l'unité allemande et ne s'intéressent au sort des autres nations que pour autant qu'il conforte ou contrarie ce projet, Bakounine s'intéresse à la mise en place de rapports politiques européens susceptibles de mettre fin à une situation de conflit permanent. Marx et Engels sont dans une perspective de *Realpolitik* souvent extrêmement cynique où les « déchets de peuples » doivent se soumettre au rouleau compresseur de la germanisation qui apporte la « civilisation » ; Bakounine a une vision authentiquement humaniste. C'est dans ce sens qu'il écrit dans son texte que « les destins de tous les peuples européens sont aujourd'hui enchevêtrés de si étrange manière, qu'aucune puissance humaine ne peut les désunir ».

Cette idée constitue en quelque sorte l'épine dorsale de son texte.

« Il est clair que l'Allemagne ne peut pas rester plus longtemps dans son état actuel », annonce le révolutionnaire russe. C'est son existence même qui

est en jeu, sa survie en tant que nation. Les « anciennes structures » – sans doute pense-t-il à l'héritage du congrès de Vienne – sont « tellement vieilles » que nul ne peut plus songer à elles. La crise à laquelle l'Allemagne se trouve confrontée doit être résolue, et alors elle s'élèvera au rang d'une grande puissance libre ; sinon, elle vivra une lente agonie et « abandonnera ses plus belles provinces, morceau par morceau, à son ennemi de toujours et à ses alliés ». L'ennemi de toujours est désigné : c'est la Russie. Le principal allié de celui-ci est l'Autriche. Autrement dit, l'Allemagne subira le même sort que la Pologne.

Bakounine veut-il créer un choc auprès de ses juges ? Sans doute. Mais dans ce texte de 1850 se trouve l'essentiel des thèmes qu'il développera vingt ans plus tard, lorsqu'il sera totalement libre de ses idées. Il n'y a donc pas lieu de penser qu'il soit mû en 1850 par des considérations d'opportunité.

Ainsi, se trouve présent dans « Ma défense » l'un des thèmes qu'il développera plus tard avec insistance, celui de la dissociation radicale entre l'Etat et le peuple russes : « la nation russe est de plus en plus étrangère à l'Etat impérial, et actuellement n'a autant dire rien de commun avec lui. » Marx et Engels ignoreront cette dissociation pendant longtemps, ne percevant de la Russie que l'activité de l'Etat et ignorant le peuple. Il semble que ce ne soit qu'après la publication par Bakounine d'*Etatisme et anarchie*, un ouvrage traitant essentiellement de géopolitique et que Marx avait annoté, que les deux hommes intègrent dans leur réflexion le paramètre « peuple russe ».

L'idée communément admise en Europe selon laquelle le peuple russe serait fanatiquement attaché à son gouvernement n'est, dit Bakounine, pas fondée. La Russie est dirigée par un Etat qui n'a pas de vie intérieure ; c'est un « Etat-machine », un Etat « organisé en vue de la conquête ». Les barbares ont détruit la civilisation romaine en apportant au monde une nouvelle forme de vie ; les mahométans étaient mus par une « conception religieuse brûlante de ferveur » ; les armées de Napoléon « détruisaient les derniers soutiens de la féodalité, instauraient leur Code civil et avec lui l'égalité des citoyens ». Rien de tout cela avec la Russie, qui n'est pas motivée par une idée et fait des conquêtes « sans plaisir, sans enthousiasme, seulement dans l'intérêt du despotisme ». « La Russie n'est pas une nation joyeuse de conquérir, elle est un Etat avide de conquêtes », étranger à son peuple. Là où l'administration russe s'abat avec ses fonctionnaires corrompus et serviles, elle démoralise les peuples, les divise, les vide de toute énergie et les endort dans l'esclavage.

Aucun des textes de Marx et Engels sur la Russie ne vont aussi loin que les analyses de Bakounine lorsqu'il décrit la déchéance du système politique et social de ce pays et la menace qu'il constitue pour l'Europe :

« Des cimetières silencieux remplis de victimes égorgées ! Le Code civil et criminel russe, les fonctionnaires russes, la pauvreté, l'esclavage, ténèbres et pourriture : voilà les cadeaux dont cet Etat menace les peuples qu'il n'a pas encore conquis ¹. »

Son influence néfaste se fait sentir « jusqu'aux parties les plus reculées du continent européen ». Pourtant, ce gouvernement despotique est impuissant « dès qu'il entreprend d'apporter quelque amélioration à la situation intérieure de l'Empire ». La Russie est un « Etat policier » qui se trouve dans une situation tellement sclérosée que toute tentative de réforme « n'est plus qu'un pas en avant vers la Révolution ». Ce sont des thèmes qui seront largement développés plus tard dans *L'empire knouto-germanique et Etatisme et anarchie*.

Bakounine se trouve en accord total avec les analyses que Marx et Engels ont développées dans la *Nouvelle Gazette rhénane* en 1848-1849 concernant le rôle réactionnaire de la Russie dans l'Europe du temps ; cependant, son argumentation dissocie la société et l'Etat russes, ce que ne font pas Marx et Engels. Vingt ans plus tard Bakounine ne modifiera pas son point de vue mais le modulera ; en effet, en deux décennies les rapports de force auront changé, la situation aura évolué et, contre Marx et Engels, il dira que la Russie est désormais une puissance déclinante, qu'elle n'a plus le rôle moteur dans la politique européenne. L'expansion remarquable de la puissance allemande, en grande partie grâce à Bismarck, aura alors brisé les visées russes en Europe du Nord, et la Russie sera alors cantonnée à mener sa politique d'expansion territoriale aux dépens des populations du Sud-est de sa zone d'influence, en Asie centrale, c'est-à-dire dans des pays dont les forces productives sont encore moins développées. La formidable expansion du capitalisme allemand a mis un coup d'arrêt à l'influence russe sur la Baltique. A terme, la flotte russe deviendra incapable de défendre contre la marine allemande les forteresses maritimes de la Baltique et de résister au feu de Allemands, « habiles à lancer non seulement des obus en fonte, mais aussi en or » ².

Si, en 1850, les armées russes sont encore en situation d'opprimer en Europe des peuples qui « ont atteint un bien plus haut degré de civilisation

¹ « Ma défense », janvier-mars 1850.

² *Etatisme et anarchie*, Champ libre, IV, 277.

que la Russie », vingt ans plus tard elles ne seront plus en mesure d'étendre leurs conquêtes car la montée en puissance de l'Allemagne y aura mis un coup d'arrêt. Or, en 1870, l'un des axes de l'opposition entre Marx et Bakounine s'articulera autour de l'idée que selon le premier, la Russie continue de jouer le même rôle, alors que pour le second l'Allemagne de Bismarck aura pris le relais. On voit donc que dès 1850 les termes du débat sont déjà posés.

Au moment où Bakounine écrit sa « défense », la Russie a sans doute atteint le sommet de son influence et entame son déclin, dont la défaite en Crimée sera l'un des symptômes. Elle s'est lancée dans une fuite en avant qui la met en situation de déséquilibre permanent et, pour sa propre conservation, elle est contrainte d'« étendre aussi loin que possible en Allemagne ses conquêtes et son influence pernicieuse » :

« L'Etat russe en est même arrivé à ce point que sa position d'équilibre, son principal point d'appui se trouvent bien plus en Allemagne, – en Prusse et en Autriche pour plus de précision –, qu'en Russie. Et pour conserver cet appui, il lui faut mettre toute l'Allemagne sinon immédiatement sous sa domination, mais tout au moins sous son influence directe ¹. »

Mais, signe que c'est peut-être le début de la fin, « malgré ses armées, le gouvernement russe ne se sent pas la force, à lui tout seul, d'assassiner la liberté et d'asservir l'Europe ». Le texte de Bakounine définit les deux principaux moteurs de la politique extérieure russe. Le premier est l'asservissement de la Pologne ; le second est le constat que le développement de la démocratie en Europe constitue une menace pour la survie du système politique russe. Le despotisme s'est retranché en Russie « comme dans son dernier bastion » : « de là il se propagera de nouveau, si possible à travers toute l'Europe, plus sinistre et plus redoutable que jamais ». Bakounine pressent-il que cette situation n'est plus tenable pour la Russie ? « Sous la neige qui semble vouer à la mort cet immense empire, gronde un volcan dont l'éruption est seulement empêchée ou plutôt retardée, parce qu'on éloigne de lui les souffles vivifiants venus de l'Europe. » Plus on retarde l'émancipation politique du peuple russe, plus l'explosion sera forte. « Il n'y a plus d'issue pacifique », dit Bakounine. Personne à l'époque ne pouvait imaginer l'éventualité d'une révolution en Russie.

¹ « Ma défense », janvier-mars 1850.

L'oppression du peuple polonais est la condition de l'oppression du peuple russe parce qu'« une révolte de paysans dans le Royaume de Pologne en provoquerait une analogue en Lithuanie et en Russie ». La Pologne « sert de guetteur au peuple russe, elle est un vivant intermédiaire entre l'Europe et lui ». Elle est la « mauvaise conscience de l'Etat russe ». Il y a comme un phénomène de dominos : une Pologne libre est impossible à côté d'une Russie soumise au despotisme. Une Pologne asservie ne peut vivre à côté d'une Allemagne « vraiment libre ». La précision « vraiment libre » est sans doute destinée à souligner (discrètement) que les démocrates allemands de 1848-1849, qui entérinèrent l'occupation de territoires slaves (Bohême-Moravie, Dantzig, Posen), furent en dessous de leur mission historique.

Toute modification en Allemagne a finalement des répercussions en Russie : « Et c'est bien pour cela que la Russie, en tant qu'Etat, est l'ennemi naturel de la puissance allemande, de la liberté et de l'honneur de l'Allemagne et qu'elle ne veut en aucun cas l'unité allemande. »

On se retrouve en plein dans l'argumentaire de Marx et Engels dans la *Nouvelle Gazette rhénane*. Ce que ces derniers ne perçoivent pas, cependant, est que la Russie est prise dans une logique dont elle ne peut se dégager ; elle n'a pas de politique extérieure affirmative d'un principe, c'est la domination pour la domination comme condition de sa survie ; et pour cela, elle est entièrement dépendante de l'Allemagne. « L'avenir immédiat de la Russie dépend entièrement de la tournure que prendront les événements en Allemagne. »

Engagée dans une politique de conquête dont elle ne peut se dégager, incapable de mener cette politique seule et contrainte de trouver des « complices », la Russie met en œuvre une « diplomatie bien connue pour ses artifices particuliers et son esprit de suite ». « Le principal effort ainsi que tout le secret de sa diplomatie consistent à trouver des complices et à entraîner les plus puissants de ses rivaux et de ses adversaires à participer à ses propres brigandages. »

C'est ainsi que la Prusse et l'Autriche se trouvèrent piégées par le partage de la Pologne, elles se trouvèrent captives du « cercle enchanté de la politique russe » destiné à « tenir en échec l'Autriche et la Prusse par le moyen de leurs possessions non allemandes et de leur rivalité réciproque ».

Marx et Engels tentèrent en 1848-1849 de disculper la Prusse en soulignant que celle-ci fut contrainte par la Russie à jouer ce rôle réactionnaire. Dans sa « Défense », Bakounine le laisse entendre également, mais déjà à ce moment-là il souligne un point sur lequel il insistera beaucoup plus vingt ans plus tard : la Prusse fut tout de même une complice consentante. Ainsi déclare-t-il en 1850 :

« ...après tout, les Russes n'ont pas encore eu un Parlement de Francfort pour décréter de son plein gré l'annexion du Grand Duché de Posen en violation des traités et au mépris de la nationalité, et pour saluer avec des transports de joie les victoires de Radetzky sur le peuple lombard luttant pour sa liberté ¹. »

Par ailleurs, les Allemands n'ont jamais manqué, à leur tour, lorsqu'ils dominaient un autre peuple, de se montrer « extrêmement tyranniques dans tous leurs rapports avec les nations étrangères ; en Italie, contre les Polonais, contre les autres Slaves, partout où ils sont venus, ils ont amené avec eux l'esclavage » – ce qu'Engels a reconnu, dans les premiers mois de la révolution, pour ensuite rapidement changer de registre.

Bakounine demande à son interlocuteur de lui pardonner sa franchise sur cette question, mais il souligne que c'est là une situation « née de circonstances historiques ».

Quelles perspectives s'ouvrent à l'Allemagne, que Bakounine décrit comme « un pays magnifique », dont le peuple « béni » est « doué de tout ce qui peut constituer la civilisation, la richesse et le progrès » et qui possède « une culture dont l'universalité et la profondeur ne se retrouvent nulle part ailleurs » ? Un constat : l'Allemagne n'est pas une nation, elle n'est pas une puissance, bien que « ces derniers temps, l'Allemand a beaucoup ruminé sur sa nationalité ». Là encore, surgit le spectre de la Russie : « Aucune fraction particulière de l'Allemagne n'est en effet assez puissante pour résister à la longue à cette pression de l'Empire russe toujours plus menaçante et plus pesante. » L'Allemagne est divisée en « trente morceaux » gouvernés par autant de princes dont les intérêts dynastiques ne coïncident pas avec les intérêts de l'Allemagne : « celle-ci, pour maintenir son existence en face de la pression russe, a besoin d'unité, elle a besoin d'un resserrement *effectif et résolu*. » Seul le peuple allemand, clame Bakounine, peut « créer l'unité organique de l'Allemagne ».

« Il se peut que le temps soit proche où la question allemande devra être réglée – et sera réglée ! – d'une façon ou d'une autre par une violente catastrophe extérieure ou intérieure, peut-être par les deux à la fois ². »

Bien entendu, Bakounine ne pouvait prévoir que cette catastrophe extérieure et intérieure surviendra vingt ans plus tard avec la guerre franco-prussienne qui scellera l'unité allemande.

¹ « Ma défense », janvier-mars 1850.

² « Ma défense », janvier-mars 1850.

Bakounine invite son lecteur à se reporter à un ouvrage « connu, tout au moins du public allemand », la *Pentarchie*, dont le titre complet est *la Pentarchie européenne*, de K.E. von Goldmann, publié en 1839. Cet ouvrage contiendrait d'« intéressants renseignements » sur les intentions de la Russie à l'égard de l'Allemagne. Goldmann y développe l'idée d'un système étatique européen fondé sur les puissances signataires du congrès de Vienne, c'est-à-dire la Prusse, l'Autriche, la Russie et l'Angleterre, auxquelles la France s'est jointe en 1818. A la chute de Napoléon, le prince Metternich, au nom de l'Autriche, avait voulu consolider une Europe réactionnaire et éradiquer toute trace des idées de la Révolution française. Il s'agissait de remettre en selle les institutions de l'Ancien régime et de garantir leur pérennité. Pour beaucoup de réactionnaires allemands des années 1840, effrayés par les mutations subies par une société allemande en train de se moderniser, la Russie était perçue comme le dernier bastion des idées conservatrices et de la religion ¹.

La Russie n'est pas le seul obstacle à l'unité allemande et à la démocratie. Comme la Prusse, l'Autriche s'est fait piéger par l'occupation de la Pologne, qui la lie à la Russie. Si l'Autriche a des raisons qui lui sont propres pour s'opposer à l'unité allemande – que Bakounine ne développe pas dans « Ma défense » mais qu'il exposera plus tard – elle s'y oppose également parce qu'elle est « liée corps et âme à la Russie » : elle est « le principal allié de la Russie contre l'Allemagne ». Rappelons qu'une armée russe de 150 000 hommes est intervenue, à la demande de l'Autriche, pour mater la révolte des hongrois fin août 1849 : maintenant que « le Cabinet de Saint-Petersbourg a pris cette dernière dans les filets de son amitié », cette « amitié » se paiera très cher, avance Bakounine, qui considère que l'Autriche n'est plus une puissance allemande : « c'est un Etat malade qui ne jouit plus de son ancienne liberté de mouvement, car il est blessé au cœur : il a bu le poison irrémédiablement mortel de l'assistance russe. » Elle a « cessé de faire partie de l'Allemagne ».

¹ En 1841, Moses Hess publia, en réponse à la *Pentarchie européenne*, un ouvrage intitulé *la Triarchie européenne*. Il défend l'idée d'une alliance entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne, symbolisant respectivement la politique, l'industrie et la philosophie. Le livre attira sur le communiste Hess l'attention d'industriels libéraux du Rhin qui cherchaient à publier un journal faisant la promotion de réformes libérales en Prusse et en Allemagne. Ce fut la *Rheinische Zeitung* (Gazette rhénane), qui ne dura pas longtemps ; harcelé par les autorités prussiennes, Hess se réfugia à Paris où il fit la connaissance de Marx.

« Qu'on jette seulement un regard sur la carte : sur environ trente-huit millions de sujets que compte la monarchie autrichienne, il y a à peine huit millions d'Allemands, et on voudrait que ces huit millions germanisent les trente autres millions ¹ ! »

Trente millions qui ne sont pas près d'être germanisés, commente Bakounine. On retrouve un écho des reproches faits par Engels dans la *Nouvelle Gazette rhénane* contre l'Autriche qui avait achevé son rôle historique en se montrant incapable de germaniser les slaves.

Dans la même veine que les analystes de la *Nouvelle Gazette rhénane* – il est tout à fait possible que Bakounine ait lu au moins certains des articles de Marx et Engels ; il a en tout cas lu le numéro 36 dans lequel figurent les accusations d'agent russe publiées par Marx – le révolutionnaire russe précise que l'Autriche manque à sa fonction historique sur au moins un autre point : celui de garantir la circulation sur le Danube jusqu'à son embouchure, pour les produits allemands. « L'Autriche devait ouvrir les portes de l'Orient aux intérêts allemands » ; sa « défection » met en danger « le trafic sur le Danube, c'est-à-dire tout le commerce de l'Allemagne du Sud, le commerce avec l'Italie, la mer Adriatique et avec elle la moitié de la flotte allemande, toute une moitié des forces navales allemandes ». Ce constat rejoint totalement celui que fait Engels : dans *le Panславisme démocratique*, il affirme que l'Allemagne ne peut se laisser couper de la mer Adriatique : c'est pour elle une question vitale, « au même titre que, par exemple, la côte de la Baltique de Dantzig à Riga ».

Reste la Prusse, dont la force ne repose pas sur une situation naturelle favorable – son territoire est « trop étiré en longueur et trop réduit en largeur » – qui est isolée, sans alliés, et qui ne dispose comme atout que sa remarquable organisation militaire. Mais la faible population du pays et le peu de sympathie qu'elle suscite auprès des Allemands rendrait cette organisation militaire, si efficace soit-elle, inefficace en cas de conflit avec la Russie. C'est pourquoi, dit Bakounine, pour devenir une « puissance de premier ordre réelle et authentique », « il lui faut absolument s'arrondir, se renforcer ». La question est de savoir si la Prusse est capable de « se mettre résolument à la tête de la nation allemande contre la Russie et l'Autriche ».

Piégée par le partage de la Pologne, qui lui donne une certain « profondeur stratégique », selon un terme moderne, la Prusse est incapable de la moindre initiative en faveur de l'unité allemande, à laquelle la Russie est

¹ « Ma défense », janvier-mars 1850.

opposée. Toute initiative dans cette direction conduirait à une guerre avec la Russie ; dans cette perspective,

... « indépendamment même des difficultés qu'entraîneraient nécessairement pour la Prusse ses possessions polonaises, il lui faudrait, malgré sa Landwehr et son organisation militaire par ailleurs si parfaite, succomber sous les coups répétés des armes russes. Je ne dis certes pas cela par orgueil patriotique, car je ne ressens vraiment pas la moindre sympathie pour les conquêtes de l'Etat russe ; il écraserait la Prusse rien qu'avec le poids de sa masse, elle serait de nouveau forcée, comme en 1813, de faire appel à ses frères allemands, même au peuple allemand, et ce serait la Révolution allemande, que la Prusse redoute par dessus tout. »

En cas de conflit, la Pologne ne resterait pas spectatrice et tenterait une fois de plus de se libérer : une telle guerre se terminerait pour la Prusse « soit par la cession forcée de ses provinces polonaises à la Russie, soit par leur libération dirigée contre la Russie ». La Prusse perdrait sa position dans l'équilibre des forces internes à l'Allemagne et, dit Bakounine, elle serait « incorporée à l'Allemagne » ; la Prusse serait germanisée. C'est pourquoi elle doit éviter toute guerre avec la Russie.

Refusant de se laisser germaniser, la Prusse a-t-elle le pouvoir de « rendre l'Allemagne prussienne » ? Non, pense Bakounine, parce que ce projet-là ne convient pas à la Russie, ni à l'Autriche. « Le fait de se mettre à la tête de l'Allemagne équivaut pour la Prusse à une déclaration directe de guerre à la Russie et à l'Autriche », risque que la Prusse ne peut pas courir, d'autant qu'elle aurait également à affronter l'opposition de tous les princes allemands.

Bakounine semble un peu gêné d'expliquer à son avocat – un Allemand – à quel point les Slaves haïssent les Allemands. Bien entendu, il « réproouve au plus haut point cette antipathie quand elle s'adresse à toute la nation allemande et non point seulement aux Allemands oppresseurs ». Malheureusement, la haine entre Slaves et Allemands a des conséquences tragiques pour la cause commune de l'humanité. Cette haine est un produit de l'histoire créé par une « suite ininterrompue de vexations, d'injustices, d'oppressions et de cruelles souffrances ».

« Je touche ici, cher Monsieur, à un sujet extrêmement délicat et irritant, et je l'aurais volontiers passé sous silence, si sa grande importance politique ne donnait pas à réfléchir¹. »

La haine et le mépris des Allemands imprègnent toutes les nations slaves. C'est un « instinct puissant » qui crée entre eux un « lien indissoluble ». Et c'est précisément sur cette antipathie que se fonde l'ensemble des plans du panslavisme russe. La Russie n'a aucun mal à jouer sur les contradictions nées de l'occupation de terres slaves par les Allemands. Ainsi, lorsque l'Autriche a attisé la haine des paysans de Galicie contre les nobles polonais, en 1846, la Russie se posa comme « protectrice des biens et des droits de cette fraction des propriétaires terriens qui restaient étrangers à la politique, et essaya de se concilier l'égoïsme de la noblesse galicienne ».

Aujourd'hui, les Polonais commencent à se rendre compte qu'il y a une différence de nature entre la domination allemande et la domination russe. Tous les efforts de russifier la Pologne ont échoué. Bakounine va même jusqu'à dire que les Russes installés en Pologne finissent insensiblement par se poloniser.

« La germanisation est beaucoup plus à redouter, car les moyens dont elle se sert sont non seulement les mesures gouvernementales, mais aussi l'action puissante d'une culture fortement accusée sous toutes ses faces et, par dessus tout, cette application au travail infatigable et dévorante, qui caractérise l'industrie allemande. »

Ainsi, le grand-duché de Posen, une province qui n'est pas coupée de l'Europe, où les propriétaires terriens, la classe cultivée jouissent des agréments d'un « pays européen civilisé », est précisément la région où la haine des Allemands est la plus forte. En 1848, la « brutalité inouïe » de la population allemande et le décret d'annexion du parlement de Francfort n'ont pas contribué à diminuer le ressentiment de la population polonaise, toutes couches sociales confondues. Bakounine affirme s'être querellé avec des Polonais de Posen et de Galicie qui souhaitaient en appeler à l'aide russe contre les Allemands.

« L'Allemand est absolument étranger au Polonais, sa nature même lui est antipathique ; toutes ses manières, son mode de vie, ses habitudes, sa patience inépuisable ainsi que sa satisfaction, son esprit cosmopolite

¹ Rappelons cependant qu'Engels avait écrit dans « Le Panslavisme démocratique » que « ... la haine des Russes était et est encore pour les Allemands, la première passion révolutionnaire... »

orienté seulement vers le gagne-pain, d'autre part aussi son ardeur au travail immense et dévorante qui, avec l'appui des gouvernements allemands, s'implante de plus en plus en Pologne : tout, même ses vertus, paraît au Polonais ridicule ou hostile. »

En plusieurs occasions Bakounine fait allusion au caractère industriel des Allemands, à leur ardeur au travail : il est évident que l'occupation russe ne devait pas modifier les structures sociales traditionnelles de la Pologne, notamment dans l'agriculture. Là où les Allemands sont implantés, au contraire, apparaissent de profondes modifications dans l'infrastructure économique, dans les relations sociales, bouleversant les habitudes, créant des situations irréversibles, provoquant des changements en profondeur. Cela doit également induire chez les populations germanophones des comportements perçus comme insupportables aux slaves des régions occupées, provoquant l'« antipathie à l'égard de tout ce qui est allemand ». C'est, dit Bakounine, « sur cette antipathie des Slaves à l'égard des Allemands que repose l'ensemble des plans du panslavisme russe ».

Pendant, il faut distinguer l'attitude des Polonais de celle des autres Slaves. Les premiers semblent conscients de la fonction géostratégique qu'occupe leur pays, situé entre Allemagne et Russie. Les Allemands, fait dire Bakounine aux Polonais, « seront bien forcés, bon gré mal gré, de nous rendre libres pour nous opposer, tel un rempart vivant, à l'hégémonie de la Russie : leur propre sécurité leur imposera notre libération. » Bakounine a-t-il lu l'article de la *Nouvelle Gazette rhénane* dans lequel les Polonais sont présentés comme un « rempart de vingt millions de héros » contre la Russie¹ ? Au moment de la parution de l'article, il participait au congrès slave de Prague ; il est possible qu'il l'ait lu. Cette conscience de leur rôle potentiel a pu donner l'espoir aux Polonais que l'Allemagne favoriserait l'indépendance de leur pays : « Le nombre des gens en Allemagne qui peuvent concevoir une Allemagne sans la Pologne, qui considèrent même la libération de la Pologne comme la condition indispensable à la liberté de l'Allemagne et qui sympathisent avec la Pologne, ce nombre est très grand », dit Bakounine².

La question est totalement différente pour la Bohême et la Moravie. Très peu d'Allemands sont favorables à leur indépendance, car « on a trop pris l'habitude de considérer ces Slaves comme des ressortissants allemands, et à cela vient encore s'ajouter la théorie de l'arrondissement du territoire : “la

¹ *Nouvelle Gazette rhénane*, Engels, « La Pologne, la Russie, l'Europe », 9 juin 1848.

² « Ma défense », janvier-mars 1850.

Bohême, dit-on, s'enfoncé absolument comme un coin dans le cœur de l'Allemagne" »¹ – lire : un coin slave. C'est une allusion évidente au « Panslavisme démocratique », l'article qu'Engels publia le 14 février 1849 dans la *Nouvelle Gazette rhénane* en réponse à son « Appel aux Slaves » de Bakounine. En février 1849, Bakounine est à Leipzig, puis à Dresde à la fin du mois.

Engels tient des propos surprenants dans cet article, qui le qualifie encore une fois comme le « gaffeur » du couple Marx-Engels, celui qui dit tout haut ce qu'il vaudrait mieux garder pour soi :

« Un État moravo-bohémien indépendant enfoncé comme un coin entre la Silésie et l'Autriche, l'Autriche et la Styrie coupées par la "république des Slaves du Sud", de leur débouché naturel l'Adriatique et la Méditerranée, l'Est de l'Allemagne déchiqueté comme un pain rongé par des rats ! Et tout cela en remerciement de la peine prise par les Allemands pour civiliser les Tchèques et les Slovènes à la tête dure, et pour introduire chez eux le commerce, l'industrie, une exploitation agricole rentable et la culture² ! »

Engels est-il en train de délirer ? Est-il en train de renier les principes énoncés dans le *Manifeste communiste*, qui vient d'être publié ? Pas du tout. Le *Manifeste* est en réalité une glorification du développement des forces productives qui aplanit tous les particularismes nationaux. Dans la mesure où le développement des forces productives est le critère définissant le « progrès » en histoire, l'Allemagne est le seul pays d'Europe centrale qui puisse prétendre à cette distinction. Il est certain que ce genre de propos, ajoutés à la caution donnée par la revue dont Marx était le rédacteur en chef, n'a pas dû contribuer au rapprochement des démocrates slaves et de leurs homologues allemands... Les propos d'Engels sont d'ailleurs parfaitement cohérents avec ceux de H. von Gagern, le démocratique président du Parlement de Francfort, qui déclara en 1848 : « L'Allemagne a reçu la mission de civiliser l'Orient, et les peuples du Danube qui n'ont pas encore atteint la conscience d'eux-mêmes, doivent être nos satellites dans cette marche continuelle vers le monde oriental. » Propos d'une arrogance surprenante, tenus à la tribune d'un parlement qui ne fut pas capable de réaliser l'unité nationale de son propre pays³.

¹ *Ibid.*

² Engels, « Le Panslavisme démocratique ».

³ *Revue des Deux Mondes*, 1849, tome 3, p. 376. Pour rappel, la Confédération germanique, c'est-à-dire l'Allemagne du Nord hors Empire autrichien, était constituée de trente-neuf États souverains.

Aux Allemands qui s'accrochent à ce « coin slave » enfoncé dans l'Allemagne, Bakounine lance un avertissement : « le danger deviendra beaucoup plus inquiétant, si ce coin se transforme en un coin russe », autrement dit si les Slaves de Bohême et de Moravie choisissaient de se mettre sous la protection russe. On comprend dès lors la terreur de Marx et Engels devant le panslavisme. Ce qui est totalement incompréhensible, c'est leur attitude haineuse envers Bakounine, leurs tentatives de le décrédibiliser par des calomnies odieuses, alors même qu'il aurait été *leur meilleur allié* contre la politique de l'Etat russe. Il fallait une bonne dose d'imbécillité politique pour en arriver là.

Les positions exposées par Marx et Engels dans la *Nouvelle Gazette rhénane* en 1848 et 1849 sont sans doute représentatives de ce que la démocratie bourgeoise de l'époque pouvait produire de plus avancé : ça ne dépassait pas la reconnaissance d'une Pologne libre dont les territoires de Posen et Dantzig resteraient allemands ; et le maintien de la Bohême-Moravie (c'est-à-dire la Tchéquie et la Slovaquie) dans la sphère allemande.

Les Polonais finirent par comprendre que jamais l'Allemagne ne serait à l'initiative de leur indépendance. C'est pourquoi Bakounine peut affirmer que s'ils avaient à choisir entre devenir allemands, jouir d'institutions démocratiques allemandes mais renoncer à tout particularisme polonais ; ou bien « tomber sous le joug pesant de la Russie », ils choisiraient la Russie. Car l'Etat russe est une « mécanique fabriquée de toutes pièces qui, en raison de sa tension constamment et nécessairement croissante, éclatera forcément tôt ou tard » ; le Polonais conserve donc l'espoir de devenir un jour libre. En somme, l'occupation russe est celle d'une puissance militaire socialement et culturellement inférieure qui ne transforme pas en profondeur la société polonaise et qui ne parviendra jamais à russifier la Pologne. En revanche, la germanisation introduit des modifications dans l'infrastructure économique et sociale qui modifie de manière irréversible les régions où elles sont mises en œuvre. Aux antagonismes nationaux qui opposent Allemands et Slaves s'ajoutent également des antagonismes de classe entre bourgeoisie et aristocratie foncière. Bakounine le sent bien dans son texte ; c'est pourquoi il déclare à son interlocuteur qu'il se trouve des Polonais « que leur naissance, leur richesse, toute leur culture et toutes leurs habitudes appelaient à être des ultra-conservateurs parmi les conservateurs, qui certainement se seraient montrés sous ce jour s'ils étaient nés dans un autre pays ou dans une Pologne indépendante, et qui maintenant font preuve du plus grand libéralisme et se déclarent même en faveur des idées démocratiques ». Ces hommes-là sont prêts à « sacrifier pour sa résurrection leurs privilèges personnels et même leurs préjugés ». Sur ce dernier point, Bakounine s'avance peut-être un peu.

Il reste que l'image que Bakounine donne des Polonais dans ce texte sonne un peu faux lorsqu'on songe à d'autres écrits où il se plaint de leur absence de perspective globale, de leurs querelles et de leur acharnement à réclamer une indépendance qui leur restituerait les territoires non polonais qu'ils occupaient avant le partage de leur pays : «...ils me paraissaient bornés, mesquins, exclusifs, ne voyant rien d'autre au monde que la Pologne, incapables de comprendre les changements survenus en Pologne même depuis l'assujettissement complet de ce pays », écrit-il dans sa « Confession » un an plus tard. Certes, ce document a été écrit dans des circonstances particulières, mais il n'y a pas lieu de croire que le révolutionnaire russe dise autre chose que ce qu'il pense.

Bien entendu, à son avocat, en 1850, il n'éprouve pas le besoin de s'attarder sur ces questions. Rappelons que Bakounine développe dans ce texte, au bénéfice de son avocat, les arguments expliquant son activité pendant la période qui a précédé son arrestation. Ses analyses le conduisent à affirmer la nécessité pour la Prusse et l'Autriche de prendre l'initiative de l'indépendance des territoires polonais qu'ils occupent parce que cela déclenchera un mouvement général qui conduira à la libération de la partie occupée par la Russie.

« Si les Polonais d'Autriche et de Prusse ne se libèrent pas bientôt des prétentions allemandes, si, devenus libres, ils ne font pas face à la Russie pour restaurer la Pologne dans son intégralité, alors ils tomberont rapidement sous la domination russe et deviendront, aux mains de la Russie, des armes très dangereuses dirigées contre l'Allemagne. Que gagnera l'Allemagne à cela ? Je laisse aux Allemands le soin d'y réfléchir. »

Le reste des peuples slaves sont eux aussi une menace potentielle s'ils ne parviennent pas à leur indépendance, car ils risquent de tomber sous influence russe : « Ou ils deviennent indépendants et libres, ou ils deviennent russes. » Devenus libres, réconciliés avec l'Allemagne, « ils combattront le despotisme russe ». Dans le cas contraire, ils deviendront « les plus implacables ennemis de l'Allemagne ».

Bakounine se propose alors de développer cette question mais, comme cela arrive souvent chez lui, le manuscrit s'arrête là et n'a pas de suite. « Ma défense » présente cependant des similarités avec un texte qu'il rédigea de sa prison russe, la fameuse « Confession » au tsar, en ce sens que s'il ne dit pas toute la vérité ou tout ce qu'il pense, ce qu'il dit correspond réellement à sa pensée. Le tsar attendait de Bakounine qu'il dénonce ses complices. Or, faisant semblant de jouer le jeu, Bakounine déclare d'emblée qu'on ne peut confesser que ces propres fautes, pas celles des autres : il ne donne aucun

nom, ce qui fait dire au tsar que cette confession n'avait aucune valeur. Alors, des péchés, il en confesse. Le mot revient 27 fois dans le texte. Il raconte tout, ses intentions, ses projets. Quand il cite un nom, c'est pour dire qu'il est aux Etats-Unis, c'est-à-dire hors de portée de l'empereur. Mais il va plus loin encore :

« Sire, je ne tâcherai point d'excuser mes crimes impardonnables, ni de Vous parler d'un tardif remords ; le repentir dans ma situation est aussi vain que celui du pécheur après sa mort, j'exposerai uniquement les faits. »

En d'autres termes, en affirmant que le repentir est inutile et qu'il se limite à exposer les faits, il reconnaît tout simplement qu'il ne regrette rien de ce qu'il a fait. Sachant qu'il va être jugé par des juges allemands, Bakounine oriente un peu son argumentaire, sans pour autant dissimuler le fond de sa pensée : il insiste sur la question de l'unité allemande plutôt que sur celle de la démocratie.

On ne peut écarter qu'il y ait une part d'opportunisme dans le discours de Bakounine – ce qui serait somme toute normal vu les circonstances – opportunisme qui apparaît dans l'analyse du discours et la récurrence (ou l'absence de récurrence) de certains mots. Libre, Bakounine s'est moins battu pour l'*unité allemande* que pour la *démocratie en Allemagne*, même si on peut considérer que les deux concepts sont liés. Or le substantif « démocratie » apparaît une fois appliqué à l'Allemagne, mais trois fois appliqué à la Pologne, de même que l'adjectif « démocratique ». Le mot « unité » en revanche apparaît quatorze fois appliqué à l'Allemagne mais une seule fois à la Pologne. Bakounine n'oublie donc pas qu'il s'adresse à des juges *allemands*.

On trouve dans « Ma défense » l'essentiel des thèmes qu'il abordera vingt ans plus tard dans sa période anarchiste, dans *L'empire knouto-germanique* et dans *Etatisme et anarchie* ; mais le texte est aussi la synthèse des positions de Bakounine dans la période allant de la fin de 1848 au début de 1849 : il s'y trouve de nombreuses analogies avec un texte écrit à cette période, avant son arrestation, « La situation en Russie ».

Il y a cependant un grand absent : Bismarck¹. Ce n'est qu'à partir de 1864 que le metteur en scène de l'unité allemande apparaîtra dans les écrits

¹ Le nom de Bismarck (qu'il écrit aussi Bismark) apparaît pour la première fois, mais incidemment, dans une lettre qu'il écrivit à Franz Otto le 2 mars 1850 ; il ne s'agit cependant pas du chancelier allemand mais de Friedrich Wilhelm von Bismarck, né en 1783 et auteur d'études sur les guerres napoléoniennes.

de Bakounine, mais seulement après 1869 qu'il deviendra à ses yeux le grand leader de la réaction européenne et son ennemi intime.

Sauvé par l'Amour

A partir de son incarcération dans les geôles du tsar, il ne sera plus question de l'Allemagne, de la question germano-slave ni de réflexions relatives à la politique européenne. Il est vrai que le contexte s'y prêtait peu. Le 11 mars 1854 Bakounine est transféré à la forteresse de Schlüsselbourg, à l'est de Saint-Petersbourg, car la guerre de Crimée a éclaté et on craint des troubles. La santé du révolutionnaire est mauvaise. Sa mère tente à plusieurs reprises de faire alléger sa peine mais le nouveau tsar Alexandre II lui répond que jamais il ne sera libéré.

A la suite d'une lettre qu'il écrit au tsar, dans laquelle il invoque sa mauvaise santé, sa peine est commuée en relégation en Sibérie.

Cette lettre est construite sur le même modèle que la « Confession » qu'il écrit au père du nouveau tsar : formules consacrées d'humilité et de gratitude. Allusion à cette « Confession », Bakounine rappelle qu'il avait « exécuté sans nulle fourberie la volonté du défunt souverain que m'avait transmise le comte Orlov, me priant de me confesser à lui, comme un fils spirituel se confesse à un père spirituel, et quoique ma confession écrite, autant que je m'en souviens, dans l'ivresse d'un passé récent n'eût pu, eu égard à son esprit, mériter l'approbation du souverain, je n'eus jamais, jamais de motif de me repentir de sa sincérité, mais au contraire ». Sachant que le défunt tsar avait considéré cette « Confession » comme nulle et non advenue, affirmer par conséquent qu'il ne se « repent » pas de la sincérité qu'il y avait mise signifie que pour lui la situation n'a pas changé. Dans sa lettre à Alexandre II, Bakounine réitère d'ailleurs qu'il entend continuer de faire preuve d'une « franchise totale ». Bien entendu, il ne peut pas ne pas reconnaître ses « crimes » et, affirme-t-il, « si je pouvais recommencer de nouveau ma vie, je la conduirais autrement » ; mais la formulation est plutôt ambiguë : elle peut tout aussi bien vouloir dire : je referais la même chose mais je serais plus prudent.

Confiné à Irkoutsk, au cœur de la Sibérie et loin de toute frontière, Bakounine cherche un moyen de s'évader. Un marchand lui confie une mission d'exploration commerciale à l'embouchure du fleuve Amour. Le gouverneur Korsakov hésita à lui accorder l'autorisation, mais l'ancien révolutionnaire montre tous les signes d'un homme qui s'est assagi. N'est-il pas l'ami de Mouraviev ? Ne s'est-il pas créé une situation à Irkoutsk ? Et surtout, jeune marié, abandonnerait-il sa femme en Sibérie ? Korsakov accorde son autorisation. Son périple le mène jusqu'au port de Nikolaïevsk.

Il embarque sur un bateau russe qui doit le débarquer au sud de la Sibérie. La surveillance dont il est l'objet se relâche : son gardien, tombé amoureux d'une fille de Nikolaïevsk, fête ses fiançailles... Bakounine saute sur un bateau américain qui le débarque le 14 août 1861 dans le port japonais de Hakodate.

De San Francisco, il écrit à son ami Karl Vogt : « C'est l'*Amour* qui m'a sauvé ! »

Arrivé à Londres, il écrira à Tourgueniev ¹ le 31 décembre 1861 : « J'ai cessé d'être un révolutionnaire abstrait et je suis devenu cent fois plus russe que je l'étais jadis, et quoique je n'aie pas cessé de sympathiser ardemment avec les victoires de la liberté dans le monde entier, j'ai compris que le Russe doit de préférence agir en Russie et sur la Russie et si vous le voulez, dans un sens plus large, exclusivement sur le monde slave. »

On sent bien que l'histoire n'est pas terminée...

Conclusion

Marx et Bakounine interviennent dans le mouvement révolutionnaire de 1848, mais de manière fort différente. Dès le début de la révolution, Bakounine, qui est à Bruxelles, se rend à pied à Paris et, selon Caussidière, y fait merveille. Il se rend ensuite en Allemagne. Il participe à l'insurrection de Prague, puis à celle de Dresde. Après quoi, il est arrêté, condamné à mort par les gouvernements saxon et autrichien, puis livré à la Russie. Il ne retournera à la vie politique qu'en 1861, après son évasion de Sibérie.

Le mode d'intervention de Marx est différent. Dès le début d'une révolution il dissout la Ligue des communistes, le premier parti communiste de l'histoire, et s'évertue à convaincre la bourgeoisie allemande de réaliser *sa* révolution, la révolution démocratique qui instaurerait les conditions de l'accession ultérieure de la classe ouvrière au pouvoir grâce à l'action parlementaire. Cette révolution démocratique était une étape nécessaire ; en tant que communistes, Marx et Engels pouvaient espérer en accélérer le processus, mais il fallait pour cela mettre en sommeil les revendications du prolétariat. Tant que la bourgeoisie n'avait pas réalisé ses objectifs, la classe ouvrière devait soutenir les revendications démocratiques.

Marx et Engels appliquaient littéralement les positions qu'ils avaient développées dans le *Manifeste communiste*. Pour soutenir leur politique,

¹ Il ne s'agit pas d'Ivan, le romancier, mais de Nicolas Tourgueniev, historien et économiste russe (1789-1871).

Marx avait pris la direction de la *Nouvelle Gazette rhénane*, un journal de la bourgeoisie libérale.

Bakounine avait une autre optique. En Allemagne même il fallait soutenir la classe ouvrière naissante sur ses propres objectifs ; dans les pays slaves dominés par les Allemands – c'est-à-dire par la Prusse et l'Autriche – il fallait soutenir la revendication des slaves à l'indépendance nationale. Bakounine estimait que les démocrates allemands devaient soutenir cette position, car ainsi ils s'alliaient les masses slaves contre les monarchies allemandes qui voulaient un retour à l'ancien état de choses. Pour Bakounine, l'Alliance des démocrates allemands revendiquant la démocratie et des slaves d'Europe centrale revendiquant l'indépendance aurait été invincible.

Les démocrates allemands, dans le Parlement de Francfort, et Marx-Engels eux-mêmes dans la *Nouvelle Gazette rhénane*, voyaient les choses autrement : il n'était pas question d'envisager l'indépendance des slaves, car leur germanisation était considérée comme un fait hautement progressif¹. L'Allemagne démocratique ne voulait pas se dessaisir des territoires slaves que l'Allemagne monarchique et despotique avait jusque-là occupés.

Les accusations de panslavisme portées par Marx et Engels contre Bakounine se sont montrées extrêmement efficaces puisque, plus de cent ans après, des auteurs parfaitement respectables les reprendront sans aucun examen critique. C'est particulièrement le cas de Maximilien Rubel qui, de toute évidence, ne connaît Bakounine que par ce qu'en dit Marx :

« Marx n'a cessé de s'élever contre le messianisme anti-occidental, voire slavophile, de certains intellectuels russes, et en particulier contre les conceptions de l'anarchiste Bakounine, adversaire acharné des méthodes de lutte que Marx s'efforçait de faire triompher dans le mouvement ouvrier avec le concours de l'Association internationale des travailleurs²... »

Adversaire de Marx au sein de la Première internationale, Bakounine l'était certes, mais aux accusations de panslavisme portées contre lui, il répondait : « Pour les peuples russes et non russes, emprisonnés aujourd'hui dans l'empire de toutes les Russies, il n'est pas d'ennemi plus dangereux, plus mortel que cet empire lui-même³. » On ne peut pas être plus clair.

¹ On se rappelle que Marx et Engels avaient reconnu, un court moment au début de la révolution, le rôle oppressif de la politique allemande à l'égard des Slaves. Cependant, ce moment d'égarement sera vite surmonté.

² Maximilien Rubel, *Marx critique du marxisme*, Payot, p. 157.

³ *Etatisme et anarchie*, IV, 13. Cet ouvrage est, avec *l'Empire knouto-germanique*, le seul livre de Bakounine qui fut publié. *Etatisme et anarchie* présente cette

Vingt ans plus tard, Bakounine s'interrogera sur les raisons qui ont provoqué les accusations de panslavisme portées contre lui. L'« Appel aux Slaves » est accusé par Marx et son entourage d'être un texte panslaviste alors que, dit-il, c'est « une brochure dans laquelle je me suis efforcé de prouver aux Slaves que loin de devoir attendre leur émancipation de l'appui de l'Empire de toutes les Russies, ils ne pouvaient l'espérer que de sa complète destruction » :

« Il est vrai que dans cette même brochure, j'ai osé dire aussi que la destruction de l'Empire d'Autriche et de la monarchie prussienne était aussi nécessaire au triomphe de la démocratie, que celle de l'Empire du Tzar, et voilà ce que les Allemands, même les démocrates socialistes de l'Allemagne, n'ont jamais pu me pardonner. (...)

« J'ai ajouté encore dans cette même brochure : “Méfiez-vous des passions nationales qu'on cherche à ranimer dans vos cœurs. Au nom de cette monarchie autrichienne qui n'a jamais fait autre chose qu'opprimer toutes les nations assujetties à son joug, on vous parle maintenant de vos droits nationaux. Dans quel but ? Dans celui d'écraser la liberté des peuples, en allumant une guerre fratricide entre eux. On veut rompre la solidarité révolutionnaire qui doit les unir, qui constitue leur force, la condition même de leur émancipation simultanée, en les soulevant les uns contre les autres au nom d'un patriotisme étroit. Donnez donc la main aux démocrates, aux socialistes révolutionnaires de l'Allemagne, de la Hongrie, de l'Italie, de la France ; ne hâissez que vos éternels oppresseurs, les classes privilégiées de toutes les nations ; mais unissez vous de cœur et d'action à leurs victimes, les peuples”.

particularité qu'il fut écrit en russe, alors que le révolutionnaire écrivait surtout en français. L'ironie de l'histoire est qu'il fut acheminé en Russie grâce à des contrebandiers juifs...

Paru peu avant la mort de Bakounine, ce livre est une sorte de synthèse de sa pensée géostratégique. Il contient de larges développements sur la situation sociale de la Russie, la condition du peuple russe, sur la dissolution interne du pays ainsi que sur les perspectives d'évolution du mouvement révolutionnaire. Marx avait lu le livre, et les notes et commentaires qu'il a écrits en marge du texte de Bakounine constituent les seuls – et à vrai dire très superficiels – éléments de réfutation théorique des idées de l'anarchiste. Mais on constate, à partir de cette date, une nette modification d'optique chez Marx et Engels sur la Russie, qui introduisent dès lors le *peuple russe* dans leurs analyses. Les textes où Engels s'intéresse à la situation sociale de la Russie sont postérieurs à la publication du livre de Bakounine : « Les problèmes sociaux de la Russie » (1875) ; « Les éléments d'un 1789 russe » (1877) ; « La situation en Russie » (1878), etc.

« Tels étaient l'esprit et le contenu de cette brochure, dans laquelle ces messieurs sont allés chercher des preuves de mon Panslavisme ¹. »

La question est de savoir si Marx et Engels étaient de bonne foi. L'« Appel aux Slaves » de Bakounine ne laisse aucun doute sur l'opposition de Bakounine à l'hégémonie russe en Europe. Le révolutionnaire russe a certes écrit d'autres textes à la même époque, notamment dans le *Dresdner Zeitung*, mais ils n'étaient pas signés.

Les divergences entre Bakounine et Marx ne se situent pas tant dans les analyses qu'au niveau des conséquences politiques qu'ils en tirent. En 1848, Bakounine ne nie absolument pas que la Russie joue un rôle réactionnaire dans la politique européenne. La vraie question n'est pas là ; elle est de savoir pourquoi les auteurs du *Manifeste* se sont obstinés à considérer Bakounine comme un partisan du panslavisme, alors qu'ils avaient tous les éléments nécessaires pour voir qu'il ne l'était pas.

On peut formuler une hypothèse. Bakounine pouvait être attaqué si on accréditait l'idée qu'il était un panslave ; il ne pouvait pas l'être s'il était un partisan de la libération nationale des Slaves, parce qu'aucun argument acceptable ne pouvait être opposé à cette revendication. Panslave, c'est-à-dire partisan de la soumission des nations slaves à la politique du grand frère russe, Bakounine pouvait être présenté comme un adversaire. Partisan de l'émancipation des Slaves d'Europe centrale alliés aux démocrates allemands, il devenait dangereux parce qu'une telle politique conduisait à l'amputation de territoires stratégiques, comme la Bohême et contrecarrait le projet d'unification d'une Grande Allemagne.

* * * * *

¹ *L'Empire knouto-germanique*, suite, « Dieu et l'Etat », 1.

DOCUMENTS ¹

Mars 1848. – Lettre à *La Réforme*

La Réforme, 13 Mars 1848, Paris

La révolution qui s'est faite en France a changé radicalement la face de toutes les questions. Sans exagération aucune, on peut dire aujourd'hui que le monde ancien est mort ; ce qu'il en reste ne tardera pas à disparaître. Nous sommes à la naissance d'un monde nouveau. Le mouvement révolutionnaire parti de ce foyer toujours vivifiant et ardent qu'on appelle la France, se répand partout, ne se donnant même pas la peine de renverser, mais chassant devant lui, sans efforts, presque sans bruit, tous ces fantômes d'oppression, d'iniquité et de mensonge que des siècles avaient accumulés en Europe.

Cet événement est si grand, il a tellement pris tout le monde à l'improviste, que l'on ne sait pas encore ce que l'on doit penser, vouloir, espérer... et que personne n'est capable de mesurer la profondeur de cette nouvelle révolution qui nous apparaît, dès les premiers jours, plus radicale dans ses conséquences, plus gigantesque dans ses proportions que toutes celles qui l'ont précédée.

Une chose est bien claire pourtant : les hommes pratiques de l'ancien régime sont devenus aujourd'hui des utopistes, et l'utopie d'hier est désormais la seule chose possible, raisonnable, praticable. Cette utopie, c'est la démocratie pure, absolue pour la France comme pour toute l'Europe ; c'est la vérité, la justice, la liberté, la vie pour tous, pour les individus comme pour les nations ; c'est le droit de tous défendu par la voix libre et le bras armé de chacun.

Il ne faut pas s'y tromper, cette révolution démocratique au milieu de laquelle nous vivons depuis quelques jours, est loin d'être terminée ; elle ne fait que commencer. Elle est calme, parce qu'elle se sent forte, parce que personne n'ose la combattre à ciel ouvert ; et qu'on n'espère pas au dehors que sa force d'expansion puisse s'arrêter aux frontières de la France ! Il faudrait être insensé pour le croire. La France ne vit et ne travaille jamais pour elle seule. Quand elle dort ou qu'elle se laisse détourner de sa voie naturelle, un malaise profond s'empare de tous les pays ; quand elle brûle et s'agite, l'incendie est partout. Il ne dépend de la volonté d'aucun homme, quelque haut placé qu'il soit dans l'amour et la confiance de ses concitoyens, de faire que la tempête qui a éclaté à Paris n'agite pas profondément, révolutionnairement, jusqu'au fond même de leurs entrailles, toutes les sociétés de l'Europe.

¹ Les documents présentés peuvent être consultés sur le CD Rom publié par l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, P.O. Box 2169, 1000 CD Amsterdam.

Il faudrait ne pas comprendre la France, et surtout la France de la Révolution, pour s'imaginer qu'elle puisse rester jamais indifférente au spectacle des luttes entre les peuples et les gouvernements. L'une des causes principales de sa dernière tempête était, sans aucun doute, le rôle infâme que Louis-Philippe a fait jouer à la grande nation dans les affaires de l'Europe. Elle a été indignée de se voir non seulement devancée par l'Italie et la Suisse, mais opposée comme un obstacle, comme une barrière à leur affranchissement. « Aujourd'hui la France est libre : les Polonais, les Italiens, les Suisses, les Belges, les Allemands le seront bientôt ! » Tel fut le premier cri qui retentit à Valenciennes lorsque la République y fut proclamée. Ce cri est celui de toute la France.

Comment arrêter la propagande révolutionnaire d'une nation qui, dans le premier élan de sa joie, ne songe pas à elle-même, mais seulement au bonheur et à la liberté des autres pays ! La politique de la non-intervention absolue, politique bâtarde, hypocrite, issue d'un système hypocrite et bâtard, ne sera jamais celle de la République française. Si elle garde une attitude tranquille vis-à-vis des trois puissances du nord, ce n'est ni par indifférence pour la liberté des peuples, ni par déférence pour ces établissements monarchiques dont elle sera jusqu'au bout l'ennemie irréconciliable. C'est uniquement par respect pour l'indépendance des peuples eux-mêmes qu'elle désire voir se délivrer par leurs propres efforts, sans son intervention matérielle, afin qu'on ne puisse le soupçonner de vouloir agrandir son territoire par la conquête. La Démocratie exclut la conquête ; mais la victoire du principe révolutionnaire en Europe est pour la France une question de vie ou de mort, – et d'une manière ou d'une autre, nous verrons sous peu la face de l'Europe changer complètement.

Sous peu, en moins d'une année peut-être, nous verrons le monstrueux Empire autrichien crouler, les Italiens délivrés proclamer la république italienne ; les Allemands réunis en une seule grande nation proclamer la république allemande, et les républicains polonais émigrés depuis dix-sept ans retourner dans leurs foyers.

Le mouvement révolutionnaire ne s'arrêtera que lorsque l'Europe, l'Europe toute entière, *sans en excepter même la Russie*, sera devenue une république démocratique-confédérée.

C'est impossible ! dira-t-on. Mais qu'on y prenne garde ! ce mot n'est pas d'aujourd'hui, il est d'hier. Il n'y a d'impossible aujourd'hui que la royauté, l'aristocratie, que l'inégalité, que l'esclavage.

La révolution périra si la royauté ne disparaît complètement de la surface de l'Europe.

Ainsi chute de la monarchie et du privilège dans l'Europe entière, ou bien défaite nouvelle de la Révolution, défaite plus terrible que toutes les horreurs de la réaction ! Napoléon l'a dit : « Dans cinquante ans, l'Europe sera républicaine ou cosaque. »

Le moment est grave, pour les individus comme pour les nations. Chacun a un devoir immense à remplir.

Je suis Russe, et mes pensées se reportent naturellement sur la Russie. C'est de là qu'on attend les premières foudres de la réaction. Elles partiront,

mais pour se retourner contre celui même qui les aura lancées. Personne peut-être, après le gouvernement autrichien, n'est autant menacé par la Révolution française que l'empereur Nicolas. Cette Révolution, qui doit sauver tous les peuples, sauvera aussi la Russie, j'en suis convaincu.

Dans une seconde lettre, si vous voulez bien me permettre, citoyen rédacteur, j'exposerai les raisons qui me donnent cette assurance. En attendant, je vous salue en m'écriant avec vous :

Vive la France !

Vive la République !

Vive la Démocratie !

Michel Bakounine
émigré russe

* * * * *

Juin 1848. – Principes fondamentaux de la nouvelle politique slave

Prague, juin 1848

Après avoir traversé des siècles d'esclavage, de luttes pénibles et de souffrances, les Slaves se réunissent aujourd'hui pour la première fois dans un congrès général, et se donnent la main pour une alliance fraternelle, déclarent solennellement devant Dieu comme devant les nations que les principes suivants feront désormais la base de leur nouvelle existence politique ¹.

1. Arrivés les derniers dans la marche de la civilisation européenne, éprouvés et formés par de longs malheurs, ils se sentent appelés à réaliser ce que les autres peuples de l'Europe ont préparé par leur développement ultérieur et ce qui est regardé aujourd'hui comme le but final de l'humanité, c'est-à-dire : la grandeur, la liberté et le bonheur de tous fondés sur une solidarité sainte et fraternelle des individus comme des nations.

¹ Ce texte a été écrit en français. Nous avons respecté les tournures de phrases de Bakounine lorsque le sens restait compréhensible. Nous nous sommes limités à corriger les fautes d'orthographe.

Ce texte ne présente pas grand intérêt quant à son contenu. Nous avons cependant tenu à l'inclure dans les documents annexes parce que la sentimentalité qui s'en dégage explique sans doute l'énervement d'Engels devant la manière dont Bakounine s'exprimait à l'époque. Le ton de ses proclamations et appels contraste cependant avec celui des articles qu'il envoie à la presse démocratique de l'époque, dans lesquels il analyse les événements.

2. Ils ont été trop longtemps eux-mêmes les victimes de l'oppression étrangère, ils ont trop bien vu les conséquences fâcheuses : la démoralisation et la désorganisation qui résultent de l'oppression non seulement pour l'opprimé, mais encore et surtout pour celui qui opprime, ils ont trop profondément abhorré le joug étranger pour vouloir jamais imposer le leur à une race étrangère. Le respect et l'amour de la liberté des autres est à leurs yeux la première condition de leur propre liberté.

3. Ils ont été trop longtemps victimes du mensonge et de la violence pour vouloir puiser autre part de leur nouvelle existence et leur force que dans la vérité sainte et pure, dans la liberté pure, dans la justice pure sans aucune restriction, comme sans arrière-pensée et par la-même ils excluent à tout jamais de leur politique, tant extérieure qu'intérieure, la diplomatie et la conquête tout ce qui aurait pour but de fonder artificiellement ou mécaniquement une puissance centrale quelconque au détriment de la liberté des individus ou des nations. La nouvelle politique de la race Slave ne sera donc pas une politique d'Etats, mais une politique de nations, une politique de peuples libres et indépendants.

4. Ils fonderont leur nouvelle puissance sur l'alliance individuelle et fraternelle de tous les peuples qui composent la race Slave et ils ne chercheront point d'autre centralisation que celle de la fédération Slave tout entière. Tous leurs malheurs sont provenus de leur désunion. Ensemble ils auraient été invincibles, mais ils étaient dispersés, désunis jusqu'à oublier les liens sacrés de race et du sang qui devaient les unir irrévocablement dans une commune destinée ; d'autres se sont laissés entraîner dans une guerre fratricide ; d'autres enfin s'oublièrent jusqu'au point de servir d'instrument à une race étrangère et à une politique anti-slave pour opprimer leurs frères. Et Dieu pour les en punir les laissa tomber l'un après l'autre sous le joug des Allemands. Sans en excepter même ceux qui ont conservé l'apparence d'une existence nationale et indépendante, car ceux-là sont devenus le fléau de leurs frères, les exécuteurs à la fois malheureux et criminels d'une pensée allemande.

Mais le temps des épreuves est fini, l'heure de la délivrance a sonné pour les Slaves. Arrivés à Prague des points les plus opposés ils se sont rencontrés, reconnus et sentis comme frères, ils ne se sont pas seulement sentis par leurs cœurs, ils se sont compris par leurs langages¹, qui ne sont que les idiomes, des modifications de cette langue belle et sonore, qui se parle depuis les bords de l'Adriatique et de la mer noire jusqu'aux confins de la mer blanche et de la Sibérie. Ils se sont trouvés unis par leurs intérêts communs, mais encore plus unis par le sentiment de la grande destinée que

¹ Ce que dit Bakounine est faux. Les langues slaves avaient beaucoup divergé au cours de l'histoire. Les premiers auteurs qui tentèrent un renouveau des langues slaves écrivaient d'abord en allemand. De nombreux Allemands intéressés par la question jouèrent d'ailleurs un rôle déterminant. Les membres du congrès slave de 1848 communiquaient... en allemand. Le texte original est écrit en français.

l'avenir leur prépare ; ils se sont inclinés devant Dieu en le remerciant d'avoir mis fin à leurs dures épreuves, de leur avoir conservé dans toute sa pureté ce sentiment fraternel, ils se sont mutuellement pardonnés le passé et ne voyant plus devant eux que le présent et l'avenir, ils ont prêté serment de ne plus séparer leurs destinées.

Bases de l'alliance slave

1. L'indépendance de tous les peuples composant la race slave est reconnue.

2. Mais tous ces peuples sont solidaires l'un de l'autre. Cette solidarité doit être si intime que le bonheur ou le malheur de l'un soit le bonheur ou le malheur de l'autre et qu'aucun ne puisse se sentir et se croire libre quand les autres ne le sont pas et vice versa ; l'oppression de l'un est l'oppression des autres.

3. La fédération universelle des tous les peuples slaves est l'expression et la réalisation de cette solidarité Elle représente la Slavie entière et porte le nom du concile slave.

4. Le concile slave est placé au-dessus des tous les peuples slaves comme autorité et comme tribunal suprême ; tous doivent également s'incliner devant ses jugements et exécuter ses ordres.

5. Toute tentative de la part d'un peuple slave, ayant pour but de former au sein de la fédération générale une fédération particulière ; – ou bien de soumettre un autre peuple slave soit par la diplomatie soit par la violence, dans le but de former un Etat central puissant, capable de contrebalancer ou même de limiter la puissance de la fédération générale ; – toute tendance de former une hégémonie quelconque soit au profit d'un peuple ou bien des quelques peuples réunis et au détriment des autres, est déclarée comme un crime et comme une trahison envers toute la Slavie. – Les peuples slaves, qui veulent faire partie de la fédération doivent entièrement résigner leur puissance et la concentrer entre les mains du concile et ne chercher désormais leur grandeur particulière que dans le développement de leur bonheur, de leur liberté et de cette sainte fraternité, qui doit être la base vivifiante et religieuse de la nouvelle existence.

6. Le concile seul a le droit de déclarer la guerre aux puissances étrangères. Aucun peuple ne peut l'entreprendre sans l'assentiment de tous, car d'après cette même loi de solidarité tous doivent prendre part à la guerre de chacun et aucun ne peut abandonner son frère dans le moment du danger.

7. La guerre intestine entre les peuples slaves est proscrite à jamais comme un crime, comme le plus odieux fratricide. – [S'il survient des¹] disputes entre deux peuples slaves, elles doivent être portées devant le concile dont le jugement et la décision doivent être exécutés comme sacrés.

8. Mais des trois derniers points il suit nécessairement que quand un peuple slave est attaqué à l'improviste, soit par un peuple étranger soit par

¹ Le texte de l'IISG dit : « Si soit de ».

un peuple rebelle slave, avant que le concile ait eu le temps de prendre une décision ou des mesures quelconques, tous les peuples voisins doivent voler à son secours. Est donc déclaré traître à la patrie tout peuple slave qui porte les armes contre un autre, tout peuple slave qui, en cas d'attaque, ne vole pas au secours de son voisin attaqué. Défendre son frère est le premier des devoirs.

9. Aucun peuple slave ne peut contracter d'alliance avec les peuples étrangers ; ce droit est uniquement réservé au concile ; aucun ne peut mettre à la disposition d'un peuple ou d'une politique étrangère des troupes slaves.

Constitution intérieure des peuples slaves

Les peuples slaves étant indépendants, chacun peut se donner librement des constitutions adaptées à ses mœurs, à ses intérêts, à sa position, sans que le concile ait le droit de s'en mêler. Mais il y a des principes inhérents à la nature slave qui doivent faire par conséquent la base fondamentale de la nouvelle existence des peuples slaves alliés et sans l'observation religieuse desquels aucun ne peut entrer dans la fédération universelle.

1. Les principes sont : l'égalité des tous, la liberté de tous et l'amour fraternel. Sous le ciel libre de la Slavie point d'esclaves (ni de droit ni de fait). La sujétion sous quelque forme qu'elle se présente est proscrite à jamais ; tous les slaves sont également libres, également frères. Point d'autres inégalités que celle que la nature a créées. Point de castes. Là où il existe encore une aristocratie, une noblesse privilégiée, elle doit si elle veut être slave, chercher désormais son honneur et son privilège dans la richesse de son amour et dans la grandeur de son sacrifice ; sœur aînée de son peuple par les sciences et les arts, elle doit se fondre et se perdre entièrement dans les masses populaires pour y puiser une vie nouvelle et pour l'initier à son tour dans la civilisation accumulée par les siècles.

2. Sur le terrain immense et béni qu'occupe la race slave il y a de la place pour tout le monde et chacun doit avoir la part dans la propriété nationale et dans le bien-être de tous.

3. Tout individu appartenant à un peuple slave a par là-même le droit de citoyen chez tous les autres peuples de la même race et doit être regardé et traité par tous comme un frère ; la même solidarité, qui unit tous les peuples slaves, doit aussi exister entre tous les individus slaves.

4. Le concile a le droit et le devoir de veiller à ce que ces trois points fussent religieusement observés et largement appliqués dans les institutions intérieures de tous les peuples, qui font partie de la confédération universelle. Il a le droit et le devoir d'intervenir lorsqu'ils sont violés par une institution ou une mesure quelconque et tout Slave a le droit d'appeler au concile contre les injustices de son gouvernement particulier.

9 juillet 1848. – Lettre à *Die Allgemeine Oder-Zeitung*, Breslau, Pologne

Allgemeine Oder-Zeitung, 12 juillet 1848, Breslau

Monsieur le rédacteur !

J'ai appris que depuis quelque temps déjà, on répand sur mon compte et sur le but de mon séjour à Breslau des bruits calomnieux. Il m'a été pénible de voir mes intentions méconnues de la sorte ; cependant, j'ai cru devoir garder le silence, d'abord, parce que je considérais indigne de moi répondre à des insinuations vagues, anonymes, craignant la lumière du jour ; ensuite, parce qu'il est dans les nécessités de ma situation et dans l'intérêt de la cause que je représente d'attirer le moins possible, en ce moment, l'attention publique sur moi ; enfin et ceci est la raison principale, parce que je suis convaincu que, à l'heure actuelle, on doit prouver sa conviction beaucoup plus par des paroles¹, chacun devant avoir bientôt l'occasion de montrer réellement au service de qui il est et quel est l'esprit qui l'anime.

Aujourd'hui, cependant, je suis obligé de rompre le silence. Une accusation publique, formelle, lancée contre moi dans la *Neue Rheinische Zeitung* exige de ma part une réponse également formelle. Je me la dois à moi-même et à mes amis allemands, et j'espère, monsieur le rédacteur, que vous ouvrirez les colonnes de votre journal à un étranger qui n'a d'autre arme à sa disposition que la publicité de la presse. J'ai à lutter contre un ennemi puissant, irréconciliable qui, depuis que je l'ai attaqué publiquement dans un discours prononcé à Paris, me poursuit systématiquement et infatigablement, et qui réussit même à employer et exploiter, pour arriver à ses fins, mes alliés naturels, la démocratie et ses organes. Il me représente, auprès des gouvernements, comme un démagogue capable de tous les crimes, et cherche, en même temps à me discréditer dans l'opinion publique, en répandant l'accusation que je suis son agent. Il espère par là sans doute me lasser² ou me perdre, – mais il en sera pour sa peine.

J'ai cru devoir, tout d'abord, au sujet de l'accusation portée contre moi dans la *Rheinische Zeitung*, m'adresser à Madame George Sand et je vous prie de reproduire dans votre journal cette lettre avec ma déclaration. Je me réserve de vous communiquer la suite de cette affaire en temps utile.

¹ Le texte original est en allemand. La traduction est fautive. Il faut lire : « ...à l'heure actuelle, on doit prouver sa conviction beaucoup plus par les actes que par les paroles... » (...man in jetziger Zeit seine Gesinnung viel mehr durch Thaten als durch Worte beweisen müsse...)

² La traduction de l'IISG dit : « me laisser ».

M. Bakounin
Breslau, le 9 juillet 1848

* * * * *

26 juillet 1848. – Lettre à *Die Allgemeine Oder-Zeitung*, Berlin

Allgemeine Oder-Zeitung, 30 juillet 1848, Breslau

Monsieur le rédacteur !

Vous avez eu la bonté de publier dans votre journal la lettre que, par suite des rumeurs calomnieuses me concernant et imprimées dans la *Neue Rheinische Zeitung*, j'ai adressée à Madame George Sand, qui était nommée comme en étant à l'origine. (v. N^o 159 p. 3) Je vous prie maintenant de publier aussi sa réponse que j'ai reçue hier (voir ci-dessous). Madame Sand a adressé une lettre à la rédaction du *Rheinische Zeitung* dont elle m'a envoyé une copie et qui devrait très prochainement paraître dans ce journal. Je suis décidé à poursuivre l'instigateur de cette calomnie et n'aurai de cesse tant que je n'aurai pas obtenu complète réparation.

Croyez à mes respectueuses salutations.

Le 16 juillet
M. Bakounin.

* * * * *

9 juillet 1848. – Lettre à George Sand

Breslau, pays: Pologne

Madame,

On se sert de votre nom pour accréditer contre moi des bruits infâmes. Voici ce que je viens de lire aujourd'hui dans le 36^è numéro de la *Nouvelle Gazette Rhénane* rédigée à Cologne par le D^r Marx.

« Paris 3 juillet. On nous a assuré hier que Madame George Sand tient entre ses mains des papiers fort compromettants pour M^r Bakounine, émigré russe, chassé de Paris. Il en résulterait qu'il est, ni plus ni moins qu'un

instrument de la politique russe, un agent nouvellement gagné par le Tzar, et qu'il faut lui attribuer en très grande partie les dernières arrestations de plusieurs patriotes polonais. Madame Sand a communiqué ces papiers à quelques amis et c'est ainsi que nous en avons eu connaissance... »

Madame, je n'ai pas besoin de vous expliquer la gravité d'une telle accusation. De deux choses l'une : ou le correspondant de la *Nouvelle Gazette Rhénane* en a menti, ou bien son récit est fondé.

Dans le premier cas, Madame, je vous supplie de lui donner un démenti formel, public par quelques mots adressés au rédacteur de ce journal. Je vous en prie au nom de l'intérêt, de la sympathie bienveillante que vous m'avez toujours témoignée, et j'espère que vous trouverez ma demande légitime. Songez donc qu'il s'agit de mon honneur indignement attaqué en votre nom et qu'un pareil bruit répandu, dans un moment où j'ai le plus besoin de confiance, pourrait avoir, dans la position difficile où je me trouve placé maintenant, pour moi et pour la cause que je sers, les conséquences les plus fâcheuses et les plus déplorables.

Mais si, contrairement à mon attente, vous avez été réellement l'auteur de ces bruits, alors ce n'est plus à votre sympathie, c'est à votre justice, à votre loyauté que je m'adresse.

Je vous respecte trop Madame, je vous connais trop sérieuse et trop noble, pour croire que vous ayez pu prononcer légèrement et sans en être tout à fait convaincue vous-même une accusation si terrible. Il faut donc que vous ayez non des preuves, car il ne peut y en avoir pour une chose qui n'est pas, mais des semblants de preuves si puissants qu'ils ont pu vous induire en erreur... et j'exige de vous une publication immédiate de tous ces papiers afin que je puisse y répondre, les réduire à leur juste valeur et découvrir le véritable auteur de ces infâmes calomnies.

J'ai le droit de l'exiger, car en m'accusant vous avez contracté envers moi et envers le public un devoir sacré : celui de fournir les preuves à l'appui de votre accusation.

Ai-je besoin de vous dire Madame, que j'attends votre réponse avec la plus vive impatience.

Agréez l'assurance de ma profonde considération.
 Michel Bakounine.

Breslau, le 9 Juillet. – 1848
 Herrn Kaufmann Stahlschmidt
 Bahnhof strasse N^o 5.

* * * * *

10 décembre 1848. – Lettre à George Sand

Cöthen. Le 10 Décembre. 1848.

Madame,

Je suis bien coupable de ne Vous avoir pas exprimé plus tôt ma vive reconnaissance pour la bonne lettre que Vous m'avez écrite au mois de juillet. Je ne pourrais Vous expliquer autrement mon silence que par l'état de démoralisation et d'apathie où m'avaient jeté alors la tournure pitoyable des affaires en Europe, ainsi que les infâmes calomnies qu'on avait répandues contre moi et contre lesquelles je n'étais pas encore suffisamment aguerri. Quand une pareille disposition s'empare de moi, je deviens incapable d'écrire deux mots de suite. C'est une faiblesse, Madame, mais j'aime plutôt vous l'avouer que de Vous laisser croire un instant de plus que je suis un ingrat et que je n'ai pas senti, profondément senti tout ce qu'il y a eu de noble, de sympathique et de généreux dans Votre lettre. Ce qui me désolait alors, c'était de voir que tout pouvait être encore sauvé et qu'on ne faisait rien, absolument rien, pour empêcher le triomphe de la réaction.

Dans leur stupide aveuglement, les démocrates Allemands ne se doutaient même presque pas du danger ; quand on les en avertissait, ils répondaient par des rires, et tandis que la réaction, avançant toujours d'un pas sûr et sans bruit, gagnait chaque jour du terrain, la démocratie bavardait, raisonnait, s'égoillait dans les clubs et n'organisait rien. – Aujourd'hui la contre-révolution vient de remporter une victoire décisive en Allemagne, et de nouveau, je suis plein de courage et de foi, car j'aime les positions nettement dessinées. Je suis plein de courage et de foi parce que je sais, je sens, je vois que ce n'est pas la révolution qui est vaincue, mais seulement la stupidité et l'inexpérience de ceux qui s'étaient imaginés pouvoir la conduire et la diriger. Ce triomphe momentané de la réaction est une bonne leçon pour nous tous, c'est un progrès de la révolution elle-même. – Les démocrates allemands, les corrigibles naturellement, sont déjà devenus plus sérieux, les violences du parti vainqueur font une propagande bien puissante que toutes les déclamations des clubs, les rêves couleur de rose se sont évanouis pour toujours, la question est bien posée maintenant, plus de milieu, plus d'incertitude, plus de sentimentalité, guerre à mort et destruction sans pitié...

Nos adversaires nous en ont donné eux-mêmes l'exemple. Jusqu'à présent, il faut bien le dire, nos adversaires ont beaucoup plus fait les affaires de la révolution en Allemagne que le parti démocratique ; mais ce qui est plus vrai encore, c'est que la révolution se fait toute seule presque sans l'intervention des hommes. C'est elle qui fait que les sottises les plus sottes des démocrates ainsi que les combinaisons les plus habiles des réactionnaires tournent à son profit. La révolution est dans l'air, elle est dans les choses, mais les hommes hésitent encore de se donner à elle corps et âme. C'est là ce qui fait la misère et en même temps la grandeur de notre époque. – Jamais l'histoire ne posa de

question plus immense que celle que nous avons à résoudre : émancipation complète, réelle, tant à l'intérieur, comme à l'extérieur, de tous les individus comme de toutes les nations ; élévation de tous les individus au rang d'homme non seulement de droit mais de fait, et sans excepter un seul, sans en excepter les plus infirmes, les plus pauvres d'esprit et de corps ; réalisation enfin de la liberté la plus absolue, la plus entière pour tous ; non de cette liberté de Jean-Jacques Rousseau qui trouve sa limite et sa négation dans la liberté d'autrui et qui a pour conséquence nécessaire un contrat, – mais de celle qui trouve au contraire sa sanction dans la liberté d'un autre, et qui fait que l'esclavage d'un seul homme est l'esclavage de tous.

Le monde nouveau est l'antipode du monde qui existe ; il ne l'est pas seulement en politique, il l'est socialement et religieusement à la fois ; la politique a toujours été la conséquence nécessaire de l'idée religieuse et sociale. – La révolution doit donc commencer par détruire ; – la révolution n'est pas seulement nécessaire pour changer les idées et quelques institutions. Elle a encore une autre mission à remplir ; elle doit pour ainsi dire nous renouveler physiologiquement et psychologiquement ; elle doit verser du sang jeune, du sang chaud dans nos veines, elle doit nous secouer, nous dégourdir, nous donner un peu de courage, – car les hommes sont singulièrement petits et misérables aujourd'hui. On ne croit plus aux grandes choses, aux grands dévouements, aux grands changements, aux grandes entreprises, aux miracles de l'histoire en un mot que dans le passé ou dans l'avenir, on n'a pas la force d'y croire dans le présent. C'est un signe qu'on se méprise soi-même, et si l'on se méprise c'est que l'on est méprisable, et puisque l'on est méprisable il faut se renouveler, et notre misère est si grande que pour nous renouveler il faut un grand, un terrible bouleversement.

Un orage seul pourra changer et purifier cette atmosphère pesante qui nous étouffe et qui nous empêche de voir, de comprendre, de vivre et d'agir. Voilà ce que notre révolution veut faire et voilà ce que les hommes ne veulent pas, voilà ce qu'ils craignent de comprendre.

Madame, quand on pense à ce qui aurait pu être fait au printemps ; quand on a vu de près combien la bourgeoisie et les intrigants en France, combien les royautés en Europe étaient abattues, on ne peut s'empêcher de maudire les hypocrites phraseurs, les belles âmes vaniteuses, les raisonneurs pacifiques tels que M^r de Lamartine et d'autres qui ont trompé le peuple, trahi et paralysé la révolution partout ; chacune de leurs phrases philanthropiques contre des fleuves de sang. M^r de Lamartine, c'est le pillage de Naples, c'est l'esclavage de la Lombardie, c'est le massacre du Grand-duché de Posen, c'est le bombardement de Krakovie, c'est le triomphe de la bourgeoisie sur le peuple de Paris, c'est le triomphe de la contre-révolution en Allemagne. Au printemps, 20 000 Français auraient pu sauver toute l'Allemagne ; ils n'auraient pas eu même besoin pour cela de passer le Rhin ; un seul mot énergique contre l'intervention des troupes prussiennes et bavaoises dans le grand-duché de Bade aurait suffi. Car ceux qui Vous disent que le peuple allemand ne voulait pas d'intervention française et qu'il s'y serait opposé, mentent effrontément. – J'ai été préci-

sément à cette époque à Francfort, et je puis Vous assurer, Madame, qu'alors comme aujourd'hui la plus grande sympathie pour la France régnait en Allemagne et que tous les efforts de la réaction pour réveiller les vieilles haines, les vieilles déférences, la vieille gallophobie furent perdus. – Aujourd'hui Vous pourriez entendre partout en Allemagne ces paroles : « Nous voudrions que les Russes viennent car alors les Français viendront aussi. »

C'est un sentiment général ici que pour que la révolution marche, il faut une guerre générale, et tout le monde sent que ce ne sera pas une guerre d'armée à armée, mais une guerre populaire. Quant aux Polonais, quant aux grands Duchés de Posen, la trahison de M^f de Lamartine est manifeste. – Il les déteste, il a toujours écrit contre eux, il est un partisan et un admirateur de Nicolas. – Au mois de mars, il envoya toute l'émigration polonaise en Allemagne, en l'assurant que d'après les nouvelles officielles qu'il venait de recevoir, il pouvait leur promettre qu'on leur ouvrirait à deux battants les portes du grand-duché de Posen et de la Galicie. Les Polonais le crurent sur parole, et ils ne s'en repentirent que trop tôt.

Madame, les malheurs de l'émigration polonaise Vous sont connus, mais ils ne sont rien en comparaison de ce qu'ils ont eu à souffrir en Allemagne ; on les a traqués comme les bêtes fauves, on les a chassés, que dis-je, on ne les a pas seulement laissés entrer dans les provinces polonaises, et on les a relogués (*sic*)¹ entre l'Elbe et l'Oder sous les conditions les plus tyranniques et les plus odieuses. – Je ne suis pas sentimental, Madame, mais je Vous assure que souvent j'ai eu les larmes aux yeux en voyant ces vieux Polonais maltraités d'une manière si infâme, en les voyant tristes, mais résignés et toujours dévoués à leur Pologne. Et tandis qu'on les traitait de la sorte, M^f de Lamartine, envoyait à Berlin, comme ambassadeur, pour arranger la question polonaise, qui croyez-Vous ? M^f de Circourt, son ami, le mari d'une dame de Sⁱ Petersbourg, une âme damnée de Nicolas, dont les salons à Paris étaient toujours pleins d'aides de camp et de grands seigneurs de Sⁱ Petersbourg, et qui dès son arrivée en Prusse se mit en rapport avec M^f de Meyendorf, ambassadeur russe, et ne fit plus un seul pas sans le consulter. – Et la première chose qu'il fit, lui envoyé en Prusse pour intervenir en faveur de la Pologne, ce fut de déclarer publiquement que la France voulait s'allier à l'Allemagne à tout prix ; il n'y aurait rien à redire s'il avait entendu par là le peuple allemand, car dans l'intérêt même du peuple allemand la délivrance de la Pologne est une nécessité ; mais pour lui, comme pour M^f de Lamartine, toute l'Allemagne se résume dans les princes allemands, et l'intérêt de ceux-ci est diamétralement opposé aux intérêts polonais et absolument identique avec ceux de l'Empereur Nicolas. Cela est facile à démontrer : depuis 1815, la Russie exerça une influence fatale sur l'Allemagne, c'est elle qui y pratique le despotisme ; le gouvernement russe

¹ Lorsqu'il écrit en français, Bakounine fait souvent preuve d'une réelle inventivité dans le vocabulaire qu'il emploie. Reloqué pourrait venir du latin *locus*, lieu. Sans doute faut-il entendre que les Polonais ont été « installés » voire « internés » entre l'Elbe et l'Oder.

savait bien ce qu'il faisait, il n'ignorait pas qu'une révolution en Allemagne devrait avoir pour conséquence nécessaire une révolution en Pologne et par suite une révolution en Russie.

Ce fut dans le grand-duché de Posen que devait se décider la question révolutionnaire de toute l'Europe. Si le soulèvement réussissait, l'influence Russe était brisée pour toujours, la Pologne délivrée, nous aurions aujourd'hui une guerre révolutionnaire dans l'intérêt même de la Russie, un soulèvement formidable des paysans russes et nous aurions planté à Moscou le drapeau de la révolution. – Le gouvernement russe, la camarilla de Potsdam et M^r de Circourt en ont décidé autrement. – Ils ont tué, ils ont trahi la révolution au Nord de l'Europe, mais la révolution est immortelle. Vous le savez, Madame, elle reviendra avec le printemps. – M^r de Circourt prit fait et cause pour toutes les mesures du Gouvernement de Prusse ; il sauva l'Empereur Nicolas, car au printemps rien n'eût été aussi facile que d'envahir la Pologne ; les officiers, beaucoup d'officiers russes étaient du parti polonais, – les soldats russes ne demandaient qu'à désertir, il n'y avait que 20 000 hommes dans le royaume de Pologne, et la frayeur des employés de Nicolas à Varsovie fut si grande qu'ils allaient de maison à maison demandant aux Polonais s'ils ne leur conseilleraient pas de s'en aller.

Pendant quelques semaines on put parler librement dans les rues de Varsovie. – La délivrance de la Pologne eut été également le signal de la chute de la Prusse comme royauté et comme Etat et celui de l'émancipation de l'Allemagne. Rien de plus naturel que les hommes d'Etat prussiens et les princes allemands unissent¹ tous leurs efforts pour l'empêcher ; mais qu'un ambassadeur de la révolution française ait intrigué avec eux contre la révolution polonaise, voilà ce qui est monstrueux ! – La défaite des Polonais fut le commencement de la réaction, puis vint le bombardement de Krakowie, celui de Prague, les massacres de Naples, la conquête de la Lombardie par Radetzky, le bombardement de Messine, celui de Vienne, le triomphe de la réaction à Berlin et voilà la Sainte-Alliance rétablie et partout triomphante, pour la plus grande gloire du seigneur. – Madame, comptez les victimes ; ajoutez à ce nombre ceux qui vont tomber encore, et dites, aurez Vous encore le courage comme au printemps passé de prêcher la générosité et le pardon au peuple ? Non, non, Madame, plus de question ; prêchons la vengeance, prêchons la haine, car sans haine l'amour lui-même est tiède, prêchons la passion, mauvaise ou bonne et les bonnes passions ne viennent qu'avec les mauvaises, prêchons la destruction, *[quelques mots illisibles]*, prêchons l'incendie, prêchons la mer rouge enfin et ne songeons à la générosité et au pardon que quand nous serons bien sûrs de la victoire et que nos ennemis seront bien à terre.

Les événements malheureux de Vienne et de Berlin ont eu ce bon résultat que les démocrates allemands, ceux naturellement qui ont du cœur et de la tête, et le peuple allemand, non le bourgeois, celui-ci est incorrigible et ne peut être moralisé que par la peur et la banqueroute, mais les prolétaires des villes et des

¹ Le texte originel dit : « réunirent ».

campagnes, comprennent aujourd'hui le véritable état de la question. – Ce ne sont plus les principes abstraits qui agissent mais la nature, la passion ; on ne rit plus, on ne bavarde plus, on ne fait plus de bons mots, on est sérieux et fâché. C'est un bon signe. On s'organise partout secrètement, on jette partout des brandons, on allume peu à peu le cœur des masses, on se prépare pour une guerre terrible. – Cette révolution réussira, il n'y a pas de doute et ce sera une révolution pure sang (*sic*). Les phraseurs, les conciliateurs, les hypocrites seront tous jetés à bord et les peuples prendront leur revanche.

Je Vous envoie, Madame, un manifeste que je viens d'adresser aux Slaves¹. Malheureusement je ne puis Vous envoyer maintenant que la traduction allemande ; l'original français n'étant pas encore imprimé. – Expulsé des Etats prussiens, je me suis réfugié dans la petite principauté d'Anhalt, à Cöthen ; je me propose d'y rester encore un mois, et puis si rien ne me retient, j'irai à Paris pour deux mois. – Ce sera un véritable bonheur pour moi que de Vous revoir, Madame, et de pouvoir causer avec Vous. – En attendant je Vous souhaite beaucoup de santé, beaucoup de courage et que la révolution soit avec Vous.

Votre dévoué
M. Bakounine.

Si Vous voulez bien avoir la bonté de me répondre, Madame, écrivez moi à l'adresse suivante :

Monsieur Charles
Cöthen. Principauté d'Anhalt
Et sur l'Enveloppe intérieure : pour M^r Jules.

Le D^r Müller, porteur de cette lettre, est un de mes amis intimes ; il est de Berlin ; – je Vous le recommande, Madame, comme un démocrate dévoué et sincère. Ce n'est pas un écrivain comme M^r[Gutzkow] et jamais de la vie il n'écrira des mémoires ou des narrations de voyage. Il est trop paresseux pour cela.

* * * * *

¹ Il s'agit de l'Appel aux Slaves.

Octobre-novembre 1848. – Appel aux peuples slaves par un patriote russe

(Texte original en français)

Frères ! On vous trompe, on vous trahit ! Vous vouliez être indépendants et libres, et on veut faire de vous des instruments serviles de la plus infâme réaction. Notre cause était si belle au mois de Juin dernier, lorsque Windischgrätz¹ est brutalement venu terminer, que dis-je ? quand, par le bombardement de Prague, il est venu couronner les travaux de notre congrès. C'était alors le réveil puissant d'une race puissante, d'une race de 80 millions d'âmes tirée de son sommeil séculaire par le bruit d'une révolution qui ébranle le monde. C'était la résurrection des Slaves, c'était pour nous tous le premier jour d'une vie nouvelle.

Réunis à Prague comme représentants de nos peuples, nous nous sommes rencontrés comme des frères qui se revoyaient après une longue séparation.

Nous nous sommes sentis irrévocablement unis par les liens de l'histoire et du sang, nous avons reconnu la solidarité fraternelle qui doit exister entre nous tous, enfants de la même race, et forts de notre union, pleins de foi dans notre avenir, après nous être jurés mutuellement de ne plus séparer nos destinées, nous avons hautement protesté contre l'infâme oppression dont on nous a fait si longtemps les victimes, nous avons revendiqué notre droit à une entière indépendance, notre dignité de nations, notre place parmi les peuples libres de l'Europe. Notre cause était bien belle – alors ! Car partout la justice était de notre côté, partout [elle] était contre nos adversaires. Que demandions nous ? « La liberté, l'égalité la fraternité de tous les peuples. » Aux Magyars, ennemis acharnés de notre race, et qui étant à peine au nombre de 4 millions s'imaginent pouvoir imposer leur joug à 8 millions de Slaves, nous avons proposé de se fédérer avec nous. Nous avons proclamé l'indépendance de la Bohême et de la Moravie, et nous avons repoussé avec indignation les prétentions absurdes de ce ridicule parlement de Francfort, qui est devenu aujourd'hui la risée du monde entier,

¹ *Le prince de Windischgrätz* (1789-1862). Il lutta contre la France napoléonienne (1805-1814), écrasa l'insurrection de Prague dans un bain de sang (27 juin 1848). Il noiera encore l'insurrection de Vienne dans un bain de sang (novembre 1848) mais il fut battu par les Hongrois à Gödöllő (1849). Ce grand humaniste déclara un jour : « L'homme commence au baron. » Sa femme fut tuée par une balle perdue lors de l'insurrection de Prague.

et qui, dans son insolente impuissance, prétendait faire de nous des Allemands¹.

Mais loin de nourrir contre le peuple allemand des sentiments hostiles, nous avons fait des vœux pour son bonheur, espérant que, régénéré par la révolution, devenu plus grand et plus libre lui même, il deviendra aussi plus équitable envers les peuples voisins.

Nous avons déclaré nos fraternelles et vives sympathies pour ceux de nos frères slaves qui gémissent encore sous le joug des Osmands². Nous avons solennellement protesté contre la politique criminelle qui a déchiré la Pologne en lambeaux, et nous avons exprimé l'espoir que la résurrection de cette noble et sainte martyre deviendra bientôt le signal de notre commune délivrance. Nous avons fait un appel à ce grand peuple russe qui, seul parmi tous les peuples Slaves, a su conserver son indépendance ; et tout en lui rappelant, ce qu'il ne sent lui-même aujourd'hui que trop bien, que cette indépendance même ne sera qu'illusoire tant qu'il n'aura pas reconquis la liberté, tant qu'il n'aura pas cessé d'être un fléau contre la nation polonaise et une menace contre la civilisation et la liberté de l'Europe.

Nous avons enfin proclamé la solidarité indissoluble de tous les peuples slaves qui ne doivent former désormais qu'un seul grand corps politique, constitué fédéralement sur les bases démocratiques de la nationalité, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

Tels ont été les vœux du congrès slave, tels sont les principes énoncés dans son Manifeste à l'Europe. Les despotes s'en émurent. Ils avaient espéré d'abord que le congrès slave pourrait leur servir de moyen pour paralyser la révolution en Europe, et ils l'avaient protégé. Mais lorsqu'ils virent que loin leur venir en aide, il se déclarait ouvertement contre leur politique en proclamant le droit imprescriptible des peuples, alors ils ordonnèrent à Windischgrätz de sévir contre lui. – Après une défense héroïque de cinq jours, trahie par ceux mêmes qui devaient la défendre, Prague fut obligée de céder. – Le temple où nous avons accompli le premier grand acte de notre commune indépendance fut violé par une brutale soldatesque, le Congrès slave fut dissout.

Mais notre cause n'y aurait rien perdu, car notre union, sanctifiée par le sang de nos frères égorgés sur les barricades, n'en était devenu que plus forte. Sous le feu des canons autrichiens, nous avons proclamé la déchéance de toutes les tyrannies et l'avènement de la démocratie slave. Nous avons pour nous le droit, la justice, l'intérêt bien entendu de l'Europe tout entière ; – nous devons avoir les sympathies de toutes les démocraties

¹ *Note de Bakounine.* – C'est par ces paroles que se termine la manifestation du Congrès Slave.

² Ottomans.

et nous pouvions compter dans un prochain avenir sur la puissance irrésistible de quatre-vingt millions d'insurgés.

Le cœur plein de foi, nous nous étions séparés pour aller préparer, chacun de son côté, les éléments de notre prochaine délivrance, et nous nous étions donnés tous rendez-vous au grand jour de notre insurrection.

Frères ! Qu'a-t-on fait, qu'avez-vous fait de notre sainte cause ? Qui la défend, qui la représente aujourd'hui ? Où sont les Slaves ? Partout je ne vois que la cause autrichienne, partout des serviteurs de l'Empereur ! – Jelachisz¹ a dédaigné le plus beau rôle qui fut au monde, il n'a pas su comprendre la sublime mission que l'histoire semblait lui avoir réservée : celle de vengeur et de libérateur d'une grande race opprimée ! La guerre des Slaves en Hongrie était une guerre légitime et juste, une guerre populaire, une guerre éminemment démocratique ; c'était la guerre sainte du paysan slave auquel on voulait prendre tout : liberté, propriété, même jusqu'à la langue maternelle contre une poignée des Magyars arrogants, qui poussèrent la folie jusqu'à vouloir nier d'existence de la nationalité slave. Jelachisz devait appuyer le soulèvement des Slovaques dans le Nord de la Hongrie. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ? Non, il a préféré marcher sur Vienne pour déclarer la guerre à la révolution, et là jetant le masque, il proclame tout d'un coup qu'il ne connaît point d'armée slave, qu'il ne connaît qu'une seule armée impériale autrichienne ; il ne veut plus être le chef des Slaves, mais un simple général autrichien arrivé sous les murs de la capitale de l'Empire pour soutenir les droits de son empereur et l'unité de l'Etat. Frères ! Savez vous ce que c'est qu'un général Autrichien ? C'est un homme sans patrie, sans foi, sans honneur ! C'est un jésuite à la tête d'une armée capable de tous les crimes, de tous les mensonges, de toutes les lâchetés pour défendre les intérêts d'une Cour rapace et d'une infâme aristocratie !

Et que fait Prague ? L'antique et la glorieuse Prague ! La ville sainte, la patrie de Hus et de Ziska², celle à qui appartient la gloire immortelle de nous

¹ Jossip Jelačić Bužimski (1801-1859), général autrichien et homme d'Etat croate.

² *Jan Hus* (1371-1415), né en Bohême, fait ses études à l'université de Prague ; il occupera des fonctions importantes, dont celle de recteur en 1409-1410. Il s'initie à la pensée de John Wycliffe qui avait exposé en 1376 l'idée selon laquelle l'autorité est accordée directement par Dieu et devient illégitime si son détenteur est coupable de péché mortel. Le chrétien peut prendre en mains sa vie spirituelle sans l'intermédiaire du prêtre. Ce dernier, s'il est en état de péché mortel, ne peut pas se voir pardonner ses fautes. Wycliffe condamne les guerres et l'esclavage et affirme que le clergé doit vivre selon les préceptes évangéliques de pauvreté. À ce titre il propose de redistribuer les richesses de l'Eglise. C'était là une remise en cause non seulement du pouvoir des ecclésiastiques, mais aussi du pouvoir politique.

Jan Žižka, 1358?-1424, chef militaire de la secte Taborite, issue principalement de la paysannerie tchèque. Les Taborites constituaient un

avoir donné le premier signal de l'émancipation des peuples slaves ? Prague, dit-on, est redevenue une ville autrichienne, le centre d'une réaction autrichienne, l'asile de tous les lâches, l'amie de son bourreau Windischgrätz, l'esclave d'un empereur imbécile !

Cette population héroïque, qui au mois de Juin a si vaillamment combattu sur les barricades, – cette jeunesse si noble dont les chants enthousiastes retentissent encore à nos oreilles, et que nous avons tous vue animée des sentiments les plus grands et les plus généreux, – entraînée, dit-on, par des chefs indignes qui s'étaient lâchement cachés au jour de danger, elles ont tout oublié : et le bombardement de Prague, et la brutalité des soldats, et la trahison de Windischgrätz, et la dispersion du Congrès slave, et leur serments de vengeance et toutes ces injures mortelles qu'une nation qui se respecte ne pardonne jamais ; – On dit que ces jeunes gens ont souillé leurs mains en tenant la main de ce Général parjure, cette main encore toute rouge d'un noble sang révolutionnaire, – et qu'ils lui ont promis de marcher avec lui et sous son commandement, contre la révolution de Vienne.

Frères ! Ne vous laissez pas tromper par des hommes qui ne savent parler que sous la protection des baïonnettes autrichiennes. Ils vous disent que le soulèvement de Vienne a été soudoyé par l'argent des Magyars. Ils mentent ! Ils mentent impudemment pour vous entraîner dans une voie désastreuse ; ils mentent pour excuser, pour cacher leur propre lâcheté ! C'est un vieil artifice, artifice aussi misérable qu'usé, et vraiment digne de ceux qui s'en servent encore, que d'expliquer toutes les révolutions, tous les grands changements survenus dans le monde par un peu d'argent jeté dans le peuple. C'est ainsi qu'on a attribué le dernier soulèvement de Prague à l'argent polonais. Non, vous le savez fort bien, tout l'argent du pays le plus riche ne suffirait pas pour produire une révolution, quand la révolution n'est pas dans les cœurs de tout le monde. Jeunes gens de Prague ! Vous qui devez connaître la jeunesse et le peuple de Vienne, vous dont plusieurs ont même pris personnellement part à la glorieuse révolution du mois de Mars, mettez la main sur vos cœurs et dites si vous croyez réellement que cette jeunesse et ce peuple puissent être achetés ? – Non, vous êtes trop nobles pour vous rendre complices d'un tel mensonge, d'une si infâme calomnie !

Ne croyez pas non plus que cette seconde révolution soit une révolution anti-slave. Les ennemis de notre cause, profitant de la conduite criminelle de Jelaczisz et de la réprobation générale qui s'est élevée contre lui en Europe, voudraient bien lui donner ce caractère. Mais les Viennois n'ont rien fait qui puisse justifier une pareille opinion. Au contraire, n'ont-ils pas été les

éléments les plus radicaux de la révolte nationale et religieuse hussite du XV^e siècle. Žižka mit au point des tactiques originales, qui furent reprises plus tard par les Boers en Afrique du Sud. Bakounine le cite souvent, au même titre que Razin ou Pougatchev.

premiers à protester en faveur de la Pologne, en faveur de la malheureuse Galicie. Et la Pologne n'est pas un pays slave ? – Il est vrai, qu'égarés par de perfides rapports, ils hésitèrent d'abord sur le parti qu'ils devaient prendre, au mois de Juin, dans les événements de Prague. Mais ce fut l'hésitation d'un instant, et tandis que votre bon, votre magnanime Empereur, sourd à nos prières et violant des engagements solennels, non content de maintenir à Prague votre persécuteur Windischgrätz, l'investissait d'un pouvoir discrétionnaire, illimité ; tandis qu'au nom de votre Empereur, ce général sans honneur, aujourd'hui votre ami, soumettait votre ville à toutes les horreurs d'un régime militaire, tandis qu'on vous désarmait, tandis que l'on peuplait vos prisons de vos meilleurs concitoyens, que faisait le comité de sûreté de Vienne ? Il envoyait des députés dans le camp du dictateur pour réclamer le maintien de vos droits et de votre liberté. – Enfin, dans la guerre des Slaves contre les Magyars, malgré les graves présomptions qui dès le commencement s'étaient élevées contre Jelacsisz, malgré les bruits sourds, inquiétants qui circulaient partout sur la nature réactionnaire de sa mission, les Viennois gardèrent la plus stricte neutralité aussi longtemps que cette guerre ne dépassa point les limites de la Hongrie ; tant qu'elle avait conservé le caractère d'une lutte entre deux nationalités. Ils ne prirent parti pour les Magyars que lorsque des faits éclatants : la correspondance publiée de Jelacsisz lui-même, et sa nomination par l'Empereur comme chef militaire de toute la Hongrie, avaient suffisamment prouvé qu'il n'était point là, comme chef d'une grande nation opprimée, pour défendre les droits de ses concitoyens, mais comme serviteur de la cour Autrichienne, comme général de la réaction. Pesth n'était pour lui qu'une étape pour marcher sur Vienne, la nationalité slave un simple prétexte, le rétablissement du despotisme son véritable but. – Vienne en se soulevant a sauvé sa révolution, la révolution de l'Europe. Vienne a mérité de l'humanité tout entière ¹ !

¹ Les révolutionnaires magyars tentèrent sous la direction de Lajos Kossuth, de créer en 1848 un État hongrois unitaire et indépendant de Vienne, tout en ne reconnaissant aucune autonomie aux nations slaves que cet Etat englobait, notamment des Croates et des Serbes. Ceux-ci furent même privés du peu d'autonomie que leur avait reconnu l'Autriche. Les libéraux slaves rejoignirent la Diète croate (le *Sabor*) et se rapprochèrent de Jossip Jelacic qui venait de se faire désigner comme *ban*, c'est-à-dire gouverneur de province. Sur les 104 députés du *Sabor*, la moitié étaient des serbes originaires des confins militaires de la Slavonie. Les forces armées magyares se consacrèrent tout d'abord à briser les rebelles serbes. L'empereur d'Autriche utilisa ensuite les Serbes de la Krajina pour briser le mouvement révolutionnaire en Hongrie – juste retour des choses – et en Italie. Puis, en accord avec le *Sabor*, Jelacic prit le commandement de l'armée autrichienne et avec 40 000 gardes frontières serbes, il brisa la nouvelle révolution à Vienne en septembre 1848, puis la révolte hongroise. La révolution hongroise ne fut définitivement battue qu'avec l'intervention des troupes russes en août 1849.

Et vous pouviez vous déclarer contre Vienne ! Voudriez-vous donc prouver par là que votre cause, que la cause slave est contraire à la cause de l'humanité ? que vous ne savez marcher que sous l'ombre du despotisme, que les Slaves sont nés pour être esclaves et pour servir d'instruments aux despotes contre les nobles enfants de la liberté ? Serait-il donc vrai, mon Dieu ! que nous ne sommes qu'une race avilie et bâtarde, l'opprobre et le fléau du genre humain ! Sommes nous donc vraiment morts pour tous les instincts généreux, pour toutes les grandes choses qui font tressaillir et vibrer les cœurs des hommes libres, et nos ennemis auraient-ils raison ? Quoi, tous nos rêves, nos beaux rêves de Juin, nos plans, les projets que nous avons formés ensemble à Prague pour notre commun avenir, tout cela n'aurait été que mensonge, et nous n'aurions d'autre destinée qu'un honteux esclavage et le mépris du monde entier ! – Frères ! L'heure suprême a sonné pour les Slaves, de grands événements se préparent, le moment de l'action est venu. Il n'est plus temps d'hésiter, il faut que vous preniez un parti. Sur vous pèse une responsabilité immense, vous tenez entre vos mains notre honneur, l'honneur et le salut de 80 millions. Songez-y bien, et décidez vous.

Aujourd'hui plus que jamais l'Europe est partagée en deux camps. La révolution a porté un coup terrible à la vielle politique, un coup dont elle ne se relèvera jamais. L'ancien ordre se brise partout avec un bruit effrayant, partout les peuples se sont réveillés, partout ils redemandent à grands cris leurs droits si longtemps méconnus et leur liberté. Tous les souverains absolus de l'Europe, excepté un, sont devenus comme par miracle des rois constitutionnels ; ils le sont devenus par frayeur et non de bon gré, car leur peur fut si grande au printemps, que si les peuples justement courroucés leur avaient fait signe de partir, ils se seraient tous enfuis sans la moindre tentative de résistance. Le couteau sur la gorge, on les avait forcés de faire généreusement les concessions les plus larges. Chose inouïe ! Sous des gouvernements monarchiques, le droit illimité de la presse, celui de se réunir et de convoquer des assemblées populaires, l'armement général et le suffrage universel, furent unanimement reconnus comme les droits imprescriptibles des peuples. Toutes ces concessions furent pour ainsi dire emportées par un seul coup de vent révolutionnaire, et les rois terrifiés, étonnés qu'on ne leur demandât pas leur vie, s'empressèrent de tout concéder.

Les rois ont tout accordé, mais ils veulent tout reprendre, et ils ont raison, car une si grande liberté est incompatible avec le principe monarchique. Le pouvoir des princes est basé sur la bêtise et la misère des peuples, sur les

Jelacic fut remercié en obtenant de l'empereur d'Autriche François-Joseph l'abolition du servage en Croatie, la création d'un Voïvodat (duché) en Serbie et du *banat* de Tamis. Peu après, cependant, l'empire d'Autriche, qui était devenu l'empire d'Autriche-Hongrie à la suite d'un accord entre lesdites parties, supprima tous les avantages accordés et soumit Croates et Serbes à une politique de germanisation impitoyable.

malentendus qui existent entre eux, sur l'isolement politique et moral des individus, des classes et des nations. Diviser pour régner ! Vieille maxime, aussi vieille que les crimes des rois ! Mais assez bonne pourtant, et toujours efficace aux yeux de ceux qui n'ont d'autre mission dans le monde que l'abrutissement de l'humanité. Eh bien, cet abrutissement systématique est devenu impossible depuis que les amis des peuples peuvent leur parler librement par la presse et dans les assemblées populaires. La liberté de tous les peuples est solidaire, leurs intérêts le sont aussi, et les peuples, quand ils sont assemblés en grandes masses, possèdent presque toujours un instinct infaillible qui découvre la vérité avec la rapidité foudroyante de l'éclair. Sept mois se sont à peine écoulés depuis que la révolution a éclaté en France, et voyez, quels immenses changements se sont déjà faits sur toute la face de l'Europe ! Reconnaissez-vous la vieille Allemagne, le vieil Empire Autrichien ? La révolution et le chaos sont partout ! L'esprit nouveau, apparaissant d'abord comme un esprit destructeur, s'est infiltré jusque dans les couches les plus profondes et les plus obscures de l'existence populaire ; il tourmente les nations. Il s'agit bien de diriger et de modérer le mouvement révolutionnaire ; le mouvement ne fait seulement que commencer, et tout le monde sent que toutes ces constitutions qu'on s'amuse de faire aujourd'hui ne sont que des jouets qu'on brisera à la première occasion. Il faut détruire à présent, détruire ce vieux monde qui croule sous le poids de ses propres iniquités. Il faut faire table rase, pour faire place à un monde nouveau. Ce monde nouveau, frères ! C'est l'émancipation complète et réelle de tous les individus, comme de toutes les nations ; c'est l'avènement de la justice politique et sociale, c'est le règne de l'amour, de la fraternité, c'est le règne absolu de la liberté !

Les peuples, agités par le pressentiment de ce grand avenir, tressaillent d'impatience, et les rois que font-ils ? Que peuvent-ils faire ? Ils conspirent, ils doivent conspérer, car le moment de notre délivrance sera celui de leur chute. Ils conspirent avec les aristocrates, avec les privilégiés de toutes les nations : privilégiés d'argent, privilégiés d'emploi, privilégiés de naissance, tous se sont serrés autour d'eux et, ne reconnaissant plus ni patrie, ni préjugés nationaux, ils ne forment aujourd'hui qu'une seule masse compacte, un seul camp : le camp de la réaction. – Ce que les réactionnaires ont l'esprit de faire pour le mal, ne le ferons nous pas pour le bien ? Si la réaction est solidaire en Europe, la révolution l'est aussi ; et n'est-ce pas un devoir pour nous tous, révolutionnaires et démocrates de tous les pays, de nous réunir, de nous entendre et de serrer nos rangs pour combattre et pour terrasser les ennemis de l'humanité ?

Frères ! Cette grande conspiration réactionnaire n'est pas une fiction, elle existe. Les rois, d'abord interdits par les événements de Février et de Mars, se rassurèrent peu à peu en voyant l'inexpérience extrême, les lenteurs et l'indécision des hommes qui étaient alors à la tête du mouvement. Ils résolurent d'en profiter. La révolution avait pris tout le monde à l'improviste ; personne n'y était préparé. Il n'y avait pas même l'ombre d'une organisation,

aucun but bien déterminé, rien qui ressembla à un plan. Les idées et les volontés des chefs populaires se heurtaient, se contrecarraient, se paralysaient ; les peuples privés de toute direction n'étaient menés que par leur propre instinct, et ce fut encore le meilleur conducteur, car c'est à lui que nous devons toutes les conquêtes importantes que nous avons déjà faites sur le despotisme des rois. Du reste, l'on parlait beaucoup, on criait, on chantait, on s'enivrait, on se félicitait mutuellement, et l'on ne craignit point de perdre un temps précieux, tellement on était sûr de la victoire...

Que fit la réaction ? Elle était vaincue ; elle simula de l'être encore davantage ; elle s'humilia profondément ; elle se prosterna à genoux : « mon Dieu ! – disait-elle, – me voilà bien à terre, vous êtes mes vainqueurs ! Voilà ma tête, vous pouvez la couper, vous pouvez m'enlever ma couronne, me dépouiller de mon sceptre et de mon épée.... Mais laissez-moi tout cela, je ne pourrai plus jamais en faire usage contre vous ; conservez-moi ces vétilles innocentes, conservez-les moi, comme souvenirs de votre Victoire, comme des curiosités historiques ! Oh ! le peuple est grand ! il est généreux, il sait pardonner ! »... – Tel fut à peu près alors le langage de la réaction. Et pendant que les peuples, encore tout abasourdis de leur propre victoire, s'enivraient follement au spectacle de cette chute profonde, tandis qu'ils se laissaient aller au plaisir d'écouter ces paroles dangereuses et perfides de leur plus dangereuse ennemie, – l'infâme intrigante, rompue dans l'art infernal de conspirer [contre] l'esclavage des nations, avait déjà forgé tout un plan pour ressaisir le pouvoir, et pour les soumettre à un régime plus dur encore que celui qu'ils venaient de briser.

Dès le mois d'Avril, il se fit un grand mouvement dans le monde diplomatique. Londres était alors le rendez-vous de tous les princes, de tous les hommes d'Etat fugitifs ; Londres devint le centre de la conspiration contre-révolutionnaire qui bientôt, embrassant tout le Nord de l'Europe, fut activement poussée jusqu'à Innsbruck, à Potsdam et à St Petersburg à la fois. Ce fut le renouvellement de la S^{te} Alliance ; le but était resté le même, les moyens avaient seulement quelque peu changé de nature ; on ne pouvait plus brusquer les peuples, il fallait les entraîner à leur perte en les égarant. D'ailleurs, grâce à la stupide générosité des masses et à l'incurie vraiment singulière de leurs chefs, les rois avaient conservé entre leurs mains, presque intacts, tous les vieux instruments d'oppression : C'étaient partout les mêmes armées avec leurs anciens officiers animés de l'esprit le plus hostile contre la révolution ; l'ancienne diplomatie, conspiration permanente contre la liberté et le salut des peuples ; les mêmes employés rétrogrades presque dans toutes les autres branches de l'administration ; et chose inconcevable, même jusque dans les directions de police, on avait gardé les agents et les espions du vieux régime despotique !

Armée de pied en cap, la contre-révolution se mit à l'œuvre. Son plan était tout simple et lui était tracé par la nature même de la révolution qui s'était faite en Europe.

Deux grandes questions s'étaient posées comme d'elles mêmes dès les premiers jours du printemps : *La question sociale, et celle de l'indépendance de toutes les nations*, – émancipation des peuples à l'intérieur et à l'extérieur à la fois. Ce n'étaient point quelques individus, ce n'était pas non plus un parti, c'était l'instinct admirable des masses qui avait élevé ces deux questions au-dessus de toutes les autres et qui en demandait la prompte solution. Tout le monde avait compris que la liberté n'était qu'un mensonge, là où la grande majorité de la population est réduite à mener une existence misérable, là où privée d'éducation, de loisir et de pain, elle se voit pour ainsi dire destinée à servir de marchepied aux puissants et aux riches. La révolution sociale se présente donc comme une conséquence naturelle, nécessaire de la révolution politique. De même, on avait senti que tant qu'il y aura en Europe une seule nation persécutée, le triomphe décisif et complet de la démocratie ne serait possible nulle part : l'oppression d'un peuple ou même d'un simple individu est l'oppression de tous et l'on ne peut violer la liberté d'un seul sans violer la liberté de chacun. Cette vérité fondamentale si longtemps méconnue, est désormais passée à l'état d'axiome populaire. Le premier cri de la révolution fut-il aussi partout un cri de haine contre la vieille politique oppressive de l'Europe. On était las des perfidies, des mensonges et des crimes de la diplomatie ; on avait honte d'avoir pu se laisser égarer si longtemps par le machiavélisme des princes ; on ne voulait plus être bourreau, on voulait être l'ami et le frère de tous les opprimés, peuples et individus. Cette fois, on voulait la liberté pour tout le monde, une liberté franche et entière, sans limites comme sans exceptions : « A bas tous les oppresseurs et vivent leurs victimes ! Vivent les Polonais ! Vivent les Italiens ! Vivent tous les peuples persécutés ! Plus de guerres de conquête, mais] une seule bonne guerre révolutionnaire pour la délivrance des nations opprimées ! A bas toutes ces frontières artificielles, monstrueuses, déterminées violemment par des congrès de despotes, d'après de soi-disantes nécessités historiques, géographiques, commerciales, stratégiques ! Nous ne voulons plus d'autre délimitation entre les peuples, que la seule délimitation naturelle, juste, démocratique, basée sur la volonté souveraine des peuples eux-mêmes et sur leurs différentes nationalités ! » – Tels furent les nobles cris qui retentirent alors presque en même temps à Paris, à Vienne, à Berlin ! Frères ! Vous avez entendu ces cris généreux, vous les avez entendus à Vienne, où, au milieu des barricades allemandes, combattant vous-mêmes pour les droits de toutes les nations, vous aviez érigé cette grande barricade slave avec le drapeau de notre future liberté !

C'était la fin du vieux monde et l'avènement d'une nouvelle politique, de la politique fraternelle des peuples émancipés. En déclarant la guerre à tous les oppresseurs, la révolution proclamait la dissolution de tous les vieux États composés d'éléments hétérogènes : la dissolution de l'État de Prusse par la mise en liberté de ses provinces polonaises ; celle de l'Empire Autrichien, agglomération monstrueuse des nationalités les plus opposées ; celle de l'Empire Turc ou sept cent mille Osmans tiennent courbés sous leur joug une

population de plus de douze millions, composée de Slaves, de Valaques et de Grecs ; la dissolution de l'Empire Russe enfin, où, sans parler des autres petites peuplades qui se perdent dans son immensité comme des gouttes d'eau dans l'océan, il y a trois grandes nations Slaves différentes : les Grands-Russes, les Petits-Russiens et la nation polonaise, toutes les trois d'origine très distincte, avec une histoire à part, douées également de toutes les conditions nécessaires pour une existence séparée, et qui gémissent aujourd'hui toutes les trois sous le sceptre de fer du plus affreux des despotes. – En déclarant la guerre aux oppresseurs, la révolution proclamait donc le remaniement, le bouleversement de tout le Nord, de toute la partie orientale de l'Europe, l'émancipation de l'Italie, et comme but final, *la fédération universelle des républiques européennes* !

Ainsi donc, l'émancipation sociale des masses et la délivrance des nationalités opprimées : tel fut, dès le commencement, la double tendance de notre sublime révolution. Mais c'est précisément sur cette double direction des esprits que les ennemis des peuples basèrent le plan de leurs opérations contre-révolutionnaires.

La question sociale, question bien difficile, hérissée de dangers et grosse de tempêtes, ne peut être résolue ni par une théorie préconçue, ni par aucun système isolé. Pour la résoudre, il faut la bonne volonté et le concours unanime, il faut la foi de tout le monde dans le droit de tous à une égale liberté. Il faut renverser les conditions matérielles et morales de notre existence actuelle, renverser de fond au comble ce monde social décrépit, devenu impuissant et stérile, et qui ne peut contenir ni comporter une si grande masse de liberté. Il faut purifier notre atmosphère et transformer complètement le milieu dans lequel nous vivons, car il corrompt nos instincts et nos volontés, en rétrécissant nos cœurs et nos intelligences. – La question sociale apparaît donc d'abord comme le renversement de la société.

Il est clair que nos ennemis devaient la saisir par ce côté négatif pour en tirer parti contre la révolution. Il y a malheureusement aujourd'hui, grâce à cette civilisation tant admirée et prônée du dix-neuvième siècle,] beaucoup, beaucoup d'hommes qui sont d'une indifférence absolue pour tout ce qui concerne le bien-être, la dignité et le bonheur de notre espèce. On dirait que toutes ces questions brûlantes qui agitent le reste des humains ne les regardent pas, que les événements se passent en dehors et loin d'eux, sans effleurer seulement leur apathique existence. Ces hommes n'ont ni opinion, ni religion, ni conviction, ni prédilection : monarchie, république, liberté, esclavage, patrie, indépendance nationale ou joug étranger, honneur, déshonneur, – tout cela leur est parfaitement égal, pourvu qu'on les laisse tranquilles. La tranquillité, c'est leur Dieu ; la propriété et l'argent, leur unique passion ; mais une passion tellement forcenée, que ces gens si paisibles, si timides et si doux dans les temps ordinaires, deviennent féroces comme des tigres, quand ils les croient attaqués. Alors aucune lâcheté ne leur coûte et ils seraient même capables de sacrifier la vie de dix hommes pour sauver un écu. Nous avons tous vu la terreur indescriptible de ces gens lorsque la

révolution éclata. Naturellement, ils ne purent rien comprendre ni à la grandeur, ni à la beauté sublime de l'avenir qui s'ouvrait devant nous ; ils n'y virent seulement que la perte de leur chère tranquillité et de tout ce qu'ils possèdent, et bientôt, passant de l'effroi à la haine, ils devinrent partout les ennemis acharnés de la Révolution. – La réaction eût été bien stupide si elle n'en avait point profité : c'était pour elle une si excellente occasion de diviser les classes, d'égarer la marche et de détruire l'harmonie et la force du mouvement révolutionnaire ! Aussi ne manqua-t-elle pas de se mettre de suite en campagne ; elle sema l'argent à pleines mains, elle s'empara de mille voix de la presse pour prêcher la croisade des bourgeois contre le prolétaire. Elle eut recours à des artifices incroyables pour effrayer encore plus l'imagination déjà toute bouleversée de cette bonne bourgeoisie. Et tandis que le peuple, animé comme toujours du plus généreux enthousiasme, ne songeait partout qu'à se battre et à se sacrifier pour le salut de tous, elle le calomnia indignement en le représentant comme avide de sang, de pillage, ne rêvant que le vol, la violence et l'assassinat.

Les fruits de ces calomnies furent bientôt visibles partout. Dans toutes les grandes villes de l'Europe, les relations d'ouvriers à bourgeois, d'abord si franches, si cordiales, si parfaitement pures de toute arrière-pensée mauvaise, se refroidirent à vue d'œil. Le bourgeois se mit à craindre le peuple et à lui témoigner une défiance blessante. Le peuple se sentit repoussé, isolé ; il se sentit attaqué dans son honneur, et il devint défiant à son tour. Nos ennemis se frottèrent les mains de joie ; leur plan semblait avoir réussi, car l'abîme entre les deux classes, dont l'entente devait être si décisive pour le triomphe de la révolution, s'élargissait chaque jour davantage. La première conséquence de cette fatale division fut, qu'au lieu de cet armement général qu'on avait partout proclamé comme le premier des droits naturels et qu'on avait solennellement promis en Allemagne aussi bien qu'en France, il n'y eut d'armée que la bourgeoisie. Le peuple fut laissé sans armes. Ce fut une grande victoire remportée par la réaction qui savait fort bien, qu'au grand jour de la lutte, ce ne sera pas tant le bourgeois, mais le peuple dont elle aura à redouter la colère et les coups. Le peuple, soldat né de la liberté, a toujours été l'armée naturelle de la bourgeoisie contre le despotisme, et les bourgeois libéraux ont aussi follement agi, en souffrant qu'on le prive de ses armes, qu'un général qui, en présence de l'ennemi, consentirait à désarmer ses soldats.

Nous en avons eu nous mêmes une preuve à Prague. Qui s'est battu contre Windischgrätz ? Les étudiants et les ouvriers. Et qu'ont fait la plupart des bourgeois ? Les uns s'étaient lâchement cachés dans des caveaux, tandis que d'autres nous trahissaient à Windischgrätz pour garantir leurs maisons contre les bombes autrichiennes. L'hôtel de ville, vous vous en souvenez bien, était devenu le centre des plus sales intrigues et de la plus infâme trahison. La révolution était sur le point de triompher, vous le savez. Car après une lutte meurtrière de trois jours, dans laquelle Windischgrätz avait perdu beaucoup d'hommes et son fils, – chose qu'il ne vous pardonnera

jamais ! – il fut enfin obligé de se retirer de la ville. Ses soldats étaient exténués de fatigue, sans munitions, sans pain et complètement démoralisés. Le peuple des campagnes alarmé par le bruit du canon, se soulevait en masse pour marcher à notre secours. Windischgrätz allait être pris entre deux feux, il était perdu. Vos bourgeois se sauvèrent. Aussitôt qu'il fut sorti de la ville, ils reparurent de nouveau, en armes, aussi fanfarons, – maintenant que le danger semblait avoir disparu, – qu'ils s'étaient montrés lâches un jour auparavant, la bouche pleine de discours patriotiques et de bravades ridicules. Ils occupèrent tous les ponts de Prague et leur première mesure fut d'introduire le passage à ceux que vous vouliez envoyer dehors pour vous mettre en rapport avec le peuple des campagnes. Avec une perfidie sans exemple, ils ont retenu pendant deux mortelles journées, les paysans qui n'attendaient que le premier signal pour écraser les troupes Autrichiennes ; ils les ont arrêtés en leur faisant dire que tout était heureusement terminé et qu'on n'avait plus besoin de leur assistance. Depuis, ils se sont excusés par la crainte du pillage, les infâmes ! On assure même qu'ils poussèrent l'impudeur jusqu'à supplier Windischgrätz de leur envoyer un bataillon de soldats pour défendre leur propriété contre les ouvriers qui ne songeaient, eux, qu'à mourir pour la liberté et l'honneur de Prague ! Le fait est que, dès le premier jour de sa retraite, ils s'étaient mis en rapport direct avec lui et avaient commencé ces honteuses négociations qui finirent par la reddition de la ville à la merci du brutal Autrichien. Windischgrätz, rassuré du côté des campagnes, voyant que les bourgeois ne demandaient pas mieux que de se rendre, put alors nous bombarder à son aise. Vous savez le reste... Vous savez comment l'on capitula, comment, sans la moindre raison plausible, seulement pour se soustraire à des conditions insignifiantes qu'il avait signées de sa main, il recommença le bombardement vers le soir du 16 juin, alors que toutes les barricades principales avaient été déjà enlevées. Vous vous rappelez notre rage impuissante, nos tentatives infructueuses pour renouveler le combat.... et sans doute, Vous n'avez pas encore oublié les infamies et les humiliations de l'état de siège qui suivirent cette odieuse trahison !

Tels furent les effets malheureux de la division que les ennemis du mouvement avaient semée partout entre la bourgeoisie et le peuple. Cette division éclata surtout à Paris dans ces événements fatals du Juin qui ont failli tuer la révolution. Depuis, au lieu de marcher en avant, nous avons rétrogradé beaucoup : ce furent partout des lois et des mesures réactionnaires, et l'on put craindre même un instant que la bourgeoisie, égarée par une terreur panique, appellerait à son secours le despotisme déchu. – Mais le danger est passé, grâce à Dieu ! La révolution s'est montrée plus forte que l'intrigue et les intrigants sont restés pour leur frais. Car la bourgeoisie elle-même, cédant à une impulsion toute-puissante qui la pousse presque malgré elle en avant, s'est enfin définitivement partagée en deux camps : les bourgeois rétrogrades et les bourgeois révolutionnaires. Ceux-ci marchent de nouveau avec le peuple, et réunis, ils seront invincibles. – Pour

caractériser l'été qui vient de finir, on pourrait dire que c'était l'époque de la réaction bourgeoise contre le peuple. Mais ce fut aussi celle de la *réaction nationale* contre la démocratie, contre la liberté.

Au printemps ce fut un grand mouvement parmi les nations. L'Italie, la Pologne, les Allemands du Limbourg et du Schleswig-Holstein, tous les Slaves, les Magyars, les Valaques de l'Autriche ainsi que ceux de la Turquie, tous les peuples enfin qui avaient gémi jusque-là dans les fers et sous le joug étranger, s'étaient levés frémissants, électrisés par le souffle de la révolution. Les rêves les plus hardis venaient de se réaliser ! La pierre écrasante du despotisme, qui pesa de siècles sur la tombe de leur indépendance, fut tout d'un coup enlevée comme par une main invisible ; le sceau magique fut brisé, et le monstre, gardien de l'immobilité douloureuse de tant de nations enterrées toutes vivantes, abattu, lui même, par le glaive flamboyant du génie de la liberté, gisait là renversé et mourant... C'était la résurrection des peuples ! – Le despotisme une fois bien mort, les peuples semblaient n'avoir plus rien à redouter. Il n'y avait plus d'ennemis, car il paraissait impossible, qu'oubliant leur devoir, leurs intérêts les plus chers et les plus tristes leçons du passé, ils se missent à se battre les uns contre les autres. La sainte cause de la révolution ne devait-elle pas les unir tous dans une action commune, et puisque dans leur esclavage, dans leurs souffrances et leur honte, ils sont tout solidaires, ne le sont-ils pas aussi dans leur liberté, dans leur bonheur et leur gloire ?

Mais on avait compté sans la révolution. Avec une habileté vraiment diabolique elle s'était emparée de ce mouvement.

* * * * *

Novembre 1848. – Appel aux Slaves par un patriote russe

Allemagne

Aufruf an die Slaven von einem russischen Patrioten, Koethen, 1848

Frères !

L'heure de la résolution a sonné. Il s'agit de se déclarer ouvertement, ou pour le vieux monde en ruine, afin de le soutenir encore un moment, ou pour le monde nouveau, dont la lumière a pénétré jusqu'à vous, et qui appartient aux

générations et aux siècles à venir. Il s'agit aussi pour vous de savoir si l'avenir sera à vous, ou bien si vous voulez encore une fois, pour des siècles, être replongés dans la tombe de l'impuissance, dans la nuit des espérances vaines, dans l'enfer de l'esclavage. Du choix que vous ferez dépendra le sort des autres peuples qui tendent à l'affranchissement ; selon votre résolution, ils marcheront vers le but d'un pas rapide et sans obstacle, ou bien ce but, qui ne saurait pourtant s'évanouir jamais, se perdra de nouveau dans un nébuleux lointain. Sur vous sont dirigés tous les regards dans une attente pleine d'anxiété. De ce que vous allez choisir dépendra l'accomplissement des destinées du monde, soit dans un jour très rapproché, soit dans un avenir reculé. Votre salut ou votre perte, la bénédiction des peuples ou leur malédiction : choisissez !

En deux camps est partagé le monde. Il n'y a point de route au milieu. Et ce ne sera point impunément que quelques-uns voudront se soustraire au lien indissoluble et immense sous lequel doivent s'unir, pour vaincre ou mourir, tous ceux qui poursuivent le même but.

En deux camps est partagé le monde. ICI LA RÉVOLUTION – LÀ LA CONTRE-RÉVOLUTION, voilà les solutions, frères, il faut que chacun choisisse son camp, vous comme nous.

Il n'y a point de route au milieu. Ceux qui en montrent une et qui la recommandent, ceux-là sont ou trompés ou trompeurs.

Trompés s'ils ajoutent foi à ce mensonge, que l'on peut se glisser le plus sûrement jusqu'au but en accordant quelque petite chose à chacun des grands partis en lutte afin de les adoucir tous deux et d'empêcher ainsi l'explosion de la bataille inévitable, nécessaire.

Trompeurs s'ils cherchent à vous persuader que, selon l'art des diplomates, vous devez vous tenir neutre quelque temps, et vous ranger ensuite du côté du plus fort, afin de faire heureusement vos propres affaires, grâce à son secours.

Frères, méfiez-vous de l'art diplomatique. C'est lui qui précipita la Pologne vers sa perte, le même sort vous serait réservé.

Que vous dit la chicane diplomatique ? Que vous pourrez vous servir d'elle comme moyen, pour soumettre vos ennemis. Mais ne voyez-vous pas qu'au lieu de pouvoir vous servir d'elle, vous n'êtes entre ses mains qu'un instrument avec lequel elle écrase en ce moment son ennemi à elle ? Après en avoir fini avec celui-là elle se retournera contre vous, devenus isolés et faibles et vous mettra la tête sous le joug. Ne voyez-vous pas que c'est là précisément la honteuse tactique, la ruse de la contre-révolution ? Ne connaissez-vous pas la vieille maxime de tous les oppresseurs : « Divisons, pour régner ».

Que pourriez-vous attendre d'ailleurs de la diplomatie ? Peut-elle renier son origine qui n'est autre que le despotisme ? Peut-elle avoir d'autres intérêts à faire triompher que ceux auxquels elle doit son origine ? Peut-elle travailler à la naissance du monde nouveau, qui sera sa condamnation et sa mort ? Jamais. Regardez-la seulement en face, et devant ce visage, type de méchanceté, de duplicité et de trahison, vous serez saisis du dégoût le plus profond. Vous le repousserez, car du mensonge ne naît jamais la vérité. Les eunuques n'ont jamais rien fait de grand, et la liberté ne peut être conquise qu'avec la liberté.

Avec raison vous maudissez cette vieille politique allemande, objet de votre haine légitime, qui ne rêva jamais que votre ruine, qui vous tint enchaînés pendant des siècles, qui, naguère encore à Francfort, répondait par l'ironie à vos justes espérances et à vos suppliques, qui se réjouissait à Vienne de la dissolution de notre congrès de Prague. Mais ne vous y trompez pas, et écoutez bien : cette vieille politique que nous condamnons, que nous maudissons comme vous, et à laquelle nous promettons une terrible vengeance, cette politique ne sera pas celle du futur peuple allemand, elle n'est pas celle de la révolution allemande, de la démocratie allemande. Elle n'est que la politique des vieilles chancelleries d'Etat, des droits monarchiens, des aristocrates et des privilégiés de toute nature ; elle est la politique des camarillas et des généraux dirigés par elles comme des machines de guerre, des Radetzky, des Windischgraetz et des Wrangel ; c'est la politique dont nous préparons la chute, nous tous qui sommes animés de l'esprit de jeunesse et d'avenir, qui saisissons avec transport la main des démocrates de tous les pays, afin de lutter tous ensemble, étroitement unis, pour le salut commun, pour l'avenir de tous les peuples.

Ce que font les réactionnaires pour une mauvaise cause, ne devons-nous pas le faire pour notre bonne cause ? Quand la réaction conspire dans toute l'Europe, quand avec l'aide d'une organisation préparée lentement et s'étendant partout, elle travaille sans relâche, la Révolution doit se créer une puissance capable de la combattre.

C'est un devoir sacré, pour nous tous soldats de la Révolution, démocrates de TOUTS les pays, d'unir nos forces, de nous entendre et de nous grouper.

Au premier signe de vie de la Révolution, vous le savez, il y eut un long cri de haine contre la vieille politique des oppresseurs, un long cri de sympathie et d'amour pour toutes les nationalités opprimées. Les peuples qui avaient été si longtemps traînés à la chaîne de la diplomatie eurent enfin le sentiment de leur honte et reconnurent que le bien-être des nations ne pouvait être assuré tant qu'il existerait encore, quelque part en Europe, un seul peuple courbé sous le joug. Que la liberté des peuples, pour pouvoir être acquise quelque part, devait l'être partout et, pour la première fois, les peuples demandèrent, comme une seule voix, la liberté vraie et tout entière, la liberté sans réserve, sans exception, sans entraves. « Arrière les oppresseurs ! » crièrent tous. « Liberté aux opprimés, aux Polonais, aux Italiens, à tous ! Plus de guerres de conquête, mais la guerre dernière, suprême, la guerre de la Révolution pour l'affranchissement de tous les peuples ! Arrière les limites étroites imposées de force par le congrès des despotes, selon les nécessités prétendues historiques, géographiques, commerciales, stratégiques ! Il ne doit plus y avoir d'autres frontières que celles qui répondent à la fois à la nature et à la justice, selon le sens de la démocratie, et que traceront les peuples eux-mêmes dans leur volonté souveraine, en se fondant sur leurs sympathies nationales ! » Tel est le cri unanime des peuples.

Frères ! vous l'entendîtes alors, ce cri sublime ? A Vienne, encore, vous en souvient-il, vous l'avez entendu et compris, ce jour où, combattant encore avec

les autres pour le salut de tous, vous dressiez au milieu des barricades allemandes cette grande barricade slave où flottait votre bannière nationale avec cette devise : A NOTRE LIBERTÉ FUTURE !

Qu'il fut grand et beau ce mouvement qui s'étendit sur toute l'Europe et la fit tressaillir ! Touchés du souffle révolutionnaire, Italiens, Polonais, Slaves, Allemands, Magyars, Valaques de l'Autriche et Valaques de la Turquie, tous ceux enfin qui agonisaient sous le joug étranger, se levèrent en frémissant de joie et d'espérance. Les rêves les plus audacieux allaient se réaliser. Les peuples voyaient enfin rouler au loin, comme écartée par une main invisible, la pierre qui depuis des siècles couvrait le tombeau de leur indépendance ; le sceau enchanté était brisé, et le dragon qui gardait la douloureuse léthargie de tant de peuples mort-vifs gisait là, frappé mortellement et râlant. La vieille politique des rois était évanouie, une nouvelle naissait à la vie, celle des peuples. La Révolution, dans sa toute-puissance, déclarait dissous les Etats des despotes ; dissous l'empire prussien qui abandonnait l'un des débris de la Pologne, dissous l'empire d'Autriche, ce monstre composé de nations diverses qui avaient été enchaînées les unes autres par la ruse, la force, et les crimes, dissous l'empire turc, au sein duquel 700 000 Ottomans à peine avaient foulé aux pieds une population de douze millions de Slaves, de Valaques et de Grecs, dissous enfin la dernière consolation du despotisme, le dernier boulevard du machiavélisme et de la diplomatie frappée au cœur, dissous l'empire russe, pour que les trois grandes nations si longtemps asservies dans son sein, la Grande-Russie, la Petite-Russie et la Pologne, affranchies enfin et rendues à elles-mêmes, pussent tendre leur main libre à tous leurs frères de la race slave. Ainsi, dissolution, bouleversement et régénération dans tout le nord et l'est de l'Europe, l'Italie libre, et, comme dernier résultat : FÉDÉRATION UNIVERSELLE DES RÉPUBLIQUES EUROPÉENNES.

Comme des frères nous nous réunîmes alors à Prague, comme des frères qui, après une longue séparation, se revoyaient enfin pour se dire que désormais leur chemin ne les séparerait plus. Ressentant vivement les liens communs de l'histoire et du sang, nous jurâmes de ne plus laisser diviser nos destinées. Maudissant la politique des despotes dont nous avons été la victime si longtemps, nous établîmes nous-mêmes notre droit à une indépendance absolue, et nous promîmes qu'elle serait commune à tous les peuples slaves. Nous reconnûmes à la Bohême et à la Moravie leur nationalité. Les prétentions absurdes du parlement de Francfort, de ce parlement devenu maintenant la risée de l'Europe, et qui voulait faire de nous des Allemands, ces prétentions nous les repoussâmes tandis que nous tendîmes une main fraternelle au peuple allemand, à l'Allemagne démocratique. Au nom de ceux des Slaves qui habitaient la Hongrie nous offrîmes aux Magyars, à ces ennemis ardents de notre race qui, au nombre de quatre millions à peine, prétendaient faire subir le joug à huit millions de Slaves, nous leur offrîmes une alliance fraternelle. Nous n'oublîâmes pas non plus, dans notre pacte pour l'affranchissement, ceux de nos frères qui gémissent sous la domination turque. Nous condamnâmes solennellement cette politique criminelle qui déchira trois fois la Pologne et veut

déchirer encore ses tristes débris ; nous exprimâmes le vœu ardent de voir bientôt la résurrection de ce noble et saint peuple martyr, comme le signal de la délivrance de nous tous. Enfin nous fîmes un appel chaleureux à ce grand peuple russe qui, seul parmi tous les Slaves, a pu conserver une existence nationale ; nous le conjurâmes de songer enfin sérieusement à ce qu'il ne sait que trop bien, à savoir que sa nationalité et sa grandeur ne sont rien, tant que lui-même ne sera pas libre, tant qu'il souffrira que sa force serve de fléau à la malheureuse Pologne, et de menace perpétuelle à la civilisation européenne. Voilà ce que nous fîmes et, avec les démocrates de tous les pays, nous demandâmes la liberté, l'égalité, la fraternité des nations au sein desquelles, libres comme elles et ayant avec toutes de fraternels rapports, les peuples slaves, unis par une alliance plus étroite, pussent se transformer promptement en un vaste Etat démocratique ¹.

Nous avions alors pleine confiance dans le succès de notre cause ². Il n'y avait pas à douter du triomphe, du moment que nous le voulions fermement ; car la justice et l'humanité étaient de notre côté, et du côté de nos ennemis il n'y avait qu'injustice et barbarie. Ce n'était pas à des rêveries stériles que nous nous livrions, mais aux idées de la politique vraie et nécessaire, de la politique de la délivrance par nous-mêmes, de la révolution, de l'action et du travail combinés avec les aspirations de tous les pays, avec les efforts des démocrates du monde entier. La politique contraire, celle qui vous fut proposée, nous la rejetâmes comme étant la politique de l'hypocrisie et de la trahison, la politique des diplomates, des sages d'Etat ³. Ces derniers vous conseillaient de chercher, dans la restauration de la toute-puissance impériale et dans le salut de l'Autriche, votre propre salut ; car, disaient-ils, en rendant la force à l'empereur, vous, les Slaves autrichiens, vous formerez un Etat slave indépendant et libre, grâce à cette force de la puissance impériale. Le seul danger que nous courions à Paris consistait dans l'adoption de cette politique, et j'en avertis le congrès. Nous échappâmes alors à ce péril, et le parti des politiques d'Etat dut se retirer devant notre enthousiasme pour la cause commune des Slaves et de toutes les nations libres.

Mais que firent les valets de cette politique d'Etat, réprouvée par nous ? Tant qu'ils crurent utile de paraître favorables à notre congrès, pour leur but diplomatique et leurs projets contre la révolution allemande et la révolution magyare, ils le tolérèrent ; mais ils commencèrent à se déchaîner contre nous dès qu'ils virent que le congrès se tournait contre leurs plans, et qu'au lieu de vouloir servir leurs intérêts, il se rangeait du côté des intérêts sacrés de la liberté et de la

¹ Le texte allemand ne parle pas d'un « vaste Etat démocratique » mais de « grand corps solidaire ». (...in deren Mitte, frei wie sie und mit allen in brüderlichem Verträge, die slavischen Völker unter sich einen engeren Brüderbund zur bildung eines einzigen grossen, in sich zusammenhängenden Körpers bilden sollten.)

² « Nous étions alors sûrs de notre affaire. » « Nous étions alors confiants dans notre cause. » (« Wir fühlten uns damals unserer Sache gewiss. »)

³ Staatsklugen.

fraternité des peuples. Ils finirent par fermer le congrès et bombarder Prague avec l'aide de Windischgraetz. Ce fut en vain que le peuple opposa pendant cinq jours la plus héroïque résistance ; trahi par ceux-là mêmes qui étaient appelés à défendre la ville, il succomba et le congrès slave fut dissous. Et pourtant nous déclarons que rien n'est perdu. Pleins de foi dans notre sainte et juste cause, nous nous séparâmes et nous dispersâmes afin de travailler pour elle en tous lieux et de préparer partout le terrain pour notre prochaine délivrance. Nous jurâmes de nous retrouver au grand jour de l'émancipation commune des Slaves.

Les despotes tremblèrent, malgré leur apparente victoire à Prague. Ils tremblèrent de nous voir accomplir le serment de vengeance que nous fîmes au milieu de l'explosion des bombes dont fut couvert Prague (la cité d'or) par Windischgraetz, le bourreau de notre liberté, au milieu des ruines et des cadavres, au milieu du sang de nos vaillants frères. Ils tremblèrent devant le réveil et l'insurrection des peuples slaves qu'ils s'étaient flattés d'abord de mener comme des enfants dociles.

Que firent les despotes ? Ils se dirent entre eux : Le réveil des Slaves menace de devenir notre perte ; trouvons le moyen de transformer le réveil slave en ancre de salut pour nous ! Par quels moyens ? Par ceux-ci : Excitons les Slaves contre les Allemands et les Allemands contre les Slaves !

Persuadons ces enfants encore inexpérimentés dans la politique, par des raisons spécieuses et des tableaux illusoire, qu'ils seront très sages en prenant le chemin qui ne pourra que nous conduire à notre but ¹. Cherchons encore ², à ces fins, toutes les vieilles haines profondément enracinées ³, tous les préjugés justes et injustes, tous les motifs à peine ébranlés encore de l'orgueil et de l'envie nationaux ⁴ ; empoisonnons les cœurs, révoltons les sentiments, éblouissons les esprits et enflammons-les les uns contre les autres ⁵. Ce feu que nous allumons de la sorte, attisons-le à force de promesses flatteuses, et faisons-en un vaste incendie.

Ce qui fut dit fut fait, et ils sont parvenus, ces ennemis éternels de la liberté et de la justice, ces agents de discorde et de trahison, ces diplomates de la politique d'Etat, ils sont parvenus, frères, à vous égarer un moment. Et, dans votre colère, vous vous êtes tournés contre les Magyars, oubliant qu'en vous faisant les instruments de la cause dynastique et du despotisme, vous attaquez

¹ La traduction de l'IISG dit : « qui ne pourra conduire que nous-mêmes à notre but ».

² La traduction de l'IISG dit, inexplicablement : « Souillons-leur, à ces fins... ».

³ La traduction de l'IISG dit : « haines héréditaires ».

⁴ Le texte allemand ne parle pas d'« orgueil national ».

⁵ *Notre proposition pour cette phrase* : « Allons chercher de nouveau toutes les vieilles haines profondément enracinées, tous les préjugés justes et injustes, toutes les causes à peine ébranlées de suspicion mutuelle et de malentendus et chuchotons-les dans les oreilles pour empoisonner les cœurs, pour indigner les esprits, pour aveugler les consciences et les enflammer les uns les autres ! »

LA CAUSE DE LA RÉVOLUTION, qui est votre propre cause. A notre alliée naturelle et à notre amie, la Démocratie, vous avez fait payer à Vienne, aux Slaves, les attentats commis contre vous par la vieille politique allemande, par le système despotique renaissant à Francfort.

Malheureusement, à Vienne, les Slaves se sont vengés des crimes perpétrés contre eux, non pas sur le criminel, mais plutôt sur les compatriotes du criminel et ses alliés naturels ¹.

Et le parti des politiques d'Etat, fuyant lâchement la ville de Vienne où le peuple était maître, s'en alla à Prague et de là vous cria ce mensonge : Que l'insurrection viennoise n'était point une révolution populaire, mais seulement un mouvement opéré par l'or des Magyars. Mais qui donc parmi nous, ô frères, serait assez misérable, assez stupide pour ajouter foi à ce conte absurde. Est-ce que les révolutions se font avec de l'or ? Non. Tout l'or du monde ne saurait entraîner un peuple à la révolte, et la jeunesse d'aucun peuple n'est assez vile pour se laisser acheter ².

Vous serez libres ! vous ont dit les politiques de l'Autriche impériale, dès que vous nous aurez aidés à vaincre nos ennemis. Quel mensonge ! Vienne est tombée... Où donc est la liberté de Prague ?

Déjà votre erreur se dissipe ; déjà, frères, vous êtes rendus à vous-mêmes ; déjà vous voyez clair. Ce qu'a fait votre Jelacic, vous l'avez devant les yeux, et le but qu'il poursuivait n'est plus un secret pour personne. Quel fut son premier prétexte ? De défendre la liberté slave contre la politique oppressive et antipopulaire du parti régnant des Magyars. Il le disait ; mais, au lieu de cela, il marcha sur Vienne et aida à vaincre le mouvement populaire, la démocratie. Jelacic a trahi une cause juste et sainte, le mouvement démocratique des Slaves du sud. Il l'a vendu tout justement à cette politique ennemie et sans cœur, pour la ruine de laquelle les peuples slaves soulevés avaient confié à sa direction leur jeune et naissante vigueur. Sa mission avait été de voler au secours de notre famille des Slovaques de Bohême, avec les forces fraternelles que lui procurait la révolte des Slaves du sud. Dédaignant cette mission sainte, il préféra être un fonctionnaire autrichien ³ et conduire son armée contre la capitale, afin d'en faire de nouveau un foyer de despotisme pour toute l'Autriche, pour toute l'Europe. Au lieu de travailler pour la liberté de toutes les nations, il travailla, au contraire, pour l'exécution du complot des oppresseurs des peuples, des dévastateurs des villes, des mitrailleurs des masses et des vieux despotés ; de ce complot organisé à Innsbruck et à Vienne, repris avec joie et encouragé ⁴ à Potsdam, sanctionné à la fois par la puissance centrale de Francfort et par l'autocrate de Pétersbourg.

¹ La traduction de l'IISG dit : « Des Slaves ont été, hélas ! punir à la personne des coupables et les alliés des vengeurs. » (*sic.*)

² La traduction de l'IISG dit : « se mettre à l'encan ».

³ La traduction de l'IISG dit : « un employé autrichien ».

⁴ La traduction de l'IISG dit « activité »

Autrichiens vous devez être, ô Slaves ! Ainsi le voudrait du moins la politique d'Etat, et ainsi le voudrait le traître Jelacic qui a eu l'audace d'annoncer hautement cette politique comme devant être le salut des Slaves.

Autrichiens vous devez être. Que signifie être Autrichien ? Cela veut dire : Aider le despotisme à affaiblir par la division et la haine chacun des peuples de races diverses qui sont attachés à la chaîne commune que tient l'empereur d'Autriche ; rendre fort par cela même celui qui tient La chaîne, et lui faciliter les moyens de les tenir tous sous le même joug¹.

Cela veut dire : Rendre possible, pour le despotisme, ce coup de maître qui consiste à empêcher des hommes, unis par le sang, la langue, les mœurs, les grands souvenirs de l'histoire et de plus grandes espérances encore pour l'avenir, et voulant s'associer à une commune destinée ; à les empêcher, dis-je, de se rapprocher pour former librement une nation. Cela veut dire : Donner au despotisme la force nécessaire pour renouveler l'histoire de la Pologne violemment déchirée en morceaux, lesquels entre les mains de chaque Etat despotique se sont vus déchirés encore, de manière à ce que tout espoir de renaissance fût à jamais éteint (s'il était possible) au cœur de ce généreux peuple. Cela veut dire : Aider à détacher, de la cause commune des Slaves, la cause des Tchèques, des Slovaques, des Serbes, des Croates et de tous les peuples de notre race, quel que soit le nom qu'on leur ait donné sous la tyrannie autrichienne.

Autrichiens vous devez être ! Mais que gagneriez-vous donc, frères, à devenir Autrichiens ?

Il y a deux perspectives. Ou bien la monarchie autrichienne restera ce qu'elle est, un mélange de peuples divers auxquels on fera la grâce d'accorder des droits égaux ; et vous ne serez alors, au sein de ce chaos, que ce que vous avez toujours été : de vils esclaves impuissants et méprisés, soumis à l'arbitraire et aux ordres de Vienne, sans liberté, sans force propre, sans influence sur le développement des destinées slaves en particulier, et encore moins de celles de l'humanité.

Ou bien la monarchie autrichienne ne réussira à se conserver qu'autant qu'elle se transformera en Etat slave, ainsi qu'on vous en fait la belle promesse en ce moment ; et qu'aurez-vous alors ? Serez-vous libres et grands dans cette seconde alternative qui vous serait la plus avantageuse ? Non ! D'un côté vous serez les oppresseurs de vos frères, de nationalité étrangère, les despotes des Italiens, des Magyars, des Allemands de l'Autriche. Vous ferez aux autres ce que vous ne voulez pas qu'on vous fasse. D'autre part, vous serez encore esclaves et valets, les valets de votre propre gouvernement despotique ; car, sachez-le bien, il n'est donné à personne d'asservir s'il n'est asservi lui-même. Moi, qui suis Russe, je vous le dis. Vous vous attirerez la haine non pas

¹ Proposition : « Cela signifie : aider le despote à affaiblir par la division et la haine les divers groupes ethniques concentrés en Autriche, qui sont profondément hostiles l'un envers l'autre et faibles, et par cette faiblesse les tenir ensemble sous le joug. »

seulement de tous ceux que vous opprimeriez, mais de toute l'Europe libre et amie de la liberté. Vous aurez contre vous la haine, la colère, le mépris et les malédictions de tous les peuples ; et, misérable instrument de mal et de ruine pour les autres, vous travaillerez à vos propres maux et à votre propre ruine.

Slaves de l'Autriche, que serez-vous sous l'empereur de Vienne ? Rien. Que pourriez-vous être dans la patrie avec tous vos frères de race ? Une gigantesque puissance de 80 millions, un formidable bouclier pour la liberté, la joie et l'orgueil de l'humanité renaissante.

Frères ! je suis Russe, et je vous parle comme Slave. Mes pensées, mes sentiments, je vous les ai fait connaître ouvertement au congrès de Prague. Vous savez que moi, Russe, je ne vois le salut de mes compatriotes que dans l'union et la fédération de tous les peuples slaves affranchis. Vous savez que je me suis imposé comme devoir de la vie, la poursuite de ce but grand et sacré.

C'est là ce qui me donne le droit de vous parler ainsi que je le fais ; car, en me préoccupant de vos intérêts, je m'occupe des miens ; votre cause, votre salut, votre honneur sont les nôtres ; votre honte et votre ruine seraient pour nous la honte et la ruine. C'est au nom de 60 millions de Slaves que je vous parle, au nom de 60 millions de vos frères, les comme vous d'une longue et dure servitude, et qui, autant qu'ils ont pu avoir connaissance de la réunion du congrès de Prague, avaient fixé les yeux sur lui comme sur leur sauveur et leur Messie. Je regarde comme l'honneur de ma vie d'avoir été membre de ce congrès et d'avoir participé à ce qu'il a pu débattre et conclure pour le salut commun. Le peuple russe, cette grande fraction de la famille slave, que je représentai alors et que je représente encore ici dans ces lignes que je vous adresse, vous le reconnaissez aussi dans sa puissance et dans sa grandeur. Je sais qu'avec fierté et confiance dans l'avenir, vous avez les yeux sur lui, à qui seul parmi tous les Slaves il y a été donné de conserver intacte son indépendance nationale ; et vous êtes convaincus qu'il sera le soutien et la force du slavisme.

Mais sachez bien distinguer, ô Slaves mes frères ! Ce n'est point la Russie asservie et esclave, ce n'est point son oppresseur et son tyran qui doivent être l'objet de votre confiance, si vous attendez votre salut de la Russie ; mais bien la Russie insurgée, la Russie soulevée pour la liberté, c'est le peuple russe, en un mot, dans sa force libre.

C'est au nom de ce peuple que je vous le dis, moi le Russe :
NOTRE SALUT À TOUS EST DANS LA RÉVOLUTION, ET PAS AILLEURS.

Ni dans l'empereur Nicolas, ni dans ses armées, ni dans sa puissance et dans sa politique ne sont votre salut, votre patrie ; mais dans la Russie nouvelle qui s'apprête à renverser bientôt cette Russie impériale et à l'anéantir.

Croyez-moi, ce ne sont nullement les oukases du czar, du despote de la Russie, qui expriment nos sentiments, nos désirs, notre volonté. Non, et encore une fois, non ! Notre peuple ressent profondément la honte de la servitude dans

laquelle le retient son tyran ; le peuple russe est le plus grand ennemi de celui que plusieurs parmi vous regardent comme son vrai représentant ; il est le plus grand ennemi de Nicolas, son geôlier, son bourreau et la cause de son déshonneur.

Qu'est-il, en effet, ce Nicolas ? Un Slave ? Non. C'est un seigneur de Holstein-Gottorp sur un trône slave, un tyran d'origine étrangère ! Serait-il un ami de son peuple ? Pas plus. C'est un despote froid et calculateur, qui n'a ni cœur, ni pensée pour tout ce qui est russe, pour tout ce qui est slave ; qui n'a pas la moindre idée de ce qui bout et fermente mystérieusement au sein de son peuple. Serait-il un protecteur des intérêts slaves en général ? Non. Il l'est si peu, que chaque jour il les trahit, et qu'il ne se sert de ce terrible mot : le « panslavisme », que comme d'un moyen politique, d'une menace à l'aide de laquelle il cherche à assurer son influence et sa domination sur l'Allemagne, influence que maudit cette dernière et qui cause sa ruine. Toute sa préoccupation, toute sa politique est d'être fort en Allemagne, dont les petits despotes sont ses disciples et ses admirateurs. La Russie, le slavisme, il ne les considère que comme des instruments avec lesquels il poursuit sa vieille politique, basée seulement sur la division des peuples et des princes. Cette politique consiste, en effet, à trahir les Slaves à l'aide de l'Allemagne, pour trahir les Allemands à leur tour à l'aide des Slaves trompés. Voulez-vous savoir au juste ce que valent à ses yeux les Slaves, leur race et leurs intérêts ? Rappelez-vous sa lettre de félicitations à Windischgraetz, au massacreur des Slaves de Prague, en récompense d'horribles exploits contre les défenseurs de la cause slave ! Songez aussi à cet or, à ces armes, à ces troupes qu'il envoya aux Slaves du Sud pour les exciter à la révolte. Ce n'est point en leur qualité de Slaves se soulevant pour le salut de nous tous, qu'il les assistait ainsi ; mais il les excitait parce que, selon les calculs infâmes, cette révolte devait servir le despotisme autrichien, son enfant d'adoption. Il les assistait sous cette condition surtout, souvenez-vous-en, qu'ils séparaient leur cause de celle **de des** Polonais. Rappelez-vous encore qu'il tenait ses soldats prêts à envahir la Galicie, au premier signe de la camarilla autrichienne ! Vous savez enfin que tous ses efforts tendent à empêcher la renaissance de la Pologne, parce que la renaissance de la Pologne serait la fin de sa puissance.

Mais sa dernière heure a sonné.

Je vous le dis encore une fois : le peuple russe est enfin las de son esclavage et de sa honte, las de n'être que l'instrument misérable d'une politique maudite. Frères, que les apparences ne vous trompent pas ! Gardez-vous de croire que ce peuple-géant soit encore lié par tous ses membres dans un magique sommeil de fer ! Je vous le dis : sa léthargie n'est plus si profonde, il ne fait plus que sommeiller, il se réveille déjà. Ne vous faites pas illusion sur la puissance de Nicolas et sur la confiance qu'il a dans son art de despote, dans sa fidélité de ses armées, dans la soumission des masses. Lui-même n'a plus foi dans sa force.

Je vous le dis : cette foi s'éteint partout aussi chez ses peuples, et le knout, les dégradations, les confiscations, l'exil en Sibérie et au Caucase, sont de mauvais moyens pour le ranimer.

Je vous le dis : l'art du despote s'émousse de plus en plus sur la poitrine d'airain de l'esprit révolutionnaire et c'est en vain, d'autre part, que le tyran essaie de préserver de cet esprit la terre russe. C'est en vain que, tremblent intérieurement quoiqu'il s'efforce extérieurement de paraître calme et rassuré, c'est en vain que Nicolas garnit toutes ses frontières d'épais cordons de troupes, et qu'il s'apprête même, dans son audace insensée, à marcher à la rencontre de l'esprit de la révolution sur les territoires de l'Autriche et de la Prusse. C'est en vain, vous dis-je, car l'esprit s'avance invisible et marche sans cesse, se moquant des cordons et des entraves, comme le choléra asiatique.

Je vous le dis : la fidélité des armées russes est attaquée au cœur et ébranlée par la sympathie du Slave pour le Slave ; elle l'est par les pulsations du cœur russe répondant fraternellement à celles d'un cœur polonais. Oui, le cœur des Russes saigne de douleur et de honte à la vue de ces conseillers allemands du sceptre russe trahissant un peuple slave et le livrant avec tant de cruauté aux tyrans de l'Allemagne, ou partageant insolemment avec eux les nobles dépouilles. Le cœur des Russes saigne et se soulève d'indignation, en voyant le sort affreux de cet héroïque peuple de frères slaves, qui nous a précédés tous dans la voie de la liberté ; qui dans un long martyre a répandu son sang précieux pour notre avenir à tous, mais qui n'a jamais désespéré, ne s'est jamais lassé, malgré des injures sans nom et des malheurs inouïs ; dont la résurrection nous donnera le signal de feu qui, illuminant la nuit de notre long esclavage, dirigera tous les Slaves dans la voie de l'affranchissement et du salut. Oui, la Pologne, c'est le pieu dans les chairs du despotisme russe qui saigne sans cesse depuis le crime du partage. Cette croix à laquelle il a cloué le martyr est devenue l'instrument de sa propre expiation, et sur ce lieu de torture il est condamné à terminer son infâme existence, Nicolas en a le pressentiment, et c'est pourquoi il continue à enfoncer toujours plus profondément ses griffes de vautour dans les membres pantelants de ce pauvre corps déchiré de la Pologne, éperdu qu'il est de terreur, et tremblant de voir ces membres immortels se rencontrer de nouveau, se réunir pour former un corps animé et accomplir sur lui, le bourreau des Slaves, la terrible vengeance longtemps remise, mais jamais abandonnée. Au sein de sa puissance et de sa splendeur, il sent dans les entrailles s'**agiter**, comme une torture mortelle, la grande proie qu'il a dévorée, mais que jamais le despotisme ne pourra digérer. Il sent et il sait tout cela ; mais ce qu'il ne sait ni ne veut croire, c'est que le poison fait déjà de terribles ravages dans ses veines et dans toutes les parties de son corps ; c'est que son armée, soldats et généraux, partout où elle est en contact avec le peuple polonais, ressent l'influence magique de ce sanctuaire de notre rationalité, consacré par tant de souffrances, de cette arche sainte de notre délivrance, de cette colonne de feu et de fumée qui, jour et nuit, à travers le désert de notre servitude, nous indique le chemin de la terre promise des Slaves. Oui, les Russes sentent avec la Pologne, ils sont inspirés, possédés de

l'esprit de la Pologne ; dans le salut de la Pologne ils reconnaissent leur propre salut ; ils ne peuvent plus combattre contre la Pologne, mais pour la cause de la Pologne.

Tu comptes sur la soumission des masses, aveugle czar ! Tu es habile et rusé dans les petites choses ; mais tes ruses grossières, ô czar, ne sont bonnes qu'à opérer des prodiges dans cette Europe qui tombe de vieillesse. Un pareil succès t'a ébloui, et tu bâtis chez toi sur le sable ! Il est vrai que la révolte des paysans en Galicie nous a été fatale un moment. Favorisée et nourrie par toi, elle tourna contre les gentilshommes polonais, animés de l'esprit de liberté et du génie de la démocratie : mais cette révolte galicienne renferme dans son sein le germe d'une puissance nouvelle et inconnue, un feu volcanique dont l'explosion couvrira bientôt et consumera en un clin d'œil, sous des montagnes de lave, tous ces beaux jardins qu'aura plantés l'art de la diplomatie ; ta domination et ta puissance seront englouties et anéanties, aveugle czar, sans même laisser de traces ! Une révolte de paysans en Galicie n'est rien, mais le feu qu'elle a allumé s'étend et se propage comme dans un foyer souterrain, et déjà ce feu ouvre des cratères parmi les masses de serfs de ton vaste empire, et cette lueur immense éclairera l'Europe entière de ses reflets sanglants. Des prodiges révolutionnaires surgiront des profondeurs de cet océan de flammes. La Russie est le but de la Révolution européenne ; la force révolutionnaire se déploiera là dans sa plus terrible énergie, c'est là qu'elle terminera son œuvre ¹. Avec cette force paisible, indomptable et persévérante, dont le peuple russe a fait preuve pour conserver son indépendance à l'intérieur, au milieu de toutes les tempêtes qui ont bouleversé le monde slave ; avec cette même fermeté d'airain il s'emparera de la Révolution afin de conquérir et de garder sa liberté intérieure. C'est à Moscou que seront brisées les chaînes de l'esclavage sous lesquelles le sceptre russe tient encore réunis tant de peuples domptés ; c'est à Moscou que, du même coup, sera proclamée pour toujours la liberté des Slaves ; c'est à Moscou, enfin, que, définitivement, sera brisé le joug qui pèse sur l'Europe ou qui la menace ; c'est à Moscou que, du sein d'une mer de sang et de feu, s'élèvera au ciel l'astre resplendissant de la Révolution, l'étoile polaire qui dirigera vers son salut toute l'humanité affranchie.

Debout donc, peuples slaves ! debout donc, ô vous qui êtes appelés à combattre aux avant-postes ! Au nom de ces millions qui auront à livrer la grande bataille décisive, au nom des Slaves du nord qui auront un jour à vous demander un compte sévère de ce que vous avez fait pour notre sainte cause ; au nom de ce peuple je vous fais de nouveau un appel suprême : ROMPEZ ENFIN ET À JAMAIS AVEC LA RÉACTION, ROMPEZ AVEC LA DIPLOMATIE, ROMPEZ AVEC TOUTE POLITIQUE ÉTROITE ET INDIGNE DE VOUS, ET JETEZ-VOUS COURAGEUSEMENT ET SANS RETENUE DANS LES BRAS DE LA RÉVOLUTION !

La Révolution c'est tout pour vous. Elle est votre réveil, votre résurrection, votre espérance, votre salut, votre avenir. La Révolution, et rien que la

¹ Le texte allemand dit simplement : « La Russie est le but de la révolution, sa plus grande force va se déployer et elle parviendra là à son achèvement. »

Révolution ! Confiez-vous à elle ! Et vous pouvez vous confier à elle ; car, en vérité, elle n'est pas une mauvaise alliée. On vous dit : elle a déjà succombé sous les coups de la Contre-révolution. Mensonge ! Jetez les yeux autour de vous, voyez ses œuvres ! Tout n'est-il pas transformé dans le vieux monde européen ? L'Europe n'est-elle pas devenue tout à coup un vaste chaos, au sein duquel ceux-là mêmes qui se disent destinés à rétablir l'ordre, ne font qu'augmenter le trouble et le désordre par leur appel aux armes, par les bombardements et l'état de siège, par leurs attentats, leurs forfaits qui crient vengeance, par leurs massacres et leurs dévastations ? L'anarchie n'est-elle pas en permanence, et tout essai tenté pour la dompter n'est-il pas plus anarchique que l'anarchie elle-même ? Voyez ! La Révolution est partout. Elle seule est en force. L'esprit nouveau, avec sa puissance dissolvante, a pénétré irrévocablement dans l'humanité ; il creuse dans la société européenne jusque dans ses couches les plus profondes et les plus ténébreuses. Et la Révolution ne se reposera point jusqu'à ce qu'elle ait créé, à sa place, un nouveau monde meilleur. C'est en elle donc, en elle seule qu'il y a toute vigueur et force, toute certitude de triomphe. En elle seule il y a vie, hors d'elle est la mort. Qui marche avec elle et qui se rend solidaire d'elle verra couronner son œuvre ; car à elle seule appartiendra de décerner le prix du combat. Quiconque est contre elle court à sa ruine plus ou moins prochaine et ne verra point le jour du salut. Elle ne souffre ni tiédeur, ni partage ; elle ne veut ni caresse ni adultères, ni alliance chancelante, sans confiance ou hypocrite ; elle veut qu'on se livre à elle sans réserve et avec une foi complète. Elle est la puissance, elle est le droit, elle est la vérité, elle est le salut de l'époque. Elle est la seule voie pratique qui puisse conduire au bien et au succès. Hors d'elle il n'y a ni prudence, ni sagesse, ni politique ; elle seule est la prudence, la sagesse, la politique ; elle est tout ce qui mène au but. Seule, la Révolution peut aujourd'hui suffire à la vie active de l'homme, seule elle rend fort, seule elle peut enfanter des miracles, seule elle peut transformer en masse vivante et vivifiante un monde de 80 millions d'hommes, endormi encore par un despotisme dix fois séculaire. Confiez-vous donc à la Révolution ! Livrez-vous entièrement à elle ! Sans elle, point de slavisme !

A la Révolution vous devez vous livrer sans réserve.

De quelle manière ?

En suivant EXTÉRIEUREMENT ET INTÉRIEUREMENT une politique révolutionnaire.

Quelle doit être votre politique EXTÉRIEUREMENT ?

Vous devez être les amis et les alliés de tous les peuples et de tous les partis qui combattent pour la Révolution.

Quels sont les peuples et les peuples qui combattent pour la Révolution ?

Tous ceux qui luttent pour leur propre indépendance et par conséquent encore luttent en commun contre l'ennemi commun, contre la conspiration des despotes.

Que s'est proposée, avant tout, la conspiration des despotes ?

LA CONSERVATION DE L'AUTRICHE. L'AUTRICHE EST L'ARÈNE DU COMBAT.

Que devons-NOUS donc vouloir ?

Le contraire de ce que veulent les despotes : LA COMPLÈTE DISSOLUTION DE L'EMPIRE D'AUTRICHE. Les despotes ont eu parfaitement raison, selon leurs intérêts, de faire de l'Autriche l'arène du combat ; car, de même que l'empire de Russie est du dehors l'appui du despotisme en Europe, de même l'Autriche, au cœur même de l'Europe, se trouve être la base systématique du despotisme. L'Autriche, cette iniquité pétrifiée, est la digue contre laquelle sont venus se briser tant de fois les flots de la Révolution européenne. C'est pour cela que nous avons aussi le droit, dans l'intérêt de la liberté, de vouloir la dissolution de l'Empire autrichien ; car la dissolution de cette Autriche c'est la rédemption et l'émancipation de tous les peuples en esclavage sous son sceptre ; c'est la délivrance du cœur de l'Europe. Quiconque est pour l'Autriche, est contre la liberté. Nous donc, qui sommes pour la liberté, nous devons être contre l'Autriche. Nous devons hâter la destruction de cet empire.

Comment y parvenir ?

En confondant les intrigues et les plans actuels de la cour impériale d'Autriche.

Quel est le principal de ces serviteurs ?

Windischgraetz.

Où va Windischgraetz en ce moment ?

En Hongrie. Après avoir bombardé Prague et assassiné la liberté de Prague, après avoir bombardé Vienne et assassiné la liberté à Vienne, il marche contre la Hongrie, pour y assassiner également la liberté.

Que devons-nous faire maintenant ?

Rien n'est plus simple. NOUS DEVONS aujourd'hui EN HONGRIE, nous déclarer contre Windischgraetz et pour les Magyars.

Frères ! Je sais quel mot difficile j'ai prononcé ici. Je sais ce que les Magyars ont fait à nos frères slaves, quel crime ils ont commis envers notre nationalité, de quelle façon ils ont foulé aux pieds notre langue et notre indépendance. Je sais tout cela et je sais qu'ils continuent encore à ne pas respecter ni reconnaître la liberté des Slaves bien qu'ils soient forts de l'expérience qui les a poussés à venir en aide aux Viennois. Mais malgré tout cela, frères, c'est pour cette politique, que nous avons décidée dès le Congrès à Prague et qui consiste à proposer aux Magyars une fédération des deux peuples, sous condition d'un respect réciproque des droits et d'une indépendance totale et mutuelle, c'est encore pour cette politique que nous devons nous prononcer. C'est la politique de la magnanimité et de la générosité. Offrir une alliance à un peuple qui est sous une telle menace, comme c'est le cas pour les Magyars, ne saurait aucunement vous avilir, au contraire, cela serait tout à votre honneur. C'est une politique qui ne restera pas infructueuse. Il y a sûrement parmi les Magyars des hommes qui comprennent toute la valeur d'une telle offre et qui, au nom du bien-être de la Hongrie, ne rejettent pas les conditions qui s'y rattachent. Et l'esprit qui préside à ces conditions s'imposera toujours plus aux yeux des Magyars. Il va dès maintenant y avoir aussi parmi eux un parti démocratique qui considère que la liberté de CHAQUE peuple en particulier n'est assurée que par la liberté de tous les peuples et qui dans cette période de misère générale

emportera l'assentiment général de façon indiscutablement plus facile qu'auparavant. Mais même si tel n'était pas le cas, même si l'on repoussait la main que vous tendez, vous seriez alors dégagés de toute responsabilité et que tombe sur la tête de ceux qui auraient rejeté avec arrogance l'offre la plus noble, au mépris du salut collectif, l'opprobre et une réprobation qui jamais ne mourront. Car la politique que je prône ici, n'est pas uniquement la politique de la générosité et de l'intelligence à la fois mais aussi celle de la véritable sagesse, soucieuse de l'avenir. Car au travers de ce geste de magnanimité vous œuvrerez de la façon la plus magistrale en faveur des principes de la liberté de tous les peuples. Par ce geste vous imprimerez un tournant décisif non seulement à la lutte en Hongrie mais aussi à la lutte globale de la révolution contre les despotes, par ce geste vous vous placerez à la tête du mouvement révolutionnaire et vous éclairerez, fiers et braves, comme vous savez l'être, la voie de la libération pour les peuples européens.

Mais le Slave ne se porte-t-il pas préjudice à lui-même en tendant la main à son ennemi naturel ?

Certainement pas ! Car nous sommes assez forts pour pouvoir être généreux. En vérité, le Slave ne doit souffrir aucun dommage, bien au contraire, il faut qu'il sorte vainqueur. En vérité, il faut qu'il vive ! Et nous allons vivre. Tant que la plus infime part de nos droits nous sera contestée, tant qu'un seul membre de notre corps global nous sera arraché ou maintenu séparé, nous nous battons jusqu'au sang, nous nous battons sans merci à la vie à la mort jusqu'à ce que les Slaves arrivent finalement à être dans le monde tout à fait libres et indépendants. Mais c'est précisément pour cette raison que nous devons fermer les yeux sur le petit pour regarder le grand, fermer les yeux sur le particulier pour regarder le général et diriger toute la force de notre résistance contre l'ennemi acharné, et lorsqu'un peuple accepte enfin de reconnaître notre droit et de se battre à nos côtés contre le grand ennemi commun, même si ce peuple était l'ennemi d'une partie d'entre nous, nous devons de bonne grâce lui tendre la main.

Vous devez tendre la main au peuple allemand. Pas à ces despotes d'Allemagne avec lesquels vous êtes maintenant liés par un pacte, et c'est précisément ce que vous ne devez pas faire. Pas à ces pédants allemands et à ces professeurs à Francfort, pas à ces mauvais littérateurs au cœur sec qui, bornés ou corrompus, ont rempli la majorité des journaux allemands de propos outrageants contre vous et vos droits, contre les Polonais et les Tchèques. Pas à ces Allemands petits-bourgeois qui se réjouissent de chaque malheur qui arrive aux Slaves. Mais tendez la main à ce peuple allemand qui, issu de la révolution, ne se transforme que maintenant en nation allemande, libre. Tendez la main à cette Allemagne qui n'existe pas encore, qui donc n'a pas pu se rendre coupable d'un crime envers vous et dont certains membres encore isolés et répartis dans toute l'Allemagne, dispersés comme nos peuples slaves et poursuivis et opprimés comme nous, sont dignes de notre amitié et, les bras grand ouverts, sont prêts à être nos amis.

Vous devez avant tout briser la puissance militaire de l'Autriche, cette puissance qui fait de l'Autriche l'Etat autrichien, cette puissance qui réprime et entrave le soulèvement des peuples et qui entrave la victoire de la liberté, de l'égalité et de la fraternité générales de tous les peuples. Vous avez vu à Prague ce qu'est cette puissance militaire, comme elle est effroyable. Quels sont ces gens qui sous les ordres de Windischgraetz ont bombardé la Prague slave ? Etaient-ce des Magyars ? Etaient-ce des Allemands ? Etaient-ce des Italiens ? Non, c'étaient des Slaves, et rien que des Slaves, des Tchèques, des Polonais, des Slovaques. Et vous avez pu récemment voir en la personne de Jelacic, ce qu'est un général autrichien. C'est un Jésuite à la tête de bandes disciplinées qui, sans volonté personnelle et oubliant leurs propres objectifs, suivent ses ordres, un homme pour qui rien n'est sacré, que n'anime aucun amour de la patrie, aucun sentiment pour sa nation, mais qui n'est poussé que par un empressement pour servir une camarilla autrichienne pernicieuse et qui, pour plaire à cette camarilla, est capable de commettre tous les crimes. Vous devez donc briser ce monstre qui, sous la contrainte, monte le frère contre le frère, qui étouffe et tue toute émotion humaine dans le cœur des hommes, cette organisation militaire qui transforme les hommes en machines au service du despotisme, si vous voulez que les Slaves soient libres.

Vous devez rappeler d'Italie vos soldats, de cette belle Italie corrompue par l'asservissement imposé par l'Autriche, car n'est-ce pas une honte que des Slaves, qui combattent eux-mêmes pour leur indépendance, tendent la main pour asservir un noble peuple qui ne leur a jamais causé la moindre offense, n'a jamais commis à leur égard la plus petite injustice ? Vous devriez rappeler tous les soldats slaves partout où ils sont au service de l'Autriche, ce qui les déshonore, pour qu'ils ne servent plus de valets à leurs bourreaux, ni qu'ils donnent ainsi à d'autres le droit d'être pour vous des valets de bourreaux, mais pour que vous puissiez avec eux constituer une véritable armée slave, une armée au service de la révolution, une armée qui permette de parvenir à la liberté pour vous, pour tous les peuples slaves et pour l'Europe.

Mais vous ne pourrez pas changer radicalement votre politique extérieure tant que vous n'aurez pas changé radicalement votre politique intérieure.

N'acceptez plus cette administration opérée par les vieux fonctionnaires autrichiens !

N'acceptez plus rien de ces dirigeants politiques qui tantôt provoquent le peuple et tantôt l'amadouent. Laissez tomber ces mauvaises gens, qui vous disent éternellement : agitez-vous, mais ne vous agitez pas trop, car il est dangereux d'exciter le peuple, l'objectif se laissera bien atteindre par d'autres moyens diplomatiques, parlementaires, plus modérés. Ne faites pas confiance à ces gens. Seul un mouvement, un mouvement en rafale de nos peuples pourra amener la libération de ces peuples. L'esprit de l'ère nouvelle ne s'exprime et n'agit que dans la tempête. Notre nature slave n'est pas celle d'une vieille

usée à qui ne plaît que ce qui est affaibli et atténué, elle n'est ni altérée, ni gâtée, mais elle est simple et grande et seul ce qui est sincère et total a un effet sur elle. Il faut que les Slaves prennent feu pour faire des miracles. Agitez donc sans ménagements et sans restrictions les masses slaves. Allumez en elles le feu sacré. Allez tels des apôtres du slavisme renaissant ! Unissez-vous, peuples slaves d'Autriche ! Unissez-vous tous et contractez ensemble un pacte sacré, une alliance offensive et défensive ! Une alliance qui ne soit pas sous l'égide de la dynastie autrichienne ! Mais une alliance tournée contre elle, une alliance pour la dissolution de l'Autriche ! Une alliance permettant de fonder une fédération qui coalisera bientôt tous les peuples slaves. Redevenez ce que vous avez déjà été dans la Prague dorée, pour nous, pour tous les Slaves du Nord et de la Turquie, redevenez le signe annonciateur, la nuée d'orage flamboyante de la révolution qui nous libérera tous.

Alors le slavisme ressuscitera.

Michel Bakounin.

* * * * *

Février-mars 1849. – La guerre russo-allemande

Dresdner Zeitung, NE 75, 29 mars 1849, Dresde

Article anonyme dont la paternité de Bakounin n'est pas sûre. Publié d'après la première publication.

La guerre russo-allemande

En vérité, il suffisait de toute l'inertie de cette misérable Assemblée Nationale allemande, il suffisait de la dictature du sabre qui règne à Vienne et à Berlin et des coups d'Etat des Camarillas d'Olmütz et de Potsdam reniant leurs engagements, pour ouvrir les yeux au peuple allemand sur l'infâme trahison perpétrée contre sa liberté et contre ses conquêtes. Quant à ceux qui t'ont encore, engourdis dans leur loyalisme, leurs yeux ne s'ouvriront que lorsque le knout russe sifflera autour de leurs têtes. C'est un jeu raffiné que celui des Cours et des Cabinets, un jeu qui s'appuie sur la foi imbécile que le peuple a si longtemps conservée. Une tension sérieuse est intervenue entre Berlin et Pétersbourg, des notes acerbes ont été échangées et de grands événements se préparent : c'est ce que nous racontent les feuilles au service de l'absolutisme. D'où vient cette tension ? Serait-ce par hasard parce que Frédéric-Guillaume a octroyé une constitution et déclaré Berlin en état de siège, ou parce que « mon excellente armée » s'est livrée partout aux

pires excès contre le peuple, ou encore parce que la couronne impériale a échappé au beau-frère ? Non, les Russes entrèrent en Allemagne non contre les Princes, mais pour eux, ayant conclu avec eux une alliance secrète contre les derniers restes de la liberté conquise l'an dernier. Le souverain absolu de la Russie, gravement menacé par les révolutions française et allemande, tremblant devant la croisade des peuples dirigée contre le dernier bastion de la réaction, se borna durant l'année 1848 à entourer d'une triple ceinture de baïonnettes les frontières de son Etat, afin d'en interdire l'accès aux idées de droit des peuples et de liberté. Mais cette croisade prit fin, et le loyal peuple allemand redevint si confiant qu'il ne s'aperçut pas qu'on reforgeait les chaînes brisées, pour lui mettre de nouveau des entraves. Ainsi, les Russes se tiennent toujours en armes à la frontière, tandis que notre excellente Assemblée Nationale n'a pas créé d'armée populaire et que le pouvoir central n'a rien fait pour assurer à l'Est la défense de l'Allemagne. La réaction a gagné la partie à Vienne, où il lui fut possible d'écraser les rebelles ; elle eût bien voulu en faire autant à Berlin, mais elle manqua son coup : cependant, elle gagna la victoire grâce à cette jolie invention de la « résistance passive » pour laquelle le peuple prussien peut bien se faire décerner un brevet. On s'est donc reposé sur l'espoir bien fondé de balayer bientôt les droits révolutionnaires du peuple avec la grâce de Dieu, sans l'aide de la Russie ; l'Assemblée Nationale n'avait aucun droit de protester si l'on octroyait une constitution à Dresde ou à Munich : n'avait-elle pas assisté sans s'émouvoir à ce même jeu à Vienne et à Berlin ? Une chose avec laquelle les conjurés n'avaient pas compté, c'était la force du sentiment national des Magyars. Toute la puissance de l'Autriche se brisa contre la résistance de ce peuple chevaleresque et la Camarilla d'Olmütz fut obligée d'appeler les Russes à l'aide. Mais cet événement, bien loin d'améliorer la situation des Habsbourg, l'a encore empirée ; il a fait connaître aux peuples de l'Autriche les véritables desseins du jeune Empereur et de son illustre mère, il a rapproché les nationalités divisées par la haine et fait comprendre clairement la nature de cette guerre : la lutte du despotisme contre la liberté du peuple ! La mauvaise impression qu'avait créée l'avance des Russes en Transylvanie, les transports de joie qui avaient salué, de Vienne à Paris, chaque défaite des armées impériales, ont douloureusement frappé la Réaction ; ne pouvant plus faire étalage de brutalité, il lui faut de nouveau se réfugier dans les mensonges et les faux-fuyants. Ni Olmütz, ni Potsdam n'osent appeler les Russes dans leurs pays respectifs ; c'est pourquoi les habitants d'Hermannstadt ont sollicité la Saxe pour cette intervention, c'est pourquoi le commandant de la place de Cracovie a adressé la même prière pressante au conseil municipal, mais en vain : d'où cette tension entre Berlin et Pétersbourg, qui fait craindre une guerre.

Nous ne redouterions pas la guerre contre la Russie – elle serait pour nous la bienvenue – si elle était faite l'honneur de l'Allemagne, comme une véritable guerre populaire au nom de la liberté des peuples : mais,

malheureusement, tel n'est pas le cas. Il faut que la guerre contre la Russie, ou, pour mieux traduire ma pensée, la guerre contre l'Empereur de Russie, soit faite comme une guerre révolutionnaire, si nous voulons qu'elle se termine favorablement pour nous, il faut que nos baïonnettes apportent la liberté aux peuples opprimés par le tsar, il faut que nos proclamations appellent le peuple à l'insurrection en Pologne et en Russie, dans les pays baltes, allemands et suédois, si nous voulons la victoire. Si Napoléon avait fait la guerre de 1812 non comme un souverain, mais comme le Jacobin qu'il était à ses débuts, il n'aurait pas subi un aussi cuisant défaut ; mais il refusait le concours des éléments révolutionnaires du peuple qui s'offraient à lui ; il était devenu trop tyran, pour ne pas craindre le sentiment national. « A l'entrée des premiers Russes en Allemagne, qu'ils viennent en ennemis ou en amis, faisons sonner le clairon de l'insurrection du Rhin jusqu'au Niémen », s'écriait Hecker à la Chambre badoise, et cette parole doit devenir une vérité. La guerre est une guerre contre le peuple, on n'a donc pas le droit de la faire contre les princes : c'est là le point capital de toute question. Mais nous craignons la trahison. Certes, à travers toute l'Allemagne, une extrême animosité contre le tsar règne parmi le peuple, et la Silésie, premier théâtre du combat, se battra certainement de toutes ses forces contre le destructeur de sa prospérité : mais avec quels chefs ? ! Et Comment se battre, si Wrangel recevait le commandement en chef contre la Russie, ce même Wrangel qui, sur les ordres secrets de Potsdam – ordres récemment divulgués à la seconde Chambre de Berlin par le lieutenant-colonel von Griesheim – a signé, à l'instant de la victoire, le plus honteux des armistices dans le Holstein, « afin que les troupes puissent être employées contre Berlin » ? ! Sous de tels chefs, avec de telles trahisons, pouvons-nous avoir confiance dans une conduite correcte de la guerre ? Non, et si les Russes arrivent vraiment, on manœuvrera pour ne pas les rencontrer, afin qu'ils puissent tranquillement poursuivre leur route ; si, pour sauver les apparences, on se heurte à eux, on lancera à l'attaque, en guise de chair à canon, les régiments qui ont le plus de sympathie pour le peuple et la démocratie : ce sera double bénéfique pour la réaction. La Sainte Alliance de 1815 continue sa paisible existence !

Telle est, à notre avis, la situation, et pour réagir nous n'avons qu'un seul moyen : le terrorisme de la légitime défense ! Notre position présente beaucoup de similitude avec celle de la France de 1792, lorsque le duc de Brunswick pénétra en Champagne. Les Russes, eux aussi, apporteront un manifeste promettant toute sorte de félicités aux imbéciles bien-pensants et livrant – au nom du droit divin des princes ! – les mauvais citoyens à un juste châtement : alors, en Allemagne, le parti de la réaction ouvrira les portes toutes grandes à ses alliés. Il s'agit donc là de combattre l'ennemi de l'extérieur et celui de l'intérieur. Souvenons-nous alors de ce que racontaient les vieux officiers ; il y avait jadis dans le Code militaire saxon, les dispositions suivantes : 1) Celui qui prend la fuite devant l'ennemi sera fusillé sur-le-champ. De même : 2) Celui qui trahira. Nous nous souvenons qu'en vertu de

ces dispositions pratiques, le général saxon von Z., lorsque Ryssel fit à Leipzig passer sa brigade à l'ennemi, cria à un chasseur : abats le traître ! Nous nous souvenons qu'en 1831 l'officier polonais Skalski abattit d'un coup de feu, sans encourir aucune responsabilité, le général Gielgud, alors que ce dernier faisait passer à sa division la frontière prussienne, pour la conduire en captivité. Les officiers de l'armée saxonne se sont prononcés en masse contre la réforme du Code militaire : ils trouveront donc tout à fait normal que nous voulions savoir si ces anciennes dispositions seront appliquées à tout officier qui commettra quelque canaillerie en face de l'ennemi, qu'il ait ou non dans sa poche un ordre du Cabinet. Les généraux français payaient leurs défaites de leur tête, il n'y aurait aucun mal si l'on rendait les généraux allemands responsables de la même façon. Il serait indispensable de surveiller très étroitement la réaction, afin de mettre un terme aux menées des traîtres et de ceux qui prêchent le démoralisation, et pour cela les autorités devraient déployer le zèle le plus actif, à moins qu'on ne réponde peut-être aux victoires russes par des Journées de Septembre pour ceux qui manifesteraient leur joie. Encore une fois, Messieurs de la Réaction, appelez les Russes et nous vous répondrons par la révolution allemande, commettez des trahisons et il y aura aussi pour vous des Journées de Septembre : à vous de vous décider ! Nous savons que la guerre est une guerre contre les droits les plus sacrés du peuple, nous savons où sont nos ennemis, et qu'il ne peut y avoir entre nous aucune réconciliation. Le Despotisme ou la Liberté : voilà le mot d'ordre, réglez-vous là-dessus, vous êtes avertis.

* * * * *

Février-mars 1849. – Appel aux Tchèques

Allemagne
Traduction IISG

Les Russes dans les Siebengebirgen. Une allocution aux Tchèques.

Debout, Slaves ! Les TROUPES RUSSES sont là. Elles sont entrées en Autriche. Elles ne sont pas envoyées par le peuple russe, mais par le Tsar russe, elles ne viennent pas vous apporter la liberté, pas pour lutter avec vous contre votre oppresseur, mais pour vous asservir. Elles ne viennent pas en tant que frère slave, non, mais en tant qu'allié de l'Empereur d'Autriche.

Les Empereurs d'Autriche ont été, de tout temps, les ennemis jurés de votre liberté, de votre nationalité, de votre bien-être. La dynastie autrichienne a si

longtemps régné sur vos pays, et que vous a-t-elle apporté de bon ? Qu'étiez-vous il y a encore seulement un an ? Qu'êtes-vous maintenant ? Il y a un an, vous étiez des esclaves, il y a un an, vous étiez encore écrasés par des taxes, des impôts et d'innombrables services ; désormais vous respirez plus librement. Qui vous a apporté cette liberté ? L'Empereur ? Oh non ! C'est la révolution, c'est le soulèvement des peuples qui a brisé la puissance de votre Empereur. Il y a un an, le gouvernement était plus puissant que le peuple et le peuple gémissait en tous lieux sous cette servitude des plus révoltantes ! Il ne pouvait oser aucun mouvement ; il devait payer et servir, servir et rien que servir ! Comment se fait-il que ce gouvernement qui, comme on vous l'assure, est si paternellement disposé à votre égard, comment se fait-il qu'il n'a autrefois pas bougé le petit doigt pour vous libérer ? Autrefois les peuples tchèque et morave étaient asservis par les fonctionnaires allemands et les Slovaques, les Croates et les Serbes par les Magyars ; ils étaient tyrannisés et persécutés dans leur langue, dans leur foi et jusque dans le caractère sacré de leur sentiment national. Qu'a fait le gouvernement pour protéger les Slaves ? Rien. Et pourquoi n'a-t-il rien fait ? Peut-être parce qu'il ne pouvait rien faire ? Oh non ! A cette époque il pouvait tout, il était vraiment tout-puissant et personne n'avait le droit de le contredire. Il n'a rien fait, parce qu'il ne voulait rien faire, et il ne voulait rien faire car il s'était uni avec vos grands seigneurs, avec vos aristocrates, avec votre clergé, avec vos privilégiés de toutes les classes dans une alliance qui perdure encore, pour exprimer du pauvre peuple toute sa sève, jusqu'à la dernière goutte de son sang. Il n'a pas voulu aider les Slaves car il trouvait un grand avantage dans le fait que les peuples asservis sous son sceptre s'opprimaient mutuellement et se haïssaient. C'est au travers des uns qu'il réfrène les autres et toute sa force repose sur cette haine réciproque.

Il y a un an, au printemps, la révolution a éclaté ; et que s'est-il passé ? Ce que les peuples d'Autriche avaient si longtemps souhaité et réclamé, ce que mille fois ils avaient imploré à genoux, de la grâce de leur tout puissant Empereur, ce que jamais, en dépit de leurs prières et supplications, ils n'avaient pu obtenir, leur fut soudain accordé. Tant qu'il avait joui d'une toute-puissance, ils n'avaient pu obtenir la moindre concession et maintenant qu'elle se brisait entre ses mains, on leur promettait presque tout. N'est-ce pas une évidence, et qui peut encore douter que la volonté et les intérêts de la dynastie impériale sont contraires au bien-être du peuple ?

Il y a un an, au printemps, la révolution vous a réveillés de votre long sommeil. Vous vous êtes levés, vous vous êtes armés et avez envoyé au diable vos charges, vos robots ¹ et vos services, et les grands seigneurs, les fonctionnaires impériaux et les aristocrates, qui jusqu'alors vous avaient asservis et spoliés, ont opéré un revirement complet, en s'appelant vos amis et ont commencé à rechercher vos faveurs, à vous, pauvres gens. Quelle était la cause de ce revirement ? Peut-être un changement dans la volonté de votre Empereur ? Non ! C'était la révolution, seule, la révolution qui montrait à l'Empe-

¹ Conforme au texte allemand : *roboten*.

reur, à ses grands seigneurs et à vous-mêmes, votre puissance, la puissance du peuple.

Effrayé par cette puissance, le gouvernement autrichien vous avait fait, par le passé, toutes les concessions et les promesses possibles. Mais, parallèlement, il réfléchissait aux moyens de vous affaiblir pour REPRENDRE TOUT CE QU'IL VOUS AVAIT CONSENTI ET VOUS REJETER DANS UNE SERVITUDE D'AUTANT PLUS DÉSASTREUSE. Que fait-il ? Il est de notoriété que les peuples en Autriche ne vivent pas dans un climat de grande amitié réciproque ; les Slaves en particulier étaient très irrités contre les Magyars et les Allemands. Le gouvernement le savait fort bien, car c'était lui, en fait, qui, depuis le début, avait excité ces peuples contre vous. Si toutes les nations en Autriche s'étaient donné la main, le gouvernement aurait été perdu : face à l'union de leurs forces, il n'aurait pu déployer une puissance suffisante. Pour se maintenir, il devait donc semer encore plus de discorde entre ces peuples et, soudain, apparurent dans tous les pays des créatures impériales ; en Hongrie, en Croatie, en Bohême, en Moravie et en Galicie ; ils parlèrent au peuple au nom de l'Empereur, lui racontèrent les nombreux bienfaits que le père aimant réservait à ses fidèles enfants, lui promirent des montagnes d'or ! Seulement, disaient-ils, l'Empereur ne peut pas encore faire tout ce qu'il souhaite, il a les mains liées, les rebelles, les démocrates l'empêchent de faire le bonheur de son peuple.

Sous couvert de cette hypocrisie, ces hommes sans scrupule cherchèrent à séduire le cœur simple et fidèle du peuple et tandis qu'ils vous faisaient miroiter tout cela, ils assuraient aux Magyars que les Slaves étaient le seul obstacle à LEUR bonheur alors qu'ils faisaient aux Slaves un portrait des Magyars et des Allemands dans les couleurs les plus effroyables. Le peuple aveugle les croyait, il croyait ses ennemis éternels et implacables, il croyait les fonctionnaires de l'Empereur et, sur leur ordre, les Magyars et les Allemands se sont soulevés contre les Slaves, et les Slaves contre les Allemands et les Magyars, et les troupes croates se sont déchaînées en Italie ! Dans cette lutte fratricide et infernale, les peuples ont retourné le fer dans leur propre chair, ont brisé leur propre force et ont anéanti leur propre liberté et, dans toute l'Autriche, on ne voyait plus que sang et meurtres et on n'entendait plus que le gémissement des victimes sacrifiées. Voilà les fruits de la politique de votre Empereur ! Le voilà son amour paternel pour vous !

En attendant, il rassemblait ses forces éparses et, dès qu'il se sentit assez fort, il fit bombarder par ses soldats Cracovie et Prague, plus tard il fit aussi bombarder Vienne et Lvov et toute l'Autriche fut en état de siège, et les aristocrates, les grands seigneurs, la noblesse, le clergé et la riche bourgeoisie exultèrent, ils croyaient déjà que l'ère de leur souveraineté était revenue et que le peuple, une nouvelle fois, allait être contraint de leur rendre comme auparavant des services déshonorants, de leur donner jusqu'au dernier kreutzer ! C'est d'abord le tour des Magyars, disaient-ils à voix haute, puis viendra celui des Slaves.

Et ils avaient raison : si les Magyars avaient été vaincus, vous auriez depuis longtemps déjà senti les griffes de votre souverain et de son aristocratie.

Mais ces messieurs, dans leurs savants calculs, n'ont oublié qu'une chose : la force extraordinaire d'un peuple épris de liberté. Toute la puissance autrichienne et, avec elle, tous les desseins de la réaction ont échoué de façon tout à fait inattendue à cause de la résistance désespérée des Magyars. Les Magyars nous montrent aujourd'hui ce dont est capable un peuple, même un petit peuple, et ce qu'il doit faire lorsqu'il est résolu à se battre pour gagner sa liberté. Les Magyars ont mis à nu la faiblesse de la dynastie autrichienne ; par ce combat héroïque, ils se sont sauvés eux-mêmes, ainsi que tous les autres peuples d'Autriche, de l'esclavage. Et quiconque aujourd'hui est contre les Magyars, est l'ennemi de toute l'humanité, l'ennemi de sa propre liberté.

Que fait maintenant l'Empereur vaincu ? IL A APPELÉ LES RUSSES À SON SECOURS. Slaves ! Au nom du peuple russe, auquel j'appartiens, je vous mets en garde contre l'armée du Tsar russe !

Les Russes sont des Slaves et abritent en leur sein un cœur slave ; mais ce cœur, jusqu'à présent, est resté enfermé sous l'emprise d'une tyrannie mongole et, tant que les Russes obéiront au Tsar, ils resteront les adversaires, les adversaires les plus effroyables et les plus dangereux de la liberté slave. Prenez garde, si vous ne rejetez pas les troupes de Nicolas comme des troupes ennemies !

Prenez garde ! Demandez à nos frères slaves, les Polonais, ce que les soldats du Tsar leur ont apporté il y a une vingtaine d'années. La faim, l'esclavage et la mort ! Les soldats de Nicolas ont dévasté des provinces entières, ont jeté dans la misère des populations entières et tous ceux qui étaient jeunes, tous ceux qui étaient un tant soit peu capables de porter les armes, il les a fourrés dans son armée pour qu'ils l'aident à égorger leurs propres frères.

Frères ! C'est en tant que Slave que je vous mets en garde contre les troupes auxiliaires russes ! En tant que Russe, je ne connais, hélas, que trop le malheur que peut vous apporter l'Empereur russe et qu'il vous apportera.

Je sais que, depuis des années, il vous dépêche ses agents chargés de bien vous disposer à son égard. L'Empereur de Russie, vous disent ces fourbes, est un Slave et le protecteur naturel des Slaves. C'est, à l'heure actuelle, le plus puissant de tous les Princes, il hait les Allemands et les Magyars et veut vous libérer de leur joug. Mensonge, mensonge, abominable mensonge ! Nicolas n'est pas un Slave, c'est un Allemand placé sur le trône russe, un prince allemand originaire des Gottorp du Holstein ; il ne hait que les Allemands et les Magyars qui luttent pour la liberté et, loin de vouloir votre liberté, il veut vous vendre aux princes allemands, ses seuls amis, tout comme ses ancêtres jadis ont vendu à l'Autriche et à la Prusse la Pologne slave.

L'Empereur russe doit vous sauver de l'esclavage ! Quelle folie ! Quelle erreur malheureuse ! Slaves ! Écoutez la voix d'un Russe qui connaît et aime sa patrie et qui vous parle aujourd'hui au nom du peuple russe. Voulez-vous savoir ce qu'est devenue la Russie sous la domination de ses Tsars ?

Dans ce grand empire infini, qui représente presque le sixième de la terre, du Nord au Sud, de l'Ouest à l'Est, on n'entend plus qu'un seul et unique bruit,

celui du knout qui, inlassablement, de l'aube jusqu'au soir, s'abat sur le dos des 60 millions de sujets de l'Empereur. Dans ce pays, les paysans sont encore des serfs et ils sont vendus comme du bétail, comme des choses dépourvues de vie ! Pour la moindre faute, pour le geste le plus insignifiant de mécontentement, pour le plus inoffensif mouvement vers la liberté, ils sont traînés en masse vers la Sibérie et là, dans les steppes froides et désertiques, ils périssent de faim et de chagrin. Chaque année, la Russie est ravagée par le recrutement : pour cent âmes, on prend généralement CINQ parfois DIX jeunes gens et le service armé est chez nous si effroyable que, beaucoup, simplement pour y échapper, s'enfuient dans les bois ou même souvent s'auto-mutilent. Tous les autres sont mis aux fers et, tels des condamnés à mort, sont escortés vers la grande ville par leurs familles, au milieu des larmes, des chants et des cantiques funèbres.

Slaves ! Est-ce le knout que vous voulez ? Voulez-vous être vendus comme du bétail ou des choses dépourvues de vie ? Voulez-vous être traînés vers la Sibérie ou enrôlés dans l'armée russe ? Car c'est tout cela que vous devez vouloir, si vous voulez l'Empereur russe, si vous voulez son amitié et son aide ! ET C'EST TOUT CELA QUE VOUS OBTIENDREZ, SI VOUS AUTORISEZ SON ARMÉE À FOULER LE SOL DE VOTRE PAYS !

Depuis déjà de nombreuses années, l'Empereur russe s'est secrètement ligué avec l'Empereur et la noblesse d'Autriche contre votre liberté ; il s'avance maintenant au grand jour. De tous les dangers qui vous menacent depuis un an, le danger que vous apporte Nicolas est le plus grand. Mais vous ne devez pas avoir peur, ni trembler, vous devez, comme un homme, vous relever et lutter ! Ce sont votre vie, votre liberté, votre honneur, votre avenir et celui de vos enfants qui sont maintenant en jeu ; vous êtes au bord de l'abîme et, seule, une décision téméraire, seule, une lutte massive et courageuse pourront vous sauver. Debout, Slaves ! L'armée russe est entrée en terre autrichienne ! La mort ou la vie, la liberté ou l'asservissement ! A VOUS DE CHOISIR !

Voulez-vous être LIBRES ? Alors ne perdez pas de temps, armez-vous tous et brisez les ennemis de votre liberté : l'armée autrichienne et l'armée du Tsar russe !

Voulez-vous être LIBRES ? Alors, chassez les chefs, ces traîtres, qui, tels Jelacic, Rajacicz, Palacky, Brauner et tant d'autres, vous ont tant promis et n'ont rien tenu, vous ont sciemment dupés, vous ont vendus à la dynastie autrichienne, à Nicolas et choisissez d'autres chefs, honnêtes et nationaux.

Voulez-vous être LIBRES ? Alors tendez aux Magyars la main de la réconciliation. Le peuple magyar, fourvoyé par un parti au cœur sec, s'est, il est vrai, rendu grandement coupable à votre égard, mais il a déjà payé chèrement sa faute passée, il l'a déjà totalement expiée par ses hauts faits et le sang qu'il a versé pour la liberté. Il ne pense plus aujourd'hui à vous asservir, il représente aujourd'hui le dernier soutien de la liberté en Autriche. Serbes ! Croates ! Slovaques ! Voulez-vous détruire votre propre soutien ? Voulez-vous vous enterrer vous-mêmes vivants ? Voulez-vous devenir les esclaves de l'Empereur russe ? Si tel n'est pas le cas, vous devez renoncer à cette lutte sacrilège contre un peuple libre, faire alliance avec lui et, ensemble, vous opposer à votre

ennemi commun le plus dangereux, à la puissance conjointe de la Russie et de l'Autriche.

Si vous le faites, vous serez sauvés ! Si vous le faites, vous sauverez la liberté slave et européenne. Debout, Slaves ! Il suffit d'un soulèvement populaire et vous serez LIBRES !

Et maintenant, frères ! J'ai une dernière prière à vous adresser ! C'est avec une douleur profonde et inexprimable que je me suis vu contraint de m'exprimer devant vous contre mes propres compatriotes, contre l'armée russe. J'ai, ce faisant, accompli un devoir sacré, mais en même temps difficile. Aucun soldat, qu'il soit russe ou qu'il appartienne à quelque autre nation, tant qu'il est maintenu dans les rangs par une discipline de fer qui le prive de toute faculté de penser ou de toute volonté personnelle, aucun soldat n'a le sens de la patrie, ni de la liberté. La plupart des armées constituées d'Europe ne sont que des machines dans les mains de leurs commandants, des machines effrayantes, diaboliques, inventées pour donner le knout aux peuples. Les soldats tchèques n'ont-ils pas, en juin, levé une main parricide sur Prague ? Les soldats polonais ne se sont-ils pas déchaînés en Galicie et à Cracovie à l'encontre de leurs propres frères ? Les soldats allemands n'ont-ils pas finalement, avec les Croates, bombardé et pillé Vienne, la capitale allemande ? Quoi d'étonnant à ce que les soldats russes luttent contre la liberté slave ? Une nouvelle fois et avec le plus grand sérieux, je vous mets en garde : Slaves, détruisez l'armée russe ! Par le feu, par l'épée, par tous les moyens à votre disposition, essayez de la détruire, tant qu'elle aura à la bouche le funeste nom de NICOLAS, tant qu'elle obéira aux généraux russes, car une telle armée ne pourra vous apporter que le malheur, l'asservissement et la ruine.

Mais n'oubliez pas, frères, que vous disposez d'un autre moyen pour détruire la puissance de Nicolas. Ce moyen est plus fort que l'épée, oui plus fort que le poison et le feu, et ce moyen c'est la PAROLE SLAVE LIBRE qui, de la profondeur de cœurs passionnés, parvient aux oreilles des frères égarés. N'oubliez pas que les soldats russes sont des Slaves asservis, tout comme le peuple russe est un grand peuple asservi. Soldats et peuple sont las de cet esclavage et depuis longtemps, longtemps, ils aspirent à la libération. Il suffirait d'une parole pleine de ferveur, pour que fonde l'épaisse écorce qui recouvre leur cœur, pour que ces cœurs opprimés et affligés s'épanouissent enfin, qu'ils reconnaissent en vous leurs frères, leurs sauveurs et pour qu'advienne le grand jour de la révolution russe.

Debout, Slaves ! Sauvez notre liberté slave, sauvez la liberté de l'Europe.

Michel Bakounine.
Russe et membre du Congrès slave à Prague.

26 janvier 1850. – Signalement de Bakounin

Forteresse de Königstein, Allemagne

traduction : IISG

Signalement.

1. Nom de famille : Bakounin.
2. Prénom : Michail
3. Lieu de naissance : Twerorschok, province de Tver, Russie.
4. Lieu de résidence : actuellement forteresse de Königstein.
5. Situation ou profession : homme de lettres.
6. Religion : catholique grecque.
7. Age : 35 ans.
8. Taille : 77 pouces saxons.
9. Cheveux : noirs, bouclés.
10. Front : haut et large.
11. Sourcils : noirs.
12. Yeux : gris-bleu.
13. Nez : long, proportionné.
14. Bouche : ronde, un peu retroussée.
15. Barbe : noire, visage entièrement barbu.
16. Dents : aucune ne manque.
17. Menton : arrondi.
18. Visage : ovale.
19. Teint : pâle.
20. Stature : robuste, colossale.
21. Langues parlées : allemand, français, russe
22. Signes particuliers : néant.
23. Signature : M. Bakounin

Rédigé à la forteresse de Königstein, le 26 janvier 1850 par G. Hammer, assesseur.

* * * * *

Ma défense

A Monsieur l'avocat Franz Otto ¹

¹ Janvier-mars 1850, Forteresse de Königstein.

Monsieur,

J'ai longtemps hésité à vous adresser une défense personnelle, et surtout avant de prendre la résolution d'en écrire une. Dois-je vous exposer les raisons de cette hésitation ? Si j'avais à me défendre devant une juridiction libre et publique, je n'aurais pas balancé un seul instant. Mais devant un tribunal qui juge à huis clos et qui, par sa nature, est condamné à rendre sa sentence bien plus selon la lettre d'une loi vétuste que selon l'esprit vivant de l'époque actuelle : en quoi peut m'être utile une défense qui ne renferme – et ne peut renfermer – que les raisons morales de mon activité en Allemagne ?

Cependant, je veux essayer de me défendre même devant ce tribunal et je le ferai dans cette lettre, sous la forme d'une confession politique à vous adressée. Comme je vous l'ai écrit dans une lettre précédente en vue de ma défense, je m'en remets à vos bons soins pour tout ce qui concerne ma participation aux événements de Dresde. Je ne peux rien dire de plus que ce que j'ai déclaré déjà à la Commission Criminelle de Dresde. Le dossier contient la pure et entière vérité. Je me contenterai, à la fin de cet écrit, de faire allusion à quelques points que l'acte d'inculpation n'a pas, à mon avis, présentés sous leur vrai jour.

Je m'efforcerai avant tout de vous faire comprendre et de faire comprendre à mes juges actuels par votre intermédiaire, comment je suis arrivé, moi, un étranger, un Russe à prendre une part active à l'insurrection de Dresde. De la part d'un Polonais on attend toujours un pareil comportement, et même les gens qui sont loin d'être favorables à de tels mouvements reconnaissent aux Polonais comme une espèce de droit de se manifester partout où éclate le moindre désordre. Bien plus, on est tellement convaincu de ce droit qu'on leur fait même volontiers endosser de tels actes auxquels ils n'ont en rien participé ! On les maudit, on les appelle la plaie de l'Europe, et pourtant rares sont ceux qui ne voient pas dans leur action présente comme une Némésis, une vengeance historique pour le crime dont ils ont été les victimes. Mais un Russe !

Un Russe qui participe à cette aspiration universelle vers la liberté : cela apparaît si singulier que beaucoup ne peuvent expliquer ce phénomène que par des motifs contre nature. C'est ainsi que durant ces deux dernières années, certains m'ont pris pour un espion du gouvernement russe, d'autres au contraire pour un émissaire à la solde de Monsieur Ledru-Rollin, chargé d'assassiner l'Empereur de Russie. Je vous montrerai plus loin que ces deux bruits proviennent de la même source.

Je lis dans l'acte d'accusation, entre autres points, ce qui suit :

« D'après la note p. 65 de la pièce de côte B NE 37, Vol. 1, il est probable qu'il (Bakounin) est devenu l'émissaire de Ledru-Rollin pour soulever les pays de langue slave, pour en faire des Républiques ainsi que pour provoquer une guerre entre la Prusse et la Russie, et qu'il a été chargé par le Comité révolutionnaire polonais à Paris de missions spéciales pour le Grand Duché de Posen et en vue de l'assassinat de

l'Empereur de Russie, enfin qu'il a été à Berlin en contact le plus étroit avec l'extrême-gauche. »

Je n'avais pas cru tout d'abord devoir répondre à cette dénonciation : la Commission elle-même me déclarait en effet qu'elle avait été adressée aux autorités d'ici par la police de Berlin sans signature et sans plus amples preuves. La Commission y attachait même si peu d'importance qu'à vrai dire elle ne me posa sur ce point aucune question. Malgré cela, lors d'une autre occasion, je lui ai donné maints éclaircissements qui devaient la persuader encore davantage du caractère insoutenable d'une telle accusation : et pourtant je la retrouve mot pour mot consignée dans l'acte d'inculpation. Cela ne me gêne pas, car c'est à cette accusation que je veux rattacher toute ma défense.

L'accusation porte, comme vous voyez, sur trois points distincts : *premièrement*, j'ai été un émissaire de Ledru-Rollin ; *deuxièmement*, un comité révolutionnaire polonais m'a envoyé dans le Grand Duché de Posen pour assassiner l'Empereur de Russie ; et *enfin*, j'ai été à Berlin en contact étroit avec des hommes de l'extrême gauche. Trois points, dont le dernier n'apportait aucun élément à l'accusation, si le dénonciateur de Berlin ne l'avait associé aux deux autres avec autant d'adresse que de malignité.

Commençons donc par Monsieur Ledru-Rollin. Le reste sera liquidé de lui-même au cours de cet écrit. Certes, si j'avais honneur de faire plus ample connaissance avec Monsieur Ledru-Rollin, je serais fier d'une telle relation. Car il est sans aucun doute un des hommes les plus importants et les plus distingués de notre époque et il prendra vraisemblablement encore une grande place dans les destinées de sa grande patrie. Mais le hasard a voulu que, dans toute mon existence, je n'aie parlé avec lui qu'une seule fois, et encore pas plus de cinq minutes : un temps bien trop court pour être devenu son agent.

Et je proteste d'une façon absolue et de toutes mes forces contre cette affirmation impudente que j'ai été l'agent de quelqu'un, que ce soit d'un individu ou d'un Comité. Après l'explosion de la troisième révolution française ou plus exactement de la première révolution européenne, je suis allé en Allemagne seul et de ma propre volonté. Vous comprendrez sans peine les mobiles qui m'ont poussé à cette détermination, si vous me permettez, Monsieur, de vous exposer mes vues politiques ainsi que ma position à l'égard de ma patrie.

Complètement retranché du monde extérieur, j'ignore quel est l'état d'esprit qui y règne actuellement et je ne sais jusqu'à quel point on a le droit d'oser exprimer la vérité. Mais quelque grand puisse être le changement qui s'est produit en Allemagne depuis 1848, il est sans doute permis, même si l'on est l'hôte d'une forteresse allemande, de proclamer son amour de la liberté et sa haine du despotisme. Nulle part ces deux sentiments ne sont aussi vivaces qu'en Russie où la liberté n'apparaît presque que comme un

au-delà inaccessible et où la réalité est l'esclavage sous sa forme la plus brutale.

On peut dans d'autres pays contester le droit à la Révolution, mais en Russie ce droit ne saurait être mis en doute. Là où la société existante n'est que l'immoralité organisée, toute révolte est un acte moral et être libre est non seulement le droit mais aussi le devoir suprême de tout individu.

Que dans ma patrie règne le despotisme le plus insupportable et le plus pernicieux, c'est ce que tout le monde sait en Allemagne. On a, ces temps derniers, tellement écrit sur la Russie, qu'il n'est plus permis à aucun homme cultivé, s'il se prétend un tant soit peu honnête, d'exprimer des doutes sur ce sujet. On sait qu'il n'y a en Russie ni droit, ni reconnaissance de la dignité humaine, ni asile pour la pensée libre. Même la religion est en Russie un simple moyen de gouvernement, le knout est le symbole du pouvoir absolu, et l'argent le seul moyen de se faire rendre justice ou, pour mieux dire, d'obtenir satisfaction : de justice, en effet, il ne peut en être question, il y a longtemps qu'elle a disparu dans le marais de la législation russe.

On connaît bien moins ce détail extrêmement important : la nation russe est de plus en plus étrangère à l'Etat impérial, et actuellement n'a autant dire rien de commun avec lui. Ce divorce commença précisément avec Pierre I, lorsqu'il soumit le peuple russe à une dure contrainte. Pierre a pris un peuple inculte, aux mœurs patriarcales, démoralisé par la tyrannie tartare et les guerres civiles ultérieures, déchiré et cependant uni par un puissant instinct, et il a greffé sur lui d'une main brutale la civilisation européenne telle qu'elle existait alors en Allemagne et qui, comme vous le savez bien, ne valait pas grand-chose. A cette époque on ne faisait pas grand cas en Allemagne de la moralité et des droits de l'homme, on n'avait même aucun souci des peuples qu'on vendait et qu'on traitait comme des objets inanimés. Le droit divin des dynasties régnantes, le désir d'arrondir les territoires, l'expansion par tous les moyens de puissants Etats fonctionnant comme des machines : c'est à cela que se résumait le code politique au début de ce XVIII^e siècle, qui fut en Europe le siècle de l'immoralité politique et de l'absence de scrupule. C'est cette politique qui est devenue en Russie le système permanent et c'est elle qui inspire encore maintenant les maîtres de la Russie.

Pierre a seulement transformé la Russie en un véritable Etat, un Etat selon les conceptions de l'époque, organisé en vue de s'accroître par la violence, une machine destinée à réduire en esclavage les nations étrangères, un Etat dans lequel le peuple lui-même n'était pas considéré comme une fin, mais comme un simple moyen de conquête. C'est en partant de cette base que l'Etat russe a progressé et, dans l'espace d'un siècle, s'est élevé au rang des plus grandes puissances européennes, si ce n'est au premier rang. Son influence se fait sentir aujourd'hui jusqu'aux parties les plus reculées du continent européen. Mais plus il gagnait en étendue, plus il devenait étranger à son propre peuple : et ceci s'explique d'une façon toute naturelle.

Un Etat-machine, organisé seulement en vue de la conquête, ne peut exiger de son peuple que trois choses : de l'argent, des soldats et la paix intérieure, et, pour cette dernière, peu importent les moyens qui l'assureront. Un tel Etat traite son propre peuple comme un peuple conquis, c'est un Etat dictatorial à l'intérieur comme à l'extérieur. Le gouvernement tout entier se transforme en police. C'est ainsi, par exemple, que Pierre le Grand a attaché à la glèbe le paysan qui avait jadis été beaucoup plus libre : il n'était pas guidé par un quelconque principe politique, il ne désirait pas accroître peut-être ainsi la puissance d'une aristocratie. Il ne voulait pas entendre parler d'une aristocratie, et en supposant qu'il en ait jamais existé une en Russie – les Boyards étaient déjà avant Pierre, sur un signe du Tsar, soumis à la punition de la bastonnade – il l'a complètement détruite en la transformant en un Service ou, plus exactement, en une noblesse de Service. S'il a fait du paysan un serf, c'est uniquement pour des raisons policières, pour charger le propriétaire terrien d'une double responsabilité : faire tenir tranquilles les paysans et assurer l'exacte livraison des redevances et des recrues.

C'est dans le même esprit que ses successeurs ont continué à gouverner. Plus la Russie étendait son territoire, plus on avait besoin de soldats et d'argent, et plus augmentait la pression du gouvernement. Jamais on ne pensa sérieusement à civiliser le peuple, à accroître son bien-être matériel, à le développer intellectuellement, et ceci pour une raison bien compréhensible : tout progrès de la conscience populaire aurait causé de très graves perturbations dans le mécanisme d'un tel Etat, il fallait donc plutôt l'étouffer que le favoriser. Il y a, à ce point de vue, un mot bien caractéristique de Catherine II, de cette Grande Catherine, impératrice de Russie, dispensatrice des « lumières » et célébrée comme telle par tous les philosophes du XVIII^e siècle ; répondant à une lettre d'un Gouverneur-Général de Moscou, dont j'ai oublié le nom, et qui se plaignait de l'insuffisance des écoles primaires, cette femme éminente écrivait de sa propre main : « Nous avons besoin d'écoles dans notre Empire, pour que l'opinion publique ne nous bannisse pas du concert des nations civilisées ; mais il ne faut pas considérer comme un malheur le fait que, chez nous, les écoles végètent, car, si *notre* peuple était vraiment capable un jour de lire et d'écrire, il nous serait difficile de conserver notre place, aussi bien vous que moi. »

Le peuple russe n'a pas encore appris à bien lire et écrire et cependant il a fait de grands progrès, mais à la vérité des progrès dans un sens radicalement opposé et hostile au gouvernement. Le contact avec cette Europe, où nous a conduits le désir de conquêtes de nos maîtres, a produit un effet bienfaisant, et cela malgré toutes les mesures préventives contre la « peste intellectuelle », malgré cette quarantaine peureuse qui, depuis près de vingt-cinq ans, a dressé une muraille autour de la Russie.

Il s'est formé en Russie une grande masse de gens éclairés, jeunes et plus âgés, issus aussi bien de la noblesse que de la bourgeoisie, qui supportent ce joug effroyable avec impatience et même un sentiment de honte, et qui sont prêts à saluer avec joie et avec une sympathie active tout

changement, tout pas en avant vers la libération. Que ce ne soit pas un simple effet de mon imagination, un vœu pieux de ma part, mais bien au contraire une réalité, je n'en veux pour preuve que la révolte étouffée de la noblesse en 1825. En Allemagne et plus encore à l'étranger, on est très peu instruit du caractère de cette révolte. On la confond souvent, et certainement à tort, avec ces fréquentes révolutions de Palais et révoltes de Janissaires qui, de la mort de Pierre le Grand à celle de Paul, ont eu presque toujours pour instigateurs les héritiers du trône eux-mêmes et qui ont coûté la vie à tant d'Empereurs de Russie. La révolte de 1825 avait une tout autre signification. Elle prenait naissance à cette même source, d'où l'Allemagne a commencé à puiser une vie nouvelle, dans cet entrechoquement des peuples entre 1812 et 1816. Elle ne se proposait pas moins que la libération du paysan jouissant d'une propriété libre, une libre Constitution, la libération de la Pologne conquise et l'établissement d'une République slave fédérée. Elle a échoué peut-être parce qu'elle a été un peu prématurée et romanesque comme la jeunesse. Elle a été écrasée et, comme tous les vaincus, méconnue et calomniée. Mais son souvenir est resté vivace en Russie et les héros tombés ont répandu une semence qui n'est point perdue. Sous la poigne sévère du gouvernement actuel, la jeunesse russe est devenue plus sérieuse et plus réfléchie et le redoublement de cette surveillance ne pouvait qu'éveiller dans tous les cœurs un amour d'autant plus grand pour la liberté.

Beaucoup plus important encore est le grand changement qu'on perçoit depuis les quatre dernières décennies dans le peuple proprement dit. C'est chose courante en Allemagne de parler de l'attachement fanatique du peuple russe pour son gouvernement : rien n'est moins fondé que cette opinion. La vénération religieuse à l'égard du tsar considéré comme l'incarnation visible de la volonté divine appartient depuis déjà longtemps à une ère révolue. L'époque actuelle ne veut plus entendre parler de cela, elle a d'autres exigences et est animée d'autres sentiments. Bien plus, la plupart des sectes religieuses qui pullulent sur la terre russe et qui, en dépit des persécutions de l'église officielle, se livrent à une propagande acharnée considèrent tout simplement le tsar comme l'Antéchrist et le temps de son règne comme cette période d'épreuve annoncée par l'Apocalypse à laquelle succèdera, ainsi qu'il est promis, le Royaume millénaire de Dieu. Ainsi le tsar n'est plus que le chef suprême d'une Eglise morte et transformée en police qui n'exerce plus sur le peuple la moindre influence. Les popes n'inspirent que moquerie et mépris. L'Eglise vivante, ou plutôt les Eglises, car il en existe en Russie une infinité, sont toutes dressées contre le tsar. Il y a moins de deux ans, à Prague, j'ai eu encore une fois l'occasion de m'assurer par moi-même que les Vieux-croyants, les plus dociles de tous, les seuls que tolère encore dans une certaine mesure le gouvernement, même eux lui sont au plus haut point hostiles. Le gouvernement sait fort bien tout cela et persécute impitoyablement cette rébellion religieuse : chaque année, des centaines de ces rebelles sont livrés au knout, des milliers sont envoyés en Sibérie et dans les colonies insalubres du Caucase. Rien n'y fait. Le fanatisme croît après

chaque nouvelle persécution, les victimes du knout et de l'exil sont honorées par le peuple comme de saints martyrs. Pour un rebelle exterminé, dix autres se lèvent et rien ne peut venir à bout de cette propagande menaçante, car il est impossible pour le gouvernement de pénétrer dans la vie intime et secrète de ces énormes masses populaires. Pour vous montrer l'énergie qui anime les adhérents de ces sectes en Russie, je ne vous raconterai qu'un seul fait survenu en 1838, durant mon séjour à Pétersbourg. Un jeune paysan venant d'un des Gouvernements les plus reculés, se rendit à pied à la capitale dans l'unique intention de gifler le Métropolitain. Il savait très bien quelle cruelle punition l'attendait, et c'est joyeusement qu'il périt sous le knout, fier d'avoir accompli cet acte et avec l'enthousiasme d'un martyr.

Il me faudrait écrire tout un livre, si je voulais vous entretenir de toutes les singularités qui caractérisent les sectes en Russie. Je ne me serais d'ailleurs pas permis d'entrer dans tous ces détails s'ils n'étaient indispensables pour donner à mon mémoire des bases plus solides. Il existe en Russie des sectes communistes qui vivent déjà maintenant dans la communauté des biens et des femmes. Même le protestantisme n'est pas demeuré sans influence sur le peuple russe. On trouve aussi des sectes anarchiques qui sont fermement convaincues que tout gouvernement est d'inspiration diabolique. Dans l'imagination fruste d'un sectateur russe, c'est habituellement un pêle-mêle confus où se mêlent aux conceptions les plus baroques des tendances humanitaires et l'intuition profondément enracinée d'un avenir meilleur non au ciel mais sur la terre. Il faut remarquer que c'est cette fraction du peuple russe qui vit avec le plus de bien-être, le plus de propreté, le plus d'humanité ; on trouve parmi elle un très grand nombre de gens sachant bien lire et écrire, et elle se distingue des autres par des rapports plus humains, par un net sentiment de sa dignité et par une estime mutuelle. Ceci est la preuve que les sectes en Russie contiennent un germe vivant de civilisation qui pourrait être d'une grande importance pour le futur développement de ce pays. Mais j'y vois surtout le témoignage, qu'aucune stagnation, source de mort, n'est intervenue dans la vie du peuple russe, et que ce peuple, malgré l'abandon total où l'a laissé son gouvernement, malgré toutes les formes possibles de répression qui l'ont accablé, s'efforce d'aller de l'avant de sa propre volonté et de la façon qui lui est propre, et saura se frayer un chemin vers la lumière et la liberté en dépit de toute la police, de la Sibérie et du knout.

La signification politique des sectes en Russie s'est révélée dès la seconde moitié du XVIII^e siècle. La révolte de Pugacev n'a pas été appréciée de longtemps à sa juste valeur en Europe. Ce fut en Russie la première révolution paysanne, mais non la dernière. Tandis que Catherine II était occupée par le partage de la Pologne, Pugacev, simple cosaque du Don, réunit de grandes masses de paysans à la frontière de la Sibérie, se proclama empereur sous le nom de Pierre III : avec ses bandes dont les effectifs croissaient sans cesse, entraînant tout à sa suite, ravageant tout dans sa marche foudroyante, il déferla jusque sous les murs de Kazan qu'il

prit d'assaut et incendia. Avec ses bandes indisciplinées, il mit en déroute des armées disciplinées ; son nom seul faisait trembler tout l'empire et se propagea parmi le peuple à la vitesse de l'éclair. A Moscou, les masses déjà soulevées l'attendaient avec impatience, et s'il avait pu parvenir jusque là, qui sait si le destin de la Pologne et de la Russie n'eût pas pris un tout autre cours ? Ses troupes étaient, au début, composées pour la plus grande partie d'adhérents des sectes, son mot d'ordre était la libération des paysans et son nom vit encore aujourd'hui dans la mémoire du peuple russe.

L'année 1812, elle aussi, n'est pas restée sans conséquences. La Russie s'est libérée du joug de Napoléon moins par la résistance de ses armées qui, en fait, furent presque toujours battues, que par le soulèvement de son peuple. Même la rigueur du climat n'aurait pu triompher de Napoléon, s'il avait trouvé en Russie un peuple bien disposé à son égard et prêt à lui fournir du ravitaillement et des quartiers d'hiver à l'abri de surprises. Mais le peuple s'était soulevé en masse, détruisant et brûlant ses propres villages ; il s'était réfugié dans les forêts, n'abandonnant à Napoléon que des champs désolés et lui faisait une terrible guerre de partisans. Ainsi, c'est lui qui a la plus large part dans la libération du pays et la conscience qu'il a de son rôle est fortement enracinée en lui. Durant les années 1813 et 1814, il y eut dans toutes les parties de l'Europe d'importantes révoltes populaires : les paysans soulevés déclaraient qu'ayant contribué à chasser l'ennemi, ils méritaient leur liberté et ils ne voulaient plus revenir au travail forcé. Il y eut bien des scènes sanglantes dont, à vrai dire, l'étranger n'eut que bien peu connaissance, de même qu'en général l'Europe n'apprend que rarement ce qui arrive dans cet Empire. On peut même dire que, depuis 1812, les révoltes de paysans se sont succédées en Russie sans interruption ; elles s'aggravent, elles s'étendent de façon menaçante et gagnent chaque année en puissance et en profondeur. Le peuple a désormais une conscience, une volonté commune clairement exprimée et il réclame avant tout sa libération du joug du servage et sa propre liberté. Ses exigences sont déjà devenues si véhémentes et si menaçantes qu'elles ont même effrayé le gouvernement et qu'il s'est mis très sérieusement à envisager les moyens de satisfaire le peuple au moins dans une certaine mesure. Le péril est trop évident et trop grand pour ne pas attirer sur lui toute l'attention du gouvernement. Mais ce dernier est impuissant et ses tentatives de réformes ne font qu'aggraver encore davantage la condition déjà intolérable du paysan.

Il est remarquable de voir combien ce gouvernement despotique, si puissant à l'extérieur, se révèle sans force dès qu'il entreprend d'apporter quelque amélioration à la situation intérieure de l'Empire. Et qu'on n'aille pas croire que sa bonne volonté échoue par le fait d'obstacles extérieurs ou d'une quelconque résistance politique. A mon grand étonnement, j'ai très souvent en Allemagne entendu des gens hautement cultivés parler d'une aristocratie de boyards russes, d'un Sénat qui aurait le droit et le pouvoir de mettre des bornes à la volonté impériale. Comme l'on connaît encore peu la Russie en Europe ! Bien plus, on m'a raconté qu'il existe une loi

fondamentale selon laquelle les tsars ne prennent en mains le pouvoir absolu qu'après avoir régné vingt-cinq ans, et c'est pourquoi en général ils sont, peu avant ce terme, assassinés par la haute noblesse ! Il n'y a en Russie ni une aristocratie, ni une autre classe privilégiée qui aurait, en tant que telle, le droit légal, la force ou le courage de s'opposer de quelque façon que ce soit à la volonté de l'Empereur. Le tsar est un souverain absolu au sens le plus large du terme, les prétendus aristocrates russes sont ses serviteurs très soumis et très obéissants qui vivent de Son sourire, meurent d'un froncement de Ses sourcils, et dans le cas où ils exerceraient quelque influence, ce ne serait que cette influence toute naturelle qu'un domestique a sur son maître, une influence qui se résume brièvement en trois mots : tromper, voler et aveugler. Si donc les tentatives du gouvernement russe d'améliorer la condition du peuple échouent toutes, la faute n'en est point à une résistance extérieure. Elles échouent beaucoup plus à cause de la nature intime du gouvernement, une nature si étroitement liée à tous les vices fondamentaux de l'Empire que toucher tant soit peu à ces derniers fait courir le risque de porter atteinte au gouvernement ou même de provoquer son effondrement. Toute réforme en Russie n'est plus qu'un pas en avant vers la Révolution. Un état policier, tel que Pierre l'a constitué et tel qu'il existe encore, ne peut rien améliorer, rien libérer, rien réformer. Il est seulement capable d'opprimer et de réprimer, – de réprimer aussi longtemps qu'il peut le faire.

C'est ainsi, par exemple, que l'organisation des paysans de la Couronne devait servir de modèle pour tous les propriétaires de domaines privés. Mais alors qu'arriva-t-il ? Les paysans de la Couronne sont bien plus mal lotis, bien plus opprimés et volés que ceux qui dépendent de particuliers : ils sont en effet sous la direction de fonctionnaires russes, et c'est tout dire ! Avant de penser entreprendre en Russie la plus petite réforme, il faudrait nettoyer les écuries d'Augias du fonctionnarisme russe. Mais comment ? Et qui le fera ? Ce gouvernement n'a pas – et ne peut avoir – d'autres agents d'exécution que ces fonctionnaires dont on n'a certes pas à attendre qu'ils se suicident de leur plein gré ! Il y a près de quatre ans, l'Empereur voulut lui-même entreprendre ce travail d'Hercule et on créa une Commission spéciale soumise à sa haute surveillance : tous les voleurs et malfaiteurs devaient être chassés de leur emploi, frappés d'indignité, rayés de la surface de la terre. Quel fut le résultat ? On révoqua environ deux-cents petits fonctionnaires, précisément les plus naïfs, ceux qui n'étaient pas encore assez habiles pour dissimuler leurs intrigues. Rien que deux-cents ! Une goutte dans la mer ! Et l'on clôtura les débats de la Commission, car on acquit vite la conviction que, si l'on voulait procéder en toute logique, on serait forcé de chasser de Russie tous les chargés de fonctions et avec eux leurs familles et leurs femmes. Cette plaie de la Russie, ce cancer qui ronge le gouvernement jusqu'au tréfonds de la moelle, en un mot ce fonctionnarisme, ne sont pas des maux fortuits, mais découlent naturellement, nécessairement du système gouvernemental russe. Le gouvernement ne peut toucher à son corps de fonctionnaires sans se porter préjudice à lui-même, il est obligé de s'en

servir, obligé de se laisser ainsi mener à sa perte, car ce gouvernement ne peut pas avoir d'autres serviteurs. Seuls des esclaves peuvent assurer l'existence du despotisme et on n'a le droit d'attendre d'esclaves ni honnêteté, ni dévouement, ni humanité.

Et il arrive ainsi que même les meilleures intentions de ce gouvernement n'entraînent, lorsqu'il passe à l'exécution, qu'une oppression encore plus insupportable. Les souffrances, le mécontentement et l'impatience du peuple croissent avec chaque palliatif par lequel le pouvoir suprême tente d'améliorer sa condition. Le gouvernement russe ne peut en effet user que de palliatifs, car l'emploi de tout autre moyen lui est interdit par la nature et la finalité de son organisme qui a été créé non pour libérer mais pour opprimer les peuples. Pour procurer au peuple un adoucissement substantiel de sa condition, pour le rendre vraiment libre, il lui faudrait saper les piliers de sa propre puissance, de cette puissance qui est uniquement fondée sur l'asservissement du peuple.

Pierre, comme je l'ai déjà signalé plus haut, a placé le peuple russe sous la domination de la noblesse, mais il ne l'a pas fait pour favoriser cette dernière : bien plus, il a par cette mesure transformé tous les propriétaires de domaines en fonctionnaires de la police impériale non rétribués qui rendent dans ce système des services irremplaçables et exercent une activité d'intermédiaires sans laquelle toute la machine de l'Etat s'arrêterait. Ce n'est pas comme en Autriche, où fonctionnaires et propriétaires de domaines constituent deux classes distinctes : séparation qui, en l'an 1846 de sanglante mémoire, a permis à cet état aristocratique monarchique de prêcher le communisme en Galicie et de tirer un bénéfice momentané d'une atroce révolte de paysans. En Russie, tout propriétaire de domaine est pour ainsi dire fonctionnaire et tous les fonctionnaires sont propriétaires de domaines ou tout au moins apparentés à de tels propriétaires. Le peuple russe a pour le fonctionnaire proprement dit encore plus de haine que pour le propriétaire de domaines : ceux-ci, en effet, durant ces derniers temps, en partie par crainte et en partie sous l'influence bienfaisante d'une instruction plus développée, – ce qui se remarque surtout chez la plus jeune génération –, ceux-ci traitent leurs paysans avec beaucoup plus d'humanité et leur rendent justice bien plus qu'auparavant. La vengeance du peuple se tourne donc avant tout contre les fonctionnaires de l'Empire, ensuite aussi en partie contre les propriétaires de domaines appartenant à la noblesse, c'est-à-dire qu'elle tend à paralyser tous les organes du gouvernement et à détruire le gouvernement lui-même.

L'Etat autrichien, en 1846, pouvait du moins estimer que la tempête soulevée par lui, se limitant à la Galicie, lui permettrait de tirer de ses autres provinces les ressources indispensables à son gouvernement. Toute autre est la situation en Russie. Là n'existent pas ces différences radicales de nationalités, la population rurale est dans presque toutes les provinces animée du même esprit, tout l'Empire est en proie à la même agitation. D'où alors tirer l'argent nécessaire ? D'où recruter des soldats ? Certainement pas

des redevances volontaires, ni de l'engagement du peuple révolté qui, souvent maintenant, se mutile et s'estropie pour échapper à ce terrible fléau qu'est le service militaire en Russie. Il faut enfin souligner que le paysan russe est un être bien différent du paysan de Galicie. Il fait preuve de bien plus d'énergie et d'indépendance que ce dernier, il a même une conscience beaucoup plus libre, bien qu'il soit certainement écrasé par une plus dure oppression que celle endurée par le Galicien. On n'observe en lui aucun trait de cet esprit apathique et borné qui ne peut s'expliquer que par l'emprise du catholicisme et qui a fait du paysan galicien un instrument aveugle aux mains des curés et autres suppôts de l'Empire. Le paysan russe ne vit sous aucune influence officielle, il porte en lui un monde d'idées entièrement personnelles, un monde illimité de désirs, d'espérances et de vengeance. Une révolution paysanne en Russie portera au gouvernement un coup mortel, détruira *cet* Etat, et une telle révolution est inévitable. Rien ne peut la détourner, tôt ou tard il faut qu'elle éclate et elle éclatera, d'autant plus terrible, d'autant plus destructrice, qu'elle sera plus tardive.

Telle est la situation intérieure de ma patrie. J'ai essayé de vous la peindre à grands traits, car elle est si étroitement liée à la politique extérieure de l'Etat russe qu'il est presque impossible de comprendre cette dernière si on ne connaît pas la première. Je l'ai décrite pour montrer qu'un Russe qui aime sa patrie peut haïr l'Etat russe et même est obligé de le haïr. En ne me limitant qu'à ce que l'étranger connaît le moins, j'ai essayé de mettre en évidence la situation présente ainsi que l'état d'esprit du peuple proprement dit : en effet, la totale ignorance de la question donne lieu aux plus grossières méprises dans les jugements qu'on porte sur la Russie.

Cette situation est effroyable. Tout ce que seul le despotisme peut amasser d'oppression, d'outrages et de cruelle injustice sur le corps violenté d'une nation asservie, toutes les flétrissures de l'esclavage, les violations les plus criantes de toutes les lois de l'humanité et de toute dignité humaine : tout cela constitue dans ma malheureuse patrie des manifestations quotidiennes et banales. Oui, les violences perpétrées par ce gouvernement corrompu du sommet à la base sont devenues si monstrueuses, si excessives, qu'on ne peut en faire le récit en Europe : personne en effet ne voudrait y croire. Et dans ce labyrinthe de honte et de malheur, il n'y a plus d'issue pacifique : la situation est si désespérée que si Pierre le Grand, qui en fut le premier artisan, pouvait revenir, il reculerait d'effroi et avouerait son impuissance à y porter remède. Un seul individu, quelque grand soit-il, peut bien fonder une puissance d'ordre mécanique, il peut asservir des peuples mais il ne peut pas créer un peuple libre. La liberté et la vie sortent seulement du peuple et il y a dans le peuple russe assez d'éléments pour un avenir plein de grandeur et d'humanité.

L'actuel maître de la Russie suit fidèlement les directives politiques prescrites par Pierre et même avec une bien plus grande logique que celui-ci. Son gouvernement n'est rien d'autre que le système du génial fondateur de l'Etat russe, mais mené à maturité et ayant pris conscience de lui-même, et

jamais cet Etat n'a été aussi menaçant à l'extérieur et aussi oppressif à l'intérieur que précisément à notre époque.

La Russie est un Etat organisé en vue de la conquête. Inutile de le démontrer, l'histoire est là, et la Pologne, la Finlande et une partie de la Turquie en sont des témoignages. Mais de quelle manière a-t-il conquis ces pays ? Ce ne fut pas à la façon des barbares qui détruisaient la civilisation romaine pour apporter au monde une nouvelle forme de vie et même de nouveaux éléments de liberté. C'était un mouvement de peuples, un mouvement de masses jeunes, pleines de vie, riches en avenir bien que barbares. Ce ne fut pas non plus à la façon des Mahométans qui, au nom d'une conception religieuse brûlante de ferveur et avec le fanatisme qu'elle leur inspirait, submergèrent le monde. Ce ne fut davantage comme Napoléon à la tête de ses troupes enthousiastes qui, partout où elles étaient victorieuses, inconsciemment au service d'une grande révolution, détruisaient les derniers soutiens de la féodalité, instauraient leur Code civil et avec lui l'égalité des citoyens. Et enfin, non plus comme aujourd'hui les Américains du Nord qui, dans l'intérêt de la civilisation, de la démocratie et du travail, se répandent irrésistiblement sur le continent américain. Le peuple russe ne participe pas en tant que peuple aux conquêtes de la Russie ; on le pousse contre les peuples étrangers avec ce même knout qui, encore aujourd'hui, sert dans son propre pays à le contraindre au travail servile. Il n'est en aucun cas question de fanatisme religieux, de civilisation, d'égalité et encore moins des intérêts des travailleurs. La Russie fait des conquêtes sans plaisir, sans enthousiasme, seulement dans l'intérêt du despotisme. *La Russie n'est pas une nation joyeuse de conquérir, elle est un Etat avide de conquêtes*, un Etat qui, étranger et hostile à son peuple même, s'en sert pour asservir les autres peuples : principe abstrait qui pèse sur la nation russe contrainte à lui servir d'outil et de champion, un Etat qui s'est fait de soixante-millions d'âmes autant d'esclaves pour faire disparaître du reste du monde la lumière de la liberté et de la vie et éteindre toute étincelle d'une conscience humaine.

Je n'exagère en rien, je dis la stricte vérité et ce que je dis, je vais le démontrer.

Y a-t-il une seule conquête de la Russie qui ait été le déferlement de tout un peuple ? Jamais et nulle part. Toutes ces conquêtes furent l'œuvre seulement de l'Etat avec le concours d'armées bien disciplinées et surtout d'une diplomatie bien connue pour ses artifices particuliers et son esprit de suite. La Russie s'est-elle jamais battue au nom d'une religion ? Certes pas. Le peuple russe est au contraire le plus tolérant du monde, il entretient des relations amicales et pacifiques avec les Tartares et les Juifs, les Catholiques et les Protestants, voire même avec les Païens, car toutes les religions possibles sont représentées dans mon immense patrie, mais il ne lui est jamais venu à l'idée de les convertir. Seule la répression a fanatisé les Sectes en Russie, mais leur fanatisme se tourne seulement contre le culte officiel, c'est-à-dire contre le gouvernement. Par contre, elles se supportent fort bien, bien qu'elles soient en matière de dogme aux antipodes les unes des autres, et on

n'a jamais entendu parler d'une querelle entre elles. Il n'y a que le gouvernement qui soit intolérant en Russie, et encore pour des raisons politiques. Il n'y a pas encore très longtemps, il se vantait d'être, à l'égard des sectes religieuses, le plus tolérant des gouvernements, et même maintenant, à bien regarder, il manifeste de la tolérance ou plutôt une indifférence absolue pour tous les dogmes chrétiens et païens, tant que ceux-ci ne soulèvent pas d'agitation particulière et n'empiètent pas sur le domaine strictement interdit de la politique. Il accueille avec la même sympathie toutes les sornettes et momeries religieuses, chrétiennes ou païennes, pourvu qu'elles puissent servir – telle une bonne dose d'opium – à abêtir et à endormir le peuple : la religion n'est pour lui qu'un moyen de gouvernement. C'est ainsi, par exemple, qu'il ne s'est jamais donné la peine de convertir au christianisme les Mahométans ou les nombreux Païens habitant en Russie, ce qui, semble-t-il, serait le devoir le plus sacré d'un gouvernement si féru d'orthodoxie ; il est au contraire très souhaitable pour le gouvernement russe de compter des Mahométans au nombre de ses sujets, car il peut se servir d'eux pour faire pression sur les Mahométans de l'Empire turc. Tout autre est son comportement à l'égard de ses Sectes chrétiennes ; il met toute son énergie et tout son zèle à les persécuter car elles présentent pour lui un caractère politique menaçant. Tout autre aussi, la façon dont il traite les Catholiques et les Unitariens en Pologne, en Lithuanie et en Russie Blanche : l'Unitarisme, tout autant que le Catholicisme qui lui est apparenté, sont pour l'Etat russe orthodoxe qui ne reconnaît pas le pape des religions gênantes et rebelles et servent d'armes aux Polonais ; aussi a-t-on dans les temps modernes – comme tout le monde le sait – prêché le Credo grec-orthodoxe hors duquel il n'y a point de salut, en mitraillant et massacrant le peuple¹.

¹ *Note de Bakounine.* – En 1832 et 1833, étant officier russe dans les Gouvernements de Minsk, Wilno et Grodno, j'ai été moi-même témoin de ces conversions sanglantes : Dieu merci ! rien de plus que témoin ! Elles continuèrent encore sous la direction du renégat *SimaÓko*, ancien évêque de l'Eglise unitarienne et maintenant archevêque de l'Eglise russe. On sait que l'unitarisme a pris naissance à la suite de la tentative malheureuse du Concile de Florence de réunir les Eglises grecque et romaine. Il conserva les rites du culte grec tout en reconnaissant le pape ; plus tard, sous l'action des jésuites polonais, il se rapprocha du culte romain. L'unitarisme s'étend sur toute la Russie occidentale jusqu'au Gouvernement de Kiev, y compris la Lithuanie, et, dès ses débuts, il eut à endurer bien des tourments : d'abord du fait des catholiques polonais, et maintenant du gouvernement russe. Officiellement, il n'existe plus en Russie, depuis qu'il fut aboli solennellement par un concile tenu à Polock – en 1838, si je ne me trompe pas – et composé de quelques renégats, de prêtres unitariens achetés ou contraints (car la majorité du clergé unitarien a été envoyée en Sibérie ou emprisonnée). Mais le peuple est resté fidèle à son ancienne foi, et jusqu'à présent, malgré les canons et les baïonnettes, il ne veut pas reconnaître les prêtres russes ou devenus russes, ni les églises récemment

De même, on s'est livré récemment à une propagande officielle en Livonie, Courlande et Esthonie et l'on a poussé le pauvre peuple protestant sans instruction, par des promesses mensongères, à se convertir à la religion grecque, car on craint que le protestantisme puisse servir de trait d'union entre ces provinces et l'Allemagne ou la Suède¹.

Ces témoignages suffisent, me semble-t-il, pour se convaincre que jamais le peuple russe n'a entrepris une conquête ou n'en entreprendra une par fanatisme religieux ou pour tout autre motif : ce que fait au contraire l'Etat russe, d'autant plus que sa seule raison d'être est de conquérir et d'asservir. Qu'il ne se soucie pas de civiliser les peuples qu'il a soumis, cela résulte du fait que la plupart d'entre eux ont atteint un bien plus haut degré de civilisation que la Russie. Qu'il s'évertue, au contraire, de toutes ses forces à étouffer tous les germes de vie et de civilisation, c'est ce que démontre suffisamment ce qui s'est passé en Pologne, en Lithuanie, dans les provinces baltiques aussi bien qu'en Finlande. Qu'est-il advenu des universités de Varsovie, de Wilno, de Dorport et de tous ces pays jadis si florissants ? Des cimetières silencieux remplis de victimes égorgées ! Le Code civil et criminel russe, les fonctionnaires russes, la pauvreté, l'esclavage, ténèbres et pourriture : voilà les cadeaux dont cet Etat menace les peuples qu'il n'a pas encore conquis.

Pourquoi ces conquêtes ? Continuera-t-il dans cette voie ? Il ne peut faire autrement, il y est obligé. Il le faut pour sa propre conservation. En Russie même, en effet, il n'a pas de vie intérieure, pas d'activité, pas de progrès à attendre, pas de but. Toute sa nature le tourne vers l'extérieur, et seule cette perpétuelle expansion, seuls ces efforts infatigables pour étendre toujours plus loin ses frontières lui donnent sa force toujours tendue et sa monstrueuse vitalité messagère de mort. Dans le monde des idées morales comme dans la nature, tout être ne vit que le temps nécessaire à l'accomplissement de son destin. L'immobilité, c'est la mort, et comme l'Etat russe ne peut progresser que vers l'extérieur, il lui faudrait mourir dès qu'il

installées : il arrive ainsi que, dans des provinces entières, il n'y a ni baptêmes, ni mariages, ni enterrements religieux. Fait curieux, ces unitariens sont les mêmes *dissidents* que Catherine II avait soutenus avec tant d'empressement à la grande joie des milieux philosophiques remplis d'admiration – Voltaire lui écrivit à ce sujet une lettre de félicitation – et dont l'oppression par la noblesse polonaise si mal conseillée à cette époque lui servit de prétexte pour s'immiscer dans les affaires de la république polonaise afin de procéder par la suite à son partage.

¹ *Note de Bakounine.* – On promet, en effet, à tous les convertis le libre établissement avec des terres dans le sud de la Russie. L'instigateur de tout ce mouvement fut publiquement l'évêque du lieu, Irinarch, c'est-à-dire le gouvernement lui-même. Des communes entières voulurent se convertir et émigrer, au point que le gouvernement se vit bientôt obligé d'employer les canons contre ces masses de pauvres gens qu'il avait soulevés et égarés par ses promesses. On sait aussi par ailleurs avec quel zèle le gouvernement s'emploie à russifier ces provinces.

cesserait de conquérir. J'ai déjà dit que l'Etat russe n'était pas la nation russe, mais c'est seulement un principe abstrait qui pèse sur cette nation. C'est le principe d'une puissance fondée sur l'absolutisme et ne poursuivant que des fins égoïstes, un principe qui plonge les peuples dans les ténèbres et les foule aux pieds au nom du droit divin. C'est le démon du despotisme traqué de partout, qui s'est maintenant réfugié en Russie et s'est retranché dans cet Empire comme dans son dernier bastion : de là il se propagera de nouveau, si possible à travers toute l'Europe, plus sinistre et plus redoutable que jamais. J'ai déjà montré que le peuple russe n'était pas le moins du monde aussi servile et aussi patient qu'on le pense communément ; sous la neige qui semble vouer à la mort cet immense empire, gronde un volcan dont l'éruption est seulement empêchée ou plutôt retardée, parce qu'on éloigne de lui les souffles vivifiants venus de l'Europe. Ce péril est actuellement devenu encore plus grand, depuis que la Pologne est incorporée à la Russie : la Pologne sert de guetteur au peuple russe, elle est un vivant intermédiaire entre l'Europe et lui. La Pologne, selon la belle expression de Jean-Jacques Rousseau, a été avalée par la Russie qui ne l'a pas digérée et même ne la digèrera jamais. La Pologne est la mauvaise conscience de l'Etat russe, elle en est la partie la plus malade, c'est un morceau de chair à vif qu'il ne peut arracher de son organisme sans par là-même le détruire absolument et qui, s'il le conserve, infectera tout le reste de son corps et y portera un feu dévorant. Il est impossible à une Russie soumise au despotisme de vivre à côté d'une Pologne libre, mais il est aussi impossible à une Pologne asservie de vivre à côté d'une Allemagne vraiment libre, indépendante et unie. Et c'est bien pour cela que la Russie, en tant qu'Etat, est l'ennemi naturel de la puissance allemande, de la liberté et de l'honneur de l'Allemagne et qu'elle ne veut en aucun cas l'unité allemande. Il lui faut donc étendre aussi loin que possible en Allemagne ses conquêtes et son influence pernicieuse, elle y est contrainte pour sa propre conservation. *L'Etat russe en est même arrivé à ce point que sa position d'équilibre, son principal point d'appui se trouvent bien plus en Allemagne, –en Prusse et en Autriche pour plus de précision-, qu'en Russie.* Et pour conserver cet appui, il lui faut mettre toute l'Allemagne sinon immédiatement sous sa domination, mais tout au moins sous son influence directe.

N'est-il pas déjà maintenant installé en Allemagne ? Je ne répondrai pas moi-même, je laisserai parler à ma place un journal allemand, un journal bien connu pour ses principes conservateurs et qu'on pourrait appeler, en raison de sa tendance politique, le « Journal des Débats » allemand, si tant est qu'il puisse exister un « Journal des Débats » dans un pays aussi déchiré que l'Allemagne. Dans le numéro 86 (page 1369, année 1848) de « *Allgemeine Augsburger Zeitung* », je lis ce qui suit :

« Ce n'est qu'en passant sur le cadavre de la Pologne que la Russie pouvait s'avancer jusqu'au cœur de l'Allemagne, et ce n'est que l'écras-

sement de toute liberté en Allemagne qui pouvait consolider en Pologne la domination du knout. »

Il est ici superflu d'entrer dans le détail de la vieille et fatale histoire des violences perpétrées à l'égard de la Pologne : elles sont dans toutes les mémoires et nous rappellerons simplement un épisode dans la suite des événements qui, depuis quatre vingt ans, se sont abattus sur ce malheureux pays. En 1790, la Prusse s'éveilla à l'idée que la destruction de la Pologne constituait pour elle un péril menaçant et elle conclut un pacte avec la Pologne, la Hollande et l'Angleterre, pour maintenir le statu quo de la « République ».

Deux ans plus tard, elle se laissa de nouveau circonvenir par la Russie et reçut la part la plus importante du butin en paiement de sa trahison politique. *La part de la Prusse, lors du troisième partage de la Pologne, fut la plus forte car il s'agissait alors de retenir la Prusse dans le cercle enchanté de la politique russe. La suite est connue : la Prusse perdit à nouveau la plus grande part de son butin et la Russie atteignit son but qui était de ne laisser subsister aucune Pologne indépendante.* On sait à quels tristes résultats a conduit la politique de blocus pratiquée par la Russie, – politique à laquelle la Prusse elle-même a prêté la main par son traité d'alliance –, et nous n'hésitons pas à voir dans la politique russe menée par la Cour prussienne la véritable et presque unique origine de la Révolution. Le peuple avait le sentiment profond que l'ennemi héréditaire le tenait à la gorge et que le berceau de la monarchie était presque sans défense exposé à ses attaques ; de plus, le système russe de blocus est la cause de l'appauvrissement d'une grande partie de la Silésie ainsi que de la Prusse occidentale et orientale. Tant que ce système de blocus isolera la Pologne, il ne faut point penser assister à un vigoureux épanouissement de ces provinces, et l'on peut facilement se représenter l'état d'esprit que cette situation a suscité et continuellement tenu en éveil. On aspirait à la liberté, non en raison d'une préférence (?!) théorique, mais pour se dégager, par la force de l'opinion publique, de l'amitié traîtresse de la Russie qui, de l'avis du peuple, avait ses partisans soudoyés jusque dans le palais du roi. »

Dans un autre article (même année – numéro 80) je trouve encore ce qui suit :

« Nous montrions dans un article précédent, comment, en raison des circonstances actuelles, un rapprochement de l'Allemagne et des Russes tournerait forcément, quoi qu'il arrive, à notre perte. Ce faisant, nous restions, pour ainsi dire, dans le domaine de la théorie. Mais nous savons aussi parler des questions alors débattues en partant du terrain purement pratique de l'expérience. Il y a, en ce qui concerne l'aide de la Russie, un passé instructif derrière nous.

« La Russie s'opposa de bonne heure à la première Révolution française et lui fut hostile, hostile par principe. En 1793, Catherine II expulsa de son pays tous les Français qui n'abjureraient pas les dogmes de la France révolutionnaire et reconnut le comte de Provence comme régent de la France. Paul, le fils de Catherine, interdit, dès le début de son règne, de porter des costumes à la française ; il ne tolérait pas que l'académie russe parlât des "révolutions" célestes ; il déclarait en juillet 1799 que le gouvernement au pouvoir en France était "anarchique" et "réprouvé de Dieu" ; et il interdit aux bateaux et aux ressortissants danois l'entrée en Russie, "parce qu'il y avait à Copenhague et dans tout le Danemark des clubs et des sociétés dont les principes étaient analogues à ceux qu'avait propagés la Révolution française, et parce que le gouvernement danois l'avait permis." La seconde Coalition contre la République, si elle ne fut pas directement son œuvre, répondait en tout cas aux vœux les plus chers du tsar. Cependant, dès que commença à surgir en France, – en partie précisément à cause de cette coalition –, la monarchie de type militaire, des relations de caractère amical se nouèrent alors entre notre voisin de l'Est et celui de l'Ouest. Paul entretint une correspondance intime avec Napoléon, *dans laquelle il était discuté du futur Statut de l'Allemagne*. L'assassinat de l'Empereur de Russie ne modifia en rien ces rapports. Son successeur, Alexandre, trouva plus avantageux de marcher avec les Français que contre eux. Dans les clauses secrètes du 11 octobre 1801, le Cabinet de Saint-Pétersbourg et le Cabinet de Paris se mirent d'accord sur un arrangement commun en ce qui concerne l'Allemagne. Le 18 août 1802, les plénipotentiaires français et russes présentèrent à la délégation de l'Empire un plan que les deux puissances avaient établi *en vue d'une nouvelle répartition territoriale de l'Allemagne, et fixèrent un délai de deux mois pour terminer les négociations*. Le plan fut accepté et la première conséquence de cette guerre de principes engagée par la Russie avec l'Allemagne et contre la France fut la suppression des trois Electorats ecclésiastiques de Mayence, Trèves et Cologne, la perte de leur indépendance pour tous les évêchés et abbayes encore existants, pour tous les petits comtes et chevaliers immédiats, pour toutes les villes libres sauf six, enfin la prise de possession de Salzbourg par le Grand Duc de Toscane et du Brisgau par le Duc de Modène. *Toutes les fois que la Russie combat aux côtés de l'Allemagne, cela aura comme première conséquence la destruction des plus petits Etats, non au profit de la liberté allemande, mais des souverains étrangers et de la puissance de l'absolutisme*.

« L'avertissement de 1802 était parfaitement clair, mais les Cabinets allemands firent la sourde oreille. Lorsque l'Autriche entra de nouveau en guerre contre Napoléon, le reste de l'Allemagne ne se dressa pas à ses côtés. Nos Princes observèrent une honteuse neutralité ou firent plus de cas d'un accroissement de territoires, encore plus honteux, que de l'appartenance à une même nationalité. Le jour de la bataille des trois

Empereurs (2 décembre 1805), ce ne fut pas une armée prussienne qui combattit aux côtés de l'armée autrichienne, mais une armée russe. Le Lorrain battu ne trouva pas le moindre appui sérieux auprès du Romanov associé à lui dans la défaite : les officiers russes parlaient de l'Allemagne comme de la partie la plus méprisante du monde¹.

« Gentz n'était certes pas un superpatriote, mais il eut ses entrailles "allemandes" toutes retournées, lorsqu'il vit les Autrichiens foulés aux pieds par les Russes et qu'il apprit comment le Grand Duc Constantin se comportait à leur égard, et la paix de Presbourg (21 décembre 1805) marqua la fin de l'alliance russo-allemande. Elle fit perdre à l'Autriche 1000 milles carrés de territoires, trois millions d'habitants et quinze millions de florins de revenus. *La deuxième conséquence de la lutte russo-allemande contre la France fut l'affaiblissement de l'une des grandes puissances allemandes sans avantage immédiat pour la Russie.*

« Nous devons subir encore une troisième conséquence.

« Devant le tombeau de Frédéric le Grand, le roi de Prusse et le tsar de Russie s'étaient félicités de leur éternelle amitié. Les liens personnels entre les deux souverains, la même crainte qu'inspirait à tous deux Napoléon, semblaient rendre indissoluble leur alliance contre l'Empereur des Français. Après la bataille de Friedland, Alexandre avait encore des moyens plus que suffisants pour mener contre les Français une longue guerre au profit de la Prusse, mais il ne jugea pas utile de s'y engager. A la paix de Tilsit (7-9 juillet 1807), la Prusse perdit la moitié de ses Etats, *tandis que la Russie recevait le district de Bialystok jusque là prussien (grand de 206 milles carrés)*².

« Une clause secrète précisait que si la Sublime Porte, – *sur les territoires de laquelle la Russie avait jeté depuis longtemps des regards de convoitise* –, se refusait à accepter dans sa guerre avec le tsar la

¹ *Note de Bakounine.* – A ce point de vue, il n'y a encore aucun changement. Les dirigeants entretiennent et excitent avec soin chez le peuple russe la haine et surtout le mépris à l'égard de l'Allemagne. Lorsque les Gardes russes rentrèrent à Pétersbourg après les célèbres manœuvres de Kalisz – organisées dans l'intention précise de faire fraterniser les armées russe et prussienne –, ils se rencontrèrent avec le Lieutenant-Général von Bistrom, aujourd'hui décédé, qui commandait alors le corps de la Garde ; dès qu'on eut échangé les premières salutations, il leur demanda : "Eh bien, les enfants ! vous avez vu les soldats allemands : rien que de la merde, n'est-il pas vrai ?" – "De la merde ! Votre Excellence." – "Parbleu, je le savais bien !" répondit le Général qui était lui-même un Allemand et qui ne pouvait même pas parler le russe correctement. Malheur à celui qui se fût permis en Russie de dire que l'Empereur Nicolas était un Holstein-Gottorp et non un Romanov, avait une ascendance allemande et non russe ! La Sibérie eût été pour lui une trop faible punition.

² *Note de Bakounine.* – Et elle réclamait encore Dantzig, ce que cependant Napoléon ne lui accorda pas.

médiation de Napoléon, alors la France et la Russie lui feraient en commun la guerre et lui retireraient toutes ses possessions européennes à l'exclusion de la Roumélie et de Constantinople. *La troisième conséquence de l'alliance russo-allemande fut l'affaiblissement de la seconde grande puissance allemande pour le profit direct de la Russie, les prétentions acquises par la Russie sur les principautés danubiennes, territoire si important pour nous*¹, *et l'alliance que conclurent dès lors entre elles la Russie et la France.*

« Si l'amitié de la Russie nous avait conduits à deux doigts de l'abîme, son inimitié menaça de nous y précipiter tout à fait. Au mépris des clauses de la paix de Tilsit, qui stipulaient le retrait des troupes russes des territoires de la Moldavie et de la Valachie, elles y restèrent avec le consentement de la France jusqu'au Congrès d'Erfurt : là, Napoléon donna son assentiment à la réunion de la Moldavie et de la Valachie à l'Empire russe. Cette réunion fut effectuée peu après, ce fut pour notre sud-est allemand comme une ligature d'artère et *une nouvelle extension de l'Empire des tsars, aux dépens directs de l'Allemagne eut lieu le 14 octobre 1809.* A la paix de Vienne, l'Autriche céda à la Russie alliée de la France une partie de la Galicie orientale, forte de 400.000 habitants. Que l'alliance de la France avec la Russie ait duré encore quelques années, et *l'Allemagne n'était plus qu'un concept démodé, un souvenir historique.* Il est vrai que l'esprit conquérant de Napoléon nous sauva d'un tel malheur, mais avant d'être sauvés nous devions recevoir de nouveaux témoignages des sentiments que nourrit la Russie à l'égard de l'Allemagne.

« Pour être forte contre la France, la Russie signa avec la Suède le 24 mars 1812 un traité d'alliance offensive et défensive, dont le troisième article stipulait ce qui suit : la Suède obtient la Norvège que le Danemark doit lui céder. Si le Danemark le fait de bon gré, *il recevra en échange des compensations en Allemagne.* Dans un quatrième article, Alexandre se faisait reconnaître par la Suède *le droit de porter les frontières de la Russie jusqu'à la Vistule.* En janvier 1813, les Russes étaient dans notre patrie : ce n'était dans leurs proclamations qu'amour pour l'Allemagne et haine pour la France. Voici ce qu'on entendait : « Le peuple russe tend la main aux Allemands pour les libérer », « l'avance des armées russes est guidée par des fins élevées et au-dessus de tout égoïsme ». Que peu après *dans la Saxe conquise un Gouverneur Général russe exerçât un pouvoir absolu, nommât les officiers jusqu'au grade de capitaine, tandis que, sur ses propositions, l'Empereur de Russie choisissait les officiers supérieurs,* c'est ce qui passa presque inaperçu dans la fièvre des événements. Par contre, on put voir plus clairement ce que voulait en

¹ Note de Bakounine. – Mais maintenant, c'est l'Autriche qui livre absolument à la Russie les principautés danubiennes et la Turquie.

définitive la Russie, lors des négociations ultérieures entre les puissances européennes.

« Comme condition préalable à ces pourparlers qui conduisirent le 30 mai au premier traité de Paris, Alexandre stipula que la Lorraine et l'Alsace devaient rester françaises ¹.

« *Au Congrès de Vienne, la Russie réclama pour elle toute la Pologne et prétendit "que cette-exigence était pour l'empire des Tsars un devoir moral, qu'elle était indispensable pour améliorer l'administration des sujets polonais de Sa Majesté Impériale, et pour les habitants du Grand Duché de Varsovie qui, présentement en vertu de l'occupation militaire du Grand Duché, étaient pareillement sujets de l'Empire"* : ceci est une indication de ce que la Russie, peut-être maintenant que s'est éveillée l'idée de panslavisme, pourrait considérer à l'occasion comme un devoir moral. C'est avec peine que les puissances récalcitrantes arrivèrent à obtenir d'Alexandre qu'il se contentât de l'actuel royaume de Pologne, constitué au traité de Tilsit pour une bonne part par des cessions de territoires prussiens, c'est-à-dire allemands. Puis, lorsque Louis XVIII fut pour la seconde fois rétabli en France avec l'aide d'armées surtout allemandes, Alexandre obtint du nouveau roi la promesse qu'il appuierait les projets de la Russie concernant la Pologne et l'Orient, et si le second traité de Paris (20 novembre 1815) n'eut pas pour nous Allemands une issue plus favorable, la responsabilité en incombe, outre l'Angleterre, surtout à la Russie.

« Durant ces vingt-trois années 1792-1815, la Russie, en tant que notre allié par principe contre la France, nous a fait plus de tort que si elle avait été ouvertement alliée de la France contre nous. *Dans les trente-trois années suivantes, de 1815 à 1848, le dommage tant moral que matériel qu'elle nous a causé, alors qu'elle était également notre allié par principe contre la France, tout le monde en Allemagne peut en parler, et l'affaire des bouches du Danube en témoigne avec assez de clarté. Ce n'est pas dans la personnalité d'un empereur russe particulier que réside pour nous le danger de l'Empire des tsars, mais bien dans l'orientation de la politique russe, telle qu'elle résulte du caractère de l'Etat.* Cette aversion que Paul ressentait par principe contre la France se termina par un accord de la France et de la Russie contre nous ; l'aversion de principe d'Alexandre contre Napoléon se termina par un arrangement entre les deux empereurs qui *tendait à livrer l'Est de l'Europe à celui-là et l'Ouest à celui-ci.* L'aversion de principe de l'Empereur Nicolas contre la

¹ Note de Bakounine. – En cela, il a fort bien agi. Il n'est dans l'intérêt ni de la civilisation, ni de la liberté, ni du bonheur de l'Europe, d'amoindrir la grande France. La Lorraine et l'Alsace, bien que de souche allemande, sont devenues entièrement françaises de sentiment et d'inclination, ce qu'elles ont maintes fois montré de façon éclatante pendant les guerres de la Révolution, et, plus tard, lorsque les Alliés ont envahi la France.

France constitutionnelle prit fin, *peu avant la Révolution de juillet 1830, par une entente entre le tsar et Charles X, selon laquelle celui-là pouvait étendre ses frontières à l'est de notre continent et celui-ci s'emparer de la rive gauche du Rhin.* Quant à la disparition au cours du temps de l'aversion de principe du même Nicolas contre Louis-Philippe, nous en vîmes, ces derniers mois, un indice très net dans les emprunts de la Russie. Si l'on écrivait l'histoire secrète de ce Roi des Français chassé de son trône, on pourrait y lire que cette amitié récente entre l'Est et l'Ouest était une alliance en vue de détruire l'Allemagne et, quelque résolue que puisse être encore maintenant la haine de principe de la Russie contre la République, le jour ne se fera probablement pas attendre où la République et la Monarchie absolue agiront contre l'Allemagne, d'abord secrètement, puis ouvertement¹. »

L'auteur de cet article conclut la première partie en ces termes :

« Nous serons les Polonais du XIX^e siècle si, dans la tempête qui secoue actuellement le monde, nous n'avons pas la ferme résolution de nous maintenir debout sans l'aide étrangère. »

Ainsi s'exprime l'*Augsburger Allgemeine Zeitung*. Et d'abord je n'ai pas besoin de dire que je n'approuve en aucune façon l'esprit dans lequel cet article a été rédigé. Son auteur appartient de façon évidente à ce parti conservateur, bruyamment teutomane, mangeur de peuples qui admire dans le secret de son cœur le gigantesque égoïsme de la politique russe et regrette seulement que l'Allemagne ne puisse se mettre à la place de la Russie, à ce parti qui non seulement veut maintenir par la force sous la domination allemande les peuples étrangers qui gémissent encore sous le joug prussien et autrichien, mais encore serait prêt à pleurer parce que le monde entier n'est pas né « teuton », à ce parti enfin qui, durant les deux dernières années, a précisément le plus contribué à ruiner les espérances les plus légitimes de l'Allemagne. Mais les faits restent les faits et quant à la crainte, manifestée par l'auteur à la fin de son article, que l'Allemagne pourrait connaître le triste sort de la Pologne, elle est non seulement fondée mais même en voie de réalisation.

L'Allemagne, considérée dans son ensemble, se trouve déjà maintenant dans la même situation intérieure – et peut-être dans une situation pire – que la Pologne à la veille de son premier partage. La Pologne était déchirée et livrée aux mains de ses ennemis par l'ambition antipatriotique de ses Magnats ; l'Allemagne l'est à son tour par les intérêts contradictoires de ses

¹ *Note de Bakounine.* – L'auteur de l'article juge la France actuelle et la République française actuelle d'après la première République qui portait en elle la possibilité de se transformer en une monarchie militaire. La France, ainsi que les circonstances, ont depuis cette époque entièrement changé.

trente dynasties, par le manque total d'esprit patriotique de son aristocratie, et – dois-je le dire ? – par la mentalité loyale, mais sans patriotisme, de ses militaires ou par leur aveuglement : toutes ces circonstances sont bien connues des diplomates russes qui se sont empressés d'en tirer parti et, en me servant d'une expression que le prince Metternich, peu avant la Révolution de février, employa au sujet de l'Italie dans sa correspondance avec Lord Palmerston, je dirai que, pour le Cabinet russe, le mot « Allemagne » n'est plus depuis longtemps un concept politique, mais seulement « une expression géographique ».

Pour prendre connaissance des dernières intentions de la Russie à l'égard de l'Allemagne, il suffit d'ouvrir le célèbre *Portfolio* qui ne contient, comme on le sait, que des actes authentiques et officiels ; on peut trouver encore d'intéressants renseignements dans le « *Pentarchie* » qui est aussi connu, tout au moins du public allemand¹. On peut définir en peu de mots la politique du Cabinet de Pétersbourg : tenir en échec l'Autriche et la Prusse par le moyen de leurs possessions non allemandes et de leur rivalité réciproque, et protéger l'Allemagne du Sud contre ces deux puissances et principalement contre la Prusse. Mais *protéger* signifie dans la langue officielle de la Russie : démoraliser, isoler, dominer. C'est ainsi que la Russie a protégé les Dissidents polonais contre les catholiques polonais, la Pologne elle-même contre la Prusse et l'Autriche, c'est ainsi qu'elle s'est posée en protecteur officiel de la Moldavie et de la Valachie, qu'elle a pris sous sa haute protection la Serbie dans l'Empire Turc, qu'elle protège même la Turquie et la Grèce : bien plus, c'est ainsi qu'elle protège déjà l'Allemagne. Avant de conquérir, la Russie commence toujours par protéger.

Protéger signifie aussi dans cette langue partager. Le Cabinet russe est trop discret pour jamais réclamer le tout pour lui seul ; d'habitude, il se contente pour commencer de la plus petite partie du butin, laissant la plus importante à son complice ; plus tard, il trouve bien une occasion d'obtenir la récompense de sa discrétion. Malgré ses armées, le gouvernement russe ne se sent pas la force, à lui tout seul, d'assassiner la liberté et d'asservir l'Europe ; il sait très bien qu'il n'a pas à compter sur les sympathies de ses propres peuples et qu'il suffit d'une révolte énergique des peuples libres de l'Europe pour la faire éclater aussi chez les siens. Le Cabinet russe sent et sait combien sa situation est périlleuse, aussi n'agit-il qu'avec la plus grande prudence ; le principal effort ainsi que tout le secret de sa diplomatie consistent à trouver des complices et à entraîner les plus puissants de ses rivaux et de ses adversaires à participer à ses propres brigandages. C'est avec la Pologne qu'il a appris combien cette politique lui était profitable. Ainsi, non seulement il fait périr le pays qu'il a condamné à une mort *immédiate*, mais encore il s'empare de l'esprit de ses complices mêmes, de leur liberté de mouvement et de leur indépendance, il les attire sans retour

¹ Titre complet : *la Pentarchie européenne*, de K.E. von Goldmann, publié en 1839.

possible dans le « cercle enchanté » de son activité funeste, il détruit cet esprit de justice, d'humanité et de liberté qui lui est ennemi et répand au delà des frontières de son Empire son influence démoralisatrice. Car démoraliser signifie pour *cette Russie-là* conquérir.

Ce qu'a déjà fait la Russie depuis 1815 pour démoraliser les pays allemands, tout le monde le sait et peut en parler, pour reprendre l'expression de l'auteur de l'article ci-dessus ; disons la vérité toute nue : la Russie, par l'intermédiaire de l'Autriche et de la Prusse, ainsi que par son rôle de protecteur de l'Allemagne du Sud, fut le génie invisible qui a dirigé la Confédération Germanique. Quant à l'intention philanthropique de partager l'Allemagne, elle ne lui fut pas étrangère et elle ne l'est pas encore, comme le montre suffisamment le fait authentique également signalé par le même auteur : peu avant la Révolution de juillet, l'Empereur de Russie et Charles X n'avaient rien moins entrepris que *le premier partage de l'Allemagne*. Certes, si le tsar actuel peut reprocher quelque chose à son prédécesseur, c'est seulement de ne pas avoir mieux profité du bon vouloir de Napoléon ; tout le monde connaît l'admiration que l'Empereur affectait pour Napoléon et ce n'est pas en vain qu'il a offert la main de sa fille aînée au duc de Leuchtenberg : il espérait l'avènement en France d'un second Napoléon. En 1848, la chute de Louis-Philippe l'avait beaucoup moins inquiété que l'agitation en Allemagne : en France, il mettait son espoir dans une république militaire, et, avec elle, dans une alliance franco-russe dirigée contre l'Allemagne et l'Angleterre. Il souhaitait même la Présidence effective de Monsieur de Lamartine, car ce dernier, peu après son retour d'Orient, s'était nettement prononcé pour une telle alliance¹ et avait agi dans ce sens par ses discours et ses écrits. On sait quelle activité a déployée la Russie lors de l'élection de Monsieur Louis Bonaparte à la Présidence de la République française, présidence qui, selon les calculs insensés du Cabinet russe et de beaucoup d'autres, devait lui permettre d'accéder au trône. La Russie s'est trompée : jamais la France démocratique, – et il n'y en a pas une autre

¹ *Note de Bakounine.* – Dans une brochure ayant pour titre « L'Orient », où, en termes très précis, il ne propose rien moins que le partage de la Turquie entre la France et la Russie de la façon suivante : la France prendrait pour elle la Syrie et l'Égypte, tandis qu'on abandonnerait à la Russie la Turquie d'Europe avec Constantinople ; naturellement, la Belgique et les provinces rhénanes avaient leur place dans ces projets d'« arrondissement ». Monsieur de Lamartine appartenait aussi, comme on le sait, au parti de Molé qu'il soutenait avec empressement, en 1839, contre ce qu'on appelait alors la Coalition. Molé est un homme d'Etat disciple de Napoléon et partisan zélé de l'alliance russe ; son journal « La Presse » est – ou du moins était – à la solde de la Russie. Dans tous ses écrits et tout particulièrement dans « L'Histoire des Girondins », Monsieur de Lamartine est apparu comme un ennemi déclaré des Polonais, ce qui l'a rendu encore plus sympathique aux yeux du Cabinet russe. En tant que ministre des Affaires Étrangères, il a, tout à fait ouvertement, trahi les Polonais au profit de la Russie ; je reviendra plus loin sur ce dernier point.

aujourd'hui malgré tout ce qu'on peut tenter de l'extérieur et de l'intérieur –, jamais la France ne retournera à la monarchie ni à une république militaire et elle préférera de beaucoup s'allier à l'Angleterre ou à une Allemagne libre, – dans le cas où il en existera une –, contre le despotisme russe, qu'avec ce dernier contre la liberté de l'Allemagne et de tous les peuples. Le Cabinet de Pétersbourg sera bien alors obligé de renoncer à l'alliance française. Il s'est déjà consolé et il a trouvé contre l'Allemagne et contre la liberté un nouvel et meilleur allié. *Cet allié, c'est l'Autriche.*

Je sais, Monsieur, que vous ne prendrez pas en mauvaise part le fait de parler si librement des intérêts de votre patrie. Je ne suis en effet, comme vous le voyez, animé d'aucun sentiment d'hostilité. Mais il se pourrait sans doute que j'aie besoin d'une excuse auprès de mes juges, car une telle ingérence, – fût-elle seulement théorique –, pourrait leur sembler superflue et même déplacée dans la défense écrite d'un étranger, d'un Russe. J'invite donc mes juges inflexibles à ne pas oublier que les destins de tous les peuples européens sont aujourd'hui enchevêtrés de si étrange manière, qu'aucune puissance humaine ne peut les désunir. Il n'y a plus à notre époque beaucoup d'histoires différentes, mais une seule grande histoire dans laquelle chaque nation a son rôle à jouer, qui dépend étroitement de l'action et des efforts de toutes les autres nations. C'est ainsi que j'ai déjà souligné qu'il fallait chercher le plus solide soutien de l'Etat russe bien davantage en Allemagne qu'en Russie même ; l'avenir immédiat de la Russie dépend entièrement de la tournure que prendront les événements en Allemagne et il m'est ainsi impossible de parler de façon détaillée de l'Empire russe et des Slaves sans soulever la question de la situation intérieure de votre patrie.

Jamais peut-être l'Allemagne n'a été dans une position aussi critique que maintenant.

L'Allemagne est un pays magnifique ! Un peuple de près de trente-cinq millions d'habitants, – les teutomanes rêvent même de soixante-dix millions, mais en tant que Slave je ne puis naturellement pas les approuver –, un peuple doué de tout ce qui peut constituer la civilisation, la richesse et le progrès, avec une culture dont l'universalité et la profondeur ne se retrouvent nulle part ailleurs, dans aucune partie du monde ! Toutes les conditions de réussite et de puissance semblent réunies chez ce peuple béni pour en faire un des plus florissants, des plus forts et des plus heureux ! Et pourtant l'Allemagne n'est pas une nation, n'est pas une puissance. Elle n'a pas un peuple et, aujourd'hui, sans peuple il n'y a ni force durable, ni vie. Comment le peuple allemand en est-il arrivé à ne pas être un véritable peuple, vous le savez mieux que moi et vous comprenez aussi ce que j'entends par là : il n'a pas d'unité dans sa conscience, pas d'unité dans sa vie politique et par suite il lui manque dans sa politique le sentiment de sa force, la puissance suffisante pour faire prévaloir son génie et pour protéger ses membres isolés, déchirés entre eux, contre l'influence étrangère, contre les conquêtes et les partages. Aucune fraction particulière de l'Allemagne n'est en effet assez

puissante pour résister à la longue à cette pression de l'Empire russe toujours plus menaçante et plus pesante.

Plaçons-nous, par exemple, dans le cas d'une guerre entre la Russie et la Prusse seule, qui est pourtant l'Etat allemand le plus puissant. Indépendamment même des difficultés qu'entraîneraient nécessairement pour la Prusse ses possessions polonaises, il lui faudrait, malgré sa Landwehr et son organisation militaire par ailleurs si parfaite, succomber sous les coups répétés des armes russes. Je ne dis certes pas cela par orgueil patriotique, car je ne ressens vraiment pas la moindre sympathie pour les conquêtes de l'Etat russe ; il écraserait la Prusse rien qu'avec le poids de sa masse, elle serait de nouveau forcée, comme en 1813, de faire appel à ses frères allemands, même au peuple allemand, et ce serait la Révolution allemande, que la Prusse redoute par dessus tout. Et maintenant, quand on songe qu'entre la Prusse et la Russie il y a toute la Pologne, que la Prusse possède un morceau de ce pays volé et qu'il est impossible d'imaginer la Pologne paisible spectatrice et n'osant pas tenter une fois de plus de se libérer, alors on verra qu'une telle guerre doit forcément se terminer pour la Prusse soit par la cession forcée de ses provinces polonaises à la Russie, soit par leur libération dirigée contre la Russie. Dans les deux cas, la Prusse perdrait alors ces provinces, et avec elles aussi son équilibre actuel et ce qui conditionne sa situation présente et sa puissance. Elle se verrait forcée – comme l'a dit clairement en 1848 Sa Majesté Royale – d'être effectivement incorporée à l'Allemagne. C'est pourquoi, tant que la Prusse voudra échapper à une transformation radicale de la situation politique en Allemagne et se maintenir comme un Etat particulier, en dehors de l'Allemagne, il lui *faudra* éviter toute guerre avec la Russie, il lui *faudra* accepter l'intervention arrogante de cette dernière dans les affaires allemandes, il lui *faudra* rester dans la dépendance de la Russie.

Si elle ne veut pas être absorbée par l'Allemagne, elle voudrait en revanche rendre l'Allemagne prussienne. Elle le désirerait, mais elle ne le peut pas, et elle ne le peut pas parce qu'un renforcement de la Prusse par l'Allemagne, pas plus qu'un renforcement de l'Allemagne par la Prusse ne répondent aux visées de la Russie sur l'Allemagne et la Prusse ; elle ne le peut pas parce que l'Autriche résiste de toutes ses forces et enfin parce que les événements des deux dernières années n'ont guère beaucoup contribué à diminuer la violente antipathie des peuples de l'Allemagne contre la Prusse. La Prusse viendrait peut-être à bout des deux premiers obstacles, c'est-à-dire la Russie et l'Autriche, si elle savait seulement gagner la sympathie du peuple allemand : en supposant toujours naturellement que, trouvant dans l'Allemagne un nouvel appui pour sa force, elle se déciderait à dresser une Pologne libre face au tsarisme despotique. Il ne serait pas alors impossible aux peuples de l'Allemagne de se résoudre finalement à sacrifier aux intérêts majeurs de leur patrie commune leur haine à l'égard de la Prusse, car les peuples sont d'habitude guidés par de grands instincts et capables de grands sacrifices. Mais jamais les multiples dynasties qui se

partagent l'Allemagne ne reconnaîtront de bon gré l'hégémonie prussienne, car il n'y a pas le moindre doute qu'elle réduirait à rien leur souveraineté et même en dernier ressort leur existence. On n'a jamais encore rencontré dans l'histoire l'exemple d'un suicide politique volontaire au profit d'une communauté et c'est d'ailleurs tout à fait contre nature. Toute puissance, aussi limitée et petite soit-elle, serait-elle la plus inique et la plus malfaisante du monde, cherche à se maintenir aussi longtemps qu'elle peut. Les dynasties allemandes ne feront certes pas exception à cette règle, et cet obstacle, dont la Russie et l'Autriche ont tiré un bon parti, est insurmontable pour la diplomatie prussienne sur le terrain de la légalité.

L'état actuel de l'Allemagne est donc très critique. Elle a tout pour être grande et forte, et malgré cela elle est impuissante, à la merci de toutes les influences extérieures, je pourrais presque dire livrée sans défense à toute attaque venue du dehors. Elle a un ennemi terrible qui, tel un vautour vorace, guette sa fin ; pour affronter cet ennemi, elle aurait besoin de toutes ses forces unies, de toute l'énergie que donne l'enthousiasme de la liberté, et elle s'efforce encore en vain de parvenir à cette unité et de former un peuple : elle est divisée en plus de trente morceaux qui sont gouvernés par autant de princes indépendants dont les intérêts dynastiques sont diamétralement opposés aux intérêts de l'Allemagne dans sa totalité. Et celle-ci, pour maintenir son existence en face de la pression russe, a besoin d'unité, elle a besoin d'un resserrement *effectif et résolu* et, par dessus tout, d'être prise dans un mouvement durable et plein de vie, pour rajeunir son vieux sang appauvri ; seul, en effet, un sang frais peut réunir en un tout vivant et plein de force ses membres déchirés qui, depuis longtemps séparés, seront bientôt saisis par le froid de la mort. L'instinct de conservation des dynasties princières réclame au contraire le calme, le maintien ou plutôt le rétablissement de l'ancien état de choses : tout changement qui irait au delà d'une trompeuse illusion serait mortel pour leur indépendance. Seul donc le peuple allemand peut créer l'unité organique de l'Allemagne, car seul le peuple recèle en lui le sang, la sève et la vie ; au contraire, les princes allemands sont tout au plus capables de réaliser une union purement mécanique, et encore est-elle très problématique.

Qu'est-ce donc qui empêche les princes allemands, pourra-t-on peut-être m'objecter, de se mettre d'accord pour le salut de l'Allemagne ? La réponse est simple : *leur jalousie réciproque et bien fondée*. La diplomatie repose par nature non pas sur la confiance mais sur la méfiance, et nul, mieux que les diplomates, ne sait combien ils sont peu fondés à se fier les uns aux autres. Certes, cela sonne bien quand on parle de l'entente mutuelle et désintéressée des gouvernements allemands, mais je pose simplement la question : qui y croit ? Certainement pas les gouvernements : il leur faudrait alors méconnaître leur propre situation et avoir totalement oublié l'histoire. Ce ne sont pas seulement la France et la Russie qui se sont agrandies aux dépens de l'Allemagne : quelqu'un ignore-t-il l'histoire des agrandissements de la Prusse ? L'Autriche, par exemple, peut-elle oublier que la Prusse a assisté

avec une joie maligne et égoïste, à la fin du siècle dernier et au commencement de celui-ci, aux défaites continuelles que lui ont infligées les armées françaises, et qu'elle a même profité des victoires de Napoléon et des malheurs de la monarchie autrichienne pour se faire donner en cadeau par le grand vainqueur la province de Westphalie ? Le gouvernement du Hanovre peut-il oublier que la Prusse a également jeté des regards d'envie sur le Hanovre et en 1806 s'en est effectivement emparé, ne fût-ce que quelque temps, avec la permission de l'Empereur des Français ? La diplomatie saxonne peut-elle oublier que cette même Prusse, exploitant le grand enthousiasme qui s'était emparé de toute l'Allemagne lors de la guerre de Libération, a pris pour elle en 1815 plus de la moitié de la Saxe ? Et enfin, les gouvernements de l'Allemagne du Sud ont-ils mal compris l'avertissement significatif que leur a donné en 1814 la prise de possession de la province rhénane ? Et qui croira, qui peut croire que, si cette Prusse avait maintenant une nouvelle occasion de s'emparer de quelque partie de l'Allemagne, elle ne la mettrait pas à profit, et qu'un sentiment idyllique de la justice ou peut-être de tendres égards pour ses alliés allemands l'éloigneraient d'une telle entreprise ? Qui n'est pas convaincu que l'hégémonie ou même une dictature seulement provisoire de la Prusse sur l'Allemagne entraînerait un affaiblissement progressif des autres princes allemands au profit de la puissance prussienne et en ferait bientôt des princes médiatisés ?

Il est possible qu'un nouvel agrandissement de la Prusse en Allemagne tourne à l'avantage de cette dernière ; du moins il est hors de question que l'Allemagne puisse prendre vis-à-vis de la Russie une attitude beaucoup plus indépendante, il n'y a pas le moindre doute que les autres princes allemands auraient, dans un tel changement, beaucoup à perdre, sinon tout, et par suite on ne peut vraiment pas leur en vouloir s'ils montrent de la méfiance à l'égard de la Prusse. A première vue, ils se sentiraient beaucoup plus en sécurité sous l'hégémonie autrichienne, car c'est actuellement l'intérêt de l'Autriche de les protéger, eux et leurs droits légitimes, contre les aspirations des peuples allemands à la liberté et à l'unité, ainsi que contre le désir de domination de la Prusse. Mais l'hégémonie autrichienne pose une nouvelle question délicate : en premier lieu, l'Autriche n'est plus une puissance allemande, ses prétentions sur l'Allemagne vont directement à l'encontre de la sécurité, de la force et de la liberté de la nation allemande – tout ce que j'avance ici, je m'efforcerai de le démontrer par la suite. L'Autriche dépend par trop maintenant de la Russie, bien davantage que la Prusse ; le Cabinet de Saint-Pétersbourg a pris cette dernière dans les filets de son amitié, mais elle peut encore s'en échapper, l'Autriche ne le peut plus : elle se trouve liée par les ménagements qu'elle est obligée de prendre à l'égard de la masse largement majoritaire de ses sujets non-allemands et principalement slaves auxquels elle a fait des promesses précises. En un mot, malgré ses toutes récentes victoires en Italie et en Hongrie, c'est un Etat malade qui ne jouit plus de son ancienne liberté de mouvement, car il est blessé au cœur : il a bu le poison irrémédiablement mortel de l'assistance russe.

En outre, la Prusse ne tolérera pas davantage une hégémonie autrichienne en Allemagne que l'Autriche n'en aurait supporté une prussienne. Depuis que la Prusse est devenue un royaume, c'est-à-dire depuis un siècle et demi, elle s'est toujours efforcée de repousser l'Autriche hors de l'Allemagne et d'y occuper sa place. Tout ce qu'elle a fait et entrepris était systématiquement calculé selon ce plan immuable et, pour atteindre ce but, elle n'a dédaigné et redouté ni l'alliance, au plus haut point anti-allemande, avec la République française et avec Napoléon, ni l'alliance avec la Russie. C'est encore dans cette intention, c'est-à-dire contre l'Autriche, qu'elle a fondé l'Union Douanière allemande, indépendamment de sa grande et indiscutable utilité pour l'ensemble de l'Allemagne : et lui faudrait-il donc maintenant renoncer brusquement aux fruits d'un travail qui lui a coûté tant de calculs et de peine, aux avantages acquis au prix de tant de sang et de tant d'autres sacrifices, faire revivre en Allemagne cette influence de l'Autriche qui était en train de mourir et se soumettre à son hégémonie ? Agir ainsi serait un véritable suicide ; la Prusse doit persévérer et continuer à marcher dans la voie où elle s'est une fois engagée, il lui faut combattre l'influence autrichienne en Allemagne jusqu'à sa totale destruction, il lui faut poursuivre encore plus loin ses conquêtes en Allemagne, sinon elle pourrait bien ne se maintenir que difficilement au rang qu'elle occupe présentement.

La Prusse est encore bien loin d'avoir atteint ce but suprême et pour l'instant elle n'en est qu'à mi-chemin. Certes, elle s'est élevée jusqu'à être une puissance de premier rang, mais elle a un mal extrême à se maintenir à cette place. Elle ne la doit pas à sa situation naturelle, mais uniquement à son organisation militaire créée de toutes pièces et, pour ainsi dire, toujours en état de tension ; elle la doit à l'habileté de sa diplomatie et surtout au puissant soutien moral du reste de l'Allemagne qui, malgré son aversion résolue contre l'âme prussienne et malgré tant d'amères désillusions, attend toujours pourtant de la Prusse sa future libération. D'autre part, la Prusse ne compte que seize millions d'âmes, tandis que l'Autriche compte trente-sept millions d'habitants, la France plus de trente-cinq millions, la Russie environ soixante millions, – sans parler de l'Angleterre qui, à côté de ses vingt-cinq millions d'habitants, possède de par sa position insulaire, sa marine, sa richesse et son commerce, bien d'autres facteurs de puissance et de sécurité, face à ses ennemis de l'extérieur : ainsi le rapport des forces est terriblement désavantageux pour la Prusse et ce désavantage n'est pas même compensé par une situation géographique favorable, car celle de la Prusse est, comme on le sait, du point de vue stratégique, la plus désastreuse qui soit au monde en raison de son territoire trop étiré en longueur et trop réduit en largeur. Et cette infériorité de la Prusse n'est en aucune façon compensée par une union extrêmement étroite de ses provinces, car, en laissant entièrement de côté ses possessions polonaises, on peut dire que les liens qui unissent à l'Etat prussien les territoires récemment conquis sont au contraire très lâches ; l'union de ces provinces est maintenu davantage mécaniquement et militairement et, pour longtemps

encore, l'accoutumance née de l'histoire, l'intérêt et la sympathie ne les feront pas se fondre dans le cœur même de la Prusse. Tout le monde sait, par exemple, que la Rhénanie et le sud de la Westphalie – qui en constitue la partie de beaucoup la plus grande – ont des sentiments franchement anti-prussiens et un penchant pour l'Allemagne du sud ; que les Saxons, brutalement arrachés en 1815 à leur pays d'origine, y rentreraient avec joie, et personne ne m'accusera de mensonge si je prétends que même en Silésie – tout au moins à Breslau et au delà de Breslau – l'opinion est loin d'être favorable à la Prusse, pour diverses raisons religieuses, politiques, économiques, peut-être même pour des raisons nationales dont un examen plus approfondi sortirait de mon sujet. Ainsi, à ne considérer que le point de vue matériel, la Prusse est au moins trois fois plus faible que la Russie et deux fois plus faible que l'Autriche. Isolée, elle est incapable de résister aux armées françaises ou russes et encore moins aux forces alliées de la Russie et de l'Autriche. Il n'est pas question ici d'évoquer les victoires du Grand Frédéric : d'abord, en effet, de tels héros n'apparaissent pas souvent et d'autre part, la puissance de la Russie s'est formidablement accrue depuis cette époque. Ensermée entre la Russie et l'Autriche, la Prusse court constamment le danger d'être écrasée et anéantie par elles : position très critique qui exige une perpétuelle tension et un effort extrême, et il est bien connu que la Prusse consacre à sa force militaire bien plus que le tiers de ses revenus annuels. En cas de nécessité, elle peut peut-être – y compris le ban et l'arrière-ban de la Landwehr – lever une armée forte de 500.000 hommes : certes, c'est une masse énorme, mais alors la Prusse épuise ses ressources jusqu'à l'extrême limite, l'industrie et l'agriculture seraient, par la levée d'une telle armée, privées de tous leurs bras, et la question est encore surtout de savoir si la Prusse est vraiment en état de soulever ces masses d'hommes par simple voie administrative, sans l'enthousiasme et la sympathie populaires. Or, on sait par quels moyens et quels sacrifices on doit aujourd'hui acheter l'enthousiasme et la sympathie des peuples.

Il résulte de tout ceci que la Prusse a encore beaucoup à faire pour devenir une puissance de premier ordre *réelle et authentique*. Elle s'est jusqu'ici maintenue à ce niveau, d'abord en raison de sa remarquable organisation militaire, ensuite par la grâce de la Russie dont l'intérêt n'était précisément pas de laisser l'Autriche prendre une puissance excessive, enfin par le soutien moral – mentionné plus haut – du reste de l'Allemagne, soutien qui est devenu bien plus faible ces derniers temps et qui ne continuera à s'exercer que sous des conditions connues et impératives. La Prusse a jusqu'ici heureusement louvoyé entre tous les écueils avec une admirable habileté, tout en cherchant à satisfaire en même temps à ces trois conditions dont dépend son existence : elle avait eu toujours en vue le perfectionnement et le renforcement de son armée et montré ainsi qu'elle n'était pas décidée à renoncer à son organisation exclusivement appuyée sur la puissance militaire ; elle avait prêté à la Russie tout le soutien possible lors de l'écrasement de la Pologne et surtout participé de la façon la plus résolue à la politique

réactionnaire de la Russie en Europe ; en même temps, elle avait flirté aussi avec le libéralisme allemand et les aspirations de l'Allemagne à l'unité, en se présentant en sous-main comme celle qui rétablirait la liberté et l'honneur de l'Allemagne. Elle ressentait même si profondément la nécessité de gagner pour elle les sympathies de l'Allemagne, que déjà en 1845, c'est-à-dire trois ans avant la Révolution, elle instaurait chez elle une sorte de simulacre de régime constitutionnel.

Le temps est maintenant passé de cette politique de temporisation, il n'est plus possible de louvoyer, la Prusse doit se décider. Déjà en 1845, précisément à cause de ce flirt avec l'Allemagne et la liberté, la Russie a tourné le dos à la Prusse et se range maintenant résolument aux côtés de l'Autriche. La Russie a assez longtemps servi de protectrice, fait des préparatifs et des travaux de sape, assez longtemps attendu : elle veut maintenant en récolter les fruits ; elle ne peut pas encore aller de l'avant contre l'Allemagne, ces fruits sont encore un peu trop verts et il lui faut en prendre soin discrètement pour les amener à maturité : mais elle est manifestement décidée à pénétrer en Turquie et elle espère très vraisemblablement obtenir une part plus grande de la vieille Pologne. Avant tout, il lui faut étouffer l'esprit de liberté qui a pris soudain son essor en Europe et a poussé l'insolence jusqu'à venir frapper aux portes de son Empire. D'autre part, le peuple allemand est devenu plus vigilant, il prend conscience de sa situation difficile et ne se laisse plus abuser par de prétendues concessions et par des histoires en l'air ; il exige désormais de ses amis des actes précis et décidés, et c'est à ce prix seulement qu'on peut gagner ses sympathies et son soutien agissant. Il existe ainsi deux camps : l'Allemagne et la liberté d'un côté, et de l'autre la Russie et l'Autriche : la Prusse est obligée de choisir. Isolée comme elle est, elle ne peut rester inactive, il lui faut avoir des alliés, il lui faut devenir plus puissante ; son état actuel n'est pas à la hauteur des exigences de cette époque critique, il lui faut arrondir son territoire d'une manière ou d'une autre, et pour cela deux voies s'offrent à elle : ou bien elle doit s'entendre de nouveau parfaitement avec la Russie et l'Autriche pour procéder avec cette dernière à un partage partiel de l'Allemagne, en échange de quoi on aurait à donner satisfaction à la Russie en Turquie, en Galicie, et dans le Grand Duché de Posen – ou bien elle doit se mettre résolument à la tête de la nation allemande contre la Russie et l'Autriche, que ce soit en prussianisant l'Allemagne ou en étant elle-même absorbée par elle, ce qui à la fin reviendrait à peu près au même. Il n'y a pas pour la Prusse une troisième voie et un compromis entre les deux premières n'est plus à envisager. Ces deux voies sont possibles, mais toutes les deux ne sont pas sans danger.

Que la Russie et l'Autriche fassent de nouveau avec grande joie un accueil amical aux Prussiens qui, devenus infidèles, sont maintenant repentants, c'est ce qui ne souffre aucun doute ; on décapiterait ainsi cette force qui grandissait peu à peu en Allemagne et on opposerait une nouvelle digue à l'esprit de liberté. Le vœu le plus cher de la Russie, c'est le rétablissement de l'ancienne Triple Alliance car c'est elle qui est la pierre angulaire et le

moteur de toute sa politique extérieure. A vrai dire, une antipathie solide et bien fondée sépare l'Autriche de la Prusse : mais cette antipathie n'était pas moins forte à la fin du XVIII^e siècle, lorsque les trois puissances nordiques se réunissaient pour commettre en commun l'attentat contre la Pologne, ce qui montre que les rivalités mutuelles ne peuvent être un obstacle à un accord momentanément quand l'exige l'intérêt commun. D'autant que l'Autriche est tellement prisonnière de l'amitié de la Russie et devra sous peu payer cette amitié de sacrifices si importants, qu'il ne lui reste plus qu'à s'étendre en Italie et en Allemagne à titre de dédommagement : pour cela, il lui faut s'entendre avec la Prusse et bénéficier de son appui, car, dans un pareil cas, ce n'est pas seulement l'Allemagne que l'Autriche aura contre elle, mais aussi la France et l'Angleterre. La Russie et l'Autriche ne sont pas à elles seules assez puissantes pour se permettre de risquer une guerre d'idées contre toute l'Europe et surtout contre une Europe enthousiaste de liberté.

Dans un tel dessein, la Prusse peut conclure un accord particulier avec les deux puissances nordiques qui sont ses rivales naturelles sans briser avec ses principes, sans devenir par là infidèle à sa politique traditionnelle, sans pour cela renoncer à sa lutte à mort contre l'Autriche : cette lutte serait seulement remise à plus tard et les deux puissances, dans cette alliance fondée seulement sur des intérêts momentanés, chercheraient alors à se duper mutuellement et à s'assurer des positions favorables en vue de l'ouverture prochaine de leur inévitable conflit. Ne cherchons pas des exemples plus loin : le partage de la Pologne nous montre qu'une telle politique est possible et n'est pas contraire à la nature, aux tendances et à la conscience largement accommodante de l'Etat prussien. Il nous montre aussi que la Prusse peut marcher dans cette voie sans danger du côté de l'Autriche, et tout au moins sans danger immédiat du côté de la Russie. Le péril est entièrement ailleurs : il réside dans l'état d'esprit actuel non seulement des peuples de l'Allemagne mais de ceux de la Prusse même qui ont manifesté une aversion prononcée pour les principes des politiques russe et autrichienne et qui ont la volonté décidée d'être libres et de rétablir l'Allemagne dans son indépendance et son honneur. Or, aujourd'hui, on peut dire ce qu'on voudra, on a beau être fier de la force convaincante des baïonnettes, on ne peut braver l'état d'esprit et la volonté des peuples. Une alliance entre la Russie, l'Autriche et la Prusse jetterait inéluctablement la plus grande partie du reste de l'Allemagne dans les bras de la France, c'est-à-dire de la Révolution, *et même les princes allemands dont les intérêts seraient visiblement menacés par une telle alliance.*

La seconde voie serait toute nouvelle pour la Prusse. Elle présente beaucoup d'attrait, mais porte en elle des périls qui donnent fort à réfléchir. Le fait de se mettre à la tête de l'Allemagne équivaut pour la Prusse à une déclaration directe de guerre à la Russie et à l'Autriche ; mais ce n'est pas seulement de ces deux Etats qu'elle se fait des ennemis, mais aussi de tout le reste des princes allemands abandonnés par elle à la protection des deux autres puissances nordiques. De ce fait, la Prusse se déclare même en

faveur de la cause de la Révolution, car elle ne peut se livrer à un aussi radical renversement de politique sans faire appel à tout le peuple allemand et sans le soutien de la France et de l'Angleterre – et Dieu sait si la Révolution peut aller loin ! Nous avons assisté seulement à son prologue, nous en vivons maintenant le premier acte et nul n'ignore combien *cette* Prusse déteste et redoute la Révolution.

Ainsi, ces deux voies sont pleines de difficultés et de périls, et c'est seulement entre elles deux que la Prusse doit choisir, car il lui faut absolument s'arrondir, se renforcer et elle n'a pas d'autre moyen pour cela que de suivre l'une ou l'autre de ces voies. Il lui faut se décider ; il se peut que le temps soit proche où la question allemande devra être réglée – et sera réglée ! – d'une façon ou d'une autre par une violente catastrophe extérieure ou intérieure, peut-être par les deux à la fois, et malheur alors à ceux qui, sans s'y être préparés, seront surpris par cette nouvelle et fatale tempête !

Je m'arrête ici. Depuis un an, comme vous le savez bien, je n'ai pas lu de journaux et j'ignore par suite ce qui se passe dans le monde. Un an, aujourd'hui, compte plus que dix ans à d'autres époques et celui qui voudrait bâtir l'histoire a priori pourrait bien se tromper lourdement. Jusqu'ici, j'ai parlé selon la nature des choses et par suite je crois *bien* n'avoir pas commis de grosses erreurs. J'ai voulu montrer simplement ceci : la Prusse et l'Autriche, sans l'accord desquelles les autres princes allemands mettraient difficilement sur pied quelque chose de durable et de solide, sont dans l'impossibilité de s'entendre pour le bien de la nation allemande et ne peuvent s'accorder que contre elle, c'est-à-dire pour un partage de l'Allemagne et tout ce que la Prusse peut entreprendre, qu'elle prenne parti pour la Russie et l'Autriche contre le reste de l'Allemagne ou qu'elle se mette à la tête de l'Allemagne contre la Russie et l'Autriche, toute sa politique doit forcément mettre en péril l'indépendance et même l'existence des dynasties allemandes. Sur la position particulière de l'Autriche à l'égard de l'Allemagne et de la Russie, j'aurai encore l'occasion de m'étendre plus longuement et je pense qu'il ne me sera pas difficile de démontrer que la politique de l'Autriche est entièrement et directement dirigée contre la sécurité et les intérêts de la nation allemande, mais aussi indirectement contre l'indépendance des princes allemands. Pour achever le tableau du désordre de l'Allemagne et – pardonnez-moi l'expression – de sa misère, il me faudrait encore dire un mot de la politique particulière de la Bavière, mais ceci m'entraînerait trop loin, et je pense maintenant pouvoir à bon droit répéter ce que j'affirmais précédemment : avec leur meilleure volonté, les gouvernements allemands unis ne réussiront pas à fonder une véritable unité allemande puissante et dégagée de l'influence russe.

Seul le peuple allemand peut créer une telle unité, mais il a aussi à lutter avec d'énormes difficultés. Il a longtemps rêvé de son unité, il s'est enfin réveillé et il a remis entre les mains des plus savants de ses citoyens la grande tâche de son affranchissement. Ils se sont réunis à Francfort et, en bons savants, ils ont tout aussitôt saboté la cause sacrée qui leur avait été

confiée. Alors les peuples de l'Allemagne – ces éléments d'un corps sans vie – se sont de nouveau soulevés et ont essayé, de leur propre autorité, de se tendre la main. Vous savez, Monsieur, comme on leur a répondu. Ce qui en est résulté plus tard, je l'ignore, mais je n'hésite pas à vous dire – et je n'hésiterai pas à le dire à mes juges eux-mêmes – qu'en mitraillant le peuple en mai 1849 à Dresde, on a jeté bas un morceau de l'unité et de la puissance allemandes.

On s'est demandé quel intérêt pouvait avoir un étranger, un Russe, à la résurrection de l'Allemagne ? On a mis en doute la sincérité des vœux que je formais pour le bien de l'Allemagne ; et cependant l'affaire me paraît si simple que je ne saisis pas comment elle peut rester incompréhensible pour les autres. J'ai déjà fait une fois la remarque – et je la répète ici – que les temps sont passés, et bien passés, où les peuples avaient des destins séparés ; ils sont solidaires pour le meilleur et pour le pire, dans les progrès de la civilisation et de l'industrie et avant tout dans leur liberté. La liberté et la grandeur de l'Allemagne sont une condition nécessaire pour la liberté de toute l'Europe, un postulat nécessaire pour que la Russie devienne libre : mais, bien entendu, l'Allemagne restant dans ses limites vraiment allemandes, n'allant pas au delà, ne se livrant pas à cette extension romantique que chante l'hymne patriotique des teutomanes ! Les préjugés et les passions qu'engendre un patriotisme étroit n'ont aujourd'hui aucun sens et ne sont plus concevables que chez des peuples asservis, chez les Italiens, les Hongrois, les Polonais et chez les autres Slaves encore opprimés. La Russie, bien que tombée au plus bas degré de l'esclavage, n'est opprimée par aucun peuple étranger, c'est elle au contraire qui joue le rôle d'oppresser, même si ce rôle déshonorant et dont elle ne retire aucun avantage lui est imposé contre son gré, sous le knout ; seule la libération des peuples qu'elle a déjà asservis, seuls le réveil et l'émancipation des peuples qu'elle menace déjà dans leur liberté – c'est-à-dire des Allemands et des Slaves d'Autriche et de Turquie – peuvent briser ce knout dont la Russie est la première victime, victime infortunée et – il faut bien le dire – déshonorée. Ce sont là, me semble-t-il, des motifs suffisants pour justifier ma sympathie réelle, sincère et chaleureuse à l'égard de la prospérité des peuples de langue allemande – si tant est que de tels sentiments aient besoin d'une justification –.

Il est clair que l'Allemagne ne peut pas rester plus longtemps dans son état actuel. L'abcès intérieur dont elle souffre est arrivé à maturité, ses anciennes structures sont tellement vieillies que nul ne peut plus songer à elles, si ce n'est un de ces fous qui n'apprennent rien, n'oublient rien et ne comprennent rien ; les tempêtes se déchaînent autour d'elle avec tant de violence qu'elles ne peuvent l'épargner dans l'état critique où elle se trouve. De plus, l'Allemagne a été depuis lors le théâtre où les plus grands problèmes historiques ont trouvé leur solution ; emportée dès maintenant dans le tourbillon universel, ou bien une crise heureuse la guérira et la sauvera et elle s'élèvera au rang d'une grande puissance libre, ou bien elle

disparaîtra : d'abord, dans une lente agonie, elle abandonnera ses plus belles provinces, morceau par morceau, à son ennemi de toujours et à ses alliés, mais ensuite – telle jadis la Pologne – elle sera entièrement anéantie par un coup audacieux ou par un *hardi coup de main* – pour user d'une expression devenue classique et qui convient peut-être mieux ici. Tout le monde sait en Allemagne que cet ennemi de toujours est l'Etat russe ; il me faut maintenant montrer que l'Autriche est le principal allié de la Russie contre l'Allemagne.

Il est dur pour le cœur d'un vieil Allemand d'être obligé de reconnaître que l'Autriche a cessé de faire partie de l'Allemagne ! A ce nom d'Autriche sont liés de grands souvenirs historiques et même tout le romantisme allemand : l'empereur d'Allemagne, la grandeur passée de l'Allemagne lorsque son nom sonnait haut sur la moitié de l'Europe, et ce romantisme de l'avenir qui, par son éclat, semblait prosterner le monde entier aux pieds d'une Allemagne de nouveau glorifiée, et qui chantait le chant célèbre de Arndt ! Il est dur, à son réveil, d'être réduit à un peuple de seulement trente-cinq millions d'habitants quand on a si longtemps rêvé à une nation de soixante-dix millions ! Mais ce ne sont pas seulement des rêves, mais aussi des intérêts plus considérables et de réelle importance qui semblent menacés par la défection de l'Autriche : le trafic sur le Danube, c'est-à-dire tout le commerce de l'Allemagne du Sud, le commerce avec l'Italie, la mer Adriatique et avec elle la moitié de la flotte allemande, toute une moitié des forces navales allemandes – et de ce magnifique avenir ! Mais il y a plus encore : cette superbe Allemagne partant à la conquête du monde, hors d'état de se protéger elle-même en raison de son extrême et funeste division, s'était habituée depuis 1815 à ne compter dans tous les périls extérieurs que sur la Prusse et l'Autriche et à les considérer comme ses seuls défenseurs contre toute invasion ennemie. Et, dans ce partage des rôles de protecteur, la part la plus importante et incontestablement la plus lourde était échuë à l'Autriche : il lui fallait tenir en échec la puissance grandissante de la Russie, lui interdire toute pénétration plus avant en Turquie et libérer de sa domination l'embouchure du Danube ; par contre, l'Autriche devait ouvrir les portes de l'Orient aux intérêts allemands, à l'influence politique et au commerce de l'Allemagne, lui ménageant le champ libre dans cette si importante partie du monde, objectif principal depuis quelque temps de toute la politique européenne. Et voilà que l'Allemagne devait maintenant renoncer à tous ces avantages, à cette protection et à cette aide !

Il est remarquable que cette aide et cette protection de l'Autriche contre la Russie n'ont jamais existé dans la réalité, mais seulement dans l'imagination des rêveurs allemands. Sans parler de la participation de l'Autriche au rapt de la Pologne, qui est-ce qui a prêté son appui aux conquêtes de Catherine II en Turquie, entrepris même avec elle et exécuté à moitié le premier partage de cet Empire ? Joseph II, empereur d'Autriche. Est-ce que le tsar Paul n'a pas été jusqu'en 1800 un allié de l'Autriche ? De 1800 à 1815 l'Autriche s'est trouvée elle-même dans une situation très critique, et ceci peut bien lui servir

d'excuse pour n'avoir pas défendu durant cette période l'empire turc contre les entreprises de la Russie ; mais en 1815, elle recouvra la liberté de ses mouvements et la totalité de sa puissance, elle pouvait alors retourner sa politique contre la Russie, et, dans ce cas, elle aurait pu compter absolument sur le soutien actif de l'Angleterre. Pourquoi l'Autriche ne l'a-t-elle pas fait ? Pourquoi s'est-elle transformée en la plus fidèle alliée de la Russie ? Pourquoi a-t-elle toléré ses conquêtes en Turquie (1829) et en Pologne (1831) ? Et maintenant pour finir, n'est-elle pas liée corps et âme à la Russie ? Ne fait-elle pas tout ce que veut la Russie ? Ne soutient-elle pas la Russie en Moldavie et Valachie ? Ne lui remet-elle pas et ne lui garantit-elle pas la possession des bouches du Danube, de ce fleuve qui devait être allemand ? Et qui doutera qu'elle n'ait pas acheté l'aide de la Russie en Hongrie en promettant de se plier aveuglément à la politique russe en Turquie ? – De tels actes sont-ils ceux du premier et du plus puissant protecteur de l'Allemagne ?

A vrai dire, l'Autriche a commencé, depuis déjà le traité de Westphalie, à dissocier sa politique des intérêts de l'Allemagne. A partir de 1806 et de 1815, elle a complètement cessé d'être une puissance allemande, et c'est la Prusse qui a pris sa place.

Qu'on jette seulement un regard sur la carte : sur environ trente-huit millions de sujets que compte la monarchie autrichienne, il y a à peine huit millions d'Allemands, et on voudrait que ces huit millions germanisent les trente autres millions ! Cela était possible tant que les princes autrichiens étaient en même temps empereurs d'Allemagne et tant qu'ils pouvaient faire face à toutes ces races slave, magyare, valaque et italienne en proie à une haine mutuelle et en conflit incessant entre elles, en s'appuyant sur vingt-cinq millions d'Allemands dont l'unité, bien qu'elle n'ait jamais été très solide, était cependant tant bien que mal maintenue ; les Allemands avaient alors la suprématie et les différents peuples de l'Autriche, en partie conquis par la victoire des armes, en partie réunis par des traités et des capitulations qui ne leur laissaient que ce choix, étaient peu à peu forcés de s'incliner devant l'influence prépondérante de l'Allemagne. Maintenant, ces rapports se sont complètement inversés, les Allemands sont en minorité, et, comme tout le monde a pu s'en convaincre durant ces deux dernières années, les trente millions restants ne seront pas de sitôt germanisés. Au lieu de la force unie d'environ vingt-cinq ou trente millions d'Allemands, il n'y a plus qu'une Allemagne déchirée et soumise aux influences étrangères ; à la place de l'Empire romain, a pris naissance dans le nord une puissance terriblement menaçante, se prétendant slave et forte de soixante millions d'individus, qui attire à elle irrésistiblement les seize millions de Slaves vivant en Autriche. Est-il alors possible à cette Allemagne d'espérer encore pouvoir germaniser ces peuples qui ne sont pas allemands et qui ne l'ont jamais été ?

Je laisse ici entièrement de côté la question de droit, je ne cherche pas à savoir si une telle entreprise répondrait aux idées de liberté et de justice et servirait l'intérêt général de l'humanité : je pose seulement la question des

moyens et de la possibilité de la réaliser. Ou alors les peuples non-allemands de l'Autriche sont-ils si faibles, si totalement dépourvus d'esprit d'indépendance et de force personnelle qu'on peut les gouverner selon son bon plaisir ? Chacun d'eux, à l'exception des Magyars, n'a-t-il pas hors des frontières de la monarchie autrichienne un puissant point d'appui et pôle d'attraction ? L'Italie pour les Lombards-Vénitiens et la Russie pour les Slaves ? Vous me permettrez, cher Monsieur, de brosser un rapide tableau de ces peuples, et je commence par la Lombardie :

De longs discours sont inutiles quand l'histoire s'est déjà prononcée. Pour pouvoir douter encore, après les événements des deux dernières années, de la haine qu'inspire aux Italiens du royaume lombardo-vénitien le joug de l'Autriche, des efforts qu'ils font avec toute leur énergie et toute la passion de leur tempérament méridional pour s'unir à l'ensemble de la patrie italienne, il faudrait avoir pris la résolution de rester aveugle devant les faits les plus évidents et sourd aux témoignages les plus convaincants. Les Lombards ont encore prouvé davantage : ils ont montré en mars 1848 comment un peuple patriote et amoureux de la liberté pouvait sans armes battre et déloger de ses très fortes positions une armée cent fois, mille fois plus puissante. C'est là un glorieux exploit dans les annales de la liberté, un fait éclatant qu'on ne peut nier par le moyen d'aucune sophistique et sur lequel on ne peut ergoter en usant d'une dialectique habile à mentir et à ramper devant les maîtres. Cette victoire a démontré encore autre chose : ce ne sont pas seulement les villes, comme l'ont prétendu maints journaux conservateurs en Allemagne, ce sont aussi les habitants des campagnes, les paysans, c'est-à-dire tout le peuple lombard, qui ont pris part à ce glorieux combat et montré ainsi leur volonté de se libérer de l'esclavage autrichien et de fusionner avec l'Italie. Il est vrai que le peuple lombardo-vénitien est retombé dans cet esclavage par la trahison de la Spada italienne ; il est vrai que ses chefs ont été encore une fois traqués, réduits à s'enfuir, pendus ou fusillés selon la loi martiale, ou, ce qui est peut-être encore pire, incarcérés dans les prisons autrichiennes. Mais par Dieu ! ce sont là de misérables arguments à opposer à ce réveil de la conscience des peuples ! La liberté se nourrit du sang de ses martyrs : plus nombreux sont les héros tombés pour elle et plus son avenir est assuré, plus il est grandiose, plus il est florissant. Le peuple lombard, le peuple italien sont éveillés, ils ont eu le sentiment effectif de leur unité vivante, aucun chant de sirène ne peut plus les faire s'endormir du sommeil d'autrefois et de nouveaux et meilleurs chefs se lèveront du sol fécondé par leur sang.

Pour bien tenir en mains la Lombardie, il faudrait que l'Autriche anéantisse toute l'Italie et la maintienne sous son joug ; car, tant qu'il y aura une Italie indépendante de l'Autriche, c'est vers elle que le peuple lombardo-vénitien tournera tout naturellement sa sympathie, son intérêt, sa ferveur et tous ses vœux ; et tant qu'il y a une Italie, les Lombardo-Vénitiens ne se plieront jamais à servir de marche-pied à la puissance détestée de l'Autriche ou à la majesté grandiloquente de l'Allemagne. Pour arriver à ses buts, l'Autriche a appliqué en Italie depuis 1815, exactement la même politique que

celle qui avait si bien réussi en Allemagne au Cabinet russe, une politique qu'on peut définir en peu de mots : par le moyen de leurs propres gouvernements, démoraliser les peuples, les diviser, les vider de toute énergie et les endormir dans l'esclavage. Qui ne connaît l'histoire de l'emprise autrichienne à Turin, dans les principautés italiennes plus petites, à Rome et à Naples où, comme on le sait, le Cabinet russe a soutenu l'Autriche de la façon la plus active ? Je vous prie, Monsieur, et je prie mes juges de me permettre à cette occasion une petite remarque :

Les faits dont je parle, et que je ne fais qu'énoncer ici, sont connus et aussi authentiques que des actes officiels ; chacun, quel que soit son parti, est obligé de les tenir pour vrais, au moins devant sa conscience – s'il en a une. Quels moyens ont utilisés les gouvernements italiens, sous l'influence de l'Autriche et de la Russie, contre leurs peuples pour les maintenir éternellement en tutelle ? Le mensonge, l'hypocrisie, la corruption, le meurtre impitoyable, la démoralisation, l'achat des consciences par l'argent, par la peur, par la misère, par la superstition et l'obscurantisme des prêtres : en un mot, tout ce que pouvait inventer pour la perte et le malheur des peuples le jésuitisme le plus tortueux et le plus infâme, – et n'oublions pas les jésuites eux-mêmes ! –. Il me suffit d'évoquer les *lazzaroni* napolitains qui, menés par la Camarilla et la prêtraille, ont joué un rôle décisif dans toutes les grandes crises du Royaume de Naples. Mais ce n'est pas seulement sur l'Italie, seulement sur l'Autriche, la Pologne et la Russie, c'est sur toute l'Europe qu'a déferlé cette politique funeste qui, depuis 1815, n'est que trop connue sous les noms de *Restauration* et de *Sainte Alliance*. Je ne veux point énumérer les iniquités des trente-cinq dernières années, ni mentionner tous les forfaits perpétrés aux quatre coins de l'Europe et couverts par leur caractère officiel : je recule moi-même devant la puanteur qui pourrait s'exhaler en fouillant la pourriture de ce passé pourtant encore assez proche, et je ne veux pas exciter encore davantage mes adversaires, déjà si montés sans cela contre moi, en leur tendant un miroir pour y apercevoir leur image. Je veux seulement jeter quelque lumière sur le caractère de cette Restauration.

Après les rêves exaltés et fiévreux du Moyen Age, les peuples de l'Europe étaient tombés dans une apathie mortelle qu'on pourrait appeler l'âge d'or de l'absolutisme. Entièrement plongés dans les vaines spéculations des jésuites ou des piétistes, ils semblaient avoir perdu toute force, tout élan vital et même jusqu'à l'ombre d'une conscience d'hommes libres. Durant cette période, les monarchies européennes se consolidèrent, les princes régnèrent avec une autorité sans limites sur les masses inertes et serviles, disposant d'elles selon leur bon plaisir et leur caprice, se les partageant entre eux, les détroussant, les vendant, comme si les peuples n'étaient là que pour servir de vulgaire instrument destiné à satisfaire la puissance et les appétits

de quelques rares familles privilégiées, comme si l'honneur et la vie des princes dépendait de la honte et de la mort des peuples¹.

La philosophie des Lumières du dix-huitième siècle, la grande Révolution française qui en a surgi, et plus tard les victoires de Napoléon tirèrent les peuples de leur sommeil mortel. Ils s'éveillèrent à une nouvelle vie, à l'indépendance, à la liberté, à la moralité ; de nouvelles exigences, de nouveaux besoins se firent partout sentir, un monde nouveau était né, un monde où les hommes ont conscience d'eux-mêmes et de leur dignité, en un mot, l'humanité dans son sens le plus noble et le plus large, le but unique et le plus haut vers lequel tendent toute forme de société et toute histoire. Jusque là, les peuples étaient divisés, très souvent ennemis les uns des autres, en proie à des préjugés stupides et artificiellement entretenus ; maintenant, ils sentaient le besoin de se rapprocher ; guidés par un instinct sûr, ils comprenaient que ce grand but auquel ils aspiraient tous, se libérer, devenir des hommes, ne pouvait être atteint qu'en unissant leurs forces. Ainsi prit peu à peu naissance un mouvement général en Europe : tantôt il se dissimulait dans les couches les plus profondes de la société, tantôt il se manifestait de nouveau au grand jour par quelque action d'éclat, stimulé par les progrès de la culture générale, mais surtout par l'extension toujours grandissante de l'industrie et du commerce, invisible mais puissant ; il unissait tous les peuples de l'Europe en un grand organisme indivisible et créait peu à peu entre eux cette solidarité qui constitue le signe caractéristique, le trait capital de l'histoire contemporaine. Vous devinez, cher Monsieur, que je veux parler du *libéralisme*, que je vous prie de ne pas confondre avec le libéralisme actuel qui n'en est que le cadavre. Jadis, le libéralisme était encore plein de force robuste et de vie ; il n'avait pas encore rempli son rôle grandiose, l'avenir était à lui, il avait peu à perdre et tout à gagner, il ne redoutait aucun bouleversement et était encore bien éloigné de cette misanthropie aussi égoïste que stupide dans laquelle il devait tomber par le fait de l'âge, mais aussi après avoir atteint ses buts particuliers. Jadis, il croyait à l'humanité, il était dans l'opposition et réclamait avec force la diffusion des lumières, l'émancipation et même la révolution des masses. Pour combattre cet esprit qui venait de s'éveiller, pour étouffer au berceau ce monde nouveau épris d'humanité et de liberté, toutes les dynasties régnantes d'Europe conclurent entre elles en 1815 cette célèbre Sainte Alliance dont le but n'était rien moins que ramener les peuples à l'esclavage, au tombeau des dix-septième et dix-huitième siècles, à l'antique et immorale barbarie, et qui n'était pas autre chose qu'une *conspiration*

¹ *Note de Bakounine.* – J'invoque ici le témoignage de votre grand historien allemand Schlosser dans son ouvrage classique « L'Histoire du XVIII^e siècle ». Presque chaque page des huit ou neuf tomes de cet ouvrage est remplie du récit des saturnales des princes et de la lamentable servitude des peuples.

permanente de toutes les diplomaties unies de l'Europe contre la civilisation, contre le progrès, contre le bonheur et l'honneur de l'humanité ¹.

Cette prétendue œuvre de Restauration, cette Alliance baptisée « Sainte » sans doute par plaisanterie, ébranlée, et non pas brisée, par la Révolution de juillet, a continué jusqu'en 1848 : et je ne commettrai vraisemblablement par une grande erreur en présumant qu'aujourd'hui on travaille de nouveau à souder ensemble ses morceaux.

Il y a maintenant, Monsieur, comme vous le savez bien, des lois dans tous les pays civilisés qui punissent sévèrement le criminel qui, soit par son exemple, soit par son enseignement ou par tout autre moyen, pervertit un jeune enfant ; mais le crime de précipiter dans la corruption des peuples entiers, de fouler aux pieds des peuples entiers plongés dans l'obscurantisme et la fange, n'est-il pas mille fois plus grand, plus révoltant, plus condamnable que celui commis à l'égard d'un seul enfant ? Ou alors un crime cesse-t-il d'être un crime lorsqu'il s'élève des basses couches de la vie civile aux sphères brillantes des actes officiels ? Ou bien n'y a-t-il aucune justice contre les grands de ce monde ? La colère de Dieu est sans doute une fiction, mais la colère du peuple n'en est pas une. Au-dessus du droit positif, Monsieur, il y a le droit supérieur de l'histoire qui venge de façon terrible les peuples dont on foule aux pieds la dignité. Et puis, dit-on, le peuple ne serait pas suffisamment mûr pour la liberté ! Comme si sous ce système il pouvait jamais devenir mûr, comme si ce système n'avait pas été prévu pour ne jamais le laisser devenir mûr, et comme s'il y avait un autre apprentissage de la liberté que la liberté elle-même ! Et cependant, malgré ce système d'obscurantisme, malgré tous les efforts, – et quels efforts ! et appuyés par quels moyens terribles et tout-puissants ! – malgré tout, les peuples de l'Europe ont montré dans ces trois dernières années qu'ils veulent la liberté, qu'ils méritent la liberté et qu'ils savent même la conquérir si on ne la leur accorde pas de bon gré. Il se peut que durant quelque temps les émanations empoisonnées d'un monde en train de mourir jettent un voile sur ce ciel tout neuf, mais le soleil brûlant de la liberté dissipera bien ces nuages.

Ma remarque est devenue plus longue qu'il n'était dans mes intentions. Je reviens maintenant à l'Italie et à l'Autriche.

Le tempérament des peuples s'est montré plus fort que le poison dont on les a abreuvés durant trente-cinq ans. Malgré tous les efforts de l'Autriche pour abattre l'Italie, celle-ci est encore robuste et solide. L'énergie et la flamme avec lesquelles elle s'est ressaisie en 1848, ont plongé ses amis

¹ *Note de Bakounine.* – Je n'ai pas cru devoir ici fournir des preuves : qui ne connaît pas la triste histoire de la Restauration ? Mais si des témoignages s'avéraient nécessaires, je ferais appel aux lettres de Borne, aux connaissances personnelles de mes juges et, si cela ne suffisait pas, aux journaux les plus conservateurs de l'Allemagne parus en 1848 de février à mai (par exemple l'Augsburger Allgemeine Zeitung).

dans l'étonnement et dépassé toutes les espérances. Jamais l'Autriche ne viendra à bout de cette Italie, même pas si la France devait encore plus longtemps persister dans la politique monstrueuse de son Président russophile, ce qui est une pure impossibilité. Les intérêts les plus sérieux et les plus importants de la France ne lui permettent pas de tolérer la main-mise de la puissance autrichienne sur l'Italie et le peuple français toujours tourné de plus en plus vers la démocratie ne pourra pas longtemps assister indifférent aux souffrances et à l'oppression de ce beau pays qui est son proche voisin. Dans peu de temps – j'ose en faire la prédiction – l'Italie sera indépendante et libre et le royaume de Lombardie-Vénétie fera partie de la libre Italie, en dépit de toutes les baïonnettes autrichiennes et russes ; je dis bien : les baïonnettes russes, car il est hors de doute que la Russie appuiera de tout son poids la politique italienne de l'Autriche. Elle s'efforce, en effet, avant tout de détourner la puissance autrichienne de la Turquie pour la diriger contre l'Italie et l'Allemagne.

Donc aucun espoir pour que l'Italie puisse jamais devenir allemande. Restent les Magyars, les Polonais de Galicie et les autres Slaves – sans parler des Valaques qui n'ont pas en Autriche une grande importance politique –, en tout une population de 22 à 23 millions d'habitants qu'il sera également difficile de germaniser.

Je commence par la Galicie, car cette province, comme la Lombardie, est de celles sur lesquelles l'appétit insatiable des teutomanes a le moins de prétentions. Il est vrai que de telles prétentions seraient bien ridicules : si l'on excepte les fonctionnaires de l'Empire et quelques boutiquiers, – des Juifs parlant pour la plupart allemand, mais aussi polonais –, il n'y a pas en effet un seul Allemand en Galicie. On sait comment cette province est devenue autrichienne ; on sait aussi la cruauté des moyens mis en œuvre par la politique autrichienne pour la maintenir en son pouvoir, et on a quelque honte à reconnaître que cette politique est le fait d'Allemands. Certes, il y a bien en Allemagne assez de bonnes âmes pour se réjouir de la « grande scission sociale » qu'auraient dû provoquer les tueries entre paysans et nobles en 1846. On espérait que la noblesse, épouvantée par ces démonstrations sanglantes, renoncerait à poursuivre ses efforts en vue d'un rattachement à la Pologne ; on croyait d'autre part le paysan lié à tout jamais à la monarchie autrichienne et, par elle, à l'Allemagne. Dans les deux cas, on s'est absolument trompé : la grande masse de la noblesse et des habitants des villes, en Galicie, désire aussi passionnément qu'avant la restauration de la patrie polonaise. Il faudrait ne pas connaître les Polonais, pour douter que seule l'extermination de *tous* les Polonais, hommes, femmes et enfants, mettrait un terme à leurs aspirations, et si les honteuses et barbares manifestations de 1846 ont rendu service à quelqu'un, ce n'est ni à l'Allemagne, ni à l'Autriche, mais seulement à la Russie. L'aristocratie galicienne qui, jusqu'à cette époque, était assez peu patriote au point d'être en bons termes avec la Cour de Vienne, s'en détourna soudain et se mit à faire les yeux doux à la Cour de Pétersbourg. Déjà en 1846, parurent des brochures polonaises qui

déclaraient tout net qu'il fallait être fou pour espérer désormais le rétablissement, avec l'aide de l'Europe, d'une Pologne libre et indépendante, que les Allemands étaient des adversaires de la nationalité polonaise, pires encore que les Russes eux-mêmes, et que par suite, renonçant au moins pour un temps à la haine contre la Russie et à tous les desseins plus vastes, il fallait seulement chercher à réunir au royaume de Pologne sous la domination russe toutes les provinces polonaises tombées aux mains de l'Autriche et de la Prusse.

On sait aussi combien fut différente la réception que l'on fit en 1846 à Cracovie aux troupes russes de celle réservée aux troupes autrichiennes ; les Russes furent accueillis presque avec joie, et cette marque de sympathie provoqua alors maints froissements désagréables entre officiers autrichiens et russes. Je n'ai pas besoin de dire qu'un tel retournement de l'opinion en faveur de la Russie fut violemment combattu par la démocratie polonaise, mais extrêmement agréable au Cabinet russe ; et, autant que le lui permettait son caractère despotique, il a essayé de le mettre à profit : il accorda dans le royaume de Pologne toute sa protection aux nobles qui avaient alors fui la Galicie, naturellement pour autant qu'ils n'avaient pas participé au soulèvement ; quant aux paysans de Tarnov qui s'étaient risqués à passer la frontière du royaume, ils reçurent le knout. J'ai déjà tenté d'expliquer pourquoi le gouvernement russe ne pouvait et ne peut pas suivre l'exemple de l'Autriche : une révolte de paysans dans le Royaume de Pologne en provoquerait une analogue en Lithuanie et en Russie, et c'est ce que redoute à bon droit le gouvernement plus que tout. En outre, un soulèvement paysan n'est pas si facile à attiser dans le Royaume de Pologne, là où le paysan, bien que non propriétaire, mais presque libre et bien plus patriote qu'en Galicie, se souvient encore avec enthousiasme des luttes révolutionnaires de 1831 auxquelles il a pris part et déteste déjà la domination russe, ne serait-ce qu'en raison du service militaire. Ainsi, faisant vertu de cette impossibilité, la Russie fit face à l'Autriche en 1846 en tant que protectrice des biens et des droits de cette fraction des propriétaires terriens qui restaient étrangers à la politique, et essaya de se concilier l'égoïsme de la noblesse galicienne. Mais ce n'était pas seulement l'égoïsme qui s'exprimait dans les brochures dont je parlais plus haut, c'étaient aussi d'autres sentiments et d'autres considérations.

Si les Polonais devaient être vraiment convaincus un jour qu'ils n'ont plus rien à attendre, pour la restauration de leur patrie, de l'esprit de justice, de l'intelligence et de la sympathie des peuples libres de l'Europe, s'il leur fallait renoncer à arracher leur liberté à l'hégémonie de la Russie, ils seraient alors tous, unanimement, animés d'un seul désir : se ranger tous ensemble sous le sceptre de la Russie pour se retourner contre l'Allemagne et assouvir leur rage séculaire de vengeance.

Ceci, Monsieur, n'est point un rêve, une vaine chimère, c'est une possibilité réelle et menaçante, et si j'en parle avec une telle assurance, c'est que j'ai eu l'occasion d'apprendre à connaître les sentiments des Polonais, leurs opinions et leurs aspirations. Sans doute haïssent-ils la tyrannie russe et les

Russes qui en sont l'instrument, et ils expriment hautement ces sentiments de sorte que le Polonais est partout connu comme l'ennemi héréditaire du Russe. Mais au fond de leurs cœurs, ils nourrissent une haine encore bien plus violente contre leurs maîtres allemands, ils détestent davantage le joug de l'Allemagne qui offense et révolte leur orgueil national bien plus que celui de la Russie.

La raison en est très simple : *les Polonais sont des Slaves*. Ils haïssent le Russe seulement parce qu'ils voient en lui un instrument, et non à cause de sa nature : ils ont en effet avec elle une certaine affinité, à côté de maintes différences, en dépit de la diversité des tendances et des degrés de culture et malgré toutes les antipathies nées de l'histoire et de la politique. Le Russe parle une langue très voisine de la leur. presque la même ; ils s'entendent avec lui souvent à demi-mot car la couleur et le ton dominants de leurs conceptions respectives de la vie sont les mêmes, aussi bien dans les classes dirigeantes que dans le peuple. Ils diffèrent et s'opposent souvent sur les idées religieuses et en ce qui touche le développement de la pensée : le Polonais, en effet, est plus enclin à l'exaltation religieuse et au mysticisme, a davantage d'imagination et de fantaisie, tandis que le Russe est plus réaliste. Mais ils ne présentent presque pas de différence pour les élans naturels du cœur et dans tous les domaines où se manifeste directement la force de leur nature. Le Russe et le Polonais s'estiment mutuellement : tout autre est le comportement du Polonais vis-à-vis de l'Allemand. L'Allemand est absolument étranger au Polonais, sa nature même lui est antipathique ; toutes ses manières, son mode de vie, ses habitudes, sa patience inépuisable ainsi que sa satisfaction, son esprit cosmopolite orienté seulement vers le gagne-pain, d'autre part aussi son ardeur au travail immense et dévorante qui, avec l'appui des gouvernements allemands, s'implante de plus en plus en Pologne : tout, même ses vertus, paraît au Polonais ridicule ou hostile. C'est, en un mot, le rapport entre un maître d'école vertueux et pédant, quelque peu dur et racorni – les Allemands se sont en effet montrés durs en 1848 dans le Grand Duché de Posen – et un jeune homme de tempérament sanguin, impatient et un peu désordonné. Mais si l'on songe qu'on n'a pas envoyé dans le Grand Duché de Posen et en Galicie précisément les maîtres d'école les plus vertueux et les plus honorables, et que dans ces provinces les Allemands sont le plus souvent représentés soit par le peuple le plus cosmopolite du monde, c'est-à-dire par des Juifs devenus Allemands, soit, ce qui est encore pire, par des fonctionnaires et leurs familles : alors on donnera aisément les derniers traits à ce tableau.

Ce n'est pas seulement de la haine que ressent le Polonais à l'égard de son maître allemand, c'est aussi un certain dédain, pour user d'un terme très modéré, et ces sentiments sont tout à fait ceux d'un Slave. Je touche ici, cher Monsieur, à un sujet extrêmement délicat et irritant, et je l'aurais volontiers passé sous silence, si sa grande importance politique ne donnait pas à réfléchir : c'est en effet la *haine des Allemands*, le *mépris des Allemands*, qui

sont communs à tous les Slaves et qui imprègnent également toutes les branches de la race slave, les Russes, les Polonais, les Tchèques, les Moraves, les Silésiens et les Slovaques, tous les Slaves du sud non seulement en Autriche, mais même en Turquie. C'est comme un instinct puissant qui les domine tous et qui crée entre eux un lien indissoluble quoique négatif. *C'est sur cette antipathie des Slaves à l'égard des Allemands que repose l'ensemble des plans du panslavisme russe.*

Est-il besoin de vous dire que pour ma part je réprouve au plus haut point cette antipathie quand elle s'adresse à toute la nation allemande et non point seulement aux Allemands oppresseurs ? Vous le savez bien et vous trouverez dans mon dossier un document montrant avec quelle ardeur j'ai combattu de pareils sentiments. Indépendamment de leur caractère injuste, je n'avais pas besoin d'être instruit seulement par les événements des deux dernières années pour savoir que la haine de races entre Slaves et Allemands entraînerait, – et entraînerait forcément –, les conséquences les plus malheureuses pour la cause commune de l'humanité et de la liberté, ainsi que pour le bien des deux races. Mais que peuvent les efforts d'un seul individu, et même de beaucoup d'individus isolés, contre un sentiment aussi puissant, profondément enraciné dans l'histoire et animant une masse de 80 millions de Slaves ? Car cette haine contre les Allemands n'est pas le brusque emportement d'une colère passagère, elle ne tombe pas davantage du ciel : elle est née de circonstances historiques, elle a été entretenue par une suite ininterrompue de vexations, d'injustices, d'oppressions et de cruelles souffrances, elle a mûri au cours des siècles et est devenue un facteur réel ¹ ; on peut, dans une certaine mesure, l'ébranler par la parole et par l'écrit, mais on ne peut la détruire que par de nouveaux faits historiques, la dissiper et l'anéantir qu'en agissant pour la justice et la liberté. Il faut à la fin, en effet, que les Allemands en conviennent : aussi humains qu'ils soient certainement dans leurs idées, dans toute leur culture, ils se sont montrés jusqu'à présent extrêmement tyranniques dans tous leurs rapports avec les nations étrangères ; en Italie, contre les Polonais, contre les autres Slaves, partout où ils sont venus, ils ont amené avec eux l'esclavage. Ils n'agissaient,

¹ *Note de Bakounine.* – Cette haine est si grande que le qualificatif « Allemand » (Nemec) qui s'exprime de la même façon dans toutes les langues slaves, passe chez tous les peuples de cette race sans exception pour la pire des injures. Ce sont les Russes qui ressentent le moins cette antipathie ; mais elle existe cependant chez ce peuple qui est peut-être le plus cosmopolite de tous les Slaves et qui a le moins de motifs de haïr les Allemands, et, – comme je l'ai déjà fait remarquer plus haut –, elle est entretenue, à l'occasion, par le gouvernement bien qu'il emploie de très nombreux Allemands à son service. Cette dernière circonstance ne joue pas un rôle négligeable dans la persistance et le renforcement de cette germanophobie. Les Allemands au service de la Russie, qui sont sans aucun doute les meilleurs serviteurs de l'Empereur, se donnent tout le mal possible pour cacher leur origine allemande, et affichent le plus ardent patriotisme russe.

il est vrai, qu'en tant qu'instruments de leurs gouvernements ; mais un Russe peut aussi alléguer la même excuse, car il n'était lui aussi que l'instrument d'un pouvoir despotique et inhumain – et il n'est rien que cela –. Et, après tout, les Russes n'ont pas encore eu un Parlement de Francfort pour décréter de son plein gré l'annexion du Grand Duché de Posen en violation des traités et au mépris de la nationalité, et pour saluer avec des transports de joie les victoires de Radetzky sur le peuple lombard luttant pour sa liberté ; et je ne dis rien des Slaves de l'Autriche que le Parlement a considérés comme les valets naturels de cette Nation allemande qu'il venait seulement de mettre au monde. Il est vrai que ces injustices criantes du premier Parlement allemand ont trouvé leur contre-partie dans une adresse de remerciements qu'une société berlinoise groupant des conservateurs allemands et même, je crois, des aristocrates, a envoyé au ban Jellacic, au moment où ce dernier écrivait dans la *Slovanská Lípa* de Prague « qu'il avait marché sur Vienne et participé au bombardement et à l'assaut de cette ville, non pas parce qu'elle était le foyer d'une agitation révolutionnaire, mais parce qu'elle était le siège du Parti allemand¹. »

Seuls les démocrates en Allemagne ont considéré que la liberté des autres peuples était la condition de leur propre liberté et ils l'ont défendue autant qu'il était en leur pouvoir ; à eux seuls, je pense, il était réservé de triompher de la haine des Slaves contre la nation allemande, haine funeste mais qui n'est pas sans fondement. Les derniers événements ont montré aux Slaves que la chute de Vienne, ville allemande, et la défaite des Magyars en Hongrie – pour autant qu'ils y ont contribué – ne leur ont rien rapporté, mais ont même hâté la perte de leur liberté naissante ; d'autre part, ces mêmes événements ont forcément fait comprendre aux Allemands que l'annexion du Grand Duché de Posen, le massacre et l'asservissement de la Lombardie devenue libre, n'étaient que le prélude à l'incorporation de toute la nation allemande dans le vieil ordre tyrannique ; et j'espère que leur leçon n'a pas été perdue pour les deux races. Ceci dit, je reviens aux Polonais.

Cette antipathie à l'égard de tout ce qui est allemand est le sentiment dominant chez les Polonais comme chez tous les autres Slaves. Dans les masses populaires – et sans excepter le moins du monde les paysans de Galicie – elle est si prépondérante et se manifeste de façon si évidente, qu'il faut fermer volontairement les yeux pour ne pas la remarquer ; essayez de dire à un paysan galicien qu'il est un Allemand : il vous montrera par sa réponse énergique combien un tel qualificatif lui paraît outrageant. Dans les classes instruites, au contraire, ce sentiment est généralement refoulé au fond du cœur par l'effet d'une culture artificielle ; il continue à subsister de façon souvent inconsciente, mais il est rare qu'il soit entièrement surmonté. Tant que les Polonais ont espéré arracher leur liberté avec l'aide de l'Allemagne contre la Russie, ils ont essayé d'étouffer en eux cette antipathie

¹ *Note de Bakounine.* – A cette époque, cette lettre a été rendue publique et a été citée dans la plupart des journaux.

innée. Ils commencent à se rendre compte maintenant que la domination allemande est beaucoup plus dangereuse que la russe elle-même. Les Russes, du moins, ne dénationalisent pas la Pologne : au contraire, quand ils entrent en contact avec elle, ils adoptent beaucoup du caractère polonais, et tous les efforts du gouvernement de Pétersbourg pour introduire la langue russe dans le royaume de Pologne n'ont eu généralement pas d'autre résultat que de faire apprendre le Polonais aux fonctionnaires russes eux-mêmes qui, après quelques années de séjour, préfèrent à la fin parler polonais. Russifier la Pologne est donc impensable. La germanisation est beaucoup plus à redouter, car les moyens dont elle se sert sont non seulement les mesures gouvernementales, mais aussi l'action puissante d'une culture fortement accusée sous toutes ses faces et, par dessus tout, cette application au travail infatigable et dévorante, qui caractérise l'industrie allemande. Et ainsi, le Polonais préfère endurer les plus cruels tourments que se laisser germaniser : la pensée de devenir allemand lui est si insupportable que, pour échapper à ce péril, il préfère mille fois se jeter dans les bras de la Russie.

Il est difficile à un Allemand de comprendre comment est possible un tel acte de désespoir. L'Allemand a beaucoup de raison et peu de passion ; il a de la peine à concevoir le caractère passionné du tempérament slave. L'Allemand est en réalité cosmopolite, ce qui pourra être une grande vertu dans un proche avenir, mais cette qualité est pour le présent une source de faiblesse, car elle prive le peuple allemand d'un des plus puissants moyens de concentration. Seule la liberté, seul un jeune enthousiasme, pour ainsi dire religieux, pour les droits universels de l'homme, face au despotisme intérieur et extérieur – et surtout au despotisme russe –, seuls les puissants intérêts tant matériels que spirituels de la démocratie, peuvent unir le peuple allemand et lui créer une unité politique, et ceci ne sera pas l'œuvre de son sentiment national qui est trop faible et existe à peine. Ces derniers temps, l'Allemand a beaucoup ruminé sur sa nationalité, mais il en a pris peu conscience. Jusqu'à présent, il s'est senti chez lui partout où il était heureux, là même où il lui fallait endurer une oppression d'ordinaire insupportable, pourvu qu'il pût seulement gagner honnêtement son pain à la sueur de son front : pas seulement en Amérique, mais aussi en Russie. Il y a des colonies allemandes dans le sud de la Russie, en Sibérie même, il y en a aussi en Espagne et en Grèce ; le monde entier est aujourd'hui couvert de colonies allemandes, sans pour cela être devenu allemand, car le peuple allemand, à côté d'une force d'expansion dont la croissance est presque illimitée, ne possède pour ainsi dire aucune force de concentration. C'est là, je le répète, à la fois une vertu et une faiblesse : une vertu pour l'avenir dont l'esprit se révèle démocratique et nous conduit visiblement à une fusion totale de toutes les contradictions nationales en l'ensemble homogène d'une société englobant toute l'humanité et d'abord l'Europe ; et une faiblesse pour le présent, tant qu'aucune autre force n'est arrivée à remplacer celle du patriotisme étroit qui pousse et rassemble les hommes.

Presque sur chaque point, et surtout sur celui-ci, le Slave est aux antipodes de l'Allemand. Il place son sentiment national au-dessus de tout, même au-dessus de la liberté ; son sentiment racial ne vient qu'après l'amour de sa patrie particulière et il oppose l'indépendance et la force de tout le monde slave aux prétentions et aux empiétements de l'Allemagne. On a de la peine à se représenter avec quelle passion obstinée le Slave se cramponne à ces sentiments ; pour eux, il est prêt à tout sacrifier ; pour eux, il se jetterait, s'il le fallait, dans les bras du plus dur des tyrans, pourvu qu'il ne porte pas un nom allemand. Ces sentiments constituent sa religion, sa superstition, car le Slave, contrairement à l'Allemand, est tout sentiment et instinct. La pensée ne vient chez lui qu'après le sentiment et souvent n'apparaît pas sous sa forme pure ; le Slave sait à peine ce que c'est que réfléchir : ses actions, bonnes ou mauvaises, sont presque toujours l'expression de la totalité de sa nature. Que cette nature soit aussi imparfaite que celle de l'Allemand, voilà qui va de soi ; aussi n'ai-je pas ici le moins du monde l'intention de vanter la première aux dépens de la seconde. Le Slave possède tous les défauts et toutes les qualités que n'a pas l'Allemand ; avec de telles aptitudes, s'il n'y prend pas garde assez tôt, il deviendra l'instrument du plus abominable despotisme et usera du knout russe contre l'Europe et contre lui-même : cela devrait paraître évident aux yeux de tous, même si les événements de ces deux dernières années n'avaient pas si tristement confirmé cette crainte. Je ne veux donc point faire ici l'apologie des Slaves, je constate seulement que ce contraste frappant entre la nature de l'Allemand et celle du Slave est un facteur extrêmement important et qu'on ne saurait négliger : aussi servira-t-il de base à la suite de ma discussion.

Les Polonais sont les seuls d'entre tous les Slaves qui ont combattu dans les rangs de la liberté au cours des deux dernières années. J'essaierai plus loin d'expliquer ce qui paralyse les tendances libérales des autres peuples slaves et précipite même une partie d'entre eux sous le drapeau de l'absolutisme. Ici, je veux simplement faire préalablement observer que les Polonais semblent avoir adopté une attitude plus favorable que celle des autres Slaves à l'égard du mouvement pour la liberté. En effet, tandis que l'indépendance nationale de ceux-ci est menacée ou, plus exactement, paraît menacée d'une destruction complète par les progrès de la Révolution en Europe, il semble que ces mêmes progrès soient une garantie du rétablissement de la nationalité polonaise, – c'est du moins ce que pense et espère la grosse majorité des Polonais. Que disent les autres Slaves : Tchèques, Moraves, Silésiens, Slovaques, Slaves du Sud ? « Les Allemands, disent-ils, nous opprimeront d'autant plus qu'ils deviendront eux-mêmes plus libres ; ils voudront nous germaniser par la force, ce qui est pour nous plus insupportable que le plus abominable esclavage et même pire que la mort. » « Les Allemands, rétorquent les Polonais, seront bien forcés, bon gré mal gré, de nous rendre libres pour nous opposer, tel un rempart vivant, à l'hégémonie de la Russie : leur propre sécurité leur imposera notre libération. » Ce même argument, parfaitement fondé, pourrait après tout apporter quelque espé-

rance aux autres Slaves ; seulement, leur situation est beaucoup plus complexe et moins facile à comprendre que celle des Polonais. Le nombre des gens en Allemagne qui peuvent concevoir une Allemagne sans la Pologne, qui considèrent même la libération de la Pologne comme la condition indispensable à la liberté de l'Allemagne et qui sympathisent avec la Pologne, ce nombre est très grand. En revanche, le nombre de ceux qui peuvent concevoir une Allemagne sans les deux-tiers de la Bohême et de la Moravie est très réduit. On a trop pris l'habitude de considérer ces Slaves comme des ressortissants allemands, et à cela vient encore s'ajouter la théorie de l'arrondissement du territoire : « la Bohême, dit-on, s'enfoncé absolument comme un coin dans le cœur de l'Allemagne », mais on ne songe pas que le danger deviendra beaucoup plus inquiétant, si ce coin se transforme en un coin russe.

C'est ce qui explique pourquoi tout Polonais est partisan de la Révolution et comment il se trouve même des hommes chez les Polonais que leur naissance, leur richesse, toute leur culture et toutes leurs habitudes appelaient à être des ultra-conservateurs parmi les conservateurs, qui certainement se seraient montrés sous ce jour s'ils étaient nés dans un autre pays ou dans une Pologne indépendante, et qui maintenant font preuve du plus grand libéralisme et se déclarent même en faveur des idées démocratiques. Ils attendent de la Révolution et de la démocratie la libération de leur Patrie soumise au joug étranger, et les meilleurs d'entre eux chérissent la Patrie au point d'être vraiment prêts à sacrifier pour sa résurrection leurs privilèges personnels et même leurs préjugés. Loin de moi la pensée que tous les démocrates polonais sont démocrates seulement parce qu'ils voient dans la démocratie le moyen de rétablir la Pologne : je ne parle ici que d'une certaine partie d'entre eux et je sais très bien que la grande masse de l'émigration polonaise, ainsi que de la jeunesse dans son propre pays, est animée d'idées démocratiques, sincèrement et je dirai même avec une espèce d'enthousiasme religieux. La douloureuse histoire de la Pologne, depuis son premier partage jusqu'à l'époque actuelle, a été la plus rude école, mais en même temps la plus riche en enseignements, pour conduire à une formation démocratique intégrale, et certainement aucun autre peuple de la terre n'a été à pareille école. La Pologne, purifiée par un siècle de souffrances comme par le feu, a lutté contre son sort tragique avec une ténacité inépuisable, avec un héroïsme inébranlable et sans exemple ; elle n'a jamais désespéré de son destin futur et s'est ainsi acquis de grands droits pour l'avenir. Elle est sans aucun doute le pays slave le plus libéral, le plus riche en forces agissantes, le plus chargé d'électricité, et dans ces conditions, elle est appelée à jouer un grand rôle parmi les Slaves et, vraisemblablement même, à les conduire au combat non pas contre la Russie, mais en accord avec le peuple russe contre le despotisme de la Russie.

Et malgré tout cela, qu'on prenne cent des Polonais les plus libéraux et qu'on leur pose la question suivante : « à supposer que l'Allemagne ne reconnaisse jamais la Pologne comme un état indépendant, que préférez-

vous ? Devenir Allemands et, en tant que tels, jouir des institutions démocratiques les plus libérales, – à condition naturellement de renoncer à partir de ce moment à tout particularisme polonais et de vous considérer comme une fraction inséparable de la patrie allemande, telle l'Alsace en France –, ou bien tomber sous le joug pesant de la Russie ? » Quatre-vingt-dix au moins sur cent, pour ne pas dire tous, répondront sans hésiter qu'ils préfèrent la domination russe, aussi dure qu'elle soit. Car le démocrate polonais le plus décidé reste toujours un Polonais, et en tant que Polonais reste un Slave, et aucun Slave ne pourra se décider à devenir allemand. Comme sujet russe, il demeure au moins slave, et comme tout l'Etat russe n'est qu'une mécanique fabriquée de toutes pièces qui, en raison de sa tension constamment et nécessairement croissante, éclatera forcément tôt ou tard, il conserve en même temps l'espoir de redevenir avec le temps un Polonais libre, et ses chances et ses raisons d'espérer augmenteraient prodigieusement par la réunion de toutes les provinces polonaises sous une seule domination, fût-elle celle de l'autorité inhumaine de la Russie. Alors la Pologne retrouverait son unité et le gouvernement russe, déjà maintenant hors d'état de réprimer, même dans ce petit royaume de Pologne l'effervescence constante des esprits et la tradition de révolte, serait encore moins capable de s'opposer au puissant essor spirituel, riche en effets imprévisibles, qui ne manquerait pas de se produire par la réunion des membres déchirés de ce pays qui ne veut jamais mourir.

On m'objectera peut-être que l'égoïsme et les intérêts particuliers de la noblesse polonaise ne lui permettront certainement pas de troquer la domination humaine de l'Allemagne contre celle, impitoyable, de la Russie. L'égoïsme ? Je suis bien loin de méconnaître sa puissante influence dans les affaires humaines ; mais par contre, on m'accordera qu'il existe de violentes passions pouvant s'emparer de temps à autre de peuples tout entiers et les arracher à leurs intérêts du moment, et que l'amour des Polonais pour leur malheureuse patrie, leur ardent désir de la faire revivre, leurs efforts infatigables pour parvenir à ce but sont une telle passion. Et s'il n'y avait pas d'autre exemple dans l'histoire, la Pologne serait un témoignage de cette vérité, un témoignage qui s'affirme depuis bientôt un siècle et qui, tous les ans, au lieu de s'affaiblir, grandit en force et en importance : c'est cette masse toujours plus nombreuse d'émigrants polonais qui, pour la plupart propriétaires terriens, ont risqué, et risquent encore aujourd'hui, non seulement leur vie, mais aussi ce qu'on met dans le siècle actuel à un plus haut prix que la vie : tout leur avoir, tous leurs biens ; c'est cette foule de victimes qui peuplent les prisons autrichiennes, prussiennes et russes, sans parler de la Sibérie, et qui décorent les potences dressées en Russie et en Autriche. Mais qu'ai-je besoin de poursuivre cette énumération ? Tout le monde sait que la Pologne fournit chaque année une riche moisson de martyrs, comme pour faire ainsi connaître au monde que pour longtemps encore elle n'a pas renoncé.

En ne considérant même que ses intérêts personnels, la noblesse polonaise ne subirait avec ce changement qu'un très léger préjudice et la noblesse galicienne pas le moindre. « Ceux qui possèdent quelque argent se trouvent bien partout », dit un proverbe très ancien et plein de vérité : les aristocrates et les riches Galiciens se trouveraient donc certainement aussi bien sous le régime monarchique du tsar que sous la domination autrichienne. Car la constitution qu'on a promise en 1848 à la Galicie, ainsi qu'aux autres provinces autrichiennes, ne semble pas, selon toute probabilité, devoir donner des résultats bien brillants : et enfin ces Messieurs ont-ils besoin d'une constitution ? Elle ne leur sert pas à grand-chose, car ils ont bien d'autres moyens pour satisfaire leurs intérêts personnels. Sous la domination russe, au contraire, ils gagneront d'être considérablement rassurés : en effet, tant qu'ils seront sous sa protection et tant qu'elle aura le pouvoir, ils seront à l'abri de surprises comme celle de Tarnov et défendus contre la propagande communiste des fonctionnaires autrichiens. Quant à la fraction patriote de la noblesse galicienne, elle non plus ne perdra rien : comme je l'ai dit, la constitution autrichienne – s'il y en a jamais une – ne peut être qu'un mirage tout à fait décevant, un simulacre de constitution. L'Autriche, dans sa situation, ne peut, avec la meilleure volonté du monde, accorder à ses peuples le moindre droit sérieux et cette constitution ne favorisera en aucun cas le rétablissement futur de la Pologne, but unique que se proposent tous les patriotes polonais. Et je ne vois pas en quoi les bombardements, l'état de siège, les exécutions, la loi martiale, les tribunaux criminels ordinaires et extraordinaires, les prisons et les gibets, sont plus humains quand ils sont austro-allemands que lorsqu'ils sont russes ! Il en est tout autrement dans le Grand Duché de Posen : là, le gouvernement est sans aucun doute mille fois plus humain et plus libéral que dans le royaume de Pologne ; cette province n'est pas coupée de l'Europe ; les propriétaires terriens, la classe cultivée y jouissent de tous les avantages et agréments d'un pays européen civilisé, et ceci n'est pas de peu d'importance. Et pourtant, c'est précisément dans cette province que la haine contre les Allemands est la plus vive, car c'est là que le danger d'être germanisé est le plus grand. Cette haine a atteint, durant les deux dernières années, un tel degré qu'un Allemand qui n'habite pas lui-même le Grand Duché ne peut s'en faire une idée. La noblesse et le peuple, en parfait accord, partageant ce sentiment. Les événements d'avril et mai 1848, la brutalité inouïe de la population allemande et juive, le décret d'annexion de Francfort, ont laissé au cœur des Polonais de Posen une implacable rancune qui, tôt ou tard, soit avec l'aide d'une révolution allemande, soit avec l'aide de la Russie, éclatera au grand jour. Moi-même, Monsieur, – après les bombardements de Cracovie, de Prague et de Lemberg qui, comme vous le savez, se sont succédés assez rapidement et ont été en quelque sorte le prélude au bombardement de Vienne –, moi-même j'ai eu souvent l'occasion de me quereller avec plusieurs Polonais de Posen comme de Galicie qui affirmaient avec passion que la seule issue pour eux était de souhaiter et d'appeler l'aide et la domination de la Russie.

Et je puis vous assurer que si la politique russe avait alors trouvé bon de dresser la bannière du panslavisme, ce ne sont pas seulement les provinces germano-polonaises qui, animées d'une haine de race contre les Allemands, se seraient ruées autour de ce drapeau, mais aussi certainement la grosse majorité des Slaves d'Autriche.

Je ne dis pas que tous les Polonais ont été de cet avis. Il y a eu certainement dans les deux provinces beaucoup de démocrates polonais auxquels ce remède a paru suspect, voire plus dangereux que la maladie elle-même ; mais on a alors couvert leur voix, et ceux qui ont le plus énergiquement combattu cette tendance, à mon avis désastreuse, combien de fois les ai-je entendus déplorer avec amertume et presque avec désespoir les immenses progrès de la germanohobie et de la russomanie dans le Grand-Duché de Posen, surtout dans l'état d'esprit du peuple proprement dit et des paysans : progrès tels que l'entrée de quelques régiments russes, avec l'autorisation de massacrer Allemands et Juifs, eût suffi pour faire de toute la Pologne prussienne une Pologne russe.

La situation était alors différente en Galicie, et, par suite aussi, la mentalité du peuple. Il venait d'obtenir en 1848 d'être entièrement exempté des corvées et autres servitudes et redevances seigneuriales, il n'était pas le moins du monde menacé d'une germanisation brutale, il n'avait donc aucun motif d'être mécontent. On sait avec quel succès le gouvernement autrichien a réussi à endoctriner le paysan galicien : les rapports de la noblesse propriétaire des terres avec le paysan avaient un caractère féodal et, il faut le dire, extrêmement oppressif ; ils ressemblaient beaucoup à ceux qui, encore aujourd'hui, sont de règle en Russie. La noblesse vivait de la sueur du pauvre serf et le maintenait ainsi dans une éternelle pauvreté. Un tel état de choses, quoi que puissent dire pour sa défense les admirateurs du vieil âge d'or patriarcal, était contraire à la nature, injuste au plus haut degré, funeste pour les deux classes, et ne pouvait en aucune manière être une source d'amour et de confiance réciproque entre le peuple traité en bête de somme et ses maîtres vivant dans l'oisiveté. C'est ce dont avait conscience la partie éclairée de la noblesse galicienne qui gagna peu à peu à ses idées plus saines la majorité des propriétaires terriens. A partir de 1831, il ne se passa presque pas une année, sans que la noblesse, dans d'humbles pétitions, ne sollicitât la permission de changer cet état de choses et de libérer le peuple de ses charges : sans le très haut agrément du monarque, on n'avait pas le droit dans cet Etat absolutiste de hasarder un tel changement ; c'eût été un crime de haute trahison. On sait que cette permission ne fut jamais accordée. Le gouvernement autrichien avait ses buts particuliers : il voulait non apaiser, mais nourrir la haine du paysan contre la noblesse. Pourquoi ? Son dessein est clair comme le jour et il faut reconnaître qu'il a poursuivi et atteint son but avec une extraordinaire habileté. Pendant que les nobles, jouant contre leur gré le rôle d'opresseurs, étaient contraints d'accabler de corvées le pauvre peuple, et étaient, auprès du gouvernement, garants des impôts des paysans et de la levée des recrues avec leurs biens et leurs personnes, la haine du

peuple à leur égard – comme il va de soi – ne faisait que croître et, du côté gouvernemental, on créait des fonctionnaires spéciaux chargés, au nom de l'Empereur, de défendre les droits du peuple contre la noblesse ¹.

Ainsi toute l'oppression venait de la noblesse, toute libération et toute espérance pour le pauvre paysan ignorant, et de plus endoctriné par les jésuites, venaient de l'Empereur, et de lui seul. Une telle situation fondée sur tant de mensonge et de contrainte devait forcément, dans bien des cas, pousser les propriétaires terriens les meilleurs et les plus libéraux aux actes les plus odieux. Qu'il y en eût parmi eux qui opprimerent le peuple dans des buts égoïstes et selon une détestable habitude, c'est dans l'ordre des choses : rien ne corrompt autant les hommes que la possibilité qui leur est offerte d'asservir d'autres hommes. Mais le mal principal venait de la politique sans décisions trop énergiques du Cabinet de Vienne qui ne manqua pas de récolter en 1846 les fruits mûrs de son long travail. Un soldat licencié, *Szela*, fut l'abominable instigateur des tueries de Tarnov qui, par leur férocité digne de cannibales, ne peuvent qu'évoquer les jours les plus sombres et les plus honteux de l'histoire de tous les peuples, et dépassent même en horreur ces journées de septembre tant reprochées à Danton : et ce *Szela* reçut alors, en récompense de ses mérites et de sa fidélité, une médaille et une pension à vie du gouvernement autrichien qui, par l'octroi de cette distinction, avouait ainsi à la face du monde qu'il était à l'origine des atrocités de Galicie. Le forfait, auquel ce gouvernement s'était depuis si longtemps préparé, était perpétré ; l'insurrection de Cracovie, celle de Galicie – certainement très mal organisée – avaient jeté le gouvernement dans un désarroi causé par la peur et la mauvaise conscience et il avait déclenché sa dernière mine, la plus dangereuse aussi : moins dangereuse d'ailleurs pour ceux auxquels elle était destinée que pour celui qui la dirigeait. En effet, pour mettre en mouvement les paysans, les fonctionnaires autrichiens n'avaient épargné aucune promesse : on s'engageait à accorder, au nom de l'Empereur, l'exemption de toutes les corvées, bien plus : le partage des terres des nobles, à tous ceux qui participeraient au massacre de la noblesse. Mais comment pourrait-on tenir ces promesses, alors qu'on ne jugeait même pas opportun de supprimer les corvées ? Déjà avant 1848, le zèle du peuple trompé pour l'Empereur et ses fonctionnaires commençait visiblement à diminuer, lorsqu'au printemps de cette année fatale, une nouvelle tourmente obligea le gouvernement de plus en plus effrayé à mettre un terme à toutes les corvées et autres redevances. Le paysan galicien est

¹ *Note de Bakounine.* – Il y a environ douze ans, on a voulu en Russie copier cette institution. On organisa une sorte de police rurale qui devait jouer un rôle de médiateur entre le paysan et le propriétaire terrien. Mais comme les conditions en Russie étaient différentes de celles de Galicie, cette institution a donné des résultats entièrement opposés. Elle n'a fait qu'accroître la haine du peuple contre le gouvernement, et le paysan russe ne redoute rien autant que cette médiation aussi barbare que coûteuse.

devenu, cette année-là, un propriétaire terrien libre et entièrement indépendant : aussi ses rapports avec la noblesse et les fonctionnaires de l'Empire ont profondément changé. La noblesse ne conserve plus que le droit et les moyens de lui faire du bien et, dans la plupart des cas, elle en a aussi la volonté. Toutes les fonctions de police, la perception des impôts et surtout la levée des recrues, ce fardeau devenu si pesant depuis ces deux dernières années : tout est du ressort des seuls fonctionnaires, toute l'oppression vient d'eux, c'est-à-dire de l'Empereur dont ils sont les représentants, et ce n'est plus la noblesse, mais l'Empereur qui apparaît à partir de maintenant comme l'ennemi naturel du peuple. Déjà, à la fin de 1848, ce dernier se rapprochait de la noblesse et on remarquait sa défiance croissante à l'égard des fonctionnaires : encore quelques années, et on découvrira certainement que l'expérience de Tarnov n'a apporté aucun profit au gouvernement autrichien, mais seulement du tort et de la honte. Il est dangereux pour toute monarchie, et surtout pour une monarchie comme l'Autriche, de jouer avec les armes démocratiques : elles blessent facilement une main inexpérimentée et leurs blessures sont mortelles.

Mais pour revenir à mon sujet, il me faut ici faire encore observer que la moitié des habitants de la Galicie sont des Ruthènes, très proches des Petits-Russiens de Russie par la langue et les mœurs. En majeure partie, ils appartiennent à la religion grecque uniate, mais beaucoup aussi à la grecque orthodoxe et, depuis de nombreuses années, leur clergé est travaillé par les popes et les moines, émissaires du clergé russe, avec ténacité et persévérance – cette ténacité et cette persévérance qui caractérisent en général la politique russe ! – Et il y a déjà dans ce clergé un fort parti russe : ce sont là des faits indéniables qui démontrent de façon évidente – si une démonstration était nécessaire ! – que la Russie a des vues sur la Galicie. Et maintenant, je quitte la Galicie en faisant cette prédiction que je crois fondée : si les Polonais d'Autriche et de Prusse ne se libèrent pas bientôt des prétentions allemandes, si, devenus libres, ils ne font pas face à la Russie pour restaurer la Pologne dans son intégralité, alors ils tomberont rapidement sous la domination russe et deviendront, aux mains de la Russie, des armes très dangereuses dirigées contre l'Allemagne. Que gagnera l'Allemagne à cela ? Je laisse aux Allemands le soin d'y réfléchir.

Le reste des Slaves menace la nation allemande d'un péril analogue, quoique moins immédiat. Ou ils deviennent indépendants et libres, ou ils deviennent russes ; dans le premier cas, en union avec une Allemagne amie et réconciliée, ils combattront le despotisme russe ; dans le second, ils seront les plus implacables ennemis de l'Allemagne. Ce dilemme n'est point une invention fantaisiste, il est réel et repose sur des faits indiscutables, et c'est ce que je vais maintenant chercher à démontrer. [*Le manuscrit s'arrête ici*]

